RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

N°3 - 2023

Publié le 17 février 2023 par mise à disposition du public

A l'Hôtel du Département

1 rue du Pont Moreau - METZ

SOMMAIRE GENERAL

COMMISSION PERMANENTE (DECISIONS)

ARRETES

PUBLICATION

La publicité de la conclusion des contrats est assurée mensuellement sur le site https ://marchespublics.moselle.fr/. Celle-ci précise notamment la date de signature, l'attributaire et le montant du marché. Par ailleurs, les marchés publics sont tenus à disposition des personnes intéressées dans les locaux des différentes directions mentionnées.

COMMISSION PERMANENTE

00 ORDRE DU JOUR, PROCES VERBAL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 6 FEVRIER 2023
DELIBERATION (pdf)

1 RECONSTRUCTION DU COLLEGE CHARLES PEGUY DE CATTENOM. CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA RECONSTRUCTION DU COLLEGE CHARLES PEGUY DE CATTENOM, DU GYMNASE ATTENANT ET DU REAMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS ENVIRONNANTS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

2 VOIRIE DEPARTEMENTALE - CESSION FONCIERE A GAVISSE
DELIBERATION (pdf)

3 VOIRIE DEPARTEMENTALE - CESSIONS FONCIERES A ARGANCY, STUCKANGE ET VOLMERANGE-LES-MINES
DELIBERATION (pdf)

4 VOIRIE DEPARTEMENTALE - TRAVAUX DE REQUALIFICATION DES CARREFOURS DE BEUVANGE-SOUS-SAINT-MICHEL (COMMUNE DE THIONVILLE) - RD 14B - REGULARISATION FONCIERE
DELIBERATION (pdf)

5 MOSLPARC NORD : CONVENTION DE BAIL EMPHYTEOTIQUE ET DE CONSTITUTION DE SERVITUDES ENTRE LA SAS CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE D'ILLANGE-BERTRANGE ET LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

6 AIDES AUX ORGANISMES AGRICOLES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

7 CONCOURS "MA CANTINE SANS GASPI"
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

8 APPEL A PROJETS INNOVATION ENVIRONNEMENTALE 2023
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

9 APPEL A PROJETS POUR L'ORGANISATION D'ACTIONS DE SENSIBILISATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE 2023
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

10 CONVENTION-CADRE PETITES VILLES DE DEMAIN
DELIBERATION (pdf)

11 POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - VEILLE FONCIERE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

12 AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@É - SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITES ADHERENTES AU GROUPEMENT DE COMMANDES
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

13 CLAUSES SOCIALES – RENOUVELLEMENT DE PARTENARIATS AVEC LA MAISON DE L'EMPLOI DU SUD MOSELLAN ET L'ASSOCIATION ELIPS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES SUR LE TERRITOIRE MOSELLAN
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

14 CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA CPAM DE LA MOSELLE RELATIVE A L'UTILISATION DU PORTAIL EXTRANET "Espace Partenaires"
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

15 CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UNE EXPERIMENTATION DE "MOBILITES SOLIDAIRES" SUR LE TERRITOIRE DE FORBACH-SAINT AVOLD
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

16 FINANCEMENT DES ACTIONS DU 8EME PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES - FICHE ACTION N°3 : PROMOUVOIR UN ACCOMPAGNEMENT PLURIDISCIPLINAIRE ADAPTE AUX BESOINS DES MENAGES - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT (ASLL)
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

17 FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE AUX JEUNES 2023
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

18 REVENU MINIMUM D'INSERTION REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE TRAITEMENT DES INDUS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

19 AVENANT N°1 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR UNE SOLUTION D'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE DE TRAVAIL DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU GRAND EST
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

20 Règlement conjoint de budgets primitifs 2023 de collèges publics
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

21 ATTRIBUTION DE LOGEMENTS DANS LES COLLEGES
DELIBERATION (pdf)

22 AIDE A LA RESTAURATION DU PATRIMOINE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

23 MOSELLE JEUNESSE
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

24 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT DE HAUT NIVEAU
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

25 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT POUR TOUS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

26 SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX EVENEMENTS SPORTIFS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

27 PERSONNEL DEPARTEMENTAL – REGIME INDEMNITAIRE DES OUVRIERS DES PARCS ET ATELIERS MIS A DISPOSITION
DELIBERATION (pdf)

28 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - ACQUISITION-AMELIORATION DE 5 LOGEMENTS A STIRING-WENDEL - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 474 059 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

29 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS A BEHREN-LES-FORBACH - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 1 489 697 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

30 GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS A PETITE-ROSSELLE - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 456 929 €
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

31 POLITIQUE MOSELLANE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE - OCTROI DE SUBVENTIONS NOELS DE MOSELLE
DELIBERATION (pdf)

32 SUBVENTIONS D'ORDRE GENERAL
DELIBERATION (pdf)

33 MODALITES D'EXERCICE DE LA DELEGATION ACCORDEE AU PRESIDENT DU DEPARTEMENT EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)

34 RECENSEMENT DES BESOINS ET DÉTERMINATION DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS 2023
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)

35 MANDAT SPECIAL - FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA BANDE DESSINEE D'ANGOULEME
DELIBERATION (pdf)

36 MANDAT SPECIAL - SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE A PARIS
DELIBERATION (pdf)

37 AMBITION MOSELLE 2020-2025
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération 1 (pdf)
Annexe à la délibération 2 (pdf)
Annexe à la délibération 3 (pdf)
Annexe à la délibération 4 (pdf)
Annexe à la délibération 5 (pdf)

38 PROGRAMME D'AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE AMISSUR
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

39 POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN – PROJETS ENVIRONNEMENTAUX
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

40 CHARTE POUR UNE ALIMENTATION DURABLE ET AUTONOME EN GRAND EST (ADAGE)
DELIBERATION (pdf)
Annexe à la délibération (pdf)

41 DESIGNATION A LA CONFERENCE REGIONALE DES FINANCEURS DU SPORT POUR LA REGION GRAND EST
DELIBERATION (pdf)

ARRETES

2022-001750 autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'une micro-crèche dénommée « Nos Petits Pas » sis 1A rue Principale à SILLY SUR NIED
Arrêté (pdf)

2022-001841 autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'une micro-crèche dénommée « Micro-crèche YOUPLA BOUM Yutz » 133 Avenue des Nations à YUTZ
Arrêté (pdf)

2023-002051 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023 de l'EHPAD Atre du Val de Fensch à FONTOY participant au CPOM de l'Association Atre du Val de Fensch
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002052 relatif aux tarifs dépendance 2023 de l'EHPAD Les Faubourgs de l'Orne à GANDRANGE
Arrêté - ARRETE PDF (pdf)

2023-002095 portant délégation de signature en faveur de Madame Valérie ROMILLY, Vice-Présidente du Conseil Départemental de la Moselle, Déléguée à l'Autonomie et au Handicap
Arrêté (pdf)

2023-002129 Relatif à la Maitrise d'Œuvre pour la construction d'une demi- pension au collège des Deux-Sarre à LORQUIN Concours restreint en application des articles L.2172-1, L.2125-1 2° et R.2162-15 à R.2162-26 du Code la Commande Publique
Arrêté (pdf)

2023-002130 Relatif à la Maitrise d'Œuvre pour la construction d'une demi- pension au collège de l'Albe à ALBERSTROFF Concours restreint en application des articles L.2172-1, L.2125-1 2° et R.2162-15 à R.2162-26 du Code la Commande Publique
Arrêté (pdf)

2023-002153 portant désignation de Madame Valérie ROMILLY pour représenter le Président du Département de la Moselle à la présidence du Conseil Départemental de la Citoyenneté de l'Autonomie ainsi que les formations ou commissions s'y rattachant
Arrêté (pdf)

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

COMMISSION PERMANENTE

6 février 2023

Décisions

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e7a0-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

CONSEIL DEPARTEMENTAL
COMMISSION PERMANENTE

ORIGINE	DIRECTION GENERALE DES SERVICES Direction des Assemblées
OBJET	ORDRE DU JOUR, PROCES VERBAL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 6 FEVRIER 2023
DOSSIER N°	| | 0 | 1062 |
RAPPORTEUR	

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MOSELLE

Séance du 6 février 2023

———

La séance est ouverte à 14 heures 30 à l'Hôtel du Département de la Moselle - salle des Délibérations - à METZ, sous la présidence de M. Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle.

Le secrétaire de séance est Mme ARNOLD.

Outre le Président du Conseil Départemental et le secrétaire de séance, sont présents : M. FREYBURGER, Mme ROMILLY, M. SUCK M. CHABANE, Mme HAAG, Mme SCHNEIDER, Mme MAGRAS, M. SIMON, M. DICK, Mme STEMART, M. SACCANI, Vice- Présidents, M. CORRADI, Mme LORIA- MANCK, M. WEIS, autres membres/secrétaires, Mme AMBROSIN-CHINI, Mme BECKER, M. BENIMEDDOURENE, Mme BOHR, Mme BORYSIAK, Mme BOUSCHBACHER, Mme CALCARI-JEAN, M. CUNAT, M. DIDIOT, Mme FIRTION, M. FRANÇOIS, M. GRÉLOT, Mme HERZOG, M. KIEFFER, Mme KLEBER-MASET, Mme LAPAQUE, M. MULLER, Mme PASTOR, Mme PILI, Mme REBSTOCK, M. REICHHELD, M. SCHULER, M. TACCONI, Mme THIEL- MIESZKALSKI, M. THIL, Mme TONIN, Mme TRAN, Mme ZIMMERMANN, autres membres.

Mme KUNTZ, M. SCHUH, M. KHALIFE, Mme ZIROVNIK, Mme STEMART, Vice-Présidents, M. CUNY, M. DASTILLUNG, Mme GOSSE, M. LEBEAU sont absents excusés.

Adopté, à l'unanimité Le Président

M. BOHL et M. FOURNIER sont absents.

Mme KUNTZ donne délégation de vote à Mme MAGRAS, M. SCHUH à Mme LORIA-MANCK., M. KHALIFE à M. THIL, Mme ZIROVNIK à Mme FIRTION, M. CUNY à Mme SCHNEIDER, Mme GOSSE à M. REICHHELD, M. DASTILLUNG à Mme ROMILLY, M. LEBEAU à Mme BECKER, Mme STEMART à Mme HAAG.

Le nombre de conseillers départementaux en exercice est de 54.

Le quorum (28 présents ou représentés) est atteint.

*
* *

41 rapports sont inscrits à l'ordre du jour et présentés en séance, dont la liste figure ci-dessous :

ORDRE DU JOUR

1) Reconstruction du collège Charles PEGUY de CATTENOM – Convention de partenariat pour la reconstruction du collège Charles PEGUY de CATTENOM, du gymnase attenant et du réaménagement des espaces publics environnants

2) Voirie départementale – Cession foncière à GAVISSE

3) Voirie départementale – Cessions foncières à ARGANCY, STUCKANGE et VOLMERANGE-LES-MINES

4) Voirie départementale – Travaux de requalification des carrefours de BEUVANGE-SOUS-SAINT-MICHEL (Commune de THIONVILLE) – RD 14B – Régularisation foncière

5) MOSL Parc Nord : Convention de bail emphytéotique et de constitution de servitudes entre la SAS Centrale photovoltaïque d'ILLANGE-BERTRANGE et le Département de la Moselle

6) Aides aux organismes agricoles

7) Concours « Ma cantine durable sans gaspi »

8) Appels à projets innovation environnementale 2023

9) Appels à projets pour l'organisation d'actions de sensibilisation au développement durable 2023

10) Convention-cadre Petites Villes de Demain

11) Politique de valorisation du patrimoine naturel Mosellan – Veille foncière

12) Ambition Moselle – Transition numérique – Programme FUS@E – Subventions aux collectivités adhérentes au groupement de commandes

13) Clauses sociales – Renouvellement de partenariats avec la Maison de l'Emploi du Sud Mosellan et l'association ELIPS pour la mise en œuvre des clauses sociales sur le territoire Mosellan

14) Convention de partenariat entre le Département et la CPAM de Moselle relative à l'utilisation du portail extranet « Espace Partenaires »

15) Convention de partenariat relative à la mise en place d'une expérimentation de « mobilités solidaires » sur le territoire de FORBACH-SAINT-AVOLD

16) Financement des actions du 8ème Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées – Fiche action n° 3 : Promouvoir un accompagnement pluridisciplinaire adapté aux besoins des ménages – Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL)

17) Fonds départemental d'aide aux jeunes 2023

18) Revenu Minimum d'Insertion – Revenu de Solidarité Active – Traitement des indus

19) Avenant n° 1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour une solution d'environnement numérique de travail dans les établissements scolaires du GRAND-EST

20) Règlement conjoint de budgets primitifs 2023 de collèges publics

21) Attribution de logements dans les collèges

22) Aide à la restauration du patrimoine

23) Moselle Jeunesse

24) Soutien et accompagnement au sport de haut niveau

25) Soutien et accompagnement au sport pour tous

26) Soutien et accompagnement aux évènements sportifs

27) Personnel départemental – Régime indemnitaire des ouvriers des parcs et ateliers mis à disposition

28) Garantie d'emprunt – S.A. d'H.L.M. VIVEST – Acquisition-Amélioration de 5 logements à STIRING- WENDEL – Emprunt d'un montant global de 474 059 €

29) Garantie d'emprunt – S.A. d'H.L.M. VIVEST – Construction de 16 logements à BEHREN- LES- FORBACH – Emprunt d'un montant global de 1 489 697 €

30) Garantie d'emprunt – S.A. d'H.L.M. VIVEST – Réhabilitation de 12 logements à PETITE-ROSSELLE – Emprunt d'un montant global de 456 929 €

31) Politique Mosellane de développement touristique – Octroi de subventions Noëls de Moselle

32) Subventions d'ordre général

33) Modalités d'exercice de la délégation accordée au Président du Département en matière de marchés publics

34) Recensement des besoins et détermination des procédures de passation des marchés publics 2023

35) Mandat spécial – Festival International de la bande dessinée d'ANGOULEME

36) Mandat spécial – Salon International de l'Agriculture à PARIS

37) Ambition Moselle 2020-2025

38) Programme d'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route (AMISSUR)

39) Politique de valorisation du patrimoine naturel Mosellan – Projets environnementaux

40) Charte pour une Alimentation Durable et Autonome en Grand Est (ADAGE)

41) Désignation à la Conférence Régionale des Financeurs du Sport pour la Région GRAND-EST

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente a adopté les décisions ci-après, étant précisé que, concernant les points suivants :

- 1 : M. CORRADI, M. FREYBURGER, Mme REBSTOCK, M. SACCANI et Mme TONIN ne participent ni au débat ni au vote.

M. DASTILLUNG, absent ayant donné délégation de vote à Mme ROMILLY, cette dernière ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant.
M. LEBEAU, absent ayant donné délégation de vote à Mme BECKER, cette dernière ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

- 10 : M. BENIMEDDOURENE, Mme BOUSCHBACHER, Mme MAGRAS et M. SCHULER ne participent ni au débat ni au vote.
- 16 : Mme PASTOR et Mme KLEBER-MASET ne participent ni au débat ni au vote.

Mme KUNTZ absente, ayant donné délégation de vote à Mme MAGRAS, cette dernière ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

- 28 : Mme HAAG ne participe ni au débat ni au vote.
- 29 : Mme HAAG ne participe ni au débat ni au vote.
- 30 : Mme HAAG ne participe ni au débat ni au vote.
- 31 : M. MULLER ne participe nui au débat ni au vote
- 37 : M. CHABANE et Mme HAAG ne participent ni au débat ni au vote.
- 38 : M. CORRADI, M. SUCK et M. WEIS ne participent ni au débat ni au vote.

Pour chacun des points précités, le quorum est atteint.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 15 heures 00.

La prochaine séance de la Commission Permanente est annoncée pour le lundi 6 mars 2023 à 14 heures 30.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e400-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction du Patrimoine Immobilier

OBJET RECONSTRUCTION DU COLLEGE CHARLES PEGUY DE CATTENOM. CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA RECONSTRUCTION DU COLLEGE CHARLES PEGUY DE CATTENOM, DU GYMNASE ATTENANT ET DU REAMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS ENVIRONNANTS

DOSSIER N° | | 1 | 1156 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président relatif à la convention de partenariat pour la reconstruction du collège Charles Péguy de CATTENOM :

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver la convention relative au partenariat pour la reconstruction du collège Charles Péguy à CATTENOM, du gymnase attenant et du réaménagement des espaces publics environnants figurant en annexe à la présente décision ;
- d'autoriser le Président à la signer.

M. CORRADI, M. FREYBURGER, Mme REBSTOCK, M. SACCANI et Mme TONIN
ne participent ni au débat ni au vote.
M. DASTILLUNG, absent ayant donné délégation de vote à Mme ROMILLY,
cette dernière ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant.
M. LEBEAU, absent ayant donné délégation de vote à Mme BECKER,
cette dernière ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

Convention relative au partenariat pour la reconstruction du collège Charles Péguy à CATTENOM, du gymnase attenant et du réaménagement des espaces publics environnants

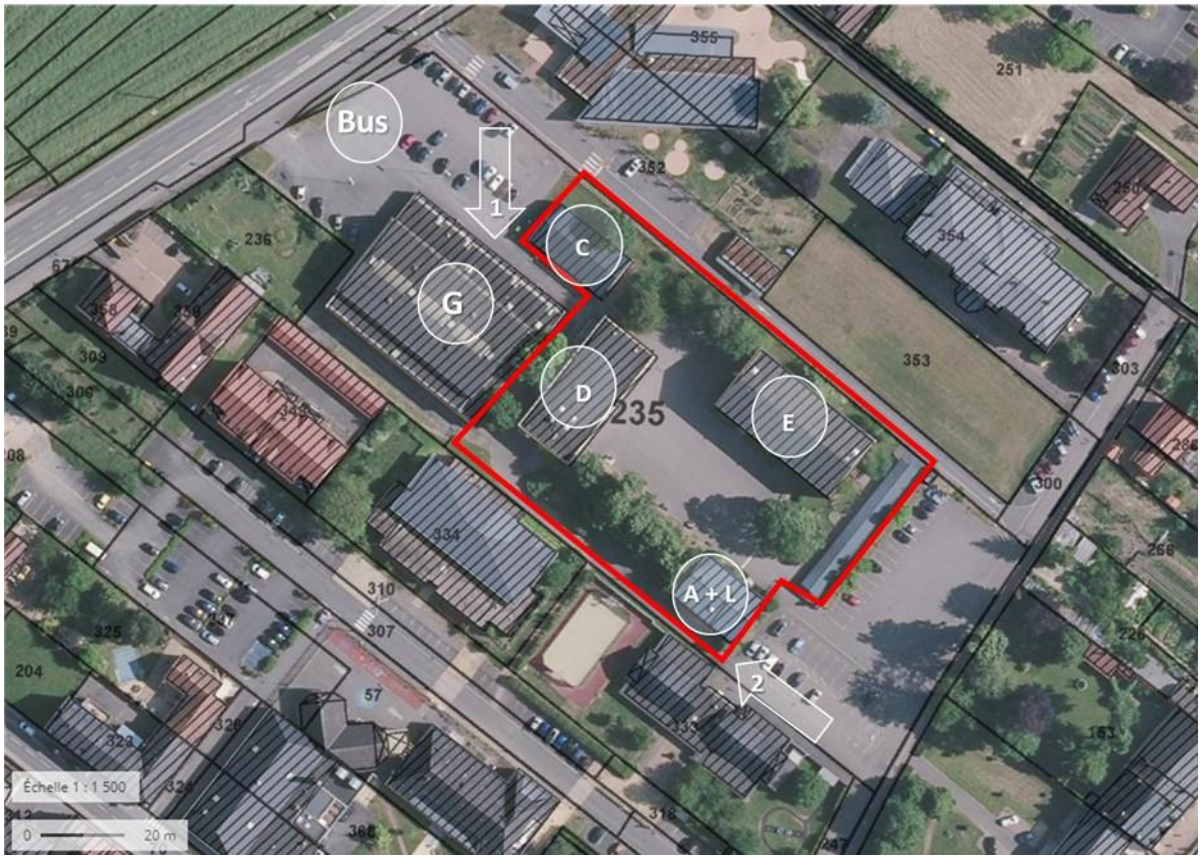
1. PREAMBULE

Le terrain d'assise et les biens immobiliers du collège Charles Péguy, propriétés de la Commune de CATTENOM, ont été mis à disposition du Département de la Moselle par procès-verbal.

La parcelle d'assiette cadastrée section 10 n°235, d'une contenance de 1ha32a93ca est affectée au collège Charles Péguy, à la desserte bus, au parking des enseignants et des visiteurs et au gymnase communal.



L'établissement actuel date de 1973. Il a été dimensionné à l'origine pour accueillir 340 élèves. Il se compose de plusieurs bâtiments en structure métallique de type FILLOD 2ème génération, comme suit :



Légende :

- 1 : Entrée principale du collège
- 2 : Accès logistique (maintenance et livraisons demi-pension)
- A : Administration
- E : Externat
- C : Salles informatique-technologie
- D : Demi-pension
- L : Logements
- G : Gymnase
- Bus : Dépose bus

La reconstruction du collège Charles Péguy à Cattenom s'inscrit dans les orientations d'investissement votées dans le cadre du PPI COLLEGES 2020-2030 du Département de la Moselle, dans une démarche globale de « construire utile, fonctionnel, simple, durable et dans le respect des coûts en investissement et en fonctionnement » avec des ambitions fortes en matière de performance énergétique (bâtiment à énergie positive) et d'exigences environnementales (bâtiment à Haute Qualité Environnementale et bâtiment Biosourcé de niveau 1).

Dans le cadre de la reconstruction du collège, la Commune de Cattenom a décidé en 2022, de se doter d'un nouvel équipement sportif de type "salle omnisports" et par conséquent démolir le gymnase existant.

Toujours dans le cadre du projet d'ensemble, la Commune de Cattenom souhaite également réaménager les espaces publics environnants.

La présente convention fixe les conditions du partenariat entre le Département de la Moselle, la Commune de Cattenom et la SPL Moselle Construction Durable pour la phase opérationnelle de construction, et précise notamment les modalités de cession du terrain, les démolitions à mener ainsi que les infrastructures à conserver et à rénover.

Dans ce contexte, et compte tenu des éléments énoncés précédemment, il est convenu

ENTRE ;

Le Département de la Moselle,

Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Département de la Moselle, autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du

Ci-après dénommé "le Département",

ET

La Commune de CATTENOM,

Représentée par Monsieur Bernard ZENNER, Maire de la Commune, autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée "la Commune",

ET

La SPL Moselle Construction Durable,

Représentée par Monsieur Etienne HILT, Directeur Général, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le conseil d'administration de la SPL.

Ci-après dénommée "la SPL MCD",

ce qui suit :

2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir, entre le Département, la Commune et la SPL MCD, les principes de réalisation, de financement et de gestion administrative, juridique et foncière liées au projet d'ensemble de reconstruction du collège Charles Péguy, du Gymnase et des espaces publics environnants.

Cela concerne notamment :

- Le découpage du terrain pour l'adapter au strict besoin du futur établissement (emprise bâtie et non bâtie), avec cession au Département du terrain retenu pour le collège, à titre gratuit ;
- La rétrocession au propriétaire (commune), après désaffectation, de l'emprise non concernée par l'opération de reconstruction du collège ;
- L'acquisition par la commune pour les besoins du projet de la parcelle cadastrée section 10 n°236, d'une contenance de 8a85ca.

- Les frais de raccordement des nouveaux équipements et bâtiments construits sur les réseaux publics et au réseau de chaleur urbain ;
- La suppression et/ou le déplacement du poste de transformation ENEDIS existant dans le collège au RDC de la demi-pension ;
- Le maintien et le redimensionnement si nécessaire du dépose bus situé le long de la RD1 ;
- Le maintien de la mise à disposition des équipements sportifs (gymnase et plateaux sportifs) pour les besoins du collège ;
- Les travaux de désamiantage et de déconstruction des ouvrages existants sur le site (collège et gymnase) ;
- Le réaménagement des espaces publics aux abords du projet ;
- La mutualisation des dépenses de certaines études entre la Commune et le Département selon la répartition détaillée en annexe n°1 ;
- Les principes de mandatement de la SPL MCD, pour réaliser le projet au nom et pour le compte du Département et de la Commune.

3. ELEMENTS RELATIFS AU PROGRAMME DE TRAVAUX

Le projet consiste à :

- Reconstruire intégralement le collège qui devra accueillir :
  - Les **espaces d'accompagnement** des élèves tels que l'administration, la vie scolaire, le centre de documentation et d'information (CDI), les salles de réunions, les espaces des personnels, les locaux médico-sociaux, les locaux techniques et d'entretien-maintenance, ainsi qu'une demi-pension en production sur site.
  - Les **locaux d'enseignement** répartis en :
    - 14 salles banalisées pour l'enseignement général (français, maths, histoire-géographie et langues) ;
    - 2 salles de sciences (SVT-PC) ;
    - 2 salles de technologie ;
    - 2 salles pour l'enseignement artistique (arts plastiques et musique) ;
    - 1 salle ULIS.
- Construire trois logements T4 avec accès direct sur la voirie publique. Ces logements seront implantés sur l'emprise du collège, mais physiquement indépendants et dissociés de l'établissement (clôture et fluides). Ils disposeront d'un garage et d'un emplacement de stationnement privé devant chaque logement.

En termes d'effectif, l'établissement pourra accueillir à terme 400 élèves.

A titre indicatif, la surface-plancher à construire du collège et des logements est d'environ 4000m².

Pour les aménagements, il sera prévu un parvis des élèves depuis le dépose bus (espace sécurisé des piétons), un abri vélo, un préau, une cour des élèves et une cour logistique avec accès direct depuis le domaine public pour regrouper l'ensemble des livraisons de l'établissement et l'accès pompier.

Les infrastructures existantes aux abords de l'établissement (dépose-bus, stationnement, parking personnel, gymnase, plateaux sportifs) sont exclues de la parcelle définitive du futur collège.

Afin d'offrir aux élèves du nouveau collège des conditions optimales pour la pratique des activités physiques et sportives, la Commune s'engage à mettre à disposition sur toute la durée de vie du

collège et à maintenir en bon état de fonctionnement les équipements sportifs utilisés par le collège.

En particulier, le gymnase fera l'objet d'une démolition-reconstruction sur le site. En effet, la Commune souhaite se doter d'un nouvel équipement sportif de type « salle omnisports », qui sera implanté côté rue Charles Péguy, libérant ainsi une partie du foncier nécessaire à la reconstruction du collège. Un nouveau parking, attenant à ce Gymnase, sera également crée. Il sera constitué d'un minimum de 60 places.

Enfin, la Commune va également entreprendre un réaménagement des espaces publics aux abords du projet.

4. ROLES ET MISSION DE LA SPL MOSELLE CONSTRUCTION DURABLE

La SPL Moselle Construction Durable assurera la maitrise d'ouvrage du projet global par mandatement du Département et de la Commune. Les rôles et missions de la SPL MCD sont définis et détaillés dans des conventions de mandat et leurs annexes contractualisées de manière bilatérales d'une part avec le Département et d'autre part avec la Commune, chacun pour les composantes du projet global qui le concerne. La SPL MCD aura le soin de réaliser le projet global au nom et pour le compte du Département et de la Commune.

5. DESSERTE EN RESEAUX DU SITE

Le site actuel est déjà desservi par l'ensemble des réseaux indispensables à son fonctionnement : eau potable, eaux usées/eaux pluviales, électricité.

Pour ces réseaux, les raccordements des nouvelles constructions jusqu'aux branchements existants en limite du domaine public seront à la charge du Département. Les éventuels autres frais facturés par les concessionnaires concernés seront à la charge de la Commune. (par exemple nécessité de remise en état, création d'un nouveau point de raccordement si l'existant n'est plus utilisable, etc...)

En cas de raccordement du Collège à un réseau de chaleur, la viabilisation de la parcelle sera à la charge de la commune jusqu'au point de comptage/sous station en limite de propriété ou à l'emplacement du futur bâtiment.

Le nouveau collège sera raccordé au Réseau Haut Débit au frais du Département. Ce raccordement s'effectuera depuis la chambre de tirage existante la plus proche jusqu'au point de livraison du futur établissement (local serveur).

Les réseaux humides correspondants aux besoins des trois logements de fonction seront réalisés indépendamment du collège (branchements individuels EU/EP/AEP/ELECTRICITE) et ils seront à la charge du Département.

6. REAMENAGEMENTS DES ESPACES PUBLICS

Afin de permettre la desserte du site pour les véhicules particuliers, les secours, les livraisons y compris les cars de ramassage scolaire, les cycles et les piétons à partir des besoins induits par le projet, la Commune s'engage à :

- Maintenir en bon état et/ou redimensionner si nécessaire le dépose-bus situé le long de la RD1 et assurer la sécurité des élèves le long de la voie publique (trottoirs surélevés et signalisation pour empêcher le stationnement non autorisé, passage piéton, éclairage

public, etc.). Dans cette optique la Commune va entreprendre un réaménagement des espaces publics aux abords du projet, dont notamment :
  - La création d'un dépose-minute pour les parents d'élève à proximité de l'entrée du collège ;
  - L'élargissement du trottoir de la rue Jacqueline Auriol, afin de sécuriser le flux des élèves ;
  - La conservation et/ou la création de cheminement doux dans le projet, en particulier celui menant du parking Saint-Exupéry au périscolaire Catt'Mômes, situé rue Jacqueline Auriol, tout en desservant le nouveau gymnase.
- Assurer l'entretien du parvis piéton (qui sera à créer hors de l'enceinte de l'établissement), l'éclairage du parvis raccordé à l'éclairage public du dépose bus (entretien des chaussées et trottoirs, entretien du parvis et du mobilier urbain, signalisation verticale et horizontale, marquage au sol, etc.) ;
- Créer un parking public (voiries, signalisation code de la route, éclairage public, etc.).de 60 places minimum pour le personnel du collège et qui pourra être mutualisé avec les besoins du nouveau Gymnase.
- Créer un accès direct à la cour logistique depuis le domaine public.

7. INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Afin d'offrir aux élèves du nouveau collège des conditions optimales pour la pratique des activités physiques et sportives, la Commune s'engage à démolir, désamianter et reconstruire le gymnase sur site et à maintenir en bon état de fonctionnement les plateaux sportifs communaux.

8. CESSION ET AQUISITION DANS LE CADRE DU PROJET

La parcelle d'assiette cadastrée section 10 n°235, d'une contenance de 1ha32a93ca, satisfait aux futurs besoins du projet. Toutefois, pour faciliter l'implantation du collège le long de la RD1, la Commune s'engage à faire les démarches nécessaires en vue de l'acquisition de la parcelle cadastrée section 10 n°236, d'une contenance de 8a85.

L'emprise foncière privative du nouveau collège sera délimitée par une clôture et comprendra les bâtiments d'enseignement, les logements y compris les aménagements extérieurs (cour des élèves, cour logistique) et voiries nécessaires à son organisation fonctionnelle et les espaces verts.

Avant la mise en service de l'établissement, la Commune s'engage à céder, à titre gratuit, le terrain du nouveau collège au Département. Un procès-verbal d'arpentage (PVA) sera établi contradictoirement en fin d'opération sur la base de l'enceinte clôturée du nouvel établissement.

Les frais d'arpentage seront pris en charge par le Département.

En cas de désaffectation du site du nouveau collège dans les 30 prochaines d'années, le Département s'engage à rétrocéder prioritairement le site à la Commune à des conditions techniques et financières à définir par les futures assemblées délibérantes respectives.

9. REPARTITION DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES ENTRE LA COMMUNE ET LE DEPARTEMENT

Le Département et la Commune s'engagent à prendre en charge les montants définitifs des prestations détaillées dans le tableau ci-dessous :

Le Département	La Commune
- Assumer les frais de raccordement des réseaux du collège jusqu'en limite de propriété ; - Assumer les frais de raccordement des logements aux AEP/EU/EP/ELECTRICITE ; - Assumer les frais de raccordement au Réseau Haut Débit, - Reconstruire le collège sur site ; - Réaliser un procès-verbal d'arpentage (PVA) en fin d'opération	- Acquérir pour les besoins du projet la parcelle cadastrée section 10 n°236, d'une contenance de 8a85 ; - Céder, à titre gratuit, le terrain d'assiette du nouveau collège ; - Assumer les éventuels frais des gestionnaires de réseaux pour les travaux leur incombant afin de raccorder le nouveau collège aux réseaux AEP/EU/EP/ELECTRICITE/RCU ; - Assumer les frais de suppression et/ou de déplacement du poste de transformation ENEDIS existant dans le collège au RDC de la demi-pension - Financer le réaménagement des espaces publics aux abords du projet détaillés à l'article 6 de la présente convention ; - Démolir, désamianter et reconstruire le gymnase sur site ; - Démolir et désamianter les bâtiments du collège existant, - Maintenir en bon état de fonctionnement les équipements sportifs communaux,

Certaines études et dépenses pourront être mutualisées entre le Département et la Commune selon la réparation des coûts détaillée en annexe n°1.

Les mandats qui seront passés à la SPL pour la maitrise d'ouvrage des travaux prévoiront que celle-ci s'effectuera principalement à travers un marché global de performance unique couvrant l'ensemble du projet. La SPL veillera dans la conduite de ce marché à ce que les différentes dépenses travaux puissent être distinguées entre celles imputables au Département et celles imputables à la Commune. Les autres frais du MGP (par exemple maitrise d'œuvre) et les autres frais généraux globaux (par exemple honoraires techniques, assurances…) ne pouvant être imputés spécifiquement à une collectivité seront répartis selon une clé fixe pour toute la durée de l'opération déterminée au prorata des dépenses travaux du MGP notifié imputables au Département et celles imputables à la Commune. Les marchés annexes de type équipements mobilier ou sportif seront imputés à la collectivité concernée.

Concernant la rémunération de la SPL aux temps réels passés selon les conventions de mandats qui seront passées entre chaque collectivité et la SPL, les principes de répartitions suivants sont retenus :

- Imputation intégrale à la collectivité concernée pour tout travail supérieur à la demi-journée pleine la concernant spécifiquement (par exemple finalisation du programme du Collège imputable au Département et élaboration du programme du Gymnase imputable à la commune)
- Pour les temps passés pour l'opération globale :
    - Répartition à parts égales des temps passés jusqu'à la notification du marché global de performance

- Une fois le marché global de performance notifié, détermination d'une clé de répartition fixe pour toute la durée de l'opération au prorata des dépenses travaux du MGP notifié imputables au Département et celles imputables à la Commune.

10. COMMUNICATION

Les parties s'engagent à faire mention de leur participation commune pour la réalisation du projet sur tout support de communication et dans leurs rapports avec les médias.

11. CONFORMITE TECHNIQUE DES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

La SPL MCD, en tant que Mandataire, s'engage à porter à la connaissance du Département et de la Commune, les informations techniques concernant le projet à réaliser pour les ouvrages ou parties d'ouvrages concernés par la présente convention, et à associer leurs services respectifs à l'ensemble de ses démarches concernant les accès chantiers, accès définitifs, actes de construire, raccordement aux réseaux, calendrier du projet, modification éventuelle, etc...

Le Département et la Commune s'engagent à apporter leur collaboration technique pour les ouvrages ou parties d'ouvrages concernés par la présente convention.

Cet échange d'information est destiné à permettre à chaque collectivité de s'assurer de la concordance des études et travaux prévus dans la présente convention.

12. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en application dès sa signature par les trois parties. Elle est valable jusqu'à l'accomplissement des engagements respectifs des parties.

13. COMITE DE PILOTAGE ET CALENDRIER PREVISIONNEL INDICATIF

Dans une volonté d'information permanente et réciproque, un comité de pilotage sera mis en place. Il sera composé des :

- Vice-présidents du Conseil Départemental en charge de la Construction et de l'Education,
- Conseillers départementaux du canton concerné par le projet,
- Maire de la commune d'accueil,
- Président de l'EPCI,
- Principal du collège,
- Représentant(s) des parents d'élèves,
- Représentant(s) des élèves,
- Directions concernées du Département de la Moselle : Direction du Patrimoine Immobilier (DPI), Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur (DEES) et en tant que de besoin de la Direction de la Digitalisation et des Services l'Informatique (DDSI),
- Président de la SPL Moselle Construction Durable
- Directeur général de la SPL Moselle Construction Durable.

Ce comité se réunit au fur et à mesure de l'avancement du projet et pour chaque étape importante (conception, réalisation des travaux, réception et mise en service etc.).

2nd semestre 2023	Lancement de la procédure Marché Global de Performance : concours et notification du marché.
2024	Phase conception et Dépôt du permis de construire et autres déclarations de travaux.
Fin 2024	Préparation et installations du chantier – Démarrage des travaux – Pose de la 1ère pierre.
2025-2026	Réalisation des travaux
Début 2027	Mise en service de l'établissement

14. AVENANT A LA CONVENTION

Si des modifications s'avéraient nécessaires en cours d'exécution de la présente convention, elles feraient l'objet d'un avenant signé par les trois parties. Toute difficulté rencontrée par l'une des parties dans l'exécution de la présente convention fait l'objet d'une saisine immédiate à l'adresse des autres parties.

15. CONCILIATION - RECOURS

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'application de la convention toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de STRASBOURG.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

A.....le.....

Pour le Département de la Moselle,
Le Président du Département,
Monsieur Patrick WEITEN

Pour la Commune de Cattenom
Le Maire,
Monsieur Bernard ZENNER

Pour la SPL Moselle Construction Durable
Le Directeur Général, Monsieur Etienne HILT

9

ANNEXE N°1 _Répartition du coûts des études mutualisables entre le Département et la Commune

L'ensemble des montants indiqués dans cette annexe sont des estimations prévisionelles à ce stade des études, indiqué pour permettre d'apprécier l'ordre de grandeur de l'économie générée par une mutualisation.
Seules les clés de répartitions sont applicables pour la répartition des dépenses mutualisables et l'imputation à chaque maitre d'ouvrage dans les conditions fixées par les conventions de mandats de maitrise d'ouvrages qui

	Montant H.T. avant répartition Département-Commune	Montant T.T.C. avant répartition Département-Commune	Clé de répartition CD-Commune	Montant H.T. à payer par le Département après répartition	Montant T.T.C. à payer par le Département après répartition	Montant H.T. à payer par la Commune après répartition	Montant T.T.C. à payer par la Commune après répartition
Diagnostic amiante / plomb / termites	30 000,00 €	36 000,00 €	50-50*	15 000,00 €	18 000,00 €	15 000,00 €	18 000,00 €
Diagnostic pollution	5 000,00 €	6 000,00 €	50-50*	2 500,00 €	3 000,00 €	2 500,00 €	3 000,00 €
Diagnostic archéologique	10 000,00 €	12 000,00 €	50-50*	5 000,00 €	6 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €
Diagnostic PEMD	10 000,00 €	12 000,00 €	50-50*	5 000,00 €	6 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €
Diagnostic resources	10 000,00 €	12 000,00 €	50-50*	5 000,00 €	6 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €
Diagnostic des réseaux	10 000,00 €	12 000,00 €	50-50*	5 000,00 €	6 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €
Etudes géotechniques	10 000,00 €	12 000,00 €	50-50*	5 000,00 €	6 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €
Géomètre	10 000,00 €	12 000,00 €	100***	10 000,00 €	12 000,00 €		
Programmiste	25 000,00 €	30 000,00 €	25-75**	6 250,00 €	7 500,00 €	18 750,00 €	22 500,00 €
AMO HQE & Exploitation-Maintenance	105 000,00 €	126 000,00 €	50-50	52 500,00 €	63 000,00 €	52 500,00 €	63 000,00 €
Total provision pour prestations externalisées	225 000,00 €	270 000,00 €		111 250,00 €	133 500,00 €	113 750,00 €	136 500,00 €

*50% pour le Département et 50% pour la Commu
**25% pour le Département et 75% pour la Commu
***100% pour le Département

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f7-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction des Routes et de la Maintenance

OBJET VOIRIE DEPARTEMENTALE - CESSION FONCIERE A GAVISSE

DOSSIER N° | | 2 | 1115 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur des modifications cadastrales dans une cession foncière à GAVISSE ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver la cession à GAVISSE de la parcelle cadastrée section 10 n° 307/234 d'une contenance de 21 m², au prix de 882,00 € ;
- d'approuver les modifications cadastrales visées dans le rapport du Président en vue de la transcription de l'acte de vente au Livre Foncier.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e2-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction des Routes et de la Maintenance

OBJET VOIRIE DEPARTEMENTALE - CESSIONS FONCIERES A ARGANCY, STUCKANGE ET VOLMERANGE-LES-MINES

DOSSIER N° | | 3 | 1052 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur des cessions foncières à ARGANCY, STUCKANGE et VOLMERANGE-LES-MINES ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de prendre acte du déclassement de fait des parcelles désignées ci-après et de les intégrer au domaine privé départemental ;

- d'approuver la cession à la Communauté de Communes Rives de Moselle des parcelles cadastrées à ARGANCY section 10 n° 144 et section 11 n° 69, 83, 84, 85, 86, 87, 95, 115 et 118, à l'euro symbolique, ce qui représente une subvention d'un montant de 2 622,50 €, conformément à la valeur estimée par la Direction Départementale des Finances Publiques, Division Domaine, de 2 623,50 € ;

- d'approuver la cession au bénéfice de l'acheteur visé dans le rapport du Président, des parcelles cadastrées à STUCKANGE, section 19 n° 688 et 689, à la valeur estimée par la Direction Départementale des Finances Publiques, Division Domaine, de 1 260,00 € ;

- d'approuver la cession au bénéfice des acheteurs visés dans le rapport du Président, des parcelles cadastrées à VOLMERANGE-LES-MINES, section 18 n° 228, 230, 244 et 259, à la valeur estimée par la Direction Départementale des Finances Publiques, Division Domaine, de 300,00 € ;

- d'approuver la cession à la Commune de VOLMERANGE-LES-MINES des parcelles cadastrées sur son ban section 18 n° 232 et 234, à l'euro symbolique, ce qui représente une subvention d'un montant de 175,00 €, conformément à la valeur estimée par la Direction Départementale des Finances Publiques, Division Domaine, de 176,00 € ;

Adopté, à l'unanimité Le Président

- d'autoriser Monsieur le Président à signer les actes de vente correspondants ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de ces opérations immobilières.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e5-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction des Routes et de la Maintenance

OBJET VOIRIE DEPARTEMENTALE - TRAVAUX DE REQUALIFICATION DES CARREFOURS DE BEUVANGE-SOUS-SAINT-MICHEL (COMMUNE DE THIONVILLE) - RD 14B - REGULARISATION FONCIERE

DOSSIER N° | | 4 | 1056 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur une régularisation foncière à THIONVILLE ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1311-14 :

DECIDE

- d'approuver la régularisation foncière de la parcelle cadastrée section AM n° 282 d'une contenance de 118 m² à THIONVILLE inscrite au Livre Foncier au nom de Monsieur Gilles STOLZ, mais intégrée de fait au domaine public routier départemental (RD 14B) et de requérir sa transcription au Livre Foncier au nom du Département de la Moselle ;

- de verser au propriétaire concerné, une indemnité d'un euro symbolique ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'acte de vente correspondant, ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette opération immobilière.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3ed-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET MOSLPARC NORD : CONVENTION DE BAIL EMPHYTEOTIQUE ET DE CONSTITUTION DE SERVITUDES ENTRE LA SAS CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE D'ILLANGE-BERTRANGE ET LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

DOSSIER N° | | 5 | 1086 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la convention de bail emphytéotique et de constitution de servitudes entre la SAS Centrale photovoltaïque d'ILLANGE-BERTRANGE et le Département de la Moselle sur le site de MOSLPARC NORD,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De valider le contenu de la convention de bail emphytéotique et de constitution de servitudes entre la SAS Centrale photovoltaïque d'ILLANGE-BERTRANGE et le Département de la Moselle sur MOSLPARC NORD, figurant en annexe à la présente décision, en vue de l'implantation d'une centrale photovoltaïque,

- D'autoriser Monsieur le Président à la signer, ainsi que tous les actes administratifs et juridiques en rapport avec cette décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

MB/AR

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,
LE
A THIONVILLE (Moselle), 2 rue du Général de Castelnau, au siège de l'Office Notarial ci-après dénommé,
Maître Michel BOUL, Notaire Associé, membre de la Société Civile Professionnelle dénommée «Michel BOUL et Catherine MERLIN, notaires associés » titulaire d'un Office Notarial à THIONVILLE (Moselle), 2 rue du Général Castelnau, soussigné,

A REÇU le présent acte contenant BAIL EMPHYTEOTIQUE et CONSTITUTION DE SERVITUDES à la requête des personnes ci-après identifiées.

ONT COMPARU

Le Département de la Moselle, dont le siège social est situé à METZ CEDEX 1 (57036) ,1 rue du Pont Moreau-C.S. 11096-

Figurant ci-après sous la dénomination : le **"BAILLEUR",** sans que cette appellation nuise à la solidarité et à l'indivisibilité existant entre eux et au profit du **PRENEUR** au cas où il y aurait plusieurs bailleurs, y compris les époux.

D'UNE PART

La Société dénommée Centrale photovoltaïque d'Illange Bertrange, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 5 000 Euros, dont le siège est à PARIS LA DEFENSE CEDEX (92932), Cœur Défense, Tour B - 100 Esplanade du Général de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro 844 147 047.

Figurant ci-après sous la dénomination : le "**PRENEUR**"

D'AUTRE PART

Figurant sous la dénomination : les "**PARTIES"**

PRESENCE – REPRESENTATION

* Le Département de la Moselle est représenté, par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, dûment habilité à l'effet des présentes, aux termes d'une délibération de ……., en date du …….., dont une copie certifiée conforme demeurera annexée aux présentes.

* La société dénommée CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE D'ILLANGE BERTRANGE est représentée à l'acte par Madame Emmanuelle GUAJARDO-FILIPPI, en sa qualité de Responsable Foncier Région Nord au sein de la société EDF Renouvelables France, domiciliée pour les besoins des présentes à PARIS LA DEFENSE (92932), Cœur Défense, Tour B - 100 esplanade du Général de Gaulle, aux termes d'une délégation de signature sous seing privé en date du ……. à Paris La Défense, dont la copie certifiée conforme demeurera annexée aux présentes.

Cette délégation de signature lui a été consentie par Monsieur Didier HELLSTERN**,** agissant en qualité Directeur Développement France concernant les activités terrestres de la société EDF Renouvelables France, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 100 500 000 euros, identifiée au SIREN sous le numéro 434 689 915 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE en date du 20 février 2001, laquelle est elle-même présidente de la société « Centrale photovoltaïque d'Illange Bertrange », domiciliée à PARIS LA DEFENSE (92932), Cœur Défense, Tour B - 100 esplanade du Général de Gaulle.

* La Société dénommée Centrale photovoltaïque d'Illange Bertrange est représentée à l'acte par …… collaborateur (trice) en l'étude de Maître …….., aux termes d'une délégation de signature sous seing privé en date du …….. à La Défense, dont copie demeurera annexée aux présentes.

Cette délégation de signature lui a été consentie par Monsieur Didier HELLSTERN**,** agissant en qualité de Directeur Régional Nord concernant les activités terrestres de la société EDF Renouvelables France, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 100 500 000 euros, identifiée au SIREN sous le numéro 434 689 915 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE en date du 20 février 2001, laquelle est elle-même présidente de la société « Centrale photovoltaïque d'Illange Bertrange », domiciliée à PARIS LA DEFENSE (92932), Cœur Défense, Tour B - 100 esplanade du Général de Gaulle.

Préalablement au présent acte contenant bail emphytéotique, les PARTIES ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

REALISATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

Le **PRENEUR** souhaite à sa libre décision implanter sis sur le territoire des Communes d'ILLANGE (57970) et de BERTRANGE (57310), une centrale photovoltaïque en vue de la production d'énergie renouvelable.

L'énergie ainsi produite est destinée à être vendue sur le marché de gros de l'électricité ou cédée à ELECTRICITE DE FRANCE.

Pour la réalisation de cette centrale photovoltaïque, le **PRENEUR** et le **BAILLEUR** se sont rapprochés et sont convenus de la conclusion du bail emphytéotique objet des présentes, sous les conditions ci-après.

AUTORISATION DE CONSTRUIRE

Pour la réalisation de l'ensemble comprenant des panneaux photovoltaïques et trois postes de livraison, un permis de construire a été délivré au **PRENEUR** par arrêté de Monsieur le Préfet de la Moselle en date du 16/07/2021 sous les numéros PC 057 067 19 N0010, PC 057 343 19 E0011 et PC 057 343 19 E0010.

Affichage

Le permis de construire a été affiché sur le terrain et en Mairie d'ILLANGE et de BERTRANGE , ainsi qu'il a été constaté par la SCP FERES MALE RAYNAUD-SENEGAS Huissier de justice à TOULOUSE (31100) suivant procès-verbaux du 09/08/2021, 19/08/2021, 30/09/2021 et 20/10/2021.

Les copies des décisions d'autorisation ci-dessus visées et des constats d'affichage sont demeurées ci-annexées après mention.

Le **PRENEUR** déclare que le présent permis de construire n'a fait l'objet d'aucun recours

ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTEE « MOSLPARC NORD »

Aux termes de l'acte reçu par Maître Pierre GANGLOFF, notaire associé à FLORANGE (Moselle), en date du 30 novembre 2020, répertoire n°83.002, énoncé au paragraphe « origine de propriété » il est littéralement reproduit ce qui suit, savoir :

« I. Création de la ZAC Désignation du concessionnaire

Les parties rappellent que le Département de la MOSELLE est à l'initiative de la création de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) dite "MEGAZONE DEPARTEMENTALE DE ILLANGE-BERTRANGE" sur le territoire des Communes d'ILLANGE et de BERTRANGE.

Cette ZAC, destinée à accueillir des implantations modernes dites internationalement mobiles et de haute technologie, a été créée suivant arrêté de Monsieur le Préfet de la Moselle na 98.004 en date du 22 Juillet 1998 • ▪ portant approbation du dossier de création de la ZAC dénommée "MEGAZONE D'ILLANGE-BERTRANGE",

- *décidant que l'aménagement et l'équipement de la zone seront concédés à une société d'économie mixte,*
- *décidant que la zone sera exclue de l'application de la Taxe Locale d'Equipement et qu'en conséquence, seront mis à la charge des constructions, le coût des équipements visés à l'article 3 17 quater de l'annexe II au Code Général des Impôts,*
- *décidant de l'établissement d'un plan d'aménagement.*

Ledit arrêté a fait l'objet d'une prorogation aux termes d'un arrêté préfectoral no 2000-12 en date du 7 Juillet 2000.

Puis le programme des équipements publics et le plan d'aménagement de la zone ont été approuvés, suivant arrêtés de Monsieur le Préfet de Moselle no 10-2001 et no 11-2001 en date du 3 Juillet 2001.

Une copie desdits arrêtés préfectoraux en date des 22 Juillet 1998 et 7 Juillet 2000 et des arrêtés en date du 3 Juillet 2001 sont demeurés ci-annexés.

Une copie des délibérations du Conseil Général de Moselle relatives à la création de cette ZAC demeure également ci-annexée.

Aux termes d'une délibération en date du 3 Décembre 1999 dont une copie demeure ci-annexée, le Conseil Général de la Moselle a décidé de confier l'aménagement de cette ZAC à la S.E.B.L., conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L. 300-5 du Code de l'Urbanisme.

C'est dans ce cadre, qu'une convention publique d'aménagement de la ZAC dite 'MEGAZONE DEPARMENTALE DE ILLANGE-BERTRANGE" a été conclue entre le

Département de la Moselle, d'une part, et la S.E.B.L., d'autre part, en date des 19 Novembre 2001 et 30 Janvier 2002, laquelle convention a fait l'objet de modifications suivant dix (10) avenants conclus ultérieurement.

Une copie de ladite convention et de ses sept avenants, ainsi que du cahier des charges et de ses annexes demeure ci-annexée.

Etant précisé que ladite convention a été approuvée par la Commission permanente du Conseil Général de Moselle, par décision en date du 10 Décembre 2001, au vu du rapport présenté par le Président de ladite commission ; une copie de ce rapport et de cette décision demeurent ci-annexés.

Conformément aux dispositions de l'article R. 3 11-5 du Code de l'Urbanisme, les arrêtés en date des 22 Juillet 1998, 7 Juillet 2000 et 3 Juillet 2001 ont fait l'objet des mesures de publicité suivantes :

- *publication en Mairie d'ILLANGE (Moselle) et de BERTRANGE (Moselle), ainsi qu'il résulte de certificats en date des 13 et 14 Août 1998, 21 et 22 Novembre 2000, et 30 Juin et 9 Juillet 2014, dont une copie demeure ci-annexée,*
- *insertion dans le REPUBLICAIN LORRAIN et LES AFFICHES MONITEUR, diffusés_dans_le_département,_ainsi qu'il_résulte_de_copies d'extraits_desdits journaux demeurées ci-annexées,*
- *publication au recueil des actes administratifs, ainsi qu'il résulte des documents demeurés ci-annexés.*

Il résulte d'une mention apposée par le Tribunal Administratif de STRASBOURG (Bas-Rhin), le 22 Juillet 2014, l'absence de recours.

En exécution de la convention publique d'aménagement, un Cahier des Charges a été annexé à ladite convention. Par ailleurs, un Cahier de cession de terrains équipés (CCCT) de la ZAC définissant les conditions de la cession des terrains a été établi ; ces deux Cahiers demeurent ci-annexés.

Ces documents ont été approuvés par la Commission permanente du Conseil Général Départemental de la Moselle, le 10 Décembre 2001 et par la Commission permanente du Conseil Départemental de la Moselle, le I I Juin 2018.

II. — Acquisition du foncier par la S.E.B.L.

Aux termes d'un acte administratif contenant vente en date du 24 Octobre 2008, publié aux Livres Fonciers d'ILLANGE et de BERTRANGE, la S.E.B.L. a acquis de l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE, la quasi-totalité des parcelles formant le périmètre de la ZAC dite "MEGAZONE DEPARTEMENTALE DE ILLANGEBERTRANGE".

Par suite, elle a acquis d'autres parcelles rentrant dans le périmètre de ladite ZAC, savoir :

- *de l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE, aux termes d'un acte de vente reçu par Maître Pierre GANGLOFF, Notaire sus-nommé, le 25 Septembre 2009, des Consorts BEMER, aux termes d'un acte reçu par Maître Gaston GANGLOFF, Notaire sus-nommé, le 7 Février 2013,*
- *de la DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST, aux termes d'un acte administratif en date du 30 Août 2013,*
- *de la COMMUNE D'ILLANGE, aux termes d'un acte reçu par Maître Gaston GANGLOFF, alors Notaire Associé à FLORANGE, le 12 Novembre 2013.*

III. — Expiration du contrat de concession

La durée de ladite convention avait été fixée à huit (8) ans telle qu'elle est visée dans le Cahier des Charges annexé à la Convention Publique d'Aménagement de ladite ZAC, demeuré ci-annexé.

Dans le cadre de l'arrivée à terme de la Concession d'Aménagement de ladite ZAC confiée à la S.E.B.L. et de la non prolongation de la convention de concession, il est procédé, conformément à la réglementation, à la cession de divers terrains non bâtis formant l'actif cessible ainsi que des terrains en surface agricole et des terrains à vocations d'équipements techniques devant être intégrés dans le Patrimoine du DEPARTEMENT DE LA MOSELLE.

Le protocole de clôture de ladite concession d'aménagement entre la SEBL GRAND EST et le DEPARTEMENT DE LA MOSELLE a été régularisé en date à METZ, du 13 OCTOBRE 2020. Une copie demeure ci-annexée.

Aux termes de ce protocole de clôture seront récapitulées l'ensemble des opérations comptables, en dépenses et recettes effectuées depuis l'origine de la concession, les opérations restant à réaliser et la valorisation des actifs qui reviennent au DEPARTEMENT DE LA MOSELLE.

IV- Il est précisé que la désignation actuelle de cette Mégazone est la suivante « MOSLPARC NORD ».

PROMESSES DE BAUX EMPHYTEOTIQUES/CONSTITUTION DE SERVITUDES

Il est rappelé qu'aux termes de deux promesses de baux emphytéotiques et constitutions de servitudes conclues sous seing privé en date du 30 septembre 2019 à THIONVILLE, la Société d'Equipement du Bassin Lorrain – S.E.B.L GRAND EST a consenti au profit de EDF Renouvelables France les promesses de baux emphytéotiques et constitutions de servitudes dont les présentes sont la réitération.

DECLARATION DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les PARTIES, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

• Que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes telles que nationalité, domicile, siège, état-civil, numéro d'immatriculation, sont exactes.

• Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire.

• Qu'elles ne sont concernées, en ce qui concerne les personnes physiques :

- par aucune des mesures de protection légale des incapables sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure.

- par aucune des dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 sur le règlement amiable et le redressement judicaire civil et notamment par le règlement des situations de surendettement.

• Qu'elles ne sont concernées, en ce qui concerne les personnes morales par aucune demande de nullité ou dissolution.

DOCUMENTS RELATIFS À LA CAPACITÉ DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant le BAILLEUR

Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant le PRENEUR

• Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

PREMIERE PARTIE

BAIL EMPHYTEOTIQUE

Les PARTIES requièrent le notaire soussigné de constater par acte authentique la convention de bail emphytéotique conclue entre elles.

Le **BAILLEUR** comparant d'une part, donne à bail emphytéotique conformément aux articles L.451-1 à L.451-13 du Code Rural et de la Pêche Maritime, sauf les dérogations ci-après stipulées, et sous les charges et conditions ci-après convenues et acceptées par les PARTIES,

Au **PRENEUR** comparant d'autre part, qui s'oblige à l'exécution de toutes les charges et conditions stipulées au présent acte, et ce qui est accepté par le **BAILLEUR**, ès-qualités, Les biens immobiliers dont la désignation suit :

DESIGNATION

Commune d'ILLANGE (57970):

a) Une superficie de **16 hectares 23 ares 13 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
12	261/22/a	Kloeppel	16	23	13

b) Une superficie de **10 hectares 50 ares 72 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
13	17/1/a	Kohlbach	10	50	72

c) Une superficie de **3 hectares 5 ares 90 centiare** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
14	113/1/j	Geren	3	05	90

La désignation cadastrale et la superficie précise des parcelles, objet des présentes, résulte d'un procès-verbal d'arpentage dressé le 28 novembre 2022, par le Cabinet Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeure annexée aux présentes.

MENTION :

Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Commune de BERTRANGE (57310):

a) Une superficie de **11 hectares 21 ares 48 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
18	149/1/a	Maibruehl	11	21	48

b) Une superficie de **5 ares 19 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
18	149/1/e	Maibruehl		5	19

La désignation cadastrale et la superficie précises des parcelles, objet des présentes, résulte d'un procès-verbal d'arpentage dressé le 28 novembre 2022, par le Cabinet Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeure annexée aux présentes.

MENTION :

Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Précision étant ici faite que les parcelles ci-dessus sont destinées à recevoir les installations constitutives d'une centrale photovoltaïque sur le plan ci-annexé.

TEL que lesdits biens se poursuivent et comportent, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

EFFET RELATIF - REFERENCES DE PUBLICATION

L'immeuble sus-désigné appartient au **BAILLEUR**, par suite des faits et actes suivants, savoir :

Acquisition de la société « SEBL GRAND EST », aux termes d'acte de vente reçu, par Maître Pierre GANGLOFF, notaire associé à FLORANGE (Moselle), le 30 Novembre 2020, sous répertoire n° 83 002, régulièrement publié aux livres fonciers de BERTRANGE (Moselle) respectivement d'ILLANGE (Moselle), suivant dépôt, en date du 4 Décembre 2020, sous THI/2020/015507.

SITUATION LOCATIVE

Le **BAILLEUR** déclare que la parcelle sus-désignée, est actuellement libre de toute location ou occupation.

ORIGINE DE PROPRIETE DETAILLEE

La société « SEBL GRAND EST » avait acquis les parcelles sus-énoncées, savoir :

-de l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE, aux termes d'un acte administratif, en date du 24 Octobre 2008, respectivement aux termes d'un acte reçu, par Maître Pierre GANGLOFF, notaire susnommé, le 25 Septembre 2009,
-des consorts BEMER, aux termes d'un acte reçu, par Maître Gaston GANGLOFF, ancien notaire à FLORANGE (Moselle), le 17 Février 2013,
-de la DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST, aux termes d'un acte administratif, en date du 30 Août 2013,
-de la Commune d'ILLANGE, aux termes d'un acte reçu, par Maître Gaston GANGLOFF, ancien notaire à FLORANGE (Moselle), le 17 Février 2013,

Pour l'origine de propriété antérieure il est fait référence aux annexes du Livre Foncier.

HYPOTHEQUE - SURETE

Le Notaire soussigné au vu des extraits du Livre Foncier datant du …… en sa possession affirme qu'aucune sureté réelle, privilège ou hypothèque n'est inscrite sur les parcelles prises à bail emphytéotique dans le présent acte.

Le **BAILLEUR** s'engage à ne pas mettre en place de sûreté réelle, privilège ou hypothèque sur les parcelles prises à bail emphytéotique dans le présent acte tant que ledit acte ne soit lui-même inscrit au Livre Foncier de BERTRANGE (Moselle) et d'ILLANGE (Moselle).

ETAT DES LIEUX

LE PRENEUR prendra les biens loués dans l'état où ils se trouveront à la date de son entrée en jouissance.

PHASE DE MONTAGE DE LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE
Aux frais du **PRENEUR**, un expert indépendant établira un état des lieux de la parcelle objet des présentes :
- dans le mois précédant le début des travaux de construction,
- dans le mois suivant la fin des travaux pour constater la remise en état du site après travaux.

PHASE DE DEMONTAGE DE LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE
La remise en état du site après travaux fera également l'objet d'un état des lieux réalisé dans les mêmes conditions, à la charge du **PRENEUR**.

Les travaux d'installation et d'édification de la centrale photovoltaïque et du poste de livraison peuvent nécessiter le passage sur diverses parcelles appartenant au **BAILLEUR**. En contrepartie des dégâts occasionnés pendant la période de travaux sur des parcelles cultivées entraînant destruction des récoltes en cours et dommages au sol, le **PRENEUR** s'engage à verser à chaque exploitant concerné une indemnité de compensation de la perte d'exploitation subie, que les parcelles fassent ou non l'objet de la présente convention de bail emphytéotique ou de constitution de servitudes.

Cette indemnité sera calculée sur la base du barème agricole, en fonction du type de culture, perte de récoltes et dommages au sol, de la chambre d'agriculture de la Moselle.

DUREE DU BAIL

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de VINGT DEUX (22) années entières et consécutives prenant effet à compter de ce jour.

Il est d'ores et déjà convenu entre les PARTIES que le présent bail est prorogeable par périodes d'une durée de dix (10) ans sur demande écrite du **PRENEUR** notifiée au **BAILLEUR** un an au moins avant la date d'échéance, formulée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire. Il est également convenu entre les PARTIES que le bail, dont le terme aura ainsi été prorogé, continuera de s'exécuter aux mêmes termes et conditions et un acte sera dressé, aux frais du **PRENEUR**, à seule fin de constater cette prorogation.

Ce mécanisme de prorogation répond à la situation d'incertitude que le **PRENEUR** peut rencontrer vers la fin du bail emphytéotique en cours. Cette incertitude concerne le « marché » de l'électricité à ce moment, ses conditions, les techniques existantes à cette époque, encore le coût d'entretien et l'exploitation des Installations. Ces considérations ne peuvent être maitrisées à l'avance et le **PRENEUR** doit pouvoir s'adapter de manière souple, le moment venu, ce que le **BAILLEUR** déclare comprendre et accepter.

Aucune prorogation ou reconduction conventionnelle ne pourra conduire à ce que la durée totale du bail emphytéotique excède 99 ans conformément à l'article L.451-1 alinéa 2 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Les servitudes seront constituées pour une durée identique à celle du bail emphytéotique et prendront fin en même temps que celui-ci.

CADUCITE

L'exploitation normale d'une centrale photovoltaïque constituant un élément déterminant du consentement du **PRENEUR** au bail emphytéotique, les PARTIES conviennent que si, passé un délai incompressible de 18 ans et 1 jour à compter du bail emphytéotique, venait à survenir l'un des évènements suivants :

- Cessation (par résiliation ou annulation), pour une cause indépendante du Preneur, du contrat d'achat ou du contrat de complément de rémunération de l'électricité produite par la centrale photovoltaïque modifiant substantiellement l'équilibre économique des conditions de son exploitation ;

- Interdiction d'exploiter les installations implantées sur les biens loués et plus largement sur le site d'implantation de la centrale photovoltaïque pour une cause indépendante du Preneur ;

- Modification législative ou règlementaire bouleversant l'équilibre économique de l'exploitation de la centrale photovoltaïque et rendant le coût de la poursuite de celle-ci manifestement disproportionné ;

- Destruction, par suite d'un sinistre, de 50% et plus des constructions et aménagements de la centrale photovoltaïque et/ou du réseau de transport d'électricité.

Le **PRENEUR** aura la faculté d'invoquer la résiliation anticipée du bail emphytéotique et notifiera celle-ci au **BAILLEUR**. En aucun cas, la caducité ne pourra être invoquée moins de 18 ans et 1 jour à compter de la prise d'effet du bail emphytéotique La résiliation anticipée motivée devra être signifiée au **BAILLEUR** par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte extra-judiciaire. Le **PRENEUR** s'engagera sur les délais nécessaires au démantèlement sans qu'ils ne puissent être supérieurs à 24 mois. La résiliation administrative et hypothécaire de l'acte sera constatée dès la fin des travaux de démantèlement de la centrale photovoltaïque.

Le **PRENEUR** restituera au **BAILLEUR** les **BIENS** objets du présent bail dans le délai fixé par le courrier de signification cité ci-dessus et au plus tard dans un délai de 24 mois à compter de l'avis de réception de la résiliation et démantèlera les éléments

constitutifs de la centrale photovoltaïque, ses accessoires et le poste électrique, afin de restituer les **BIENS** dans leur aspect initial.

Le **PRENEUR** versera alors au profit du **BAILLEUR** une indemnité forfaitaire et libératoire correspondant à 15 % du montant cumulé des loyers annuels restant à courir (sans indexation) entre la date de la fin des travaux de démantèlement constaté par la déclaration de fin de chantier signée par le Maire de la commune et le terme initial du bail emphytéotique.

Il est rappelé que la caducité est un mécanisme commun à toute convention à exécution successive ou échelonnée. En l'absence de toute disposition légale contraire, la caducité s'applique donc aussi au bail emphytéotique. Le présent article ne vise ainsi pas à imposer un mécanisme de caducité dans les présentes, auquel il s'applique de toute façon. Il sert uniquement à l'organiser.

CHARGES ET CONDITIONS

Le présent bail a lieu sous les charges et conditions suivantes que le **BAILLEUR** oblige le **PRENEUR** à exécuter et accomplir, savoir :

I. CONDITIONS PARTICULIERES

1°) Jouissance – Destination – Faculté de construire – Faculté d'exploiter

Le PRENEUR jouit des parcelles prises à bail en bon professionnel.

La destination des parcelles louées est libre. Sur ces parcelles, il peut notamment réaliser toute construction, à sa décision et sous sa seule responsabilité, en respectant les autorisations « administratives » obtenues à cet effet et les règles de l'art. Il peut librement exploiter les constructions qu'il a réalisées sur les parcelles louées. Il peut modifier ou changer ces réalisations.

Le **PRENEUR** a ainsi la faculté de construire sur les parcelles prises à bail des installations d'une centrale photovoltaïque.

Le **PRENEUR** sera responsable de ses constructions, de leur exploitation, ainsi que des éventuels dégâts causés à la propriété du **BAILLEUR** par les entreprises intervenant pour le compte du **PRENEUR** lors de la réalisation des travaux ou dans le cadre de l'exploitation de ses installations.

Le **PRENEUR** déclare et reconnaît qu'il a pris connaissance du cahier des charges de cession de terrains
(CCCT) annexé aux présentes et s'engage à respecter les conditions particulières en résultant. Il s'oblige également à les faire respecter par tous ses ayants droit ou acquéreurs, et d'une manière générale, par quiconque aura un titre d'occupation quelconque sur les biens pris à bail.

Le PRENEUR reconnait qu'il s'engage à respecter l'affectation du terrain équipé présentement loué, telle qu'il l'a fait connaître dans l'exposé du présent acte.

2°) Entretien des constructions

Pendant toute la durée du bail emphytéotique, le **PRENEUR** est seul responsable d'entretenir, à ses frais, toutes constructions qu'il aura pu faire sur les parcelles louées.

Le **PRENEUR** est seul responsable des dommages pouvant résulter de la présence et de l'exploitation des constructions qu'il édifierait.

Il répond de l'incendie et autres sinistres subis par les constructions édifiées quelle qu'en soit la cause, dans les conditions de l'article 1733 du Code civil. En cas de sinistre, le **PRENEUR** peut, si bon lui semble, procéder à reconstruction des constructions affectées ou à la remise en état des parties endommagées ou à la reconstruction des fractions détruites, sous réserve de toutes autorisations administratives préalables, le cas échéant.

Le **PRENEUR** supporte les frais de remise en état des fonds voisins, pour le cas où des dégradations seraient faites aux cultures, ainsi que les pertes d'exploitation agricole, et indemnisera directement **le** fermier ou le bailleur qui en serait directement victime.

3°) Assurances

En cas de travaux, et avant de procéder à une déclaration d'ouverture de chantier sur les parcelles louées, le **PRENEUR** s'oblige à vérifier que tous les entrepreneurs auxquels il recourt sont assurés et, le cas échéant, à jour du paiement de leurs primes, par des polices couvrant les garanties légales qui leur incombent, ainsi que leur responsabilité afférente à leurs travaux.

Le **PRENEUR** s'oblige aussi à être assuré auprès d'une société d'assurances notoirement solvable, pour toute la durée du bail emphytéotique, pour sa responsabilité civile et être à jour du paiement des primes.

4°) Sort des constructions en fin de bail

A l'expiration du bail ou en cas de résiliation à la demande du **PRENEUR** après la dix-huitième année du bail, le **BAILLEUR** aura la possibilité de :

- conserver la totalité des constructions, aménagements et équipements réalisés par le **PRENEUR**, lesquels deviendront la propriété du **BAILLEUR**, sans indemnité, et sans que cette accession ait besoin d'être constatée par un acte. Dans cette hypothèse, le **BAILLEUR** fera son affaire de l'exploitation des installations et devra prendre toutes les précautions d'usage pour leur démantèlement, notamment pour les panneaux photovoltaïques.
- soit demander le démantèlement des ouvrages et la remise en état des biens, aux frais du **PRENEUR**, en procédant au démontage et au transport des éléments constitutifs de la centrale photovoltaïque, de ses accessoires, et du poste électrique, afin de restituer les biens dans leur aspect initial.

II. CONDITIONS GENERALES

1°) Etat des biens - consistance

Le **PRENEUR** s'oblige à prendre les biens sus désignés dans l'état où ils se trouvent à la date d'effet du bail emphytéotique. Cependant, il est expressément convenu entre les parties que le **PRENEUR** sera exempt de toute obligation et responsabilité :

- incombant au **BAILLEUR** dans l'hypothèse d'une pollution résultant de son activité passée.

Le Bien est loué tel qu'il existe avec toutes ses dépendances, sans exception ni réserve, et sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins, excèderait-elle un vingtième, devant faire le profit ou la perte du **PRENEUR** .

2°) Servitudes

Le **PRENEUR** souffrira toutes les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, qui grèvent ou pourraient grever la propriété louée, et profitera de celles actives, s'il y a lieu, sans garantie de la part du **BAILLEUR**.

Le **PRENEUR** fera son affaire personnelle de toutes servitudes administratives qui peuvent grever la ou les parcelles louées et qui résulteraient des plans d'urbanisme et des prescriptions d'ordre réglementaire s'appliquant tant à la commune de situation de l'immeuble qu'à la nature de l'opération projetée.

Le **BAILLEUR** déclare qu'à sa connaissance, à ce jour, les parcelles louées ne sont grevées d'aucune servitude autre que celle résultant de la loi, de la situation naturelle des lieux, des documents régissant la zone d'aménagement concertée, des prescriptions d'urbanisme, et de celles constituées ci-après aux termes du présent acte, à l'exception des servitudes suivantes :
A) UNE SERVITUDE DE PASSAGE D'UNE LIGNE ELECTRIQUE AERIENNE à la charge, savoir
-d'une superficie, à distraire de la parcelle de plus grande contenance sise à ILLANGE (Moselle) et cadastrée :
Section 12 n° 261/22 lieudit « Kloeppel » avec 17 ha 30 a 54 ca

La désignation cadastrale et la superficie précises de la parcelles, objet des présentes, résulteront d'un procès-verbal d'arpentage dressé, par le Cabinet Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeurera annexée aux présentes.

MENTION :
Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Il est précisé que les parcelles initialement grevées étaient cadastrées savoir :
Section 12 n° 249, n° 111 et n° 112.
Ces parcelles ont été réunies sous la parcelle cadastrée : Section 12 n° 256/22, puis divisée en Section 12 n° 257/22 et n° 258/22. La parcelle Section 12 n°257/22 a elle-même étaient divisée en Section 12 n° 259/22, n° 260/22 et n° 261/22, en vertu de documents d'arpentage régulièrement inscrits au Livre Foncier.

--d'une superficie de XXX environ, à distraire de la parcelle de plus grande contenance sise à ILLANGE (Moselle) et cadastrée :
Section 13 n° 17/1 lieudit « Kohlbach» avec 11 ha 43 a 62 ca

La désignation cadastrale et la superficie précises de la parcelles, objet des présentes, résulteront d'un procès-verbal d'arpentage dressé, par le Cabinet Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeurera annexée aux présentes.
MENTION :
Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Il est précisé que les parcelles initialement grevées étaient cadastrées savoir :
Section 13 n° 249, n° 4 et n° 9.
Ces parcelles ont été réunies sous la parcelle cadastrée : Section 13 n° 16/1, puis divisée en Section 13 n° 17/1 et n° 18/1, en vertu de documents d'arpentage régulièrement inscrits au Livre Foncier.

Cette servitude a été constituée aux termes d'acte reçu, par Maître Maud BERNARD, notaire associée à NANCY (54000), le 23 Février 2006, et, inscrite au livre foncier, à la charge des parcelles de souche précitées.

XXX Une copie de l'acte constitutif et du plan demeurent ci-annexés.

B) UNE SERVITUDE DE PASSAGE D'UNE LIGNE ELECTRIQUE AERIENNE à la charge, savoir
-d'une superficie de XXX environ, à distraire de la parcelle de plus grande contenance sise à BERTRANGE (Moselle) et cadastrée :
Section 18 n° 149/1 lieudit « Weiler» avec 12 ha 68 a 05 ca

La désignation cadastrale et la superficie précises de la parcelles, objet des présentes, résulteront d'un procès-verbal d'arpentage dressé, par le Cabinet Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeurera annexée aux présentes.
MENTION :
Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Il est précisé que les parcelles initialement grevées étaient cadastrées savoir :
Section 13 n° 31 à n° 41, n° 112 à n°123, n° 128, n°129, n° 131, n° 133, n° 135, n° 137, n° 139, n° 141,
Ces parcelles ont été réunies avec d'autres sous la parcelle cadastrée : Section 18 n° 143/1, puis divisée en Section 18 n° 144/4 et n° 145/1. La parcelle Section 18 n° 144/1 a elle-même étaient divisée en Section 18 n° 146/1, n° 147/1, n° 148/1 et n° 149/1, en vertu de documents d'arpentage régulièrement inscrits au Livre Foncier.

Cette servitude a été constituée aux termes d'acte reçu, par Maître Maud BERNARD, notaire associée à NANCY (54000), le 23 Février 2005, et, inscrite au livre foncier, à la charge des parcelles de souche précitées.

XXX Une copie de l'acte constitutif et du plan demeurent ci-annexés.

Le **PRENEUR** fera son affaire personnelle des éventuelles servitudes à acquérir ou à consentir pour les besoins de son activité sur les parcelles louées

Conformément à l'article L.451-9 du Code Rural et de la Pêche Maritime, le **PRENEUR** pourra acquérir au profit du fonds des servitudes actives et le grever, par titres, de servitudes passives, pour un temps qui n'excédera pas la durée du bail et à condition d'en avertir le **BAILLEUR**.

3°) Impôts

Le **PRENEUR** devra acquitter pendant la durée du bail, les impôts, contributions et taxes de toute nature grevant, ou pouvant grever, les biens loués et les constructions édifiées.

4°) Droits réels du PRENEUR.

Le présent bail est un bail emphytéotique qui, conformément à l'article L. 451-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime, confère au **PRENEUR** un droit réel sur les constructions qu'il réaliserait sur les parcelles louées, pour la durée du bail. Jusqu'à la fin du bail, il est ainsi seul propriétaire de ces réalisations, conformément à l'intention des Parties, le **BAILLEUR** s'engageant ainsi à ne prétendre à aucune accession (au

sens des articles 551, 552 et 553 du Code civil) de ces réalisations, qu'elle que soit la qualification des présentes.

Le **PRENEUR** pourra grever son droit d'emphytéose notamment d'hypothèques pour une durée n'excédant pas celle du présent bail, de manière que les parcelles louées soient libres de toute hypothèque ou sûreté réelle à l'expiration du bail.

Il pourra aussi consentir, conformément à la loi, des servitudes actives pour les besoins de la construction ou de l'exploitation des installations qu'il réaliserait, et les grever, par titres, de servitudes passives, pour un temps qui n'excédera pas la durée du bail, à charge d'en avertir le **BAILLEUR**.

5°) Cession. Apport en société. Location.

Le **PRENEUR** pourra disposer, à quelque titre que ce soit, pour quelque cause que ce soit sans restriction, de tout ou partie de ses droits d'emphytéose. Il pourra notamment céder et apporter en société le présent bail ou mettre à disposition tout ou partie des biens loués, pour une durée n'excédant pas la durée restant à courir sur le bail.

En cas de fusion de la société preneuse, la société issue de la fusion ou la société bénéficiaire de l'apport sera substituée de plein droit à la société preneuse dans tous les droits et obligations découlant du présent bail.

Pour ce qui concerne spécifiquement la cession, il est rappelé que l'intention des parties est de faire naître un droit d'emphytéose, dont son titulaire dispose seul et librement, de la même manière qu'un propriétaire dispose seul et librement de son droit de propriété. Ainsi, conformément à la nature de l'emphytéose, le consentement du **BAILLEUR** porte aussi sur cette libre cession. Toute cession est portée sans délai à la connaissance du **BAILLEUR**, par lettre recommandée avec avis de réception à la charge du cessionnaire. Le cessionnaire est directement engagé envers le **BAILLEUR**, libérant corrélativement le cédant, à la date à laquelle cette cession est portée à leur connaissance. Le **BAILLEUR** l'accepte aussi en consentant aux présentes
Le PRENEUR a pris connaissance des articles 5 et 12 du CCCT relatifs à la restriction au droit de disposer découlant d'une interdiction d'aliéner, morceler et louer avant achèvement des constructions et obtention du certificat de conformité, et du respect de l'affectation des biens et s'oblige à la respecter.

6°) Frais

Enfin, le PRENEUR paiera tous les frais, droits et honoraires des présentes, ceux de la copie exécutoire à délivrer au **BAILLEUR**, ceux de l'expédition de l'acte authentique au **PRENEUR**, ceux de la publicité foncière et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

PACTE DE PREFERENCE

Dans l'hypothèse où le **BAILLEUR** serait amené à aliéner les parcelles présentement louées, un droit de préférence serait donné au **PRENEUR** en place au moment de l'aliénation.

A cet égard, le **BAILLEUR** s'oblige, au cas où il se déciderait à vendre tout ou partie du terrain objet du présent bail emphytéotique, et pendant toute la durée de ce bail, à donner la préférence au **PRENEUR** sur tout autre acquéreur, pour l'acquisition dudit terrain et ce, à égalité de prix et conditions de vente.

A cet effet, le **BAILLEUR** devra faire connaître au **PRENEUR**, par lettre recommandée avec avis de réception, quarante jours au moins avant de réaliser la vente qu'il se proposera de faire, les qualités et domicile de l'acquéreur éventuel, le prix sincère offert par celui-ci, ainsi que les modalités de paiement prévues et les conditions de la vente projetée.

Le **PRENEUR** sera tenu de faire connaître son intention d'user de son droit de préférence, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée, au **BAILLEUR**, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la lettre recommandée susvisée, faute de quoi il sera déchu de son droit.

Si le **BAILLEUR** décidait que l'aliénation dudit terrain aurait lieu par adjudication volontaire et, à plus forte raison, en cas de vente judiciaire, le **PRENEUR** devra y être convoqué, par lettre recommandée avec accusé de réception, vingt jours au moins avant la date fixée pour l'adjudication.

Il lui sera alors accordé un délai de vingt jours à compter de celui de l'adjudication pour faire connaître sa décision d'user de son droit de préférence, aux conditions de la dernière enchère, ce qui emporterait substitution pure et simple du **PRENEUR** à l'adjudicataire.

Ce droit de préférence s'appliquera à toute mutation à titre onéreux des parcelles louées, soit par vente, apport en société ou échange.

Il est bien entendu que ce pacte de préférence ne fait pas obstacle à toute disposition, à titre gratuit, que pourrait prendre le propriétaire dudit terrain.

Ce droit de préférence est consenti au profit du **PRENEUR** aux présentes, ou de tout autre **PRENEUR** en place au moment de l'aliénation projetée.

Pour l'enregistrement le droit de préférence conféré au **PRENEUR** est évalué par les PARTIES à la somme de **CENT CINQUANTE EUROS (150,00** €).

CONDITIONS PARTICULIERES ZAC « MEGAZONE DEPARTEMENTALE DE ILLANGE BERTRANGE

Aux termes de l'acte reçu par Maître Pierre GANGLOFF en date du 30 novembre 2020, répertoire n°83.002, il est littéralement reproduit ce qui suit, savoir :

« Les immeubles, objet des présentes, dépendent de la Zone d'Aménagement Concerté dite "MEGAZONE DEPARTEMENTALE DE ILLANGE-BERTRANGE", aujourd'hui dénommée « MOSELPARC NORD » comme dit en l'exposé qui précède.

En conséquence, la présente vente a lieu tant sous les conditions ordinaires et de droit ci-dessus relatées, que sous les conditions particulières du Cahier des charges.

L'acquéreur ou ses ayants-droit et ayants-cause, en subrogation de son concessionnaire, exécutera et fera respecter également toutes les clauses et conditions du Cahier des Charges de cession des terrains équipés situés dans ladite Zone d'Aménagement Concerté dont il a parfaite connaissance.

Les obligations résultant du Cahier des Charges s'imposeront non seulement à l'acquéreur, mais également à ses ayants-droit et ses ayants cause, à quelque titre que ce soit, l'acquéreur s'oblige à en faire mention dans tous actes ultérieurs intéressant les terrains présentement acquis, et à y faire annexer un exemplaire de celui-ci. »

LOYER

1°) Montant

Le présent bail est consenti et accepté moyennant :

- une indemnité de base arrêtée à un montant global, unique, forfaitaire et non révisable de 500 € (cinq cents euros) due et payable ce jour par le PRENEUR au BAILLEUR via la comptabilité du notaire
- un loyer annuel fixé à CENT QUARANTE-TROIS MILLE ET SEPT CENT VINGT-QUATRE EUROS ET SOIXANTE-DIX CENTIMES à savoir :

- trois mille cinq cents EUROS (3 500,00 €) par hectare loué, soit pour quarante et un hectares six ares et quarante-deux centiares (41 ha 06 a 42 ca), la somme de 143 724,70 € selon la contenance issue des données d'arpentage et cadastrales, étant rappelé que les présentes ne sont pas soumises à TVA.

2°) Paiement du Loyer

Ce loyer est dû annuellement à terme à échoir.

Le **PRENEUR** s'oblige à payer le loyer au **BAILLEUR** à terme à échoir. Le paiement de la première année s'effectuera au prorata temporis entre la signature de l'acte et le 30 novembre suivant, ce paiement interviendra au plus tard dans les 90 jours à compter de la signature de l'acte. Les loyers suivants seront versés au Bailleur le 1er décembre de chaque année. Le dernier paiement s'effectuera de la même manière au prorata temporis entre le 1er décembre et la date du terme du bail.

Toute somme versée au titre du loyer restera définitivement acquise au **BAILLEUR** même en cas de résiliation du bail pour quelque raison que ce soit en cours d'année.

Le paiement des loyers s'effectuera entre les mains du **BAILLEUR**, soit par chèque ou virement bancaire ou postal, conformément à la Loi. A ce titre le **BAILLEUR** devra faire parvenir au **PRENEUR** un RIB dans les meilleurs délais.

3°) Révision du Loyer

A compter de l'année suivant la signature de l'acte, le montant du loyer sera révisé chaque année, à la date anniversaire la signature de l'acte de la centrale photovoltaïque pour l'année à venir, selon la formule ci-après définie. Il est précisé que cette de la centrale photovoltaïque pour l'année à venir, selon la formule ci-après définie.

Chaque année, il est appliqué sur la revalorisation du rachat de l'électricité, l'arrêté du 9 mai 2017 définit le coefficient « L » ainsi :

$$L = 0{,}8 + 0{,}1\,\frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0{,}1\,\frac{FM0ABE0000}{FM0ABE0000_0}$$

Formule dans laquelle :

1° ICHTrev-TS est la dernière valeur définitive connue au 1er novembre précédant la date anniversaire de la prise d'effet du contrat d'achat de l'indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés) dans les industries mécaniques et électriques ;

2° FM0ABE0000 est la dernière valeur définitive connue au 1er novembre précédant la date anniversaire de la prise d'effet du contrat d'achat de l'indice des prix à la production de l'industrie française pour le marché français, ensemble de l'industrie, A10 BE, prix départ usine ;

3°) ICHTrev-TS_0 et $FMABE0000_0$ sont les dernières valeurs définitives des indices ICHTrev-TS et
FM0ABE0000 connues à la date de signature du bail

Si pour un motif quelconque, le loyer en question n'était pas définitivement fixé lors de l'échéance du terme qui suivra la demande de révision, le **PRENEUR** ne pourra pas en profiter pour différer le paiement et il devra verser dès la présentation de la quittance, une somme égale à celle acquittée précédemment, sauf compte ultérieur, à moins que la juridiction saisie, si le différend venait devant elle, estime utile de fixer un loyer provisoirement différent.

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation vient à être modifiée, s'il cesse d'être publié, l'une ou l'autre des parties pourra demander, en l'absence de nouveaux textes législatifs et réglementaires, un aménagement en vue de rétablir, en tant que de besoin, une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque.

Si les PARTIES ne parviennent pas à se mettre d'accord, les éléments de remplacement de la formule du coefficient « L » sont fixés par un expert qu'elles choisissent d'un commun accord ou, à défaut, qui est désigné à la requête de la partie la plus diligente par le Président du Tribunal de Grande Instance dépendant de la Cour d'Appel dans le ressort duquel se trouvent les parcelles prises à bail.

Les PARTIES s'engagent à respecter l'avis de cet expert. Ces clauses, convenues entre les PARTIES, rendent inapplicables les dispositions de l'article 1167 du Code civil. »

DEFAUT DE PAIEMENT DU LOYER – RESILIATION

En sûreté du paiement du loyer, le **BAILLEUR** bénéficie du privilège du bailleur d'immeuble (article 2332 du Code civil). Si le **PRENEUR** a bénéficié du soutien d'établissements financiers pour réaliser son projet, le **BAILLEUR** s'engage à ne pas se prévaloir de ce privilège vis-à-vis de ceux de ces établissements dont le **PRENEUR** lui a communiqué les coordonnées (voir ci-dessous).

La résiliation du présent bail emphytéotique ne pourra être demandée qu'en Justice et dans les conditions ci-après, qui sont celles de l'article L.451-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime :

-en cas d'inexécution par le **PRENEUR** des obligations résultant des pièces de la ZAC et du bail ou si des détériorations graves sont commises par lui sur le fonds ;

-en cas de défaut de paiement de deux loyers consécutifs après une sommation restée sans effet.

La résiliation ne pourra cependant être demandée par le **BAILLEUR** que NEUF (9) mois après un simple commandement de payer ou sommation d'exécuter faite par acte extrajudiciaire, et resté sans effet.

Dans le cas où le **PRENEUR** aurait conféré des sûretés hypothécaires ou autres droits réels à des tiers, ce commandement de payer ou cette sommation d'exécuter sera obligatoirement et concomitamment dénoncé aux tiers titulaires de sûretés

hypothécaires ou autres droits réels ayant régulièrement inscrits leurs droits au Livre Foncier ou au Greffe de la Chambre Commerciale du Tribunal Judiciaire s'il y a lieu, à peine d'irrecevabilité de la demande en résiliation, pour autant en ce qui concerne les droits réels autres qu'hypothécaires que ceux-ci aient été notifiés au **BAILLEUR** A cet effet, le **PRENEUR** est tenu de porter à la connaissance du **BAILLEUR** l'identité de ces créanciers.

Dans les NEUF (9) mois de leur réception de cette ou ces dénonciations, les titulaires de droits réels ou crédit bailleurs/prêteurs, pourront à leur choix :

-soit aviser le **BAILLEUR** par lettre recommandée avec avis de réception qu'ils verseront au
BAILLEUR le loyer impayé ou exécuteront l'obligation défaillante ;

-soit signifier au **BAILLEUR**, par lettre recommandée avec avis de réception, le changement de la personne du preneur, son ayant cause devant s'obliger à réparer les inexécutions du précédent preneur par suite de la cession *(sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires à l'exploitation* de la centrale photovoltaïque *et à la vente d'électricité produite)*. En cas de cession de bail, les dispositions prévues à cet effet, ci-dessus, s'appliqueront.

A défaut de quoi la demande de résiliation devient recevable.

Les engagements du **BAILLEUR** au titre du présent article ont la nature d'une stipulation pour autrui faite au profit des titulaires de sûretés immobilières ou mobilières ou de droits réels sur l'emphytéose ou les constructions, conformément à l'article 1205 du Code civil.

En cas de non-paiement du loyer ou d'inexécution du **PRENEUR**, les dispositions du présent article « DEFAUT DE PAIEMENT – RESILIATION » ne font pas obstacle au droit du **BAILLEUR** d'obtenir leur exécution par la contrainte (astreinte, saisie), aux frais et dépens du **PRENEUR** et sans recours préalable à la Justice. Une fois les présentes constatées par devant notaire, il en est en effet remis au **BAILLEUR** une copie exécutoire, aux frais du **PRENEUR**.

En cas de résiliation du bail, le **PRENEUR** est tenu de procéder :

- au démantèlement de ses constructions et à la remise en état des parcelles louées, sauf si le **BAILLEUR** décide du contraire ;

- aux démarches nécessaires à la radiation du bail, de toute servitude accessoire à l'emphytéose qui en résultait, ainsi que des sûretés ou garanties prises au titre du bail auprès du Service de la Publicité Foncière compétent.

Les règles ci-dessus s'appliquent aussi, *mutatis mutandis* :

- en cas d'inexécution des engagements pris par le **PRENEUR** au titre des servitudes ;

DEUXIEME PARTIE

CONSTITUTION DE SERVITUDES

Pour toutes créations de servitudes, tous éventuels dégâts occasionnés sur les parcelles cultivées autres que les parcelles prises à bail, pendant la période de travaux de construction (élargissement de pistes, création d'aires de stationnement d'engins, gare de grutage, création de chemins d'accès) feront l'objet d'une indemnité de compensation de la perte de culture réglée par le **PRENEUR** au profit du **FERMIER**, qui sera calculée sur la base de deux années culturales du barème de la Chambre d'Agriculture du Département du Terrain en vigueur au moment des travaux ou du département le plus proche si le barème du département du Terrain est inexistant. Sur la base d'un constat déclaratif dressé par le **FERMIER** et accepté par le **PRENEUR**, le **FERMIER** adressera une facture accompagnée dudit constat dûment signé par les PARTIES au service comptabilité du **PRENEUR**. Cette facture devra être acquittée sous 90 jours maximum.

1. SERVITUDE DE PASSAGE ET D'ACCES

Cette servitude a pour objet de permettre le passage en tous temps de toutes personnes, d'engins, grues et tous véhicules, pour accéder librement aux fonds dominants pris à bail emphytéotique, en général sur une bande d'une largeur de six (6) mètres en ligne droite et en cas de rayons de girations, d'un triangle de 40 à 50 mètres de côtés, aux fins de construction, d'exploitation, de contrôle, de nettoyage, de maintien, d'expertise, de remplacement, de rénovation, de modification, d'agrandissement notamment de la Centrale Photovoltaïque et de ses accessoires.

Les voies d'accès réalisées ou rénovées par **le PRENEUR** dans ce cadre, et sous l'impérieuse réserve des règles de sécurité applicables sur le site, seront entretenues à son unique charge. Néanmoins :

- l'utilisation par le **BAILLEUR** de ces voies d'accès ne doit jamais gêner l'usage que **le PRENEUR** voudrait en avoir ; le **BAILLEUR** s'engage à ne rien faire qui pourrait gêner l'accès du personnel de construction ou d'exploitation de la Centrale Photovoltaïque
- chacune des parties est seule responsable des dommages qu'elle causerait, elle-même ou par les personnes ou les choses dont elle doit répondre, en utilisant ces voies ;
- aucune culture, aucun labourage ne pourra être pratiqué sur l'assiette des voies d'accès ou à leurs abords immédiats.

Les caractéristiques de la chaussée seront telles que tout véhicule, y compris les grues et convois exceptionnels de fort tonnage, pourront accéder à la centrale pendant le chantier et l'exploitation de la Centrale Photovoltaïque

L'emprise de ces passages, en ce qui concerne les biens grevés ci-après désignés, figure sur les plans demeurés ci-annexés, en une bande de couleur verte, après avoir été approuvée par les PARTIES.

Les frais liés aux accès seront à la charge du **PRENEUR** :

- création ou recalibrage des pistes (frais de géomètre et travaux),
- entretien des pistes en toute saison (hors barrière de dégèle ou salage l'hiver).

Ce droit de passage pourra être utilisé pour les besoins liés à la construction, l'entretien et à la réparation des éléments constitutifs de la centrale photovoltaïque, par tout propriétaire ou titulaire de droits réels sur le fonds dominant et à tout préposé de ce dernier.

L'utilisation de ces passages ne devra cependant pas apporter de nuisances au **BAILLEUR** par dégradation de ses propres fonds ou par une circulation inappropriée à l'assiette dudit passage.

1.1. Fonds dominant

BIEN propriété du **BAILLEUR**

Parcelles de terre

Commune d'ILLANGE (57970):

a) Une superficie de **16 hectares 23 ares 13 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
12	261/22/a	Kloeppel	16	23	13

b) Une superficie de **10 hectares 50 ares 72 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
13	17/1/a	Kohlbach	10	50	72

c) Une superficie de **3 hectares 5 ares 90 centiare** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
14	113/1/j	Geren	3	05	90

La désignation cadastrale et la superficie précise des parcelles, objet des présentes, résulte d'un procès-verbal d'arpentage dressé le 28 novembre 2022, par le Cabinet Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeure annexée aux présentes.
MENTION :
Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Commune de BERTRANGE (57310):

a) Une superficie de **11 hectares 21 ares 48 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
18	149/1/a	Maibruehl	11	21	48

b) Une superficie de **5 ares 19 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
18	149/1/e	Maibruehl		5	19

La désignation cadastrale et la superficie précises des parcelles, objet des présentes, résulte d'un procès-verbal d'arpentage dressé le 28 novembre 2022, par le Cabinet Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeure annexée aux présentes.
MENTION :
Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Origine de propriété :

Les parcelles constituant le fonds dominant ont été données à bail par le **BAILLEUR** au **PRENEUR** aux termes du présent bail emphytéotique.
Elles appartiennent au **BAILLEUR** et sont inscrites au Livre Foncier de BERTRANGE (Moselle) et d'ILLANGE (Moselle), par suite des faits et actes suivants, savoir :
Acquisition de la société « SEBL GRAND EST », aux termes d'acte de vente reçu, par Maître Pierre GANGLOFF, notaire associé à FLORANGE (Moselle), le 30 Novembre 2020, sous répertoire n° 83 002, régulièrement publié aux livres fonciers de BERTRANGE (Moselle) respectivement d'ILLANGE (Moselle), suivant dépôt, en date du 4 Décembre 2020, sous THI/2020/015507.

Pour l'origine de propriété antérieure il est fait référence aux annexes du Livre Foncier.

1.2. Fonds servants

BIEN propriété du **BAILLEUR**

Sur la Commune de ILLANGE (57970)

Parcelles de terre

Désignation cadastrale :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
8	261	Chemin rural			99
8	263	Sentier		2	41
9	318	Weiler		93	18
9	322	Weiler	1	06	49
9	323	Weiler		12	61
12	259	Kloeppel		89	41
12	260	Kloeppel	7	08	53
13	18	Kohlbach		60	98
15	209	Chemin rural			79
15	276	Schwaben		32	50
16	249	Reiters Laenge		19	77
16	250	Reiters Laenge		6	46
16	253	Reiters Laenge		22	66
TOTAL			11	56	78

Sur la Commune de BERTRANGE (57310)
Parcelles de terre
Désignation cadastrale :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
18	147	Maibruehl		5	00
18	148	Maibruehl	3	16	45
19	30	Brucherheck		9	28
TOTAL			3	30	73

TELS que lesdits biens se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Origine de propriété :

Les parcelles constituant les fonds servants appartiennent au **BAILLEUR** et sont inscrites au Livre Foncier de BERTRANGE (Moselle) et d'ILLANGE (Moselle), par suite des faits et actes suivants, savoir :
Acquisition de la société « SEBL GRAND EST », aux termes d'acte de vente reçu, par Maître Pierre GANGLOFF, notaire associé à FLORANGE (Moselle), le 30 Novembre 2020, sous répertoire n° 83 002, régulièrement publié aux livres fonciers de BERTRANGE (Moselle) respectivement d'ILLANGE (Moselle), suivant dépôt, en date du 4 Décembre 2020, sous THI/2020/015507.

Pour l'origine de propriété antérieure il est fait référence aux annexes du Livre Foncier.

1.3. Indemnités – Evaluations

La constitution de servitudes est consentie et acceptée à titre gracieux.

Pour la perception des droits d'enregistrement, la présente constitution de servitude de passage et d'accès est évaluée à : Cent cinquante EUROS (150 €.).

2. SERVITUDE DE PASSAGE DE RESEAUX (câbles, réseaux, lignes et canalisations)

A titre de servitude réelle et pour toute la durée du bail, le **BAILLEUR**, propriétaire du fonds servant ci-dessous désigné, constitue au profit du fonds dominant donné à bail au **PRENEUR**, un droit de passage pour tout **câble, réseau, ligne et canalisation en tréfonds**. Elle permet de relier notamment certaines installations d'une Centrale Photovoltaïque entre elles et/ou au réseau de distribution ou de transport d'électricité et autres réseaux. Cette servitude comprend donc toute installation et pose de lignes souterraines (à une profondeur comprise entre 0,80 à 1,20 mètre), notamment des câbles électriques d'alimentation et d'évacuation de l'énergie électrique, des câbles de mesures et de commande, d'autres câbles de télécommunication, des câbles électroniques de type fibre optique, téléphoniques ou télématiques et, le cas échéant, de raccordement au service des eaux et, plus généralement, de toute tuyauterie.

Cette servitude emporte :

- un droit de passage sur une largeur de deux (2) mètres en surface (pour la vérification, l'entretien, les réparations et les éventuels remplacements) et d'affouiller, en souterrain ;
- la faculté de procéder à tous travaux de câblage et autres travaux accessoires, et notamment :
    - le creusement de tranchées pour le passage de câbles électriques et autres équipements destinés, notamment, à raccorder entre elles les installations du Parc Eolien;
    - le passage de toutes machines et véhicules afin de préparer et réaliser les travaux de câblage et autres travaux accessoires.

Ce droit de passage pourra être utilisé pour les besoins liés à la construction, l'entretien et à la réparation des éléments constitutifs de la centrale photovoltaïque, par tout propriétaire ou titulaire de droits réels sur le fonds dominant et à tout préposé de ce dernier.

L'emprise de ces passages, en ce qui concerne les biens grevés ci-après désignés, figure sur les plans demeurés ci-annexés, en une bande de couleur bleue, après avoir été approuvée par les PARTIES.

L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire des fonds servant par dégradation de ses propres fonds ou par une circulation inappropriée à l'assiette dudit passage. Le propriétaire du fonds servant s'engage à ne rien faire qui pourrait gêner l'accès du personnel de construction ou d'exploitation du Parc Eolien.

La présente servitude est constituée pour la durée du bail emphytéotique objet des présentes et ses renouvellements successifs. Elle prendra fin en même temps que ledit bail emphytéotique.

A l'expiration du bail ou en cas de résiliation à la demande du **PRENEUR** après la dix-huitième année du bail, le **BAILLEUR** aura la possibilité de :
- conserver la totalité des ouvrages réalisés par le **PRENEUR**, lesquels deviendront la propriété du **BAILLEUR**, sans indemnité, et sans que cette accession ait besoin d'être constatée par un acte. Dans cette hypothèse, le **BAILLEUR** fera son affaire de l'exploitation des installations et devra prendre toutes les précautions d'usage pour leur démantèlement..
- soit demander le démantèlement des ouvrages et la remise en état des biens, aux frais du **PRENEUR**, en procédant au démontage et au transport des éléments constitutifs des ouvrages afin de restituer les biens dans leur aspect initial.

2.1. Fonds dominant

BIEN propriété du **BAILLEUR**

Parcelles de terre

Commune d'ILLANGE (57970):

a) Une superficie de **16 hectares 23 ares 13 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
12	261/22/a	Kloeppel	16	23	13

b) Une superficie de **10 hectares 50 ares 72 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
13	17/1/a	Kohlbach	10	50	72

c) Une superficie de **3 hectares 5 ares 90 centiare** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
14	113/1/j	Geren	3	05	90

La désignation cadastrale et la superficie précise des parcelles, objet des présentes, résulte d'un procès-verbal d'arpentage dressé le 28 novembre 2022, par le Cabinet

Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeure annexée aux présentes.
MENTION :
Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Commune de BERTRANGE (57310):

a) Une superficie de **11 hectares 21 ares 48 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
18	149/1/a	Maibruehl	11	21	48

b) Une superficie de **5 ares 19 centiares** :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
18	149/1/e	Maibruehl		5	19

La désignation cadastrale et la superficie précises des parcelles, objet des présentes, résulte d'un procès-verbal d'arpentage dressé le 28 novembre 2022, par le Cabinet Jean Luc BITARD, géomètre expert à THIONVILLE (Moselle), en cours de certification, par le Service du cadastre, et dont une copie demeure annexée aux présentes.
MENTION :
Les parties confèrent tout pouvoir au notaire soussigné à l'effet d'apposer en marge ou au pied du présent acte, une mention relative à la désignation cadastrale et à la superficie exacte des parcelles, objet des présentes.

Origine de propriété :

Les parcelles constituant le fonds dominant ont été données à bail par le **BAILLEUR** au **PRENEUR** aux termes du présent bail emphytéotique.
Elles appartiennent au **BAILLEUR** et sont inscrites au Livre Foncier de BERTRANGE (Moselle) et d'ILLANGE (Moselle), par suite des faits et actes suivants, savoir :
Acquisition de la société « SEBL GRAND EST », aux termes d'acte de vente reçu, par Maître Pierre GANGLOFF, notaire associé à FLORANGE (Moselle), le 30 Novembre 2020, sous répertoire n° 83 002, régulièrement publié aux livres fonciers de BERTRANGE (Moselle) respectivement d'ILLANGE (Moselle), suivant dépôt, en date du 4 Décembre 2020, sous THI/2020/015507.

Pour l'origine de propriété antérieure il est fait référence aux annexes du Livre Foncier.

2.2. Fonds servants

BIEN propriété du **BAILLEUR**
Sur la Commune d'ILLANGE(57970)
Parcelles de terre

Désignation cadastrale :

Section	N°	Lieudit	Contenance		
			Hectares	Ares	Centiares
12	259	Kloeppel		89	41
9	318	Weiler		93	18
TOTAL			1	82	59

TELS que lesdits biens se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Origine de propriété :

Les parcelles constituant les fonds servants appartiennent au **BAILLEUR** et sont inscrites au Livre Foncier de BERTRANGE (Moselle) et d'ILLANGE (Moselle), par suite des faits et actes suivants, savoir :
Acquisition de la société « SEBL GRAND EST », aux termes d'acte de vente reçu, par Maître Pierre GANGLOFF, notaire associé à FLORANGE (Moselle), le 30 Novembre 2020, sous répertoire n° 83 002, régulièrement publié aux livres fonciers de BERTRANGE (Moselle) respectivement d'ILLANGE (Moselle), suivant dépôt, en date du 4 Décembre 2020, sous THI/2020/015507.

Pour l'origine de propriété antérieure il est fait référence aux annexes du Livre Foncier.

2.3. Indemnités – Evaluations

La présente constitution de servitude est consentie et acceptée à titre gracieux.

Pour la perception des droits d'enregistrement, la présente constitution de servitude de passage et d'accès est évaluée à : Cent-Cinquante EUROS (150 €.).

3. Conventions de passage

Aux termes de l'acte reçu par Maître Pierre GANGLOFF en date du 30 novembre 2020, répertoire n°83.002, il est littéralement reproduit ce qui suit, savoir :

« Le VENDEUR précise que dans le cadre de l'Aménagement de la Zone dont s'agit, diverses conventions de passages ont été conclues ; ces passages sont tous matérialisés sur les plans ci-annexés, à savoir :

1) *le plan de périmètre de la ZAC relatant les différentes zones de passages numérotées de A à F et matérialisant également le réseau d'assainissement des eaux pluviales, le réseau d'assainissement des eaux usées, le réseau de d'AEP, le réseau Télécom et le réseau HTA,*
2) *le plan de Zone A matérialisant la convention de passage d'environ 12 mètres pour piétons et cycles,*
3) *le plan de Zone B matérialisant la convention de passage pour piétons, cycles, concessionnaires exploitants agricoles et entretien des bassins,*
4) *le plan de Zone C matérialisant la convention de passage d'environ 7 mètres pour piétons, cycles, exploitants et entretien des bassins,*

5) *le plan de Zone D matérialisant la convention de passage d'environ 12 mètres pour piétons, cycles, pompiers, exploitants forestiers, entretien et exploitations EDF/R,*
6) *le plan de Zone E matérialisant la convention de passage des réseaux,*
7) *le plan de Zone F matérialisant la convention de passage pour piétons, cycles et d'accès pour les servitudes techniques, ENEDIS et GRDF,*
8) *le plan matérialisant la convention de passage de réseau d'assainissement des eaux pluviales*
9) *le plan matérialisant la convention de passage de réseau d'assainissement des eaux usées.*

L'ACQUEREUR s'oblige à respecter les conventions de passage, à en informer ses ayants-droits et ayants-causes, tant en propriété qu'en jouissance de manière que le VENDEUR ne puisse être recherché à ce sujet. »

TROISIEME PARTIE

DISPOSITIONS DIVERSES

SORT DES CONVENTIONS ANTERIEURES

Il est convenu entre les PARTIES que les conditions du présent bail emphytéotique se substituent purement et simplement à celles figurant dans les avant-contrats intervenus entre les PARTIES avant ce jour.

Les conditions de ces avant-contrats seront réputées non écrites à compter de ce jour et aucune des parties ne pourra s'en prévaloir pour invoquer des clauses contraires à celles figurant dans le présent bail emphytéotique.

PREVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

1°) En ce qui concerne la Commune d'Illange (Moselle)

Etat des risques et pollutions

Un état des risques et pollutions délivré par notarisques le 24 novembre 2022 fondé sur les informations mises à disposition par arrêté préfectoral est annexé.

A cet état sont annexés :

- la cartographie du ou des risques majeurs existants sur la commune avec localisation de l'immeuble concerné sur le plan cadastral.
- la liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la commune.

Plan de prévention des risques naturels

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Plan de prévention des risques miniers

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Plan de prévention des risques technologiques

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Sismicité

L'immeuble est situé dans une zone TRES FAIBLE.

Radon

L'immeuble n'est pas situé dans une commune à potentiel radon classée en niveau 1 (la cartographie est annexée aux présentes).

Secteur d'information sur les sols

Des secteurs d'information sur les sols comprenant les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement peuvent être crées conformément aux dispositions de l'article L 125.6 du Code de l'environnement.

Il n'existe pas actuellement de secteur d'information sur les sols créé par arrêté préfectoral ni projeté.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

Aléa – Retrait gonflement des argiles

L'immeuble est concerné par la cartographie des zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols établie par les ministres chargés de la construction et de la prévention des risques naturels majeurs.

La carte d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel identifie quatre catégories de zones :

- Les zones d'exposition forte, qui correspondent à des formations essentiellement argileuses, épaisses et continues, où les minéraux argileux gonflants sont largement majoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau très sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition moyenne, qui correspondent à des formations argileuses minces ou discontinues, présentant un terme argileux non prédominant, où les minéraux argileux gonflants sont en proportion équilibrée et dont le comportement géotechnique indique un matériau moyennement sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition faible, qui correspondent à des formations non argileuses mais contenant localement des passées ou des poches argileuses, où les minéraux argileux gonflants sont minoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau peu ou pas sensible au phénomène, selon l'endroit où on le mesure.
- Les territoires qui ne sont pas classés dans l'une des trois zones précédentes sont des zones d'exposition résiduelle, où la présence de terrain argileux n'est, en l'état des connaissances, pas identifiée.

En l'espèce les immeubles se trouvent dans les zones suivantes, savoir :

XXX adapter en fonction des indication de M. BITARD

1°) En ce qui concerne la parcelle cadastrée section **13 n°17/1**, lieudit KOHLBACH, avec 11 ha 43 a 62 ca:

- Partiellement en zone d'ALEA FAIBLE.
- Partiellement en zone d'ALEA MOYEN.
- Partiellement en zone d'ALEA FORT.

Une copie de la cartographie est annexée.

2°) En ce qui concerne les parcelles cadastrées section **12 n°261/22**, lieudit KLOEPPEL, avec 17 ha 30 a 54 ca, et section **14 n°113/1**, lieudit GEREN, avec 4 ha 85 a 78 ca :

- Partiellement en zone d'ALEA FAIBLE.
- Partiellement en zone d'ALEA MOYEN.

Une copie de la cartographie est annexée.

INFORMATION DE L'ACQUÉREUR SUR LES ANOMALIES RÉVÉLÉES PAR LES DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS OBLIGATOIRES

L'**ACQUEREUR** déclare ici avoir pris connaissance, préalablement à la signature, des anomalies révélées par les diagnostics techniques immobiliers obligatoires dont les rapports sont annexés.

L'**ACQUEREUR** déclare avoir été informé par le notaire soussigné, préalablement à la signature des présentes, notamment :

- des conséquences de ces anomalies au regard du contrat d'assurance qui sera souscrit pour la couverture de l'immeuble en question,
- de la nécessité, soit de faire effectuer par un professionnel compétent les travaux permettant de remédier à ces anomalies, soit de faire état auprès de la compagnie d'assurance qui assurera le bien, du contenu et des conclusions de ces diagnostics,
- qu'à défaut d'avoir, dans les formes et délais légaux, avisé la compagnie d'assurance préalablement à la signature du contrat d'assurance, il pourrait être fait application de l'article L.113-8 du Code des assurances ci-dessous reproduit, cet article prévoyant la nullité du contrat d'assurance en cas de sinistre.

Et qu'en conséquence, l'**ACQUEREUR** pourrait perdre tout droit à garantie et toute indemnité en cas de sinistre même sans lien avec les anomalies en question.

Reproduction de l'article L113-8 du Code des assurances :

"Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie."

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

Risques nucléaires

En tant que de besoin, il est précisé que l'immeuble, objet des présentes, est situé dans une zone couverte par un Plan Particulier d'Intervention (Art. L 125-5 du Code de l'Environnement issu de la Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 modifié en février 2019), à savoir : « **Risque Nucléaire** ».

Il est précisé que le PPI tel que défini en 2003 pour le CNPE de CATTENOM et arrêté le 14 mai 2003 s'applique aux communes situées, même en partie, dans un périmètre de 2 km autour de la centrale (accidents à cinétique rapide) ainsi qu'aux communes situées dans des périmètres de 5 et 10 km (accidents à cinétique lente). On parle de cinétique rapide (phase réflexe) lorsqu'il y a risque de rejet dans les 6 heures suivant l'alerte.

Il est précisé que le PPI a été élargi en février 2019 à 20km autour de la centrale de CATTENOM contre 10km précédemment.

Une copie du plan est annexée aux présentes.

Les parties déclarent vouloir prospérer dans leur vente.

CONSULTATION DE BASES DE DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux anciens sites industriels et activités de services (BASIAS).
- La base de données relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (GEORISQUES).
- La base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une copie de ces consultations est annexée.

2°) En ce qui concerne la Commune de BERTRANGE (Moselle)

Etat des risques et pollutions

Un état des risques et pollutions délivré par notarisques le 24 novembre 2022 fondé sur les informations mises à disposition par arrêté préfectoral est annexé.

A cet état sont annexés :

- la cartographie du ou des risques majeurs existants sur la commune avec localisation de l'immeuble concerné sur le plan cadastral.
- la liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la commune.

Plan de prévention des risques naturels

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Plan de prévention des risques miniers

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Plan de prévention des risques technologiques

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Sismicité

L'immeuble est situé dans une zone TRES FAIBLE.

Radon

L'immeuble n'est pas situé dans une commune à potentiel radon classée en niveau 1 (la cartographie est annexée aux présentes).

Secteur d'information sur les sols

Des secteurs d'information sur les sols comprenant les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement peuvent être crées conformément aux dispositions de l'article L 125.6 du Code de l'environnement.

Il n'existe pas actuellement de secteur d'information sur les sols créé par arrêté préfectoral ni projeté.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

Aléa – Retrait gonflement des argiles

L'immeuble est concerné par la cartographie des zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols établie par les ministres chargés de la construction et de la prévention des risques naturels majeurs.

La carte d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel identifie quatre catégories de zones :

- Les zones d'exposition forte, qui correspondent à des formations essentiellement argileuses, épaisses et continues, où les minéraux argileux gonflants sont largement majoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau très sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition moyenne, qui correspondent à des formations argileuses minces ou discontinues, présentant un terme argileux non prédominant, où les minéraux argileux gonflants sont en proportion équilibrée et dont le comportement géotechnique indique un matériau moyennement sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition faible, qui correspondent à des formations non argileuses mais contenant localement des passées ou des poches argileuses, où les minéraux argileux gonflants sont minoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau peu ou pas sensible au phénomène, selon l'endroit où on le mesure.
- Les territoires qui ne sont pas classés dans l'une des trois zones précédentes sont des zones d'exposition résiduelle, où la présence de terrain argileux n'est, en l'état des connaissances, pas identifiée.

En l'espèce l'immeuble se trouve dans une zone d'ALEA FAIBLE.
Une copie de la cartographie est annexée.

INFORMATION DE L'ACQUÉREUR SUR LES ANOMALIES RÉVÉLÉES PAR LES DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS OBLIGATOIRES

L'**ACQUEREUR** déclare ici avoir pris connaissance, préalablement à la signature, des anomalies révélées par les diagnostics techniques immobiliers obligatoires dont les rapports sont annexés.

L'**ACQUEREUR** déclare avoir été informé par le notaire soussigné, préalablement à la signature des présentes, notamment :

- des conséquences de ces anomalies au regard du contrat d'assurance qui sera souscrit pour la couverture de l'immeuble en question,
- de la nécessité, soit de faire effectuer par un professionnel compétent les travaux permettant de remédier à ces anomalies, soit de faire état auprès de la compagnie d'assurance qui assurera le bien, du contenu et des conclusions de ces diagnostics,
- qu'à défaut d'avoir, dans les formes et délais légaux, avisé la compagnie d'assurance préalablement à la signature du contrat d'assurance, il pourrait être fait application de l'article L.113-8 du Code des assurances ci-dessous reproduit, cet article prévoyant la nullité du contrat d'assurance en cas de sinistre.

Et qu'en conséquence, l'**ACQUEREUR** pourrait perdre tout droit à garantie et toute indemnité en cas de sinistre même sans lien avec les anomalies en question.

Reproduction de l'article L113-8 du Code des assurances :

"Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie."

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

Risques nucléaires

En tant que de besoin, il est précisé que l'immeuble, objet des présentes, est situé dans une zone couverte par un Plan Particulier d'Intervention (Art. L 125-5 du Code de l'Environnement issu de la Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 modifié en février 2019), à savoir : « **Risque Nucléaire** ».

Il est précisé que le PPI tel que défini en 2003 pour le CNPE de CATTENOM et arrêté le 14 mai 2003 s'applique aux communes situées, même en partie, dans un périmètre de 2 km autour de la centrale (accidents à cinétique rapide) ainsi qu'aux communes situées dans des périmètres de 5 et 10 km (accidents à cinétique lente). On parle de cinétique rapide (phase réflexe) lorsqu'il y a risque de rejet dans les 6 heures suivant l'alerte.

Il est précisé que le PPI a été élargi en février 2019 à 20km autour de la centrale de CATTENOM contre 10km précédemment.

Une copie du plan est annexée aux présentes.

Les parties déclarent vouloir prospérer dans leur vente.

CONSULTATION DE BASES DE DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux anciens sites industriels et activités de services (BASIAS).
- La base de données relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (GEORISQUES).
- La base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une copie de ces consultations est annexée.

Concernant les sinistres

Le **BAILLEUR** déclare qu'à sa connaissance, les **BIENS** n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles (art. L. 125-2 du Code des assurances) ou technologiques (art. L. 128-2 du Code des assurances) depuis qu'il en est propriétaire. D'autre part, le BAILLEUR n'a pas eu connaissance de tels sinistres survenus antérieurement.

FORMALITES - DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Enregistrement

Par suite, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement à la Recette Divisionnaire des Impôts au droit fixe de 125,00 euros.
Les PARTIES déclarent :

- que le présent bail emphytéotique n'a pas été assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- qu'en vertu de l'article 689 du Code Général des impôts, le présent bail est soumis à la taxe de publicité foncière au taux de 0,60 % majorée à la taxe d'Etat prévu à l'article 742 du Code Général des Impôts sur le montant cumulés des loyers et charges pour toute la durée du bail ; A VERIFIER

En outre les PARTIES précisent que la valeur résiduelle des constructions et aménagements que le PRENEUR se propose d'édifier s'élève pour :

* Le loyer global fixé et capitalisé sur toute la durée du bail est de 3 161 943,40 € (cumul des loyers)

Publicité foncière :
Le présent acte sera inscrit aux Livres Fonciers de BERTRANGE (Moselle) respectivement d'ILLANGE (Moselle), par les soins du Notaire soussigné dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais du **PRENEUR**.
Les parties renoncent à la notification prescrite par la loi contre délivrance d'un certificat d'inscription au notaire soussigné.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagement de faire consentir autrui :
En cas de changement dans la propriété du tout ou partie des parcelles louées comme des fonds servants (en totalité ou partie), comme en cas de démembrement les concernant, le **BAILLEUR** garantit qu'il obtiendra le consentement et le respect des droits stipulés aux présentes par son ou ses ayant(s) cause, et ainsi de suite à chaque nouveau transfert / à chaque nouveau changement.

En cas de changement dans l'exploitation de tout partie des fonds servants, le **BAILLEUR** garantit d'obtenir le consentement de respecter les droits stipulés aux présentes par son ou ses ayant(s) cause, et ainsi de suite à chaque nouveau changement.

Engagement d'efficacité :
Pendant la durée du bail, le **BAILLEUR** s'engage à protéger l'exercice et l'utilité des droits du **PRENEUR**.

Pendant la durée des servitudes, le **BAILLEUR**, s'engage à protéger l'exercice des droits du **PRENEUR**.

Il s'interdit donc, directement ou indirectement, d'intervenir de quelque manière que ce soit sur les constructions et les installations du **PRENEUR**.

Par ailleurs, sauf accord préalable et exprès du **PRENEUR**, ils s'interdisent de faire et/ou de laisser faire quoi que ce soit, qui puisse constituer un obstacle matériel, juridique ou économique au projet du **PRENEUR**, dans sa réalisation ou sa rentabilité

DECLARATIONS DES PARTIES

Le **BAILLEUR** déclare respectivement, à sa connaissance et sans garantie particulière de sa part :

- que les parcelles louées et les fonds servants n'ont pas fait, ni ne font l'objet d'une activité industrielle, agricole ou autre pouvant présenter des risques environnementaux ou sanitaires ;
- ignorer l'existence, dans le sous-sol/tréfonds des parcelles louées ou des fonds servants de vestiges archéologiques ou de cavités souterraines, même remblayées, creusées par l'homme ou naturelles ;
- que les parcelles louées et les fonds servants ne font pas l'objet, tant en demande qu'en défense, d'une procédure en cours (notamment pour raisons de servitude, troubles de voisinage, délimitation de limite parcellaire, remembrement, expropriation, constitution de réserve foncière etc.) et ne sont pas, à sa connaissance, susceptible de donner lieu à une telle procédure ;
- que les parcelles louées et les fonds servants ne font l'objet d'aucune demande en nullité, en résolution/résiliation ou, plus généralement, en anéantissement des droits du **BAILLEUR** ;
- que rien, dans sa situation, n'est de nature à faire obstacle à la conclusion des présentes, ni du bail ou des servitudes, ou à en remettre en cause la validité ou l'efficacité ;
- qu'aucun sinistre n'a jamais été déclaré sur ce les parcelles louées ou les fonds servants ;
- qu'ils n'ont jamais été inondés ou fait l'objet d'une coulée de boue ou d'un mouvement important de terrain ;
- qu'ils ne font pas l'objet de remblai (terre, déchets, débris) ;
- qu'ils n'ont jamais été traversés par un chemin, une voie, qui serait en partie, au moins recouverte aujourd'hui ; • qu'ils ne font pas l'objet d'un bail de chasse.

Ils s'engagent à informer le **PRENEUR**, pendant toute la durée des présentes, si l'une des informations ci-dessus venait à changer.

LITIGES

Toute difficulté relative à l'interprétation et à l'exécution des présentes est soumise, à défaut d'accord amiable des parties, au Tribunal Judiciaire dans le ressort duquel se situent les parcelles louées. Cette compétence s'applique même en cas de référé ou de pluralité d'instances.

Dans le cas où le **BAILLEUR** est une personne physique, n'agissant pas dans le cadre de son activité professionnelle, il est ici indiqué que, préalablement à toute saisine d'une juridiction et conformément aux dispositions de l'article L. 111-1 du Code de la consommation, il est possible de recourir à un médiateur de la consommation dans les conditions prévues au Titre Ier du Livre VI du Code de la consommation.

INTEGRALITE

Les présentes sont l'intégralité de l'accord des parties. Il renonce donc à se prévaloir, à quelque titre que ce soit et à quelque occasion que ce soit, de tout acte, document, projet, échange, courrier, etc., ayant pu avoir lieu entre eux par le passé relativement à l'objet des présentes.

NEGOCIATION

Les présentes résultent d'échanges entre les PARTIES. Avant signature, le Notaire a procédé à une lecture de l'acte, donnant toutes explications aux parties.

En foi de quoi, chacun d'eux se déclare pleinement informé de ses droits, du contenu des présentes, de ses engagements et de ceux des cocontractants.

Les présentes résultent ainsi d'une libre discussion des PARTIES, et reflètent leur consentement sain, éclairé et sans contrainte. Leur contenu traduit la répartition respective des risques du projet précité, telle que les PARTIES, l'ont admise et organisée. Ainsi, tout droit réservé à l'une des parties, et toute clause apparemment inégale reflète la répartition de ces risques, l'équilibre résidant dans l'ensemble des dispositions des présentes, et non dans une ou quelques dispositions isolées du reste. L'intention des parties, est ainsi exclusive de l'application de toute règle qui, par son effet, reviendrait sur cet équilibre.
Le **PRENEUR** précise enfin que, pour son projet, il a besoin d'autres droits identiques à ceux résultant des présentes, tous les accords de son projet devant suivre une trame similaire. Le **BAILLEUR** l'accepte.

D'une manière générale, si le projet du **PRENEUR** pouvait le requérir, le **BAILLEUR** donne tous pouvoirs au **PRENEUR** à l'effet de déposer toutes demandes pouvant être nécessaires pour obtenir toutes autorisations, déclarations, arrêtés, etc., et s'engage le cas échéant à collaborer de bonne foi à leur obtention, si besoin était, le tout sous l'impérieuse réserve du respect de la légalité.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les PARTIES déclarent que les stipulations de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

MODIFICATION DES PRESENTES

Dans le cas où pour les besoins du financement du projet du **PRENEUR**, des établissements financiers ou fonds d'investissements sollicités demanderaient des modifications aux présentes avant d'octroyer leur soutien au projet, les PARTIES s'engagent à négocier de bonne foi et dans un esprit de collaboration particulièrement actif un avenant aux présentes aux frais du **PRENEUR**.

Hors ce cas, les PARTIES s'engagent à ne pas modifier entre elles les présentes, sans la preuve écrite et préalable d'un accord des établissements ayant participé au financement du projet du **PRENEUR**, si le cas se présente.

EXECUTION FORCEE

Conformément à l'article 2284 du Code civil, il est rappelé aux parties que « *Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir* ». En application des dispositions de l'article L. 111-5, 1° du Code des procédures civiles d'exécution, les parties, **BAILLEUR** et **LOCATAIRE**, se soumettent, à titre subsidiaire à l'exécution forcée immédiate, sur tous leurs biens, présents et à venir.

A cet effet, les parties donnent mandat irrévocable à tout représentant habilité du **BAILLEUR** et du **PRENEUR**, à l'effet de reconnaître, en leur nom et pour leur compte, le solde de leur dette aux termes d'un acte authentique à recevoir par le notaire soussigné, l'un de ses associés ou successeurs, et de les obliger au remboursement de celle-ci en principal et intérêts, frais et accessoires, en les soumettant à l'exécution forcée immédiate sur l'ensemble de leurs biens, présents et à venir.

Les parties autorisent la régularisation de l'acte authentique ci-dessus visé par le mandataire qu'ils ont désigné, nonobstant l'existence d'une éventuelle opposition d'intérêts, situation qu'ils déclarent accepter en pleine connaissance de cause, en se consentant mutuellement toute autorisation nécessaire, le tout conformément à l'article 1161 alinéa 2 du Code civil.

Le présent mandat est expressément stipulé irrévocable ; il est par ailleurs donné dans l'intérêt commun des parties.
Il ne pourra en conséquence être révoqué que par le consentement mutuel des parties.
Par ailleurs, par dérogation aux dispositions de l'article 2003 du Code civil, ce mandat ne prendra pas fin par le décès ou l'incapacité du ou des mandataires ou encore du ou des mandants, ni par une procédure collective d'apurement du passif, civile ou commerciale, ouverte à leur encontre.
Elles consentent aussi à la délivrance immédiate à leurs frais d'une copie exécutoire des présentes.

Les frais de l'acte complémentaire pour l'arrêté de compte, seront supportés par la partie défaillante.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les PARTIES agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de la Société Civile Professionnelle dénommée en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les PARTIES élisent domicile en leurs domiciles ou sièges respectifs.

Et pour les besoins de la publicité foncière, domicile est élu par les PARTIES en l'Etude du notaire soussigné, chargé de l'accomplissement des formalités.

ATTESTATION DE CONFORMITE

Le Notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication, au fichier immobilier, des droits réels et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les PARTIES affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du loyer et des conditions convenus ; elles reconnaissent avoir été informées par le Notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le Notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant augmentation du loyer.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

L'article 1112-1 du Code civil impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix. L'ensemble des informations dont chacune des parties dispose, ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante pour le consentement de l'autre, doit être préalablement révélé.

Les PARTIES reconnaissent être informées qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de leur responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat si le consentement du cocontractant a été vicié.

Chacune des parties déclare avoir rempli ce devoir d'information préalable.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945. Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Délégué à la protection des données désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.
Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.
Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.
Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3fd-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET AIDES AUX ORGANISMES AGRICOLES

DOSSIER N° | | 6 | 1142 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les aides agricoles,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'accorder des subventions d'un montant total de 154 000 € au titre de la Priorité 17 de l'Enjeu 6 pour les dossiers présentés en annexe 1 à la présente décision, de valider les conventions afférentes présentées en annexes 2 et 3 à la présente décision et d'autoriser Monsieur le Président à les signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

TABLEAU RECAPITULATIF DES AIDES AGRICOLES **ANNEXE 1**

Commission Permanente du 06/02/2023

Montant des aides présentées : 154 000 € (2 dossiers)

FONCTIONNEMENT

Enjeu 6 Priorité 17 : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AGRICOLES

N° Dossier	Bénéficiaire	Commune / Canton / Territoire	Objet de la subvention	Montant dépenses présentées	Montant subvention-nable	Base	Taux Proposé	Montant Aide
AGRIE00530	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELEVAGE OVIN DE LA MOSELLE	COMMUNES MULTIPLES / CANTONS MULTIPLES / TERRITOIRES MULTIPLES	ACCOMPAGNEMENT 2023 POUR LE MAINTIEN ET LE DEVELOPPEMENT D'UNE FILIERE OVINE DE QUALITE SUR LE TERRITOIRE MOSELLAN	117 500,00 €	117 500,00 €	TTC	80,00%	94 000,00 €
AGRIE00538	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES DE MOSELLE (FDSEA 57)	COMMUNES MULTIPLES / CANTONS MULTIPLES / TERRITOIRES MULTIPLES	ORGANISATION DU CONGRES 2023 DE LA FEDERATION NATIONALE BOVINE A METZ	92 900,00 €	75 000,00 €	TTC	80,00%	60 000,00 €
			TOTAL	**210 400,00 €**	**192 500,00 €**			**154 000,00 €**

ANNEXE 2

**CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
ET LA FDSEA 57
RELATIVE A L'ORGANISATION DU CONGRES 2023
DE LA FEDERATION NATIONALE BOVINE A METZ**

Entre les soussignés :

Le **Département de la Moselle**, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 à 57036 METZ CEDEX 1, représenté par le Président du Département, **Monsieur Patrick WEITEN**, dûment habilité par une délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du **06 février 2023**,

Ci-après dénommé "**le Département**",

D'une part,

Et **la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de Moselle (FDSEA57),** Association ayant son siège à la Maison de l'Agriculture - 64 avenue André Malraux à 57045 METZ, représentée par son Président, **Monsieur Fabrice COUTURIER,**

Ci-après dénommée "**la Fédération**",

D'autre part,

PREAMBULE :

Le Département est reconnu en tant qu'acteur de proximité disposant d'une connaissance fine de ses territoires et de ses acteurs. Il est donc légitime dans ses rôles (historiques) d'animation, de coordination et de fédération des différents partenaires.

Ainsi par son engagement, le Département entend jouer pleinement son rôle de collectivité des solidarités au profit de ses territoires ruraux, en favorisant le maintien d'une agriculture durable, plus compétitive et résiliente, en assurant le lien entre villes et campagnes.

Le Schéma départemental en faveur de l'agriculture adopté par l'Assemblée Départementale le 1er février 2018 se décline autour des 6 enjeux suivants :

- Enjeu 1 : Maintenir et conforter l'agriculture sur les territoires,
- Enjeu 2 : Accompagner socialement l'emploi,
- Enjeu 3 : Développer une agriculture plus compétitive, garantissant une plus grande valeur ajoutée en faisant de l'installation des Jeunes Agriculteurs une priorité,
- Enjeu 4 : Définir une stratégie de développement des produits locaux pour un approvisionnement de proximité,
- Enjeu 5 : Faire connaître et reconnaître la Moselle par ses produits de qualité et son cadre de vie,
- Enjeu 6 : Construire et développer des partenariats.

Le soutien du Département à la Fédération s'inscrit dans les objectifs précités avec le double souci de :

- respecter sa liberté d'initiative ainsi que son autonomie,
- contrôler la bonne gestion des aides publiques par la mise en place d'un dispositif de contrôle et d'évaluation de leur utilisation.

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre du soutien du Département à l'Association pour l'organisation du congrès 2023 de la Fédération Nationale Bovine qui aura lieu à METZ les 01 et 02 février 2023.

Ce congrès se positionne comme un grand rendez-vous de l'élevage français de dimension transfrontalière.

Lors de ce congrès, l'ensemble des décideurs économiques, socioprofessionnels, politiques et syndicaux de la production bovine, vont se retrouver pour travailler ensemble à relever les défis en lien avec l'avenir de l'élevage français.
Une large couverture médiatique de l'évènement, qui inclura des visites d'exploitations agricoles, permettra de mettre en lumière le département d'élevage qu'est la Moselle.

Cette action est en adéquation avec le Schéma départemental en faveur de l'agriculture et notamment l'Enjeu 6 / Priorité 17.

ARTICLE 2 : SUBVENTION DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

2.1. Actions subventionnées et montant de la subvention

Afin de soutenir l'action de la Fédération mentionnée à l'article 1 ci-dessus, et à la condition que cette dernière respecte toutes les clauses de la présente convention, le Département s'engage à lui verser une subvention.

Dans le cadre de l'organisation de cette action, seuls les coûts suivants sont éligibles :
- les coûts de publications annonçant la manifestation,
- les coûts de location de locaux et de stands, ainsi que leurs coûts d'installation et de démontage,
- les coûts de conception et réalisation de supports de communication.

Le coût total des dépenses éligibles présentées par la Fédération s'élève à 92 900 € TTC.
L'aide départementale est au maximum de 60 000 €.
Cette aide sera versée sous réserve que la Fédération justifie d'un montant total de dépenses engagées plafonné à 75 000 € TTC.
Le taux d'intervention maximal est de 80%.

2.2. Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée comme suit :
- **50 % à la signature de la présente convention par les parties**,
- le **solde à l'achèvement de l'action**, au prorata des dépenses effectives réalisées, sur demande écrite de la Fédération et envoi au Département des justificatifs suivants, **au plus tard le 31 juillet 2023** (cf. article 6) :
  - rapport bilan de l'opération,
  - décompte récapitulatif définitif des dépenses engagées,
  - facture(s) acquittée(s) par les fournisseurs (cachet, signature et mention "payé le …") des dépenses réalisées ; l'adresse de la/des facture(s) doit correspondre à l'adresse du RIB du dossier,

- copies des décisions de financements obtenus, en dehors de celles du Département de la Moselle,
- revue de presse,
- dernier rapport annuel d'activités,
- derniers comptes approuvés. Ceux-ci doivent être certifiés conformes par le Président de la Fédération dans le cas où la subvention du Département représente plus de 50% des recettes de l'association et doivent être vérifiés par un commissaire aux comptes si le seuil de 153 000 € de subventions publiques est atteint.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS DE LA FEDERATION

3.1. Obligations comptables

La Fédération s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable.

Les comptes seront certifiés au plus tard dans les 6 mois qui suivent la clôture des comptes par le Président de la Fédération ou le Commissaire aux Comptes, en fonction du montant total des subventions publiques perçues par la Fédération au cours de l'année 2023.

La présentation budgétaire retenue doit permettre d'individualiser les actions subventionnées.

3.2. Obligations d'information

La Fédération s'engage à informer le Département de tous les évènements susceptibles de modifier sa situation juridique, financière et économique.

D'une manière générale, elle devra, sur simple demande du Département, lui communiquer tout document, qu'il jugera utile, de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Dans ce cadre, la Fédération s'engage en particulier à lui communiquer :

- le budget prévisionnel global pour l'exercice concerné par la demande de subvention,
- les statuts,
- les pouvoirs,
- la liste des personnes chargées de l'administration de la Fédération (composition du Conseil, du Bureau,…),
- la rémunération des 3 plus hauts dirigeants si les recettes de la Fédération sont supérieures à 150 000 € dont 50 000 € de subventions publiques.

3.3 Paraphe du Président de la Fédération

Tous les documents transmis au Département devront être revêtus du paraphe du Président de la Fédération accompagné de la formule "je déclare que les documents transmis sont sincères et véritables".

ARTICLE 4 : CONTROLE DU DEPARTEMENT

4.1 Contrôle financier

La Fédération adressera au Département dans le mois de leur approbation les comptes annuels de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexes), le compte-rendu de l'Assemblée Générale Ordinaire ainsi que toutes les modifications sur les statuts.

Au plus tard dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, la Fédération transmettra également au Département un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document retracera les dépenses effectives au titre des actions conventionnées au regard du Budget Prévisionnel transmis à l'appui de la demande de subvention. En outre, il décrira les méthodes d'affectation retenues et justifiera les clés de répartition des charges.

4.2. Contrôle d'activité

Le Département pourra procéder à tous les contrôles et investigations sur pièces et sur place qu'il jugera utiles, soit directement, soit par des personnes ou des organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par la Fédération et du respect de ses engagements.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

La Fédération s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par elle-même ou pour son compte, le soutien apporté par le Département, notamment en apposant son logotype.
De même, la Fédération s’engage à convier Monsieur le Président du Département de la Moselle à la manifestation organisée dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à partir de sa notification au bénéficiaire et se termine 6 mois après la date de la manifestation, soit le **31 juillet 2023**.

ARTICLE 7 : RESILIATION

7.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par la Fédération, résilier à tout moment la présente convention pour motif d’intérêt général.

La résiliation prendra effet au terme d’un délai d’un mois à compter de sa notification à la Fédération par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation de la Fédération.

7.2. Résiliation pour faute de la Fédération

En cas de manquement par la Fédération à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée à la Fédération par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés à la Fédération.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation de la Fédération.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par la Fédération. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

7.3. Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet trois mois après la réception de la décision de résilier sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation pourra entraîner le reversement, par la Fédération, des sommes indûment perçues, sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

La Fédération élira son siège social pour toutes les correspondances, notifications, exploits qui lui seront adressés en ce lieu.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté ou une seconde réunion pourra être envisagée ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à METZ Le	Fait à METZ Le
POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	POUR LA FDSEA57
Le Président,	Le Président,
Patrick WEITEN	Fabrice COUTURIER

ANNEXE 3

**CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
ET LE SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELEVAGE OVIN DE LA MOSELLE
RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT 2023 POUR LE MAINTIEN ET LE DEVELOPPEMENT
D'UNE FILIERE OVINE DE QUALITE SUR LE TERRITOIRE MOSELLAN**

Entre les soussignés :

Le **Département de la Moselle**, sis 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 à 57036 METZ CEDEX 1, représenté par le Président du Département, **Monsieur Patrick WEITEN**, dûment habilité par une délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa réunion du **06 février 2023**,

Ci-après dénommé "**le Département**",

D'une part,

Et le **Syndicat départemental d'élevage ovin de la Moselle**, régi par les lois des 21 mars 1884 et 12 mars 1920, ayant son siège social à la Maison de l'Agriculture – 64 Avenue André Malraux - 57045 METZ CEDEX 1 et représenté par son Président, **Monsieur Jonathan NONDIER**,

Ci-après dénommé "**le Syndicat**",

D'autre part,

PREAMBULE :

Le Département est reconnu en tant qu'acteur de proximité disposant d'une connaissance fine de ses territoires et de ses acteurs. Il est donc légitime dans ses rôles (historiques) d'animation, de coordination et de fédération des différents partenaires.

Ainsi par son engagement, le Département entend jouer pleinement son rôle de collectivité des solidarités au profit de ses territoires ruraux, en favorisant le maintien d'une agriculture durable, plus compétitive et résiliente, en assurant le lien entre villes et campagnes.

Le Schéma départemental en faveur de l'agriculture adopté par l'Assemblée Départementale le 1er février 2018 se décline autour des 6 enjeux suivants :

- Enjeu 1 : Maintenir et conforter l'agriculture sur les territoires,
- Enjeu 2 : Accompagner socialement l'emploi,
- Enjeu 3 : Développer une agriculture plus compétitive, garantissant une plus grande valeur ajoutée en faisant de l'installation des Jeunes Agriculteurs une priorité,
- Enjeu 4 : Définir une stratégie de développement des produits locaux pour un approvisionnement de proximité,
- Enjeu 5 : Faire connaître et reconnaître la Moselle par ses produits de qualité et son cadre de vie,
- Enjeu 6 : Construire et développer des partenariats.

Le soutien du Département au Syndicat s'inscrit dans les objectifs précités avec le double souci de :
- respecter sa liberté d'initiative ainsi que son autonomie,
- contrôler la bonne gestion des aides publiques par la mise en place d'un dispositif de contrôle et d'évaluation de leur utilisation.

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans un souci de cohérence, de lisibilité et de pertinence de ses actions, le Département de la Moselle a décidé de développer un partenariat avec le Syndicat départemental d'élevage ovin afin d'optimiser la mise en œuvre d'actions visant au maintien et au développement d'une filière ovine de qualité, dans le cadre du développement durable du territoire mosellan.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre du soutien du Département au Syndicat d'élevage Ovin pour l'année 2023.

Les actions soutenues par le Département sont en adéquation avec les différents enjeux du Schéma départemental en faveur de l'agriculture.

ARTICLE 2 : SUBVENTION DU DEPARTEMENT

2.1. Actions subventionnées et montant de la subvention

A la condition que le Syndicat respecte toutes les clauses de la présente convention, le Département s'engage à lui apporter un soutien financier pour le programme d'actions présenté au titre de l'année 2023.

Le coût total du programme d'actions présenté par le Syndicat s'élève à 117 500 € TTC. L'aide départementale est au maximum de 94 000 €. Le taux d'intervention maximal est de 80%.

Ce programme se décline en 3 actions :
- L'assistance technique aux exploitants pour le développement de la filière ovine,
- L'animation et la communication pour la promotion de la filière ovine,
- L'animation et l'accompagnement au développement du projet MOS-Laine

Le coût total du programme présenté par le Syndicat pour l'année 2023 est détaillé comme suit :

Adéquation avec le Schéma départemental en faveur de l'Agriculture	Actions proposées	Coût personnel
Enjeu 1, Priorité 1 Enjeu 3, Priorités 6 et 7 Enjeu 5, Priorité 14	Assistance technique aux exploitants pour le développement de la filière ovine	25 000 €
	Animation et communication pour la promotion de la filière ovine	12 500 €
	Animation et accompagnement au développement du projet MOS-Laine	80 000 €
TOTAL		**117 500 €**

Les moyens humains et les montants de chaque action pourront être ajustés en fonction des temps réellement consacrés aux actions, dans la limite du montant maximal de la subvention allouée (**94 000 €**) au Syndicat et déterminé dans la présente convention. **Toutes modifications par rapport à la convention devront être dûment justifiées et préalablement validées par le Département.**

2.2. Suivi des actions

Le **bilan technique des actions sera transmis au Département au plus tard le 31 janvier 2024**. Il comprendra un rapport détaillé des actions réalisées ainsi qu'une analyse des éventuels écarts par rapport au programme d'actions.

2.3. Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée comme suit :

- **80 % à la signature de la convention par les parties**,
- **le solde à l'achèvement de l'action**, au prorata des dépenses effectives réalisées, sur demande écrite du Syndicat, après la réalisation du comité de pilotage et envoi au Département des justificatifs suivants, **au plus tard le 31 mars 2024** :
    - rapport précisant le bilan des actions réalisées (ce rapport devra être remis préalablement, conformément à l'article 2.2 de la présente convention),
    - compte-rendu financier des actions,
    - tableau de suivi du temps de travail accompagné d'un état de dépenses des salaires et d'un état des charges et des frais d'accompagnement avec des clés de répartition,
    - décompte récapitulatif définitif des dépenses engagées,
    - facture(s) acquittée(s),
    - copies des décisions de financements obtenus, en dehors de celles du Département de la Moselle,
    - revue de presse,
    - dernier rapport annuel d'activités,
    - derniers comptes approuvés. Ceux-ci doivent être certifiés conformes par le Président du Syndicat dans le cas où la subvention du Département représente plus de 50% des recettes du Syndicat et doivent être vérifiés par un commissaire aux comptes si le seuil de 153 000 € de subventions publiques est atteint.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS DU SYNDICAT

3.1. Obligations comptables

Le Syndicat s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable.

Les comptes seront certifiés au plus tard dans les 6 mois qui suivent la clôture des comptes par le Président du Syndicat ou le Commissaire aux Comptes, en fonction du montant total des subventions publiques perçues par le Syndicat au cours de l'année 2023.

La présentation budgétaire retenue doit permettre d'individualiser les actions subventionnées.

3.2. Obligations d'information

Le Syndicat s'engage à informer le Département de tous les évènements susceptibles de modifier sa situation juridique, financière et économique.

D'une manière générale, il devra, sur simple demande du Département, lui communiquer tout document, qu'il jugera utile, de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Dans ce cadre, le Syndicat s'engage en particulier à lui communiquer :

- le budget prévisionnel global pour l'exercice concerné par la demande de subvention,
- les statuts,
- les pouvoirs,
- la liste des personnes chargées de l'administration du Syndicat (composition du Conseil, du Bureau,…),
- la rémunération des 3 plus hauts dirigeants si les recettes du Syndicat sont supérieures à 150 000 € dont 50 000 € de subventions publiques.

3.3 Paraphe du Président du Syndicat

Tous les documents transmis au Département devront être revêtus du paraphe du Président du Syndicat accompagné de la formule "je déclare que les documents transmis sont sincères et véritables".

ARTICLE 4 : CONTROLE DU DEPARTEMENT

4.1 Contrôle financier

Le Syndicat adressera au Département dans le mois de leur approbation les comptes annuels de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexes), le compte-rendu de l'Assemblée Générale Ordinaire ainsi que toutes les modifications sur les statuts.

Au plus tard dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, le Syndicat transmettra également au Département un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention. Ce document retracera les dépenses effectives au titre des actions conventionnées au regard du Budget Prévisionnel transmis à l'appui de la demande de subvention. En outre, il décrira les méthodes d'affectation retenues et justifiera les clés de répartition des charges.

4.2. Contrôle d'activité

Le Département pourra procéder à tous les contrôles et investigations sur pièces et sur place qu'il jugera utiles, soit directement, soit par des personnes ou des organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le Syndicat et du respect de ses engagements.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Le Syndicat s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par lui-même ou pour son compte, le soutien apporté par le Département, notamment en apposant son logotype.

De même, le Syndicat s'engage à convier Monsieur le Président du Département de la Moselle à toute manifestation organisée dans le cadre de ce programme.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an, **du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023** et ne pourra faire l'objet d'une prolongation de délai. Par ailleurs, la **demande de versement du solde** devra être transmise aux services départementaux au plus tard 3 mois après la fin de la convention soit le **31 mars 2024**.

ARTICLE 7 : RESILIATION

7.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Département pourra, en dehors de toute faute commise par le Syndicat, résilier à tout moment la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation prendra effet au terme d'un délai d'un mois à compter de sa notification au Syndicat par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation du Syndicat.

7.2. Résiliation pour faute du Syndicat

En cas de manquement par le Syndicat à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée au Syndicat par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au Syndicat.

Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du Syndicat.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le Syndicat. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

7.3. Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet trois mois après la réception de la décision de résilier sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation pourra entraîner le reversement, par le Syndicat, des sommes indûment perçues, sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

Le Syndicat élira son siège social pour toutes les correspondances, notifications, exploits qui lui seront adressés en ce lieu.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté ou une seconde réunion pourra être envisagée ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à METZ Le	Fait à Le
POUR LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	POUR LE SYNDICAT
Le Président,	Le Président,
Patrick WEITEN	Jonathan NONDIER

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f8-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET CONCOURS "MA CANTINE SANS GASPI"

DOSSIER N° | | 7 | 1118 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président, portant sur l'organisation du concours « Ma cantine sans gaspi »,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'autoriser le Président à reconduire, auprès des 71 collèges publics dotés de demi-pensions, le concours « Ma cantine sans gaspi », centré sur la promotion d'une alimentation durable et la réduction du gaspillage alimentaire du 3 au 6 avril 2023,
- de valider le règlement présenté en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Règlement du concours
« Ma cantine sans gaspi »

Pour la promotion d'une alimentation durable et la réduction du gaspillage alimentaire

1. Concept et objectifs du concours :

Le concours, visant à la promotion d'une alimentation durable et à la réduction du gaspillage alimentaire, est lancé auprès des 71 collèges publics dotés d'une demi-pension. Il se déroule sur une semaine.

Pour cette édition, le concours aura lieu du lundi 3 au jeudi 6 avril 2023.

Le gaspillage alimentaire est défini comme *« toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée, dégradée »*. En restauration, il est composé des aliments consommables mais non consommés qui ont été jetés (pain et aliments). Les déchets organiques inévitables (os, trognons, etc.) et les inertes (emballages, plastiques, serviettes) ne sont pas comptabilisés dans le gaspillage alimentaire.

Les collèges participants s'engagent sur l'honneur à garantir la sincérité et la véracité des résultats et informations qu'ils transmettent au Département. Un classement des collèges participants est réalisé et communiqué en mai 2023. Les collèges lauréats du concours bénéficieront de l'intervention d'un chef qualité MOSL avant la fin de l'année scolaire.

Ce concours s'appuie sur les directives énoncées dans le cadre de :

- la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable, dite « EGAlim 1 »,
- la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite « AGEC »,
- la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience ».

2. Déroulement :

Le collège participant devra, pour la période **du lundi 3 au jeudi 6 avril 2023** :

2.1 Établir les menus en respectant les critères suivants :

- Utiliser des produits durables et de qualité labellisés (label rouge, Appellation d'Origine Protégée / Contrôlée (AOP/AOC), Indication Géographique Protégée (IGP), Haute Valeur Environnementale (HVE), issus du commerce équitable, pêche durable...) au moins pour 50 % du prix hors taxe des menus (dont 20 % avec label Bio) ; le dépassement de ces seuils réglementaires et le caractère local des produits (de circuit court et de proximité, produits issus d'un Programme Alimentaire Territorial (PAT)) seront valorisés,
- Comporter au moins un menu végétarien dans la semaine, en vue de la diversification des sources de protéines,
- Favoriser les produits de saison,
- Privilégier les produits faits maison,

- Assurer l'affichage dans le restaurant de la part des produits durables et de qualité labellisés, des produits issus d'un Programme Alimentaire Territorial, du menu identifié comme végétarien.

2.2 Peser les biodéchets selon 2 catégories et en 3 étapes :

La pesée des biodéchets s'effectuera selon 2 catégories :

- Catégorie 1 : pain
- Catégorie 2 : biodéchets consommables

La pesée des biodéchets sera réalisée aux 3 étapes suivantes :

- Confection/préparation à la cuisine
- Distribution à la chaîne et dans les buffets
- Retour des plateaux des convives

Les « biodéchets inévitables » et les « déchets inertes » seront pesés isolément car non considérés comme du gaspillage alimentaire.

Concernant les biodéchets, une séparation entre les déchets « compostables » et « non compostables (os, peaux, carcasses, pain) » pourra être réalisée dans la mesure où le collège opère déjà habituellement ce tri et est équipé d'un composteur en fonctionnement.

Les « déchets inertes » pourront être subdivisés en 2 sous-catégories (emballages d'une part, serviettes d'autres part) en vue de faciliter leur collecte séparée et leur valorisation.

Le Département met à disposition des collèges un « protocole de pesée » avec les documents correspondants. Ces documents sont à télécharger (fiche de pesée, tableau « menus », outil de saisie, affiches, etc.) sur un espace extranet dédié.

2.3 Assurer la transmission des résultats :

Le collège participant transmettra au Département :

- Les menus détaillés qui auront été proposés pour cette semaine de concours, en précisant les labels des produits durables et de qualité utilisés et leur part du prix hors taxe des denrées achetées, l'origine des produits (circuit court/local, issus d'un Programme Alimentaire Territorial…),
- Les résultats des pesées des trois jours, le prix des denrées de chaque menu, le nombre de repas commandés/préparés et le nombre réel de convives à chaque repas,
- Un memento des actions de mobilisation des différents membres de la communauté éducative et les actions participatives réalisées,
- Les canaux et les supports de communication internes et externes utilisés.

La transmission de ces données se fera obligatoirement sous forme dématérialisée via l'outil de saisie dédié.

2.4 Sensibiliser / mobiliser :

Le collège mobilisera dans son projet un maximum d'acteurs de la communauté éducative : élèves, enseignants, personnels techniques et de restauration, direction et administration, parents d'élèves.

Les menus pourront être élaborés en lien avec les collégiens, dans un aspect participatif de type « commission menu ».

2.5 Communiquer :

Le collège mettra en valeur les menus et les objectifs de cette action pour la promotion d'une alimentation durable et la réduction du gaspillage alimentaire. Cette mise en valeur se fera par exemple via des affiches, présentation au self, etc., et selon les moyens de communication souhaités, notamment au moyen de l'Espace Numérique de Travail (ENT).

Le collège pourra valoriser à l'externe (presse, médias) le projet engagé, en mentionnant le Département de la Moselle comme organisateur du concours.

3. Classement :

Les collèges seront classés selon le barème suivant :

- 10 points maximum : grammage moyen sur la semaine de gaspillage alimentaire atteint, rapporté au nombre de convives, en grammes par repas, à partir des données de pesées des biodéchets complétées par le collège selon le point 2.2 (« Peser les biodéchets selon 2 catégories et en 3 étapes ») :

Grammage de gaspillage alimentaire atteint, en grammes par repas (moyenne des 3 pesées)	**Nombre de points attribués**
0 à 30 g / repas	10 points
31 à 40 g / repas	9 points
41 à 50 g / repas	8 points
51 à 60 g / repas	7 points
61 à 70 g / repas	6 points
71 à 80 g / repas	5 points
81 à 90 g / repas	4 points
91 à 100 g / repas	3 points
101 à 110 g / repas	2 points
111 à 115 g / repas	1 point
>115 g*	**0 point**

***115 g / repas : moyenne nationale des collèges - 2017 – Source ADEME)**

- 6 points maximum : respect des critères requis pour la composition des menus, selon le point 2.1 (« Etablir les menus en respectant les critères suivants »), à partir des menus détaillés.

Critères	**Nombre de points attribués**
50 % de produits labellisés (montant HT des menus)	1 point
20 % de produits bio	1 point
Plus de 50 % de produits labellisés (montant HT des menus)	2 points
Plus de 20 % de produits bio	2 points
Produits durables et de qualités issus de circuits courts ou d'un PAT	2 points

- 4 points maximum : sensibilisation / mobilisation, selon le point 2.4 (« sensibiliser / mobiliser ») et communication (point 2.5 « communiquer »)

Critères	**Nombre de points attribués**
Association au projet des membres de la communauté éducative (enseignants, agents techniques, direction/administration, parents)	1 point
Association des élèves à la composition des menus	1 point
Mise en valeur interne de l'action par un maximum de supports et canaux de communication	1 point
Mise en valeur externe de l'action en mentionnant le Département de la Moselle comme organisateur du concours	1 point

4. Conditions de participation :

La **demande de participation** du collège doit parvenir au Département, au plus tard, le **vendredi 10 mars 2023**. Cette demande de participation sera envoyée à l'adresse courriel sandrine.mouret@moselle.fr.

Les **résultats devront être transmis au Département**, via l'outil mis à disposition au plus tard le **vendredi 14 avril 2023**, tel que précisé au point 2.3 (« assurer la transmission des résultats »).

5. Prix :

Les trois collèges lauréats bénéficieront de l'intervention culinaire d'un chef qualité MOSL avant la fin de l'année scolaire.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f9-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET APPEL A PROJETS INNOVATION ENVIRONNEMENTALE 2023

DOSSIER N° | | 8 | 1122 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président , portant sur le lancement de l'appel à projets « Innovation Environnementale » 2023,

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

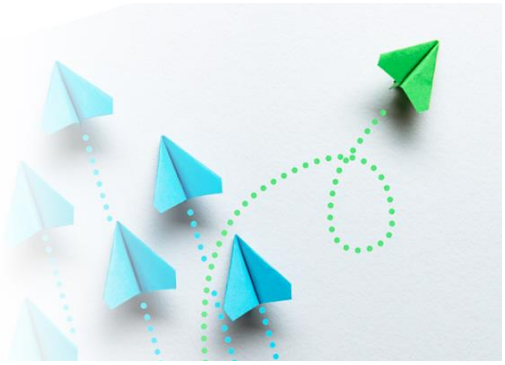
DECIDE

- D'autoriser Monsieur le Président à lancer l'appel à projets « Innovation Environnementale » selon les conditions figurant en annexe à la présente décision, et à en informer les associations, collèges, et établissements d'enseignement supérieur de Moselle.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

INNOVATION ENVIRONNEMENTALE



Appel à projets « Innovation environnementale en Moselle »

Destiné aux associations, collèges, établissements d'enseignement supérieur

REGLEMENT

1- Objectif :

L'objectif est de favoriser l'innovation comme levier efficace d'amélioration ou de préservation de l'environnement. Il s'agit d'encourager les projets expérimentaux ou innovants concourant à lutter contre le changement climatique, à préserver la biodiversité, les milieux et les ressources, à limiter et revaloriser les déchets, et à développer la sobriété énergétique.

2- Bénéficiaires :

- Associations de Moselle
- Collèges et établissements d'enseignement supérieur de Moselle

3- Montant de l'accompagnement financier :

L'accompagnement financier varie en fonction :

- Du montant du projet, dans la limite de 50% du montant HT des dépenses d'investissement et de fonctionnement, hors frais de personnel, et dans la limite de l'enveloppe disponible
- Du nombre et du contenu des projets déposés
- De l'analyse technique des dossiers présentés, au regard des critères suivants :
  - impact environnemental,
  - caractère expérimental ou innovant,
  - répartition équilibrée entre les cinq territoires de Moselle (THIONVILLE / METZ-ORNE / FORBACH-SAINT-AVOLD / SARREBOURG-CHATEAU-SALINS / SARREGUEMINES-BITCHE).

Les dépenses éligibles sont les dépenses de fonctionnement et d'investissement liées au projet, hors frais de personnel.

La présente aide départementale pourra compléter d'autres financements publics (fonds européens, aides d'Etat, etc.), ainsi qu'un autre dispositif départemental, à préciser (ex : appel à projet « innovation sociale »), dans la limite d'un financement global de 80% du montant hors taxe du projet.

Moselle L'Eurodépartement

4- Conditions d'éligibilité :

Sont éligibles les projets :

- répondant aux objectifs précisés dans le point 1
- dont le porteur est identifié au point 2
- ayant débuté le projet dans l'année d'accord de la subvention, sur le territoire de la Moselle
- ayant des impacts positifs en matière environnementale
- ayant un caractère expérimental ou innovant

L'appel à projet prévoit de soutenir les projets en phase de lancement et démarrage d'activité nouvelle et répondant aux objectifs de l'appel à projet. Il ne s'agit pas d'une aide au fonctionnement annuel de la structure, mais d'un accompagnement à l'émergence d'un projet particulier.

5- Dépôt du dossier :

Un formulaire de candidature est disponible sur le site Internet du Département de la Moselle www.moselle.fr. Le porteur de projet complète ce formulaire après avoir pris connaissance du présent règlement.

Les dossiers de candidature seront transmis par voie numérique, à l'adresse anita.boinon@moselle.fr

Le dossier complet est constitué des pièces suivantes :

- Lettre de candidature
- Dossier de candidature complété, téléchargeable sur le site www.moselle.fr, dont le contenu (liste non exhaustive) est le suivant :
  - Informations et descriptif du projet, caractère innovant, résultats attendus et impacts environnementaux, lieu de réalisation, calendrier, etc.
  - Informations concernant le demandeur (raison sociale, forme juridique, statuts, N° SIRET, adresse, coordonnées du représentant légal et de la personne en charge du suivi du dossier, bilan et compte de résultat de l'année N-1, etc.)
  - Tableau prévisionnel des dépenses et plan de financement
  - Déclaration sur l'honneur
- Contrat d'engagement républicain signé (associations)
- Relevé d'identité bancaire (RIB) aux normes SEPA : BIC/IBAN
- Tout document complémentaire permettant de valoriser l'action et le projet d'innovation environnementale de la structure ou de l'association.

Tout dossier incomplet ou transmis après la date limite de réception ne sera pas recevable.

La Commission Permanente du Conseil Départemental sera amenée à se prononcer sur l'attribution des financements.

6- Engagements du bénéficiaire de l'aide :

Le bénéficiaire de l'aide départementale s'engage à :
- mettre en place le projet global pour lequel il a obtenu l'aide,
- faire connaître le soutien du Département lors des actions de relations avec la presse (dossier, communiqué de presse, conférences de presse, etc.),
- apposer sur tout document informatif relatif au projet financé, les logos « Moselle, L'Eurodépartement » et « Moselle Durable »,

- autoriser le Département à communiquer sur le projet bénéficiaire de l'aide,
- communiquer au Département tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle du dossier de demande d'aide.

7- Modalités de versement de l'appui financier :

Le projet devra avoir démarré au plus tard au 15 novembre de l'année d'accord de l'aide.

Un acompte de 50% sera alors versé sur signature d'une convention reçue au 25 novembre au plus tard, attestant notamment du démarrage du projet.

Le solde du montant fixé au point 3 de l'appui financier sera versé au bénéficiaire par le Département de la Moselle, après réception des justificatifs suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses réalisées hors taxe (hors frais de personnel), signé par le trésorier du bénéficiaire ou la personne habilitée, et les justificatifs des factures correspondantes
- Un rapport de réalisation (bilan, photos, communication, etc.).

Ces justificatifs devront être réceptionnés au plus tard au 30 juin de l'année N+1 de l'année d'accord de l'aide.

8- Dispositions générales :

Les dispositions générales sont les suivantes :

- Seuls les dossiers complets seront examinés.
- Le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement du Département pour l'attribution d'un financement.
- Le Département de la Moselle se réserve le droit de demander des pièces administratives complémentaires en cours d'instruction du dossier.

9- Sanctions :

Le remboursement des aides perçues sera exigé en cas de :

- Non-respect, sauf cas de force majeure dûment justifié, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris,
- Non utilisation ou utilisation des aides perçues pour une action autre que celle prévue dans le cadre de l'aide attribuée,
- Fausse déclaration fournie lors de la demande d'aide ou au cours de la période d'engagement ou lors de la demande de solde.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f4-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET APPEL A PROJETS POUR L'ORGANISATION D'ACTIONS DE SENSIBILISATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE 2023

DOSSIER N° | | 9 | 1105 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'appel à projets pour l'organisation d'actions de sensibilisation au développement durable 2023,

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5) portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'autoriser le Président à lancer un appel à projets pour l'organisation d'évènements en relation avec le développement durable, durant la semaine européenne du développement durable 2023, et à en informer les communes de 2 000 à 25 000 habitants et les EPCI de Moselle, selon les conditions figurant en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Conditions d'éligibilité à l'appel à projet
« Organisation d'évènements en relation avec le développement durable durant la semaine européenne du développement durable »
destiné aux communes de Moselle de 2 000 à 25 000 habitants
et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de Moselle

1- Objectif :

Encourager l'organisation d'évènements de sensibilisation du grand public au développement durable, à l'occasion de la semaine européenne du développement durable.

2- Bénéficiaires :

Les collectivités de Moselle suivantes :
- Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)
- Communes de 2 000 à 25 000 habitants.

3- Montant de l'appui financier :

Le financement départemental proposé est de 50% du montant hors taxe des dépenses subventionnables, dans la limite d'un montant maximal de 2000 €.

Les dépenses subventionnables sont les dépenses allouées à la mise en place des évènements de sensibilisation au développement durable, hors salaires et frais de personnel.

Le montant maximal de 2000 € sera attribué dans la limite de l'enveloppe disponible. En cas d'afflux des demandes, le montant forfaitaire pourra être modulé à la baisse et attribué selon une répartition équilibrée entre les cinq territoires de Moselle (THIONVILLE / METZ-ORNE / FORBACH-SAINT AVOLD / SARREBOURG-CHATEAU-SALINS / SARREGUEMINES-BITCHE).

4- Conditions d'éligibilité :

Sont éligibles les projets suivants :

- Projet global d'animations et de sensibilisation du grand public au développement durable, à but non lucratif.
- Le projet devra être en accord avec les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030. Il peut s'agir de projets de sensibilisation intégrant des conférences, des expositions, des spectacles, des ateliers, des projections de films, des visites, ou tout autre projet destiné à sensibiliser le grand public au développement durable.
- Le projet global devra comporter plusieurs animations organisées durant la semaine européenne de développement durable. Les évènements organisés en dehors des dates de la semaine européenne de développement durable ne seront pas éligibles à cet appel à projets.

5- Dépôt du dossier :

Les dossiers parvenus après la date limite de clôture ne seront pas recevables.

Liste (non exhaustive) des pièces demandées :
- Courrier de demande d'aide
- Contenu du dossier à remettre au Département :
  - ✓ Informations et descriptif du projet organisé à l'occasion de la semaine européenne du développement durable, objectifs poursuivis et résultats attendus, lieu de réalisation, calendrier, etc.
  - ✓ Informations concernant le demandeur (raison sociale, forme juridique, N° SIRET, adresse, coordonnées du représentant légal et de la personne en charge du suivi du dossier, etc.)
  - ✓ Tableau prévisionnel des dépenses et plan de financement
  - ✓ Relevé d'identité bancaire (RIB) aux normes SEPA : BIC/IBAN

Tous les documents seront transmis par voie électronique à l'adresse : anita.boinon@moselle.fr

6- Engagements du bénéficiaire de l'aide :

Le bénéficiaire de l'aide départementale s'engage à :
- mettre en place le projet global pour lequel il a obtenu l'aide,
- faire connaître le soutien du Département lors des actions de relations avec la presse (dossier, communiqué de presse, conférences de presse, etc.),
- apposer sur tout document informatif relatif au projet financé, les logos « Moselle, L'Eurodépartement » et « Moselle Durable »,
- autoriser le Département à communiquer sur le projet bénéficiaire de l'aide,
- communiquer au Département tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle du dossier de demande d'aide.

7- Modalités de versement de l'appui financier :

Le montant fixé au point 3 de l'appui financier sera versé au bénéficiaire par le Département de la Moselle, après réception des justificatifs suivants :
- Un état récapitulatif des dépenses réalisées hors taxe (hors frais de salaires), signé par le trésorier du bénéficiaire
- Un rapport de réalisation et la communication liée à l'évènement (affiche, article de presse, photos, etc.) faisant notamment apparaitre le logo du Département.

Le Département devra réceptionner ces justificatifs au plus tard au 5 décembre de l'année d'obtention de l'aide, afin que le versement puisse s'effectuer avant la clôture budgétaire. Au-delà, l'aide sera caduque.

La contribution donnera lieu à un versement unique sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire. Le Département se réserve la possibilité de demander les justificatifs des factures.

8- Dispositions générales :

Les dispositions générales sont les suivantes :
- Seule la transmission d'un dossier complet fera l'objet d'un examen de la demande.
- Le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement du Département pour l'attribution d'une subvention.
- Le Département de la Moselle se réserve le droit de demander des pièces administratives complémentaires en cours d'instruction du dossier.

9- Sanctions :

Le remboursement des aides perçues sera exigé en cas de :

- Non-respect, sauf cas de force majeure dûment justifié, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris,
- Non utilisation ou utilisation des aides perçues pour une action autre que celle prévue dans le cadre de l'aide attribuée,
- Fausse déclaration fournie lors de la demande d'aide ou au cours de la période d'engagement ou lors de la demande de solde.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3fe-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET CONVENTION-CADRE PETITES VILLES DE DEMAIN

DOSSIER N° | | 10 | 1145 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le programme Petites Villes de Demain,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de valider le texte général suivant à insérer aux conventions cadres Petites Villes de Demain valant conventions d'Opérations de Revitalisation Rurale (ORT) :

  « Le Département, en qualité de chef de file des politiques de solidarité, mais également de son rôle sur les politiques de mobilité et les espaces naturels sensibles, ainsi que le numérique, étudiera les actions visées par le programme en fonction des dispositifs adoptés par le Conseil Départemental.

  Le Département s'engage à désigner dans ses services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

  Le Département s'engage à étudier de manière particulière les actions et projets du programme compatibles avec ses politiques publiques et cadres d'intervention, sous réserve que les porteurs de projets déposent un dossier complet pour instruction et répondent aux sollicitations de la collectivité pour l'instruction du dossier et éclairer l'exécutif sur la décision à intervenir.

  Le Département s'engage à participer au réseau des partenaires du programme, à mobiliser ses services et ses filiales notamment MATEC (Moselle Agence Technique), CAUE (Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement), SODEVAM (Société de Développement et Aménagement de la Moselle) et en partenariat avec les EPCI, Moselle Attractivité et Moselle Fibre et ses politiques en vigueur en particulier le dispositif AMBITION MOSELLE. » ,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

- d'autoriser Monsieur le Président à signer les conventions notamment avec les communes de MORHANGE - Communauté d'Agglomération Saint-Avold Synergie, BOULAY - Communauté de Communes Houve Pays Boulageois, CHÂTEAU-SALINS - DIEUZE - Communauté de Communes du Saulnois.

M. BENIMEDDOURENE, Mme BOUSCHBACHER, Mme MAGRAS et M. SCHULER
ne participent ni au débat ni au vote.

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e0-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FEVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

OBJET POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN - VEILLE FONCIERE

DOSSIER N° | | 11 | 860 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la valorisation du patrimoine naturel mosellan – veille foncière,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De valider les termes de la convention annexée à la présente décision,
- D'autoriser Monsieur le Président à la signer et à engager les crédits correspondants.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Convention d'information foncière n° CV 57 22 0004 01

ENTRE

Collectivité : **DEPARTEMENT DE LA MOSELLE**
Domiciliée : 1 Rue du Pont Moreau – CS 11096 – 57036 METZ CEDEX 1
Représentée par son Président, Mr. Patrick WEITEN, autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 6 février 2023

Ci-après désignée « **le Signataire** »

ET

LA SAFER GRAND EST
Société Anonyme au capital de 2 740 816 € dont le Siège Administratif est situé au 14, rue Rayet Liénart – 51420 WITRY-LES-REIMS
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Reims sous le numéro 736 220 377 (69 B 61)
Agréée par arrêté interministériel du 22 décembre 2016, publié au Journal Officiel du 24 décembre 2016,
Représentée aux présentes par **Monsieur Stéphane MARTIN**, son Directeur Général Délégué, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 3 juin 2021.

Ci-après désignée « **la Safer** »

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, le Signataire et la Safer définissent les modalités d'un dispositif d'information foncière permettant au Signataire de :

- connaître, sur un périmètre donné, toutes les déclarations d'intention d'aliéner (DIA), également appelées « notifications de projets de vente », portées à la connaissance de la Safer ;
- connaître les appels à candidature publiés par la Safer ;
- disposer d'un référentiel foncier de prix grâce à l'historisation des ventes sur 1 an ;
- se porter candidate d'un bien maîtrisé à l'amiable par la Safer ou en lieu et place de l'acquéreur notifié, par l'exercice du droit de préemption de la Safer dans le respect des objectifs définis par l'article L.143-2 du Code rural et de la pêche maritime ;
- anticiper et combattre certaines évolutions (mitage, dégradation des paysages, cabanisation, changement de vocation des sols, etc.) ;
- préserver l'agriculture et les espaces naturels ;
- acquérir des réserves foncières pouvant concourir à des équipements nécessaires à son développement économique ;
- maîtriser l'action foncière au cœur du programme local de l'habitat ;
- constituer des réserves foncières compensatoires ;
- suivre les opérations de stockage du foncier liées une convention d'assistance à maîtrise foncière
- avoir accès à des indicateurs de marché foncier, de consommation des espaces agricoles et naturels et d'évolution de l'artificialisation,
- …

Les parties déclarent que les modalités de leur collaboration ne pourront être d'aucune façon contraires aux dispositions des articles L.141-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime[1].
Les parties s'engagent à se communiquer toute opportunité de vente de terres agricoles dont elles auront connaissance.

Cette convention annule et remplace la convention d'information foncière n° CV 57 17 0006 01.

ARTICLE 2 : PERIMETRE D'INTERVENTION

La présente convention porte sur les 4 communes suivantes :

LANGATTE	MITTERSHEIM
REDANGE	RUSSANGE

L'ajout ou le retrait d'une commune au sein de la présente convention se fera à la demande du SIGNATAIRE, par échange de courrier qui sera annexé à la convention. La modification entrera en vigueur au premier janvier de l'année suivant la demande.

[1] L'article L141.1 du code rural définit les missions de la Safer

ARTICLE 3 : MODALITES TECHNIQUES ET OPERATIONNELLES

ART. 3.1 : COMPTE SUR LE SITE INTERNET VIGIFONCIER [HTTP://GRANDEST.VIGIFONCIER.FR/PORTAIL/]

La Safer procède dès l'entrée en vigueur de la convention cadre à l'activation d'un ou de plusieurs compte(s) sur le site Internet https://grandest.vigifoncier.fr , permettant au Signataire d'accéder aux informations de veille foncière sur le périmètre d'intervention défini à l'article 2.
L'accès à ce site Internet est sécurisé par un identifiant nominatif (adresse mail) et un mot de passe personnalisés qui ne doivent être en aucun cas diffusés à des tiers sauf autorisation expresse de la Safer. Le Signataire informera la Safer de toute modification d'adresse.
Les DIA et appels à candidature sont publiés sur Vigifoncier au fur et à mesure de leur saisie, avec un délai d'affichage de 48h correspondant à la synchronisation entre les serveurs informatiques (synchronisation réalisée la nuit).
Un courriel d'alerte est envoyé automatiquement pour avertir la ou les personnes titulaires d'un compte dès lors qu'une ou plusieurs nouvelles informations sont parvenues à la Safer.

ART. 3.2 : LISTE DES COMPTES ET FONCTION DES PERSONNES DISPOSANT D'UN ACCES

Compte tenu du caractère confidentiel des informations contenues dans le site Vigifoncier, les accès sont nominatifs et les personnes physiques disposant d'un accès s'engagent explicitement à respecter les clauses figurant dans la présente convention.

Nom / Prénom	Fonction	Mail	Téléphone
Delphine MAUCHANT	Chef du Service des Affaires Foncières	delphine.mauchant@moselle.fr	03 87 34 75 59
Emmanuelle WILHELM	Chargée de mission valorisation du patrimoine naturel mosellan	emmanuelle.wilhelm@moselle.fr	03 87 78 07 57

ART. 3.3 : INFORMATIONS DIFFUSEES

Selon les options retenues par le Signataire, le compte Vigifoncier permet d'accéder au module « Veille foncière » et/ou au module « Observatoire » :

- **MODULE VEILLE FONCIERE :**

Le module Veille foncière retranscrit, sous la forme de tableaux et d'une cartographie, les informations suivantes :

- Rubrique « Notifications » : notifications des projets de vente, issues des déclarations d'intention d'aliéner (DIA) adressées à la Safer par les notaires ou les administrations,
- Rubrique « Appels à candidature » : appels à candidature émis par la Safer.

Outre ces données, le site Vigifoncier comprend diverses couches d'informations spatiales : unités administratives, fonds IGN Scan 25© et BD Ortho©, parcellaire (IGN BD parcellaires ou DGFiP PCI vecteur), périmètre d'inventaire et de protection des espaces naturels (sources INPN, Conseils Généraux, DREAL, CEN etc.), risques naturels, zonages de planification, zonages AOC/AOP (INAO), stock foncier compensatoire lié à une convention de mise en réserve, etc. Cette liste n'est pas limitative et peut évoluer en fonction de la disponibilité des sources.
Le Signataire peut transmettre à la Safer Grand Est les données spatiales dont elle souhaiterait disposer sur le site (PLU numérisé, ZAC/ZAD, périmètres de surveillance, périmètres de captage…). L'intégration de ces données est soumise à l'accord préalable de la Safer afin de ne pas remettre en cause les performances de l'outil pour l'ensemble de ses utilisateurs. Les modalités techniques de transmission de ces données seront définies en accord avec la Safer[2].
La Safer s'emploie à mettre à jour régulièrement ces informations et à les documenter (sources, millésimes, etc.)
Le site permet d'éditer à tout moment des documents contenant ces informations et d'effectuer des requêtes sur certaines bases de données (recherches de termes de comparaison sur DIA Safer ou DVF).

Le Signataire souhaite accéder au module Veille Foncière :	☒ **OUI**	**/**	☐ **NON**

- **MODULE OBSERVATOIRE DU FONCIER :**

Le module Observatoire permet au SIGNATAIRE d'accéder aux éléments d'analyse suivants :

- Occupation du sol au regard des caractéristiques cadastrales (surfaces cadastrées, répartition des modes d'occupation du sol)
- Evolution des modes d'occupation du sol (bilan des évolutions, évolution des variations annuelles, taux d'évolution des grands segments de natures cadastrales et estimation de la consommation moyenne annuelle des surfaces agricoles)
- Evolution de l'occupation du sol et démographie (rapport de la population sur les grandes natures cadastrales, évolution relative des surfaces urbanisées et de la population, surface par habitant, densité)
- Caractéristique du marché foncier agricole (récapitulatif des notifications observées, marché bâti et non bâti, segmentation du marché et orientation).

Le Signataire souhaite accéder au module Observatoire du Foncier :	☐ **OUI**	**/**	☒ **NON**

[2] Format de fichier : shapefile ou Mif/Mid – Système de projection Lambert 93

ART. 3.4 : DECHARGE DE RESPONSABILITE

Les DIA ou Appels de candidatures diffusées sur le site Vigifoncier, module « Veille foncière » ne sauraient être considérées comme une proposition de vente ou d'achat. Les informations du site Internet Vigifoncier Grand Est sont non contractuelles et peuvent contenir des inexactitudes techniques, omissions ou des erreurs typographiques que la Safer Grand Est s'engage à régulariser dans les meilleurs délais dès qu'elle en aura connaissance.
La Safer Grand Est ne peut encourir aucune responsabilité du fait d'erreurs, d'inexactitudes ou d'omissions, sur les résultats qui pourraient être obtenus de l'usage de ces informations par le Signataire.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

Les modalités financières d'accès à Vigifoncier sont définies comme suit :

Module Veille Foncière : 150€ HT/commune soit 180 € TTC/commune
Module Observatoire du Foncier : 150€ HT/commune

Soit pour 4 communes :

- **un abonnement annuel de 600€ HT pour la souscription au module de veille foncière seule soit 720€ TTC**

La mise en service couvre les aspects suivants :
✓ Création des comptes d'accès et fourniture des modalités de connexion au site Internet cartographique Vigifoncier (chemin d'accès – identifiant – mot de passe)
✓ Formation de prise en main de l'outil
✓ Aide à distance à l'utilisation de Vigifoncier
✓ Intégration et mise à jour des données

Lors de la première année, le module sera rétroactivement mis en place au 1er janvier 2023, afin de permettre la continuité du service de veille foncière. Par conséquent, il n'y aura pas de proratisation de la somme calculée en première année.

Au cours du premier trimestre de chaque année, la Safer adresse au Signataire une facture pour l'année en cours.

ARTICLE 5 : PROPRIETE INTELLECTUELLE, DROITS SUR LES DONNEES ET ELEMENTS DU SITE VIGIFONCIER

ART 5.1 : PROPRIETE INTELLECTUELLE DE VIGIFONCIER GRAND EST

Le site Internet Grand Est https://grandest.vigifoncier.fr est la propriété de la Safer Grand Est.
Tous les éléments de ce site restent la propriété exclusive de la Safer conformément au Code de la propriété intellectuelle ou sont soumises à une licence d'utilisation ou d'exploitation qui n'est valable que pour la Safer.

ART 5.2 : DONNEES CARTOGRAPHIQUES DE L'IGN

Les données cartographiques portant la mention © IGN intégrées dans Vigifoncier sont la propriété exclusive de l'Institut Géographique National.
La licence concédée à la Safer n'entraîne à son profit aucun transfert de propriété de ces données.
L'utilisation de ces données est strictement limitée à l'usage du Signataire dans le respect de la présente convention.
Toute communication, même partielle, des données à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, sous toute forme, par tout moyen et pour quelque motif que ce soit est soumise à l'accord exprès préalable de l'IGN.
Les données IGN ne doivent pas être extraites du produit ou utilisées sur un autre logiciel.
La reproduction pour diffusion à des tiers ou la commercialisation des sorties graphiques est interdite, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit.

ART. 5.3 : DROIT D'USAGE, DE DIFFUSION ET DE REPRODUCTION DES DONNEES VIGIFONCIER

Toute représentation, reproduction ou exploitation intégrale ou partielle des informations diffusées par le site Vigifoncier Grand Est, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, faite sans le consentement de la Safer est interdite.
Conformément aux dispositions de la loi n° 98-536 du 1er juillet 1998 portant transposition dans le Code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9 CE du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, la Safer est productrice et propriétaire de tout ou partie des bases de données composant le site Internet Vigifoncier.
En ce qui concerne les droits vis-à-vis de ces informations, le Signataire s'engage :

- à ne pas commercialiser ces données,
- à ne pas diffuser gratuitement ces données,
- à citer les sources sur l'ensemble des analyses se référant à ces données.

ARTICLE 6 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (INFORMATIQUE ET LIBERTES)

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les sites du domaine vigifoncier.fr font l'objet d'une inscription au registre CNIL tenu par la Fédération Nationale des Safer pour le compte des Safer.

Le site Internet cartographique Vigifoncier comporte des données à caractère personnel. En tant que destinataire des données, le Signataire s'engage à :

- ne pas utiliser les documents, informations, fichiers informatiques et de manière générale toutes données à caractère personnel confiés par la Safer à des fins autres que celles prévues pour les besoins de l'exécution de la prestation objet du contrat.
- ne pas communiquer et céder les données à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.
- prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle pour assurer la conservation et la confidentialité des données à caractère personnel transmises.
- effectuer toutes les démarches auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) afin de se garantir le droit de collecter, d'utiliser et d'exploiter les données à caractère personnel transmises par la Safer *(voir formulaire CNIL à l'adresse suivante : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_13809.do)*.

ARTICLE 7 : MAINTENANCE ET EVOLUTIONS DU SITE VIGIFONCIER GRAND EST

Le site Internet https://grandest.vigifoncier.fr est normalement accessible 24 h/24 h et 7 jours/7.
En cas de force majeure, de difficultés informatiques, de difficultés liées à la structure des réseaux de télécommunications ou difficultés techniques, ou pour des raisons de maintenance, sans que cette liste ne soit exhaustive, l'accès à toute ou partie du site pourra être suspendu temporairement. La Safer s'engage dans ce cas à faire le nécessaire auprès de ses prestataires pour rétablir le fonctionnement du site dans les meilleurs délais. Elle dispose pour cela de contrats de maintenance avec son prestataire Business Geographic qui a développé l'application et héberge les serveurs.
La durée de la suspension n'a aucune incidence sur la date d'échéance définie à l'article 8.2 de la présente convention.
Le site Internet https://grandest.vigifoncier.fr est susceptible de modification et d'évolutions sans notification d'aucune sorte.

ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

ART. 8.1 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par le Signataire.

ART. 8.2 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans. Au terme des 5 ans, elle fera l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction sauf dénonciation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire, soit avant le 30 septembre de la dernière année d'abonnement.

En 2 exemplaires originaux

A Metz, **Le** **Pour le Département de la Moselle,** **Le Président,** **M. Patrick WEITEN**	**A Witry-lès-Reims,** **Le** **Pour la Safer Grand Est,** **Le Directeur Général,** **M. Stéphane MARTIN**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e3-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX

OBJET AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@É - SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITES ADHERENTES AU GROUPEMENT DE COMMANDES

DOSSIER N° | | 12 | 1053 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'attribution de subventions aux collectivités adhérentes au Groupement de Commandes du programme FUS@É,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Règlement d'Octroi des subventions présenté en 3ème Réunion Trimestrielle 2020 (annexe au rapport I-6 – FUS@É création d'une autorisation de programme et règlement d'octroi des subventions) :

DECIDE

- D'attribuer des subventions aux collectivités adhérentes au Groupement de Commandes du programme FUS@É ayant déposé un dossier techniquement et financièrement prêt pour un montant total de **269 243 €**, telles que figurant en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECISION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
AMBITION MOSELLE - TRANSITION NUMERIQUE - PROGRAMME FUS@É
Année 2023 - Commission Permanente du 06 février 2023

ANNEXE

Territoire	Canton	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/types de classes	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
Forbach-Saint Avold	*Boulay-Moselle*	27-331	2022-0006363	**BOULAY-MOSELLE**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	77 475,00 €	45%	Non	34 864,00 €
Forbach-Saint Avold	*Boulay-Moselle*	27-332	2022-0006364	**BOULAY-MOSELLE**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	71 142,18 €	42,9%	Oui	30 520,00 €
Forbach-Saint Avold	*Boulay-Moselle*	27-322	2022-0006787	**NIEDERVISSE**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 185,00 €	45%	Non	1 433,00 €
Forbach-Saint Avold	*Boulay-Moselle*	27-251	2022-0007153	**PIBLANGE**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	6 199,52 €	45%	Non	2 790,00 €
Forbach-Saint Avold	*Bouzonville*	27-219	2022-0006067	**FALCK**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	8 284,40 €	30%	Non	2 485,00 €
Forbach-Saint Avold	*Bouzonville*	27-220	2022-0006068	**FALCK**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	27 300,00 €	45%	Non	12 285,00 €
Forbach-Saint Avold	*Faulquemont*	27-287	2022-0006071	**TETING-SUR-NIED**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	4 800,00 €	35%	Non	1 680,00 €
Forbach-Saint Avold	*Faulquemont*	27-330	2022-0007058	**MAINVILLERS**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 850,00 €	45%	Non	1 733,00 €
Forbach-Saint Avold	*Freyming-Merlebach*	27-248	2022-0006265	**HOMBOURG-HAUT**	LES CHENES HOMBOURG-HAUT Classes multi-niveau + REP	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	7 040,00 €	55%	Non	3 872,00 €
Forbach-Saint Avold	*Freyming-Merlebach*	27-250	2022-0006266	**HOMBOURG-HAUT**	LA CHAPELLE HOMBOURG-HAUT Classes multi-niveau + REP	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	6 440,00 €	55%	Non	3 542,00 €

Territoire	Canton	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/types de classes	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
Forbach-Saint Avold	*Freyming-Merlebach*	27-258	2022-0006468	**HOMBOURG-HAUT**	SIMON BATZ HOMBOURG-HAUT Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	6 730,00 €	45%	Non	3 029,00 €
Forbach-Saint Avold	*Saint-Avold*	27-335	2022-0006505	**DIESEN**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	4 800,00 €	35%	Non	1 680,00 €
Forbach-Saint Avold	*Sarralbe*	27-206	2022-0006226	**SYNDICAT LANDROFF**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	4 800,00 €	35%	Non	1 680,00 €
Forbach-Saint Avold	*Sarralbe*	27-289	2022-0006872	**MORHANGE**	A. STREIFF MORHANGE Classes multi-niveau	Travaux de câblage	1 062,50 €	45%	Non	478,00 €
Forbach-Saint Avold	*Sarralbe*	27-290	2022-0006873	**MORHANGE**	A. STREIFF MORHANGE Classes multi-niveau	Travaux de câblage	13 258,81 €	45%	Non	5 966,00 €
Forbach-Saint Avold	*Sarralbe*	27-291	2022-0006874	**MORHANGE**	A. STREIFF MORHANGE Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	18 455,00 €	45%	Non	8 305,00 €
Forbach-Saint Avold	*Sarralbe*	27-344	2022-0006875	**MORHANGE**	CENTRE_J_D_ARC_MORHANGE Classes multi-niveau	Travaux de câblage	1 500,00 €	45%	Non	675,00 €
Forbach-Saint Avold	*Sarralbe*	27-345	2022-0006876	**MORHANGE**	CENTRE_J_D_ARC_MORHANGE Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	22 146,00 €	45%	Non	9 966,00 €
Forbach-Saint Avold	*Sarralbe*	27-323	2022-0007062	**HELLIMER**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	1 200,00 €	35%	Non	420,00 €
Forbach-Saint Avold	*Stiring-Wendel*	27-356	2022-0007112	**SPICHEREN**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	8 284,40 €	10%	Oui	828,00 €
Metz-Orne	*Fameck*	27-215	2022-0006581	**RICHEMONT**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	5 931,00 €	30%	Oui	1 779,00 €

Territoire	Canton	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/types de classes	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
Metz-Orne	*Fameck*	27-216	2022-0006582	**RICHEMONT**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	8 284,40 €	30%	Non	2 485,00 €
Metz-Orne	*Faulquemont*	27-324	2022-0006228	**LOUVIGNY**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	687,50 €	45%	Non	309,00 €
Metz-Orne	*Le Pays Messin*	27-241	2022-0006469	**SILLY-SUR-NIED**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	8 284,40 €	30%	Non	2 485,00 €
Metz-Orne	*Le Pays Messin*	27-238	2022-0006502	**OGY-MONTOY-FLANVILLE**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	8 742,00 €	45%	Non	3 934,00 €
Metz-Orne	*Les Côteaux de Moselle*	27-299	2022-0006290	**LORRY-LES-METZ**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	15 232,45 €	45%	Non	6 855,00 €
Metz-Orne	*Les Côteaux de Moselle*	27-300	2022-0006309	**LORRY-LES-METZ**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	1 062,50 €	45%	Non	478,00 €
Metz-Orne	*Les Côteaux de Moselle*	27-301	2022-0006310	**LORRY-LES-METZ**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	18 064,00 €	45%	Non	8 129,00 €
Metz-Orne	*Les Côteaux de Moselle*	27-302	2022-0006311	**LORRY-LES-METZ**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	8 284,40 €	30%	Non	2 485,00 €
Metz-Orne	*Les Côteaux de Moselle*	27-303	2022-0006312	**LORRY-LES-METZ**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	4 800,00 €	35%	Non	1 680,00 €
Metz-Orne	*Les Côteaux de Moselle*	27-347	2022-0007059	**CHATEL-SAINT-GERMAIN**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	2 400,00 €	35%	Non	840,00 €
Metz-Orne	*Montigny-les-Metz*	27-239	2022-0007139	**MARLY**	Classes multi-niveau FREINET	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 170,00 €	45%	Non	1 427,00 €

Territoire	Canton	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/types de classes	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
Metz-Orne	*Montigny-les-Metz*	27-240	2022-0007141	**MARLY**	Classes multi-niveau FERRY	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 170,00 €	45%	Non	1 427,00 €
Metz-Orne	*Rombas*	27-304	2022-0007205	**SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	26 470,00 €	45%	Non	11 912,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Le Saulnois*	27-274	2022-0006002	**VITTERSBOURG**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 995,00 €	45%	Non	1 798,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Le Saulnois*	27-275	2022-0006000	**VITTERSBOURG**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	4 947,20 €	30%	Non	1 484,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Le Saulnois*	27-276	2022-0006001	**VITTERSBOURG**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	600,00 €	35%	Non	210,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Phalsbourg*	27-119	2022-0005990	**GARREBOURG**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 185,00 €	45%	Non	1 433,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Phalsbourg*	27-209	2022-0006575	**GARREBOURG**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	4 947,20 €	30%	Non	1 484,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Phalsbourg*	27-273	2022-0006016	**MITTELBRONN**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	4 947,20 €	30%	Non	1 484,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Phalsbourg*	27-246	2022-0006383	**SIVOM HOMMERT**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	4 759,49 €	45%	Non	2 142,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Phalsbourg*	27-247	2022-0006384	**SIVOM HOMMERT**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 850,00 €	45%	Non	1 733,00 €
Sarrebourg Château-Salins	*Sarrebourg*	27-346	2022-0006842	**SARREBOURG**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	3 835,00 €	45%	Non	1 726,00 €

Territoire	Canton	Référence GRC	Référence Dossier	Bénéficiaires	Ecoles/types de classes	Nature de l'opération	Base subventionnable	Taux	Ecrêtage	Montant de la subvention
Sarreguemines-Bitche	*Bitche*	27-277	2022-0005989	**ETTING**	Classes multi-niveau	Solutions individuelles : Packs classes mobiles	4 800,00 €	10%	Oui	480,00 €
Sarreguemines-Bitche	*Sarralbe*	27-233	2022-0006485	**GRUNDVILLER**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	4 800,00 €	35%	Non	1 680,00 €
Thionville	*Algrange*	27-328	2022-0006279	**BOULANGE**	Classes multi-niveau	Solutions postes informatiques : Ordinateurs portables	600,00 €	35%	Non	210,00 €
Thionville	*Hayange*	27-69	2022-0001906	**SEREMANGE-ERZANGE**	Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	52 272,00 €	45%	Non	23 522,00 €
Thionville	*Metzervisse*	27-236	2022-0006331	**BOUSSE**	Classes multi-niveau	Travaux de câblage	12 434,57 €	45%	Non	5 596,00 €
Thionville	*Thionville*	27-305	2022-0006281	**TERVILLE**	CENTRE DU MOULIN Classes multi-niveau	Travaux de câblage	17 170,18 €	45%	Non	7 727,00 €
Thionville	*Thionville*	27-281	2022-0006274	**TERVILLE**	CENTRE DU MOULIN Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	34 993,00 €	45%	Non	15 747,00 €
Thionville	*Thionville*	27-280	2022-0006271	**TERVILLE**	M.PAGNOL Classes multi-niveau	Solutions interactives et collaboratives : Ecrans numériques interactifs pilotés par un ordinateur portable	58 513,00 €	45%	Non	26 331,00 €
			51 dossiers	**29 communes et 2 syndicats comprenant 10 communes**		**TOTAL**	**633 184,30 €**			**269 243,00 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f3-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Service de l'Innovation Sociale

OBJET CLAUSES SOCIALES – RENOUVELLEMENT DE PARTENARIATS AVEC LA MAISON DE L'EMPLOI DU SUD MOSELLAN ET L'ASSOCIATION ELIPS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES SUR LE TERRITOIRE MOSELLAN

DOSSIER N° | | 13 | 1101 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le rapport du Président portant sur le renouvellement de partenariats avec la Maison De l'Emploi du Sud Mosellan et l'association ELIPS pour la mise en œuvre des clauses sociales sur le territoire Mosellan ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'approuver le renouvellement des partenariats noués avec l'association ELIPS et la Maison De l'Emploi du Sud Mosellan pour la mise en œuvre des clauses sociales et d'accorder une subvention de 35 000 € répartie sur les années 2023 et 2024, soit 17 500 € par an, pour l'association ELIPS et une subvention de 25 000 € répartie sur les années 2023 et 2024, soit 12 500 € par an, pour la Maison de l'Emploi (MDE) du Sud Mosellan ;
- d'approuver les conventions figurant en annexes à la présente décision, régissant la mise en œuvre de l'aide départementale et d'autoriser le Président à les signer avec les représentants des deux organismes.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

CONVENTION DE PARTENARIAT 2023-2024

ENTRE

Le Département de la Moselle, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, son Président, habilité à l'effet présent par délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa séance du 06 février 2023, ci-après désigné « Le Département »,

d'une part

ET

L'Association ELIPS (Entreprise Lorraine d'Insertion et de Prestations Spécialisées), dont le siège social est à 11 Rue du Stade – 57270 UCKANGE, immatriculée sous le N° Siret 42999420500020, représentée par Madame Bernadette FESTOR, sa Présidente, ci-après désignée « ELIPS »

d'autre part,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration et notamment son article 10 ;
VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;
VU la décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 06/02/2023

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

Le volontarisme du Département en matière de clauses sociales s'inscrit dans une orientation politique majeure en faveur du retour à l'emploi des BRSA et participe à une commande publique responsable. En 2021, cette dynamique s'est généralisée, au-delà des marchés publics départementaux, aux politiques départementales suivantes : Ambition Moselle et les Garanties d'Emprunt octroyées aux bailleurs sociaux.

De son côté, l'association ELIPS est chargée de promouvoir et accompagner la mise en œuvre de la clause sociale auprès des donneurs d'ordre, publics et privés du Bassin d'emploi de Thionville depuis 2010 (excepté la ville de Thionville), et du Bassin d'Emploi de Metz depuis 2015 (excepté les Villes de Metz et Woippy, l'Eurométropole de Metz et les bailleurs sociaux, les SEM (Sociétés d'Economie Mixte), les établissements publics ayant passé une convention avec l'Eurométropole de Metz) et à partir de 2022 sur le territoire de Moselle Est dont Forbach – St Avold et Sarreguemines – Bitche. Dans ce cadre et pour mener à bien le dispositif clause sociale mis en place, l'association ELIPS est également chargée de l'animation du réseau des SIAE (Structure d'Insertion par l'Activité Economique).

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales auprès des maitres d'ouvrage, mais également préserver et optimiser les pratiques développées auprès des donneurs d'ordre du territoire ou y intervenant, de même qu'auprès des entreprises locales régulièrement attributaires de ces marchés, tout en accordant une attention particulière à l'insertion des BRSA, l'association ELIPS et le Département ont souhaité ensemble engager une coopération.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER : <u>OBJET DE LA CONVENTION</u>

La présente convention a pour objet de :

- déterminer les règles de collaboration ainsi que les conditions de mise en œuvre du partenariat entre le Département et l'association ELIPS pour 2023 et 2024,
- fixer les engagements des parties dans le cadre de la réalisation des clauses sociales dans les marchés publics subventionnés par le Département.

Au regard de sa compétence envers les personnes éloignées de l'emploi et notamment les BRSA, le Département souhaite mobiliser et renforcer tous les moyens utiles permettant de contribuer à leur insertion professionnelle et sociale.

Parallèlement, l'association ELIPS propose un dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés publics et privés :

- Assistance à la maitrise d'ouvrage :
  - identifier les marchés, lots pouvant intégrer la clause de promotion de l'emploi
  - déterminer la hauteur des engagements
  - qualifier et quantifier les heures d'insertion
  - contribuer, si nécessaire, à la rédaction des pièces de marchés
- Assistance aux entreprises :
  - aider au choix des modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion
  - repérer les besoins en compétences
  - élaborer les fiches de poste

- Information des SIAE (structures d'insertion par l'activité économique) et du service public de l'emploi :

    - diffusion aux partenaires d'ELIPS des offres d'emploi générées par les clauses de promotion de l'emploi
    - montage des actions de formation préalables à l'embauche
    - repérage et mobilisation des personnes bénéficiaires

- Suivi de la mise en œuvre du dispositif :

    - participation aux réunions de chantier
    - coordination avec les structures d'insertion
    - réalisation de fiches mensuelles de suivi transmises au maitre d'ouvrage, à l'entreprise et à la structure d'insertion
    - réalisation d'un bilan final

Ainsi, la convergence de ces actions permet à des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle de reprendre une activité via des heures de travail que doivent leur réserver les entreprises attributaires d'un marché public ou privé incluant des clauses sociales. Ces actions permettent également de satisfaire des besoins récurrents en personnel dans certains secteurs d'activités en demande de compétences où, grâce à une approche GPTEC, il est possible d'envisager des actions de formation intégrées au parcours d'insertion liés aux clauses afin de viser l'emploi durable.

C'est dans ce contexte que le Département et l'association ELIPS ont souhaité engager un travail de partenariat qui doit se construire en concertation pour permettre la prise en compte des priorités du Département et celles de l'association ELIPS ; en coopération pour garantir l'harmonisation des pratiques notamment envers les entreprises ; en complémentarité pour le repérage des publics en insertion et la mutualisation des moyens pour la construction des parcours.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions de mise en œuvre opérationnelle du partenariat entre le Département et l'association ELIPS pour la mise en œuvre des clauses dans les marchés publics bénéficiant d'une subvention Ambition Moselle ou d'une Garantie d'Emprunt et situés sur les territoires de Metz – Orne, Thionville, Forbach – St Avold et Sarreguemines – Bitche, et avec les objectifs généraux suivants :

- Participer aux politiques publiques en matière d'emploi et d'insertion dans ces territoires.
- Harmoniser les pratiques entre le Département et l'ensemble des facilitateurs du Grand Est, et auprès des acteurs de l'emploi et des publics en insertion.
- Apporter une réponse cohérente aux entreprises (par exemple, en ayant toujours le même interlocuteur unique, l'entreprise peut mutualiser les heures d'insertion pour le compte de divers donneurs d'ordre).
- Favoriser l'insertion des publics en difficulté d'insertion professionnelle et éligibles au dispositif en optimisant les opportunités d'emploi du territoire tout en mobilisant les mesures d'aide à l'embauche et des actions de formation
- Accorder une attention particulière aux personnes bénéficiaires du RSA, public prioritaire pour le Département.

- Assurer le suivi et la bonne exécution des clauses sociales.

ARTICLE 3 : <u>ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION ELIPS</u>

L'association ELIPS prend les engagements suivants afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la présente convention et permettre la mise en œuvre et le développement du partenariat avec le Département :

- <u>Auprès des Maîtres d'Ouvrage des territoires concernés à</u> :

- Les accompagner dans leur engagement en matière d'insertion, dans le cadre de leur demande de subvention Ambition Moselle ou d'une Garantie d'Emprunt en leur apportant son expertise, notamment sur le choix des lots, le calcul des heures d'insertion et la rédaction de la clause.
- Suivre l'application de la clause sociale au travers l'exécution du marché, en portant une attention particulière aux personnes bénéficiaires du RSA, public prioritaire pour le Département.
- Transmettre au Département des éléments de bilan pour chaque marché, permettant l'évaluation des résultats.
- Répondre dans les meilleurs délais aux demandes d'assistance ou d'information.

- <u>Auprès des bénéficiaires à</u> :

- Optimiser tous les partenariats en cours avec les organismes prescripteurs (Pôle Emploi, mission locale, services d'insertion, CAP emploi …) et les structures d'insertion par l'activité économique.
- S'assurer de l'éligibilité des candidats au dispositif des clauses sociales et réaliser le diagnostic nécessaire au positionnement sur les différents marchés.
- Proposer les candidats aux entreprises, assurer un suivi au sein de l'entreprise afin d'élaborer un parcours d'insertion et de rechercher les conditions d'un retour à l'emploi durable ou d'un parcours de formation en lien avec leur besoin en compétences.

- <u>Auprès des entreprises à</u> :

- Être clairement identifié(e) comme interlocuteur des entreprises.
- Informer et aider sur les modalités possibles de mise en œuvre de la clause sociale, notamment sur les modalités de sous-traitance et de co-traitance avec les SIAE, et sur les différentes possibilités de contrats de travail.
- Accompagner l'entreprise dans ses recrutements : centralisation des candidatures, présélection des candidats, proposition de candidatures, information sur les différents types de contrats en alternance, les dispositifs de formation professionnelle et les aides à l'emploi le cas échéant.
- Veiller au respect des obligations contractuelles du titulaire du marché au regard de la clause en lien avec le maitre d'ouvrage.

ARTICLE 4 : <u>ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT</u>

Le Département prend les engagements suivants :

- Favoriser le développement des clauses sociales au sein de ses propres marchés, en tant que maître d'ouvrage, quel qu'en soit la nature (achats, prestations et travaux) afin de développer l'offre d'insertion dans les projets se déroulant sur les territoires Metz – Orne, Thionville, Forbach – St Avold et Sarreguemines – Bitche.

- Avec le soutien et l'assistance de l'association ELIPS, prévoir l'inscription des clauses dans les marchés des acheteurs publics des territoires concernés auxquels il accorde un cofinancement.

ARTICLE 5 : SUBVENTION DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage, par ailleurs, à verser à l'association ELIPS une subvention annuelle de 17 500 € pour le financement du présent partenariat, soit 35 000€ pour toute la durée de la convention.

Cette subvention sera versée, pour la moitié de son montant, soit à hauteur de 17 500 € à la signature de la convention, le solde étant versé à l'association ELIPS sur transmission du rapport d'exécution de l'opération, en fonction de l'état de réalisation des actions, au plus tard le 30/11 de l'année suivante.

ARTICLE 6 : INFORMATION

Les partenaires s'engagent à s'informer mutuellement avant de communiquer à l'externe au sujet des actions de la présente convention.

Les partenaires s'engagent aussi à informer à l'interne de leur propre structure du contenu de la présente convention.

L'association ELIPS s'engage :

- à tenir le Département régulièrement informé du déroulement des opérations relevant de la présente convention ;
- à tenir le Département informé des opérations de communication qu'elle effectue afin de lui permettre d'assurer la cohérence et la convergence des actions menées dans le cadre de leur partenariat.

ARTICLE 7 : DEONTOLOGIE ET COMMUNICATION

Les partenaires s'engagent à respecter le principe de confidentialité sur les informations qu'ils se livrent mutuellement pour l'exécution de la présente convention.

Les partenaires s'engagent à respecter les valeurs et principes liés à une activité de service public et notamment : l'égalité, la neutralité et la continuité.

L'association ELIPS s'engage :

- à se coordonner avec le Département sur les opérations de communication liées aux actions menées dans le cadre de ce partenariat,
- à assurer, par tout moyen approprié, une communication sur l'engagement du Département aux côtés de l'association ELIPS,
- à apposer sur toutes les publications et supports de communication relatifs aux actions subventionnées par le Département, la mention "Opération réalisée avec le soutien financier du Département de la Moselle" et le logo type du Département respectant la charte graphique.

ARTICLE 8 : EVALUATION

L'association ELIPS s'engage à transmettre au Département tout document et information utiles relatifs à la mise en œuvre de la présente convention, notamment 1 fois par an, une fiche synthétique

faisant le point sur les opérations suivies par l'association ELIPS, en lien avec les dispositifs départementaux.

L'association ELIPS transmettra également au Département, pour chaque opération, tous les éléments lui permettant d'évaluer le suivi de la bonne exécution de la clause sociale auprès du titulaire du marché en lui fournissant les informations suivantes :

- nombre d'heures réalisées,
- nombre de personnes concernées,
- typologie des bénéficiaires,
- modalités d'application de la clause (sous-traitance, mise à disposition, embauche directe),
- état de situation des personnes ayant bénéficié d'un contrat de travail via la clause d'insertion à la date de fin du marché (suivi des parcours).

En fin d'action et au plus tard pour le 30/11 de la 2ème année, un bilan final justifiant des objectifs conventionnés et regroupant notamment :

- La synthèse des opérations suivies pendant l'année,
- L'analyse qualitative de l'action,
- Les perspectives de l'action.

Ce bilan est utilisé comme référence par les services du Département et permet d'alimenter les données départementales pour évaluer au mieux l'atteinte des objectifs dans le cadre de la stratégie départementale de déploiement des clauses sociales.

Des réunions de travail seront organisées, autant que nécessaire et *a minima* 1 fois par an, entre le Service Innovation Sociale du Département de la Moselle et l'association ELIPS afin de faire le point sur les actions de la convention et ajuster, au besoin, les modes de fonctionnement de chaque partie afin de garantir la qualité du partenariat mis en place.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 22 mois à compter de sa date de signature.

ARTICLE 10 : AVENANT A LA CONVENTION

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de l'action fait l'objet d'un avenant actant le(s) élément(s) modifié(s), dans le respect des objectifs généraux définis par les présentes.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Il pourra être mis fin à la présente convention en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à tout ou partie de ses engagements conventionnels.

La présente convention pourra ainsi être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un mois.

La convention pourra être résiliée sans préavis ni indemnité par le Département :

- en cas de force majeure ou pour cause d'intérêt général,
- en cas de non-respect par le porteur de l'une de ses obligations exposées ci-dessus dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le

Département par lettre recommandée avec accusé de réception, le porteur n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde,

- en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le porteur d'achever sa mission.

ARTICLE 12 : LIMITATION DE RESPONSABILITE

La responsabilité du Département ne pourra pas être recherchée par les tiers qui ne sont pas parties à la présente convention.

ARTICLE 13 : LITIGES

Toutes contestations survenant à l'occasion de l'interprétation, l'exécution ou la cessation de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg après constat de désaccord persistant et épuisement de toutes les voies amiables.

Fait à Metz, le en deux exemplaires originaux

Le Président du Département	La Présidente de l'association ELIPS
Patrick WEITEN	Bernadette FESTOR

ANNEXE 2

CONVENTION DE PARTENARIAT 2023-2024

ENTRE

Le Département de la Moselle, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, son Président, habilité à l'effet présent par délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa séance du 06 février 2023, ci-après désigné « Le Département »,

d'une part

ET

L'Association Maison de l'Emploi du Sud Mosellan, dont le siège social est à 11 Rue Erckmann Chatrian – 57400 SARREBOURG, immatriculée sous le N° Siret 49304922500029, représentée par Monsieur Alain MARTY, son Président, ci-après désignée « MDE SUD MOSELLAN »

d'autre part,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration et notamment son article 10 ;
VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;
VU la décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 06/02/2023

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

Le volontarisme du Département en matière de clauses sociales s'inscrit dans une orientation politique majeure en faveur du retour à l'emploi des BRSA et participe à une commande publique responsable. En 2021, cette dynamique s'est généralisée, au-delà des marchés publics départementaux, aux politiques départementales suivantes : Ambition Moselle et les Garanties d'Emprunt octroyées aux bailleurs sociaux.

De leur côté, les membres constitutifs de droit de la MDE SUD MOSELLAN ont formalisé dès 2009, une « charte locale d'engagement pour l'emploi et l'insertion dans le Sud Mosellan » alors soutenue par les 8 intercommunalités et la Fédération Départementale du Bâtiment et des Travaux Publics de Moselle, afin de développer les clauses sociales dans les marchés publics locaux. Ils affirmaient ainsi ensemble leur volonté politique de développer ce dispositif en confiant exclusivement sa mise en œuvre à la MDE SUD MOSELLAN devenant le guichet unique dans le territoire.

Elle se voit aujourd'hui confier la gestion des clauses sociales dans les marchés de ce périmètre Sud Mosellan, qu'ils soient portés par :

- l'Etat pour les projets bénéficiant de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux et de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local, de même que tous les projets de l'Armée,
- la Région Grand Est dans le cadre de la convention partenariale signée avec l'ensemble des facilitateurs du Grand Est,
- les Intercommunalités du Sud Mosellan aujourd'hui fusionnées en 3 entités distinctes et par les 230 communes qu'elles représentent,
- différents grands comptes nationaux, voire par des donneurs d'ordre privés.

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales auprès des maitres d'ouvrage, mais également préserver et optimiser les pratiques développées auprès des donneurs d'ordre du territoire ou y intervenant, de même qu'auprès des entreprises locales régulièrement attributaires de ces marchés, tout en accordant une attention particulière à l'insertion des BRSA, la MDE SUD MOSELLAN et le Département ont souhaité ensemble engager une coopération.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER : <u>OBJET DE LA CONVENTION</u>

La présente convention a pour objet de :

- déterminer les règles de collaboration ainsi que les conditions de mise en œuvre du partenariat entre le Département et la MDE SUD MOSELLAN pour 2023-2024,
- fixer les engagements des parties dans le cadre de la réalisation des clauses sociales dans les marchés publics subventionnés par le Département.

Au regard de sa compétence envers les personnes éloignées de l'emploi et notamment les BRSA, le Département souhaite mobiliser et renforcer tous les moyens utiles permettant de contribuer à leur insertion professionnelle et sociale.

Parallèlement, la MDE SUD MOSELLAN, dans le cadre des axes d'intervention fixés par l'Etat au titre de sa labellisation, se doit de mener un plan d'actions en faveur d'une part, du « développement de l'emploi local » avec notamment l'action de « promotion et gestion des clauses sociales d'insertion dans les marchés publics et autres du territoire Sud Mosellan », et d'autre part, du « développement de l'anticipation des mutations économiques » avec notamment l'action « d'animation de la Gestion Territoriale Prévisionnelle des Emplois et des Compétences ».

Ainsi, la convergence de ces actions permettant à des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle de reprendre une activité via des heures de travail que doivent leur réserver les entreprises attributaires d'un marché public ou privé incluant des clauses sociales, mais également à satisfaire des besoins récurrents en personnel dans certains secteurs d'activités en demande de compétences où, grâce à une approche GPTEC, il est possible d'envisager des actions de formation intégrées au parcours d'insertion liés aux clauses afin de viser l'emploi durable.

C'est dans ce contexte que le Département et la MDE SUD MOSELLAN ont souhaité engager un travail de partenariat qui doit se construire en concertation pour permettre la prise en compte des priorités du Département et celles de la MDE SUD MOSELLAN ; en coopération pour garantir l'harmonisation des pratiques notamment envers les entreprises ; en complémentarité pour le repérage des publics en insertion et la mutualisation des moyens pour la construction des parcours.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions de mise en œuvre opérationnelle du partenariat entre le Département et la MDE SUD MOSELLAN pour la mise en œuvre des clauses dans les marchés publics bénéficiant d'une subvention Ambition Moselle ou d'une Garantie d'Emprunt et situés dans le Sud Mosellan, et avec les objectifs généraux suivants :

- Participer aux politiques publiques en matière d'emploi et d'insertion dans le territoire Sud Mosellan.
- Harmoniser les pratiques entre le Département et l'ensemble des facilitateurs du Grand Est, et auprès des acteurs de l'emploi et des publics en insertion.
- Apporter une réponse cohérente aux entreprises (par exemple, en ayant toujours le même interlocuteur unique, l'entreprise peut mutualiser les heures d'insertion pour le compte de divers donneurs d'ordre).
- Favoriser l'insertion des publics en difficulté d'insertion professionnelle et éligibles au dispositif en optimisant les opportunités d'emploi du territoire tout en mobilisant les mesures d'aide à l'embauche et des actions de formation.
- Accorder une attention particulière aux personnes bénéficiaires du RSA, public prioritaire pour le Département.
- Assurer le suivi et la bonne exécution des clauses sociales.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA MDE SUD MOSELLAN

La MDE SUD MOSELLAN prend les engagements suivants afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la présente convention et permettre la mise en œuvre et le développement du partenariat avec le Département :

- Auprès des Maîtres d'Ouvrage du Sud Mosellan à :

- Les accompagner dans leur engagement en matière d'insertion, dans le cadre de leur demande de subvention Ambition Moselle ou d'une Garantie d'Emprunt en leur apportant son expertise, notamment sur le choix des lots, le calcul des heures d'insertion et la rédaction de la clause.
- Suivre l'application de la clause sociale au travers l'exécution du marché, en portant une attention particulière aux personnes bénéficiaires du RSA, public prioritaire pour le Département.

- Transmettre au Département des éléments de bilan pour chaque marché, permettant l'évaluation des résultats.
- Répondre dans les meilleurs délais aux demandes d'assistance ou d'information.

▪ Auprès des bénéficiaires à :

- Optimiser tous les partenariats en cours avec les organismes prescripteurs (Pôle Emploi, mission locale, services d'insertion, CAP emploi …) et les structures d'insertion par l'activité économique.
- Recevoir les personnes susceptibles de bénéficier des clauses, s'assurer de l'éligibilité des candidats au dispositif des clauses sociales, et réaliser le diagnostic nécessaire au positionnement sur les différents marchés.
- Proposer les candidats aux entreprises, assurer un suivi au sein de l'entreprise afin d'élaborer un parcours d'insertion et de rechercher les conditions d'un retour à l'emploi durable ou d'un parcours de formation en lien avec leur besoin en compétences.

▪ Auprès des entreprises à :

- Être clairement identifié(e) comme interlocuteur des entreprises.
- Informer et aider sur les modalités possibles de mise en œuvre de la clause sociale, notamment sur les modalités de sous-traitance et de co-traitance avec les SIAE, et sur les différentes possibilités de contrats de travail.
- Accompagner l'entreprise dans ses recrutements : centralisation des candidatures, présélection des candidats, proposition de candidatures, information sur les différents types de contrats en alternance, les dispositifs de formation professionnelle et les aides à l'emploi le cas échéant.
- Veiller au respect des obligations contractuelles du titulaire du marché au regard de la clause en lien avec le maitre d'ouvrage.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département prend les engagements suivants :

- Favoriser le développement des clauses sociales au sein de ses propres marchés, en tant que maître d'ouvrage, quel qu'en soit la nature (achats, prestations et travaux) afin de développer l'offre d'insertion dans les projets se déroulant dans le Sud Mosellan.
- Avec le soutien et l'assistance de la MDE SUD MOSELLAN, prévoir l'inscription des clauses dans les marchés des acheteurs publics du territoire Sud Mosellan auxquels il accorde un cofinancement.

ARTICLE 5 : SUBVENTION DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage, par ailleurs, à verser à la MDE SUD MOSELLAN une subvention annuelle de 12 500 € pour le financement du présent partenariat, soit 25 000€ pour toute la durée de la convention.

Cette subvention sera versée, pour la moitié de son montant, soit à hauteur de 12 500 € à la signature de la convention, le solde étant versé à la MDE SUD MOSELLAN sur transmission du rapport d'exécution de l'opération, en fonction de l'état de réalisation des actions, au plus tard le 30/11 de l'année suivante.

ARTICLE 6 : INFORMATION

Les partenaires s'engagent à s'informer mutuellement avant de communiquer à l'externe au sujet des actions de la présente convention.

Les partenaires s'engagent aussi à informer à l'interne de leur propre structure du contenu de la présente convention.

La MDE SUD MOSELLAN s'engage :

- à tenir le Département régulièrement informé du déroulement des opérations relevant de la présente convention ;
- à tenir le Département informé des opérations de communication qu'elle effectue afin de lui permettre d'assurer la cohérence et la convergence des actions menées dans le cadre de leur partenariat.

ARTICLE 7 : DEONTOLOGIE ET COMMUNICATION

Les partenaires s'engagent à respecter le principe de confidentialité sur les informations qu'ils se livrent mutuellement pour l'exécution de la présente convention.

Les partenaires s'engagent à respecter les valeurs et principes liés à une activité de service public et notamment : l'égalité, la neutralité et la continuité.

La MDE SUD MOSELLAN s'engage :

- à se coordonner avec le Département sur les opérations de communication liées aux actions menées dans le cadre de ce partenariat,
- à assurer, par tout moyen approprié, une communication sur l'engagement du Département aux côtés de la MDE SUD MOSELLAN,
- à apposer sur toutes les publications et supports de communication relatifs aux actions subventionnées par le Département, la mention "Opération réalisée avec le soutien financier du Département de la Moselle" et le logo type du Département respectant la charte graphique.

ARTICLE 8 : EVALUATION

La MDE SUD MOSELLAN s'engage à transmettre au Département tout document et information utiles relatifs à la mise en œuvre de la présente convention, notamment 1 fois par an, une fiche synthétique faisant le point sur les opérations suivies par la MDE SUD MOSELLAN, en lien avec les dispositifs départementaux.

La MDE SUD MOSELLAN transmettra également au Département, pour chaque opération, tous les éléments lui permettant d'évaluer le suivi de la bonne exécution de la clause sociale auprès du titulaire du marché en lui fournissant les informations suivantes :

- nombre d'heures réalisées,
- nombre de personnes concernées,
- typologie des bénéficiaires,
- modalités d'application de la clause (sous-traitance, mise à disposition, embauche directe),
- état de situation des personnes ayant bénéficié d'un contrat de travail via la clause d'insertion à la date de fin du marché (suivi des parcours).

En fin d'action et au plus tard pour le 30/11 de la 2ème année, un bilan final justifiant des objectifs conventionnés et regroupant notamment :

- La synthèse des opérations suivies pendant l'année,
- L'analyse qualitative de l'action,
- Les perspectives de l'action.

Ce bilan est utilisé comme référence par les services du Département et permet d'alimenter les données départementales pour évaluer au mieux l'atteinte des objectifs dans le cadre de la stratégie départementale de déploiement des clauses sociales.

Des réunions de travail seront organisées, autant que nécessaire et *a minima* 1 fois par an, entre le Service Innovation Sociale du Département de la Moselle et la MDE SUD MOSELLAN afin de faire le point sur les actions de la convention et ajuster, au besoin, les modes de fonctionnement de chaque partie afin de garantir la qualité du partenariat mis en place.

ARTICLE 9 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 22 mois à compter de sa date de signature.

ARTICLE 10 : AVENANT A LA CONVENTION

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de l'action fait l'objet d'un avenant actant le(s) élément(s) modifié(s), dans le respect des objectifs généraux définis par les présentes.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Il pourra être mis fin à la présente convention en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à tout ou partie de ses engagements conventionnels.

La présente convention pourra ainsi être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un mois.

La convention pourra être résiliée sans préavis ni indemnité par le Département :

- en cas de force majeure ou pour cause d'intérêt général,
- en cas de non-respect par le porteur de l'une de ses obligations exposées ci-dessus dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, le porteur n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde,
- en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le porteur d'achever sa mission.

ARTICLE 12 : LIMITATION DE RESPONSABILITE

La responsabilité du Département ne pourra pas être recherchée par les tiers qui ne sont pas parties à la présente convention.

ARTICLE 13 : <u>LITIGES</u>

Toutes contestations survenant à l'occasion de l'interprétation, l'exécution ou la cessation de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg après constat de désaccord persistant et épuisement de toutes les voies amiables.

Fait à Metz, le en deux exemplaires originaux

Le Président du Département	Le Président de LA MDE SUD MOSELLAN
Patrick WEITEN	Alain MARTY

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f0-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile

OBJET CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA CPAM DE LA MOSELLE RELATIVE A L'UTILISATION DU PORTAIL EXTRANET "Espace Partenaires"

DOSSIER N° | | 14 | 1095 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les conditions d'utilisation par les professionnels du Département du portail extranet « Espaces Partenaires »,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'approuver les termes de la convention annexée à la présente décision,
- D'autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

Convention d'utilisation du portail extranet « Espace Partenaires »

Convention DS n° 2023-

La présente convention est établie :

Entre :
Le Département de la Moselle
représenté par M. Patrick WEITEN, son Président,
Hôtel du Département – 1 rue du Pont Moreau – CS 11096
57036 METZ CEDEX 1
ci-après dénommé "Le Département"

Autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 février 2023

Et :
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
Représentée par sa Directrice, Madame Claire ABALAIN,
Ci-après dénommée « la caisse » ou « l'Assurance Maladie »,

D'autre part, dûment habilités à l'effet des présentes

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Le portail Espace Partenaires est un extranet, conçu et développé par l'Assurance Maladie, destiné à l'usage du Département de la Moselle, et facilitant ses interactions avec la caisse de Moselle, concernant l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de fragilité ou de vulnérabilité qu'il accompagne.

Cette convention d'utilisation décrit les engagements des parties relatifs à l'usage d'Espace Partenaires ; elle est adossée à une convention « métier » sur l'accès aux droits et aux soins, prélablement signée entre le Département et la caisse.

Article 1 - Présentation du portail Espace Partenaires

Article 1.1 - Objectif d'Espace Partenaires

Espace Partenaires permet, aux utilisateurs habilités du Département de signaler, à la CPAM de Moselle, des personnes qui éprouvent des difficultés dans les démarches d'accès à leurs droits et/ou à leurs soins. Il s'agit de personnes que les professionnels du Département suivent ou accompagnent, éligibles à des droits, éloignées du système de soins, ou dans l'incapacité d'y recourir.

Le signalement par Espace Partenaires est simple ; il fluidifie et optimise le traitement des demandes des professionnels du Département par une mise en relation directe avec les interlocuteurs dédiés de la caisse.

Article 1.2 - Fonctionnalités d'Espace Partenaires

Espace Partenaires offre les fonctionnalités suivantes :

- contacter la caisse de rattachement d'un assuré (« *Contacter votre organisme d'assurance Maladie* ») ;
- soumettre une demande d'étude de dossier (PUMa, Complémentaire santé solidaire, aide médicale de l'État…) pour le compte d'un assuré (« *Soumettre une demande d'étude de dossier* ») ;
- signaler une situation de difficultés d'accès aux droits et aux soins d'un assuré (*même libellé dans le portail*) ;
- demander un rendez-vous à la caisse de Moselle pour un assuré («*Demander un rendez-vous pour un assuré* ») ;
- demander un document concernant un assuré (« Demander un document ») : attestation de droits, certificat provisoire CEAM, formulaire carte Vitale, offres de prévention, autres types de documents ou de se voir remettre un document (dans le cadre exclusif d'une mesure de placement) ;
- consulter l'historique des demandes faites par le partenaire.

Ces fonctionnalités sont activables, ou pas, par la caisse, selon les besoins de la relation partenariale.

Ces fonctionnalités pourront potentiellement être enrichies au fur et à mesure des montées de versions d'Espace Partenaires.

Article 1.3 - Liste des pièces et documents concernant un assuré, disponibles dans Espace Partenaires (uniquement pour les organismes habilités : tutelles, gestionnaires de l'ASE, etc…)

Dans le cadre de l'utilisation d'Espace Partenaires, certaines pièces ou documents concernant les assurés sociaux accompagnés par les institutions ou acteurs partenaires, peuvent transiter via l'outil.

Il s'agit des pièces et documents suivants (liste non exhaustive) :

- attestation de droits ;
- notification de droits / justificatif de prestations ;
- formulaire de perte ou vol de carte Vitale ;
- certificat provisoire ;
- bon de prise en charge de vaccination (grippe par exemple) ou de dépistage (cancers par exemple) ;
- bon de prise en charge MT'Dents ;
- invitation à un examen de prévention santé.

Le Département s'engage à ce que les pièces et documents, concernant un assuré, soient strictement limités à la démarche effectuée pour le compte de l'assuré. Le Département prend toutes les dispositions nécessaires, afin d'en assurer la confidentialité et la sécurité, et s'assure que seuls les agents habilités aient accès à ces pièces et documents.

Article 2 - Accès à Espace Partenaires

Article 2.1 - Connexion à Espace Partenaires

La connexion à Espace Partenaires se fait en utilisant l'URL : **https://espace-partenaires.ameli.fr**

Espace Partenaires est accessible avec un identifiant et un mot de passe personnels, et après acceptation des Conditions Générales d'Utilisation (CGU) à la première connexion.

Espace Partenaires est gratuit (hors coûts éventuellement liés à un abonnement auprès d'un fournisseur d'accès internet) ; son utilisation est facultative et sans conséquence :

- sur les relations partenariales entre la caisse de Moselle et le Département ;
- sur la prise en charge des assurés accompagnés par le Département.

Article 2.2 - Gestion des comptes utilisateurs

Le Département dispose de deux types de profils utilisateurs.

- Un ou des « gestionnaires » : le / les gestionnaire(s) sont habilités par la caisse de Moselle, après signature de cette convention d'utilisation « Espace Partenaires » (sous 5 jours). Le / les gestionnaires cré(ent) ensuite les comptes « techniciens» de sa / leur structure.
- Un ou des « techniciens » : le / les techniciens sont habilités par le / les « gestionnaires » préalablement habilités par la caisse de Moselle (cf. ci-dessus). Ils réalisent les différentes demandes et les opérations de gestion disponibles dans « Espace Partenaires ». Un gestionnaire peut aussi bénéficier d'un compte technicien. Il a alors deux comptes séparés : un, sous le profil « gestionnaire », un autre, sous le profil « technicien ».

2.2.1 - Création des comptes gestionnaires et techniciens

La CPAM de Moselle s'engage à :

- Pour le ou les comptes « gestionnaires » : traiter la demande d'habilitation à Espace Partenaires dans un délai de 5 jours ouvrés maximum.

Le(s) gestionnaire(s) accède(nt) à « Espace Partenaires » à partir de la réception de l'email notifiant la création du compte personnel. Le(s) gestionnaire(s) crée(nt) eux-mêmes leur mot de passe en respectant les consignes de saisie et de sécurité décrites dans l'outil (ce mot de passe sera à changer à intervalles réguliers).

Le Département s'engage à :

- transmettre toutes les informations nécessaires à l'habilitation des gestionnaires à la caisse (civilité, nom, prénom, fonction, n° de téléphone, email) ;
- habiliter les techniciens, par les gestionnaires préalablement habilités (cf. ci-dessus) :
    - o les techniciens accédent à « Espace Partenaires » à partir de la réception de l'email notifiant la création de leur compte personnel. Les techniciens créent eux-mêmes leur mot de passe en respectant les consignes de saisie et de sécurité décrites dans l'outil (ce mot de passe sera à changer à intervalles réguliers) ;
- vérifier que :
    - o les techniciens habilités sont bien employés au sein du Département ;
    - o les techniciens disposent d'outils informatiques professionnels, protégés par anti-virus, pour se connecter à « Espace Partenaires », et non personnels ;

- les adresses emails des techniciens sont des adresses professionnelles attachées à sa structure, et basées en Europe.

2.2.2. Modification des comptes gestionnaires

La modification d'un compte gestionnaire s'opère par la CPAM de Moselle, uniquement sur demande du Département, concernant les champs suivants : téléphone, email, fonction, changement de nom.

2.2.3. Inactivation de comptes gestionnaires et techniciens

- *En fin de convention « métier » :*
  - si le Département est conventionné avec la caisse de Moselle uniquement, les comptes sont inactivés automatiquement ;
  - si le Département est conventionné avec la caisse de Moselle et d'autres caisses, et que tous les conventionnements sont terminés en même temps, alors les comptes sont inactivés automatiquement ;
  - si la fin de conventionnement ne concerne que la CPAM de Moselle, et que le Département reste conventionné avec d'autres caisses, alors seul l'accès à cette caisse n'est plus autorisé.
- *En cours de convention « métier » :* certains comptes peuvent être désactivés suite à la survenance d'évenements en cours de conventionnement (départ d'un gestionnaire ou technicien / changement d'emploi….) :
  - inactivation manuelle d'un compte « gestionnaire » :
    - l'inactivation d'un compte « gestionnaire » est à signaler par le Département, à la caisse de Moselle, dans un délai de 15 jours, avant la date d'inactivation souhaitée. S'il n'y a plus qu'un seul gestionnaire, l'inactivation n'est pas possible. Le Département doit d'abord communiquer les coordonnées d'un nouveau gestionnnaire, afin que la caisse puisse inactiver le compte de l'ancien gestionnaire ;
    - la caisse inactive le compte « gestionnaire » à réception de l'information ;
    - les comptes « techniciens », créés par le gestionnaire dont le compte a été inactivé, restent actifs et rattachés au nouveau gestionnaire habilité par la caisse de Moselle.
  - inactivation manuelle d'un compte technicien :
    - l'inactivation d'un compte « technicien » s'effectue par un gestionnaire du Département (même si le gestionnaire n'a pas créé le compte initialement) ;
    - le gestionnaire s'engage à inactiver les comptes des techniciens lorsqu'ils ne font plus partie de la structure, ou qu'ils interviennent sur un autre domaine, sans lien avec l'Assurance Maladie.

- inactivation automatique :
  - les comptes « gestionnaires » et « techniciens » sont inactivés automatiquement lorsque le conventionnement du Département avec la caisse de Moselle, **et** le cas échant, les conventionnements avec les autres caisses sont terminés.
- suppression automatique : les comptes gestionnaires et techniciens inactivés sont supprimés de manière automatique à 6 mois après l'inactivation, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus visibles dans l'applicatif.

Article 3 – Fonctionnement d'Espace Partenaires

Article 3.1 - Conditions d'utilisation de l'Espace Partenaires

Le Département s'engage à :

- œuvrer uniquement sur le territoire européen ;
- utiliser le portail à des fins professionnelles uniquement ;
- utiliser l'outil et les données présentes dans l'outil aux seules fins décrites dans les CGU et dans la convention « métier » relative à « l'accès aux droits et aux soins » ;
- se connecter à « Espace Partenaires » via des outils informatiques exclusivement professionnels protégés par anti-virus, et non par des outils personnels ;
- ne déposer, dans « Espace Partenaires », que des documents :
  - nécessaires au traitement du dossier ;
  - protégés par le système antivirus du Département ;
  - lisibles (scannérisation de qualité, photo de qualité….) permettant l'exploitation par la CPAM de Moselle.

Article 3.2 - Disponibilité, mise à jour et évolution d'Espace Partenaires

L'Assurance Maladie s'engage à :

- rendre « Espace Partenaires » accessible 7 jours sur 7, et 24 heures sur 24, à l'exception des cas de force majeure, de difficultés informatiques, de difficultés liées à la structure du réseau de télécommunication ou de difficultés techniques :
  - pour des raisons de maintenance, l'Assurance Maladie peut interrompre le fonctionnement du portail et s'efforce d'en avertir préalablement les utilisateurs ;
  - l'indisponibilité du portail ne donne droit à aucune indemnisation du partenaire ;

- l'Assurance Maladie n'est pas tenue responsable des conséquences liées à une absence de disponibilité du portail pour l'un des motifs susmentionnés.

- garantir, par un autre canal, les offres de services proposées par le portail (selon les offres de services préalablement activées par la caisse), en cas de maintenance et/ou de dysfonctionnement d'Espace Partenaires ;
- mettre à jour, quand c'est nécessaire, l'ensemble des services et informations règlementaires disponibles sur le portail, ainsi que toute la documentation disponible en téléchargement.

L'Assurance Maladie a la possibilité de faire évoluer les modalités techniques et matérielles d'accès à l'outil, dans le respect de la réglementation en vigueur, sans que cette évolution ne constitue une gêne excessive pour le Département.

Article 3.3 - Support fonctionnel et informatique

L'Assurance Maladie s'engage à :

- désigner un interlocuteur local au sein de la CPAM de Moselle en cas de maintenance ou de dysfonctionnement temporaire du portail :
  - Céline BEITZ : celine.beitz@assurance-maladie.fr
  - Samira EL MOUSSAID : samira.elmoussaid@assurance-maladie.fr

Ce sont les référentes du Département en cas de problème d'utilisation ou de dysfonctionnement d'Espace Partenaires.

Suivant la problématique remontée, l'interlocuteur référent répond aux questions posées ou remonte le dysfonctionnement au support fonctionnel et informatique national dans les meilleurs délais.

Le Département s'engage à :

- fournir l'ensemble des informations nécessaires au traitement du dysfonctionnement rencontré.

Article 4 - Sécurité

Article 4.1 - Sécurité des accès

Le gestionnaire du Département engage sa responsabilité sur :

- la non-diffusion de ses identifiants et mot de passe à un tiers ;
- la non-diffusion en externe des données personnelles auxquelles il a accès.

Le technicien du Département engage sa responsabilité sur :

- la non-diffusion de ses identifiants et mot de passe à un tiers ;
- la non-diffusion en externe des données personnelles auxquelles il a accès.

En cas d'utilisation frauduleuse, perte ou vol

En cas d'usage frauduleux, de vol ou de perte d'identifiants et mots de passe, d'utilisation non conforme aux règles établies dans cette convention, ou dans les CGU, il est convenu que :

- en cas de détection par le Département : il signale le fait immédiatement, et par tout moyen permettant d'en apporter le preuve à la caisse. La caisse inactive le compte visé immédiatement, ou le plus rapidement possible ;
- en cas de détection par la caisse : la caisse inactive le compte visé immédiatement, ou le plus rapidement possible, et en informe ensuite le Département dans les meilleurs délais, et par tout moyen permettant d'en rapporter la preuve ;
- l'exclusion d'un utilisateur (gestionnaire ou technicien) d'Espace Partenaires fait l'objet d'une information / est notifié au Département, et constitue une résiliation de plein droit de son accès, sans délai, et sans aucune formalité par le directeur de la CPAM de Moselle ;
- en cas de détournement de l'utilisation du dispositif, ou en cas d'utilisaton de ce dernier non conforme aux dispositions de la présente convention, ou des CGU de l'outil, la caisse de Moselle peut supprimer l'accès à « Espace Partenaires » à tous les professionnels du Département.

Article 4.2 - Revue d'habilitation

Le Département s'engage à mener des revues d'habilitations régulières (tableaux d'habilitations à jour) et à les maintenir à jour, il s'engage à les remettre à jour sur demande ponctuelle, ou régulière, de la CPAM de Moselle.

Article 5 - Protection des données personnelles

L'Assurance Maladie s'engage à :

- dans le cadre de ses missions, assurer la protection, la confidentialité et la sécurité de l'ensemble des données personnelles, qui lui sont confiées, dans le respect de la vie privée des personnes ;
- se conformer à la réglementation en matière de protection des données personnelles, notamment aux dispositions du règlement européen sur la protection des données (RGPD) et de la loi dite « informatique et libertés », conformément à l'annexe de la convention « métier » relative à « l'accès aux droits et aux soins » ;

- ne fournir des pièces jointes « sortantes » (i.e. aux partenaires), uniquement, aux partenaires habilités ; et ces PJ ne doivent, en aucun cas, excéder celles déterminées comme nécessaires à la gestion / l'instruction des dossiers ou des demandes ;
- saisir, dans les zones de texte libre d'Espace Partenaires, des commentaires et observations, conformes et appropriés, respectant les dispositions du RGPD et les recommandations de la CNIL en matière d'usage des blocs de commentaires libres, notamment : aucune information non pertinente, inadéquate, ou excessive au regard de la finalité du traitement ; aucune donnée de santé.

Le Département s'engage à :

- s'assurer que les gestionnaires et les techniciens remplissent leur mission selon les dispositions du RGPD, conformément à l'annexe de la convention « métier » relative à « l'accès aux droits et aux soins » ,
- ne transmettre que les données / informations / pièces jointes strictement nécessaires au traitement des demandes par l'Assurance Maladie ;
- saisir, dans les zones de texte libre d'Espace Partenaires, des commentaires et observations, conformes et appropriés, en respectant les dispositions du RGPD et les recommandations de la CNIL en matière d'usage des blocs de commentaires libres : notamment, aucune information non pertinente, inadéquate, ou excessive au regard de la finalité du traitement ; aucune donnée de santé.
- lors de signalements à l'Assurance Maladie, transmettre les données d'identification des assurés avec civilité, nom, prénom, date de naissance, département de résidence, sans le NIR de l'assuré, le NIR pouvant apparaître néanmoins sur les documents / pièces jointes déposés dans Espace Partenaires.

Article 6 - Propriété intellectuelle

Le Département dispose d'un droit d'utilisation d'Espace Partenaires à des fins professionnelles.

L'utilisation d'Espace Partenaires ne saurait conférer au Département un quelconque droit de propriété intellectuelle sur l'outil.

Par conséquent, le Département **s'engage à** ne pas céder tout, ou partie, des droits et obligations, prévus aux présentes à un tiers. Il s'interdit de mettre à disposition d'un tiers, d'une manière quelconque, tout ou partie d'Espace Partenaires.

Article 7 – Autres obligations et responsabilités des parties

Les parties s'engagent à respecter les engagements pris l'une envers l'autre et notamment les obligations qui incombent à chacune dans la réalisation de la présente convention.

Chaque partie s'engage à informer dans les plus brefs délais, et par tout moyen mis à sa disposition, l'autre partie de tout problème, et / ou toute difficulté rencontrée, au cours de l'utilisation d'Espace Partenaires. Le cas échéant, les parties examinent ces problèmes, et / ou difficultés, et tentent ensemble de les résoudre.

En outre, les parties s'engagent à respecter les principes suivants :

- elles ne doivent pas utiliser « Espace Partenaires » et sa documentation à des fins autres que celles spécifiées par cette convention ;
- elles ne doivent pas communiquer les documents et informations contenus dans « Espace Partenaires » à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître ;
- elles doivent prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse d'Espace Partenaires ;
- elles doivent prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités dans « Espace Partenaires » tout au long de la convention.

Article 8 - Entrée en vigueur, durée, résiliation et modification de la convention

Article 8.1 - Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à sa date de signature par l'ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée identique à la durée de la convention « métier » associée, soit 3 années, ensuite renouvelable par tacite reconduction par période de 3 ans.

Toutefois, le renouvellement de la présente convention est soumis au renouvellement de la convention « métier » associée.

Article 8.2 - Résiliation de la convention

La convention d'utilisation à « Espace Partenaires » est résiliée de fait et automatiquement, si la convention « métier » fait elle-même l'objet d'une résiliation, quelle qu'en soit la cause.

En cas de manquement par l'une des parties à ses obligations, non réparées dans un délai de trente jours calendaires à compter de la réception de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception lui notifiant le ou les manquements en cause et valant mise en demeure, l'autre partie pourra résilier de plein droit les présentes, sans autre formalité que l'envoi d'une notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la partie défaillante.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à toute demande de dommages et intérêts, auxquels la partie lésée pourrait prétendre, en vertu des présentes.

Les parties conviendront des prestations à engager ou à réaliser pour la bonne fin de la présente convention, afin notamment de trouver une solution de remplacement, pour que cette résiliation n'ait pas d'effet pénalisant sur l'une ou l'autre des parties.

Article 8.3 Modification de la convention

Toute modification des conditions, ou modalités d'exécution, de la présente convention, qui devra être dûment approuvée par les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis ci-avant.

Article 9 - Règlement des litiges

Les parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention.

A défaut d'un règlement amiable, tout litige résultant de la convention, ou dont la convention fait l'objet, sera soumis à la juridiction compétente pour en connaître.

Fait à , le , en deux exemplaires originaux,

Pour la CPAM de Moselle La Directrice Claire ABALAIN	Pour le Département Le Président Patrick WEITEN

Annexe à la convention

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Espace Partenaires

PREAMBULE

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU) ont pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles l'Assurance Maladie met le portail Espace Partenaires à la disposition de ses utilisateurs.

En acceptant sans réserve les présentes CGU d'Espace Partenaires, l'utilisateur confirme son accord quant à ces conditions, et consent au traitement de ses données à caractère personnel tel que décrit ci-après.

Le portail Espace Partenaires, ses contenus et services, et les présentes CGU, sont régis par le droit français, quel que soit le lieu d'utilisation. En cas de contestation éventuelle, et après l'échec de toute tentative de recherche d'une solution amiable, les tribunaux administratifs français seront seuls compétents pour répondre à ce litige.

1. PRESENTATION DU SERVICE

Développé par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie, cet outil est destiné à l'usage des partenaires spécialisés dans « l'**accès aux droits et aux soins** », sous réserve que ces partenaires soient conventionnés avec les caisses locales.

Le portail Espace Partenaires permet aux utilisateurs (agent, bénévoles ou employés des partenaires) de :

- Signaler des assurés en situation de fragilité dans leur accès aux droits à l'AM et aux soins, nécessitant un accompagnement spécifique par les caisses,

- Accéder à l'offre de service proposée par les caisses.

Son utilisation requiert la création d'un compte personnel (login et mot de passe) et l'acceptation des présentes Conditions Générales d'Utilisation par une case à cocher, à la première connexion du compte.

Le portail Espace Partenaires est gratuit (hors coûts éventuellement liés à votre abonnement auprès d'un fournisseur d'accès) ; son utilisation facultative et sans conséquence, sur les relations partenariales entre les caisses locales et les partenaires, ou sur la prise en charge des assurés aidés par les partenaires.

Les utilisateurs chez le partenaire sont :

- Un ou des « gestionnaires » : le / les gestionnaire sont habilités par la caisse locale d'Assurance Maladie, après signature d'une convention métier dédiée à «l'accès aux droits et aux soins » et d'une convention d'utilisation dédiée à l'Espace Partenaires. Il est possible d'avoir de 1 à 5 comptes gestionnaires par partenaire, selon la taille de ce dernier. Le / les gestionnaires créent les comptent « techniciens » de leur structure.
- Un ou des « techniciens » : le / les techniciens sont habilités par le / les « gestionnaires » ci-dessus. Ils réalisent les opérations de gestion disponibles dans l'Espace Partenaires. Il est possible d'avoir de 1 à 25 comptes « techniciens » par partenaire, selon la taille de ce dernier, comme spécifié dans la convention d'utilisation d'Espace Partenaires.

2. ACCES AU SERVICE

2.1 Modalités d'accès au service

L'accès et l'utilisation du portail « Espace Partenaires » sont conditionnés à la signature entre une caisse d'Assurance Maladie et l'organisme partenaire de :

- Une convention métier « accès aux droits et aux soins »,
- Une convention d'utilisation d'Espace Partenaires : cette dernière détermine les conditions de l'utilisation dudit portail et les engagements pris par le partenaire, notamment au regard des habilitations et sécurités nécessaires à l'utilisation du portail afin de garantir le respect des données personnelles des assurés sociaux, pour le compte desquels le partenaire intervient.

Le portail Espace Partenaires est accessible via l'URL **https://espace-partenaires.ameli.fr** (utilisation totalement gratuite).

Le partenaire doit :

- Œuvrer uniquement sur le territoire européen,
- Utiliser le portail à des fins professionnelles uniquement,
- N'utiliser l'outil et les données présentes dans l'outil qu'aux seules fins décrites dans :
    - Les présentes CGU,
    - La convention de partenariat métier « accès aux droits et aux soins »,
    - La convention d'utilisation d'Espace Partenaires.

2.2 Disponibilité du service

Le portail Espace Partenaires est accessible 7 jours sur 7, et 24 heures sur 24, à l'exception des cas de force majeure, de difficultés informatiques, de difficultés liées à la structure du réseau de télécommunication ou de difficultés techniques.

Pour des raisons de maintenance, l'Assurance Maladie peut interrompre l'accès au portail Espace Partenaires, et s'efforcera d'en avertir préalablement les utilisateurs. L'indisponibilité du service ne donne droit à aucune indemnité.

L'Assurance Maladie ne saurait être tenue responsable des conséquences liées à une absence de disponibilité du service pour l'un des motifs susmentionnés.

3. GESTION DES PROFILS

3.1 Création d'un compte

Afin de pouvoir bénéficier de ce service, l'utilisateur (gestionnaire ou technicien) doit avoir, au préalable, créé un compte dans lequel il aura renseigné ses coordonnées et accepter les présentes CGU, via une case à cocher dédiée.

Les utilisateurs de l'Espace Partenaire, en fonction des habilitations attribuées, disposent d'un profil, dit de « gestionnaire », ou d'un profil « technicien » ; chacun des deux profils emportent des fonctionnalités distinctes.

La création de compte se fait par :

- La caisse locale d'Assurance Maladie, pour les comptes gestionnaires : le gestionnaire CPAM remplit civilité, nom patronymique, nom usuel, prénom, fonction, téléphone, adresse email du ou des gestionnaires partenaires. Cela créé le compte du ou des gestionnaires partenaires, qui reçoit/reçoivent un email avec un identifiant, automatiquement programmé par l'outil.

- Le gestionnaire chez le partenaire, pour les comptes techniciens de sa structure. Le gestionnaire partenaire remplit civilité, nom patronymique, nom usuel, prénom, fonction, téléphone, adresse email du ou des techniciens partenaires. Cela créé le compte du ou des techniciens partenaires, qui reçoit/reçoivent un email avec un identifiant, automatiquement programmé par l'outil.

Lors de sa première connexion, l'utilisateur est invité à choisir un mot de passe contenant 10 caractères minimum avec 1 majuscule a minima + 1 minuscule a minima + 1 chiffre a minima + 1 caractère spécial a minima.

Le mot de passe de l'utilisateur est strictement personnel, il convient de le garder secret. Par sécurité, l'utilisateur est invité à ne jamais communiquer le mot de passe permettant l'accès à son compte personnel.

L'utilisateur ne peut pas modifier lui-même ses informations personnelles. Le gestionnaire partenaire peut modifier les informations personnelles des techniciens de sa structure. Le gestionnaire en caisse peut modifier celles des gestionnaires partenaires.

3.2 Gestion du compte

3.2.1 Utilisation de l'adresse de courrier électronique et notifications

La saisie d'une adresse email valide est obligatoire pour bénéficier, d'Espace Partenaires, notamment aux fins de création d'un compte.

L'utilisateur accepte de recevoir, tout au long de l'utilisation du portail Espace Partenaire, un ensemble de notifications :

- De suivi de ses demandes,
- Relatives à la gestion de son mot de passe.

3.2.2 Perte de son mot de passe

L'utilisateur aura la possibilité, en cas de perte de son mot de passe, d'en générer un nouveau, via un lien « mot de passe oublié ? » figurant sur la page de connexion. Ce lien renvoie sur un formulaire de saisie de l'identifiant dont la confirmation génère l'envoi d'un email à l'utilisateur, comprenant un lien à usage unique. En utilisant ce lien, l'utilisateur accède à une page lui permettant d'en saisir un nouveau.

3.2.3 Changement de mot de passe

Le changement de mot de passe est possible à partir de la fonction « mot de passe oublié ? » (cf. paragraphe précédent).

3.2.4 Consultation des données du compte

Le gestionnaire a la possibilité d'accéder à l'ensemble des comptes techniciens de sa structure et de les modifier si nécessaire : civilité, nom patronymique, nom usuel, prénom, fonction, téléphone, adresse mail.

Les gestionnaires caisses ont les mêmes possibilités sur les comptes gestionnaires des partenaires.

3.3 Suppression du compte

INACTIVATION MANUELLE : Les comptes techniciens et gestionnaires peuvent être inactivés manuellement pour parer aux départs de collaborateurs/salariés/bénévoles, changement de fonctions, etc… Les comptes techniciens sont inactivés par les gestionnaires ; les comptes gestionnaires sont inactivés par les gestionnaires caisses.

INACTIVATION AUTOMATIQUE :

-Les comptes des gestionnaires sont inactivés automatiquement lorsque la convention de cette structure avec tous les organismes arrive à son terme + 1 jour, et qu'il n'y a pas de conventionnement à venir.

-Les comptes des techniciens sont inactivés automatiquement lorsque la convention de cette structure avec tous les organismes arrive à son terme (date de fin de convention + toutes les demandes sont au statut "Résolu" + 30j) et qu'il n'y a pas de conventionnement à venir

SUPPRESSION LOGIQUE : Les comptes gestionnaires et techniciens inactivés sont supprimés de manière logique à 6 mois, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus visibles dans l'applicatif.

4. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

4.1 Préambule

L'Assurance Maladie traite l'ensemble de données personnelles qui lui sont confiées dans le cadre de ses missions, dans le respect des exigences règlementaires, relatives à la protection des données personnelles et de la vie privée des personnes. La politique générale de protection des données personnelles de l'Assurance Maladie est disponible sur www.ameli.fr.

Ce traitement s'inscrit dans la stratégie nationale de l'Assurance Maladie d'accompagnement des publics fragiles en faveur de l'accès aux droits et aux soins. Il a pour finalité principale de permettre aux partenaires, intervenant auprès d'assurés, dans le cadre de leurs missions d'accompagnement social (accès aux droits, accès aux soins, détection de situations urgentes…) de signaler les situations de fragilité nécessitant un accompagnement spécifique par les caisses.

4.2 Responsable de traitement -Sous-traitant

La Cnam est le responsable du traitement de données au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

A ce titre, elle s'engage à prendre toutes précautions utiles au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Le partenaire s'engage à une utilisation de l'Espace Partenaires conforme aux conditions et modalités prévues dans la convention d'utilisation d'Espace Partenaires, conclue avec l'Assurance Maladie. L'Assurance Maladie ne pourra être tenue pour responsable des dommages que causerait un partenaire en utilisant des informations issues de ce site, à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées.

4.3 Données collectées

Les informations traitées dans le cadre de l'Espace Partenaires sont issues des :

- Relations partenariales et informations transmises par les partenaires (données entrantes),
- Bases de données de l'Assurance Maladie (données sortantes).

Les catégories de données traitées sont :

- Des données d'identification des agents de l'Assurance Maladie,
  - *–> Durée de conservation : 18 mois après la clôture de la demande.*
- Des données d'identification et de contact relatives aux partenaires (structures, gestionnaires et techniciens)
  - *–> Durée de conservation : durée d'activité du compte + 6 mois*.
- Toutes données communiquées (y compris dans les pièces jointes), par le partenaire, à l'Assurance Maladie en vue de l'accompagnement des assurés en situations de fragilité, dont le NIR, les données d'identification et de contact, les informations relatives aux droits, aux soins réalisés, aux prestations versées, à la situation familiale et sociale, aux ressources et coordonnées bancaires…
  - *–> Durée de conservation dans Espace Partenaires : durée du traitement de la demande pour les pièces jointes et 18 mois après la clôture de la demande pour les autres données.*

Le partenaire s'engage à ne transmettre que les données strictement nécessaires au traitement des demandes, sous réserve d'avoir recueilli préalablement le consentement des assurés concernés, via le formulaire « accès aux droits et aux soins ». Ce consentement, lorsque la demande d'accompagnement est faite par Espace Partenaires, est obligatoirement dématérialisé, dans l'Espace Partenaires, par une case à cocher par le partenaire.

Le partenaire s'engage par ailleurs à ne porter dans les zones commentaires, que les appréciations strictement nécessaires à l'instruction et au traitement des demandes, et à n'y faire figurer aucun commentaire ou appréciation inapproprié, subjectif ou insultant.

Les organismes de l'Assurance Maladie peuvent être tenus de fournir ou échanger des informations avec leurs partenaires (Caisses d'Allocations Familiales, Direction Générale des Finances Publiques, Pôle Emploi, etc.) dans le cadre de leurs missions ou d'obligations légales.

Une information particulière est alors également portée à la connaissance des personnes concernées via les mentions spécifiques d'information et les éventuelles CGU desdits services.

4.4 Sécurité des données

Avant toute utilisation d'Espace Partenaires, il appartient aux partenaires de s'assurer, que, d'une part le navigateur ou le réseau à partir duquel ses utilisateurs accèdent au site (réseau domestique ou réseau de l'opérateur de téléphonie mobile) et, d'autre part l'environnement d'exploitation des appareils sur lesquels l'application est installée, **permettent l'accès dans une configuration sécurisée**.

Il lui appartient également de vérifier que la configuration informatique utilisée, et l'environnement d'exploitation du ou des appareils utilisés, **sont sécurisés, et ne contiennent notamment aucun virus**, et qu'ils sont en bon état de fonctionnement.

Il est demandé à l'utilisateur d'Espace Partenaires de modifier son mot de passe à fréquence régulière.

Seuls les utilisateurs individuellement habilités, par la caisse locale d'Assurance Maladie, ou par le gestionnaire, selon leur statut, peuvent accéder aux données strictement nécessaires à l'exercice de leurs missions, dans la limite du besoin d'en connaître et le respect du secret professionnel.

4.5 Droit d'accès, de rectification et d'opposition

Conformément à la règlementation relative à la protection des données en vigueur, les personnes concernées par les données (assurés et / ou partenaire) disposent d'un droit d'accès et de rectification sur le traitement de leurs données.

Ces droits s'exercent auprès du Directeur de la caisse d'Assurance Maladie de rattachement, en contactant le délégué à la protection des données (DPO).

Le droit d'opposition des assurés s'applique au traitement (possibilité pour un assuré en situation d'accompagnement, de se retirer du dispositif) et s'exerce selon les mêmes modalités.

En cas de difficultés dans l'application des droits énoncés ci-dessus, toute personne peut également introduire une réclamation auprès de l'autorité indépendante, en charge du respect de la protection des données personnelles :

Commission Nationale Informatique et Libertés - CNIL – 3 Place de Fontenoy TSA – 80715 – 75 334 PARIS Cedex 07.

4.6 Gestion des traceurs (cookies)

Un cookie est un petit fichier texte déposé sur votre terminal (ordinateur, tablette ou mobile) lors de la visite de notre site/plateforme/application. Il contient plusieurs données dont le nom du serveur qui l'a déposé, un identifiant sous forme de numéro unique, éventuellement une date d'expiration.

Les cookies ont différentes fonctions. Ils peuvent permettre à celui qui l'a déposé de reconnaître un internaute, d'une visite à une autre, grâce à un identifiant unique.

Certains cookies peuvent aussi être utilisés pour stocker le contenu d'un mot de passe, d'autres pour enregistrer les paramètres de langue d'un site, d'autres encore de vous adresser des services personnalisés.

L'Assurance Maladie s'engage, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, à assurer la protection, la confidentialité et la sécurité de l'ensemble de vos données personnelles, dans le respect de votre vie privée. Lorsque l'utilisateur navigue sur Espace Partenaires, l'Assurance Maladie peut être amenée à déposer différents types de cookies sur le terminal de l'utilisateur. Ils ont des finalités différentes décrites ci-dessous.

- **Les cookies strictement nécessaires au fonctionnement du site :**

Les cookies permettent de garantir des fonctionnalités importantes du site, comme par exemple, la personnalisation de l'affichage (version contrastée).

Le site web ne pouvant fonctionner correctement sans eux, ils ne peuvent pas être désactivés.

Nom des cookies	Finalité	Durée de conservation
PHPSESSID	Cookie d'authentification	Cookie conservé jusqu'à la déconnexion du partenaire via le bouton « Se déconnecter »

5. RESPONSABILITES

5.1 Avertissement sur les contenus du service

L'utilisateur reconnait que la responsabilité de l'Assurance Maladie ne pourra être recherchée, au titre de l'information et des services proposés, et l'utilisateur accepte que l'utilisation de ces informations et services s'effectue sous sa seule et entière responsabilité, son contrôle et sa direction.

5.2 Responsabilité de l'utilisateur

Les données traitées dans le cadre du service peuvent être des données à caractère personnel, couvertes à ce titre par les dispositions de la loi Informatique et libertés, et dont la violation est réprimée par l'article 226-13 du code pénal.

L'utilisateur est seul responsable de l'utilisation du service et des contenus renseignés et exportés par ses soins conformément à son usage, dans le respect des lois et règlements en vigueur et des présentes conditions générales d'utilisation.

L'utilisateur est responsable de la conservation de ses identifiant et mot de passe. Il s'interdit donc de les divulguer à quiconque. En cas de perte ou de vol de ses identifiant et mot de passe, l'utilisateur peut changer son mot de passe.

L'utilisateur sera par ailleurs seul responsable de l'utilisation des applications et services tierces au travers du portail Espace Partenaire. L'utilisateur s'engage toutefois à respecter les règles d'ordre public, qui s'imposent à lui, telles que, par exemple, la réglementation en matière de contenu pornographique, raciste ou illicite, qui serait susceptible de porter atteinte à l'intégrité ou à la sensibilité d'un autre utilisateur, d'un assuré, ou d'une institution par l'intermédiaire de messages, textes ou images provocants.

À ce titre, il s'engage à s'abstenir de diffuser, par Espace Partenaires, des messages à caractère injurieux, insultant, dénigrant, dégradant, ou n'ayant aucun lien avec les questions abordées.

5.3 Responsabilité de l'Assurance Maladie

En sa qualité de responsable de traitement, l'Assurance Maladie a pris toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des données contenues dans le service.

L'Assurance Maladie dégage toute responsabilité en cas de :

- Survenance d'un événement de force majeure ayant un impact sur le service,
- Problèmes liés au réseau internet,
- Pannes ou dommages résultant des équipements de l'utilisateur ou encore de la contamination du système informatique de l'utilisateur par des virus, attaques, et malveillances de tiers,
- Utilisation d'Espace Partenaires non conforme aux présentes CGU.

L'Assurance Maladie ne saurait être tenue responsable des conséquences liées à une absence de disponibilité du service pour l'un des motifs mentionnés dans la partie « Disponibilité du service ».

6. CONTENU D'ESPACE PARTENAIRES

Le portail Espace Partenaires permet, aux utilisateurs habilités des partenaires, de signaler des situations de difficultés d'accès aux droits et aux soins d'assurés éloignés du système de soins, ou dans l'incapacité d'y recourir. Le signalement par Espace Partenaires est simple et fluidifie le traitement des dossiers, par une mise en relation directe avec les interlocuteurs dédiés au sein de la caisse de rattachement de l'assuré. Le portail Espace Partenaires offre, aux utilisateurs, des partenaires les fonctionnalités suivantes en leur permettant de :

- Contacter la caisse de rattachement d'un assuré,
- Soumettre une demande d'étude de dossier (PUMa Complémentaire santé solidaire, AME…) pour le compte d'un assuré,
- Signaler une situation de difficultés d'accès aux droits ou aux soins d'un assuré,
- Demander un rendez-vous en caisse d'Assurance Maladie pour un assuré,
- Demander un document concernant un assuré : attestation de droits, certificat provisoire CEAM, formulaire carte vitale, offres de prévention, autres types de document, …
    - Pour les tutelles, institutions gérant les enfants de l'ASE ou organismes dépositaires : le document est envoyé par Espace Partenaires.
    - Pour les autres partenaires : le document est envoyé au domicile de l'assuré concerné.
- Consulter l'historique des demandes des utilisateurs des partenaires.

7. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Pour tous les contenus, textes et logos présentés sur Espace Partenaires (site internet, site mobile et applications smartphone) : tous droits d'auteur des œuvres sont réservés.

Sauf autorisation formelle écrite préalable, la reproduction, ainsi que toute utilisation des œuvres, autres que la consultation individuelle et privée, sont interdites.

Toute demande d'autorisation, pour quelque utilisation que ce soit, doit être adressée à :

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE
Direction de la communication
26-50, avenue du Professeur André Lemierre
75 986 Paris Cedex 20

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e9-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Délégation de Territoire de FORBACH - SAINT-AVOLD

OBJET CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UNE EXPERIMENTATION DE "MOBILITES SOLIDAIRES" SUR LE TERRITOIRE DE FORBACH-SAINT AVOLD

DOSSIER N° | | 15 | 1079 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la convention de partenariat entre le Département de la Moselle et l'association WIMOOV,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'approuver, les termes de la convention de partenariat avec WIMOOV relative à la mise en place d'une expérimentation de "Mobilités Solidaires" sur le territoire de Forbach-Saint Avold annexée à la présente décision, et d'autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

CONVENTION DE PARTENARIAT

Relative à la mise en place d'une expérimentation de « Mobilités solidaires sur le Territoire de Forbach – Saint Avold »

La présente convention est établie :

ENTRE

Le **Département de la Moselle**, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, son Président, dûment habilité à l'effet présent par délibération prise par la Commission Permanente du Conseil Départemental lors de sa séance du 6 février 2023, ci-après dénommé **« le Département »,**

d'une part,

ET

L'Association WIMOOV, association régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé 41 rue du chemin vert, 75011 PARIS, immatriculée sous le numéro de SIREN 422 136 143, représentée par Madame Florence GILBERT en sa qualité de Directrice Générale, ci-après dénommé « **WIMOOV** »,

d'autre part,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par la personne publique,

Vu la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi signée le 30 juin 2019 entre l'Etat et le Département de Moselle et son avenant n°5 signé le 16 décembre 2021,

Vu la délibération de la commission permanente du 10 octobre 2022,

Vu la délibération de la commission permanente du 6 février 2023,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Le Département de la Moselle et l'État sont liés par une convention autour d'objectifs réciproques et ambitieux visant à prévenir et lutter contre la pauvreté. Parmi ces objectifs, la mobilité occupe une place de plus en plus importante dans le parcours des personnes en situation de précarité.

Ainsi, la présente convention s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté mais également le Programme Départemental d'Insertion du Département de la Moselle et le développement social du territoire de FORBACH-SAINT AVOLD.

Dans ce cadre, le Département de la Moselle souhaite déployer à titre expérimental, sur le territoire de FORBACH-SAINT AVOLD, un dispositif de « mobilités solidaires » qui consiste en un accompagnement vers la mobilité de publics en insertion professionnelle ou en situation de précarité et entravés dans leurs démarches et/ou parcours d'insertion.

L'objectif est de répondre avec efficacité aux difficultés des usagers en leur proposant un accompagnement personnalisé et adapté à leur situation avec des solutions mobilisables rapidement.

L'expérimentation repose sur le déploiement de 2 référents mobilité sur le territoire et d'une enveloppe spécifique afin de proposer des solutions mobilités immédiates.

Elle est mise en œuvre par l'Union Départementale des Associations Familiales de Moselle (UDAF) avec la mobilisation de l'offre de service spécifique de l'association WIMOOV ; chaque association recrutant un référent mobilité.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objectif de définir les modalités de participation du Département et de WIMOOV à la mise en œuvre de l'expérimentation des « mobilités solidaires » destinée à favoriser la mobilité des publics en insertion professionnelle et/ou en situation de précarité.

Article 2 - Missions des référents et modalités d'intervention

Les référents mobilité seront des professionnels ressources possédant une bonne connaissance de l'offre locale en matière de mobilité et de l'accompagnement à mettre en œuvre pour mobiliser des publics aux profils différents et ayant des besoins spécifiques.

Ils seront amenés à :

- Proposer des solutions réactives et flexibles de mobilités par la mise à disposition immédiate d'un moyen de transport notamment dans le cadre de conventions avec une/des compagnies de taxis et/ou transports locaux,

- Établir un diagnostic pour les personnes qui le nécessitent afin d'apporter la réponse la plus appropriée et durable,

- Mobiliser diverses prestations (coaching, accompagnement renforcé au permis, recherche de financement ou de facilité d'accès à un véhicule…),

- Accompagner des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active engagés dans un projet professionnel afin de favoriser leur retour à l'emploi dans des métiers en tension (aide à la personne, métiers de la propreté notamment) en apportant une « réponse mobilité » complète,

- Rechercher systématiquement des collaborations possibles avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ayant la compétence mobilité et contribuer au développement concerté de réponses adaptées aux publics en situation de précarité,

- Avoir une approche prospective du sujet afin de faire émerger des pistes d'amélioration en s'appuyant sur les opérateurs de mobilité et en développant l'offre territoriale.

Les bénéficiaires sont adressés aux référents mobilité par les prescripteurs du champ socio-professionnel.

Les référents mobilité assurent une continuité de service du lundi au vendredi.

Article 3 – Obligations des parties

Article 3 -1 Obligations de WIMOOV

WIMOOV s'engage à tout mettre en œuvre pour permettre l'expérimentation notamment :

- Recruter un référent mobilité et mettre en place des solutions de mobilités,
- Participer à la préparation des comités de suivi en établissant et renseignant en collaboration avec l'UDAF un tableau de bord des dépenses engagées et leur ventilation par prestation payée,
- Respecter la législation comptable, fiscale et sociale propre à son activité et à ses statuts,
- Transmettre un bilan qualitatif et financier au plus tard dans les six mois après la fin de l'expérimentation.

Article 3 - 2 Obligations du Département

Le Département s'engage à accompagner WIMOOV pour la mise en œuvre du projet et notamment :

- Assurer le pilotage de l'action dans une posture de co-construction compte tenu du caractère expérimental,
- Programmer des comités de suivi réguliers avec les partenaires et proposer des solutions le cas échéant,
- Mettre à disposition un espace collaboratif dématérialisé pour la gestion de l'ensemble des documents et à former les utilisateurs,
- Communiquer sur tous les documents et publications écrites ou en ligne concernant ou mentionnant le projet, le partenariat avec l'UDAF et WIMOOV.

Article 4 Participation financière du Département

Article 4 – 1 Montant de la contribution financière

En vue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le Département s'est déjà engagé au titre de la convention avec l'UDAF à participer sous forme d'une subvention à hauteur de 196 000 € dont :

- 80 000 euros pour le recrutement des deux référents mobilité,
- 55 680 euros pour le financement des solutions mobilisées par WIMOOV,
- 55 680 euros pour le financement des solutions mobilisées par l'UDAF,
- 4 640 euros pour le financement des frais de gestion de l'UDAF.

Ainsi, ces dispositions financières ne feront pas l'objet d'un nouveau versement au titre de la présente convention.

Article 4 – 2 Modalités de versement de la contribution financière

La totalité de la contribution financière du Département sera versée à l'UDAF qui est en charge de la gestion de la subvention.

Article 4-3 Modalités de gestion de la subvention dédiée à WIMOOV

L'UDAF est chargée de la gestion de la part de la dotation dédiée à WIMOOV.

Dans ce cadre, il est prévu que l'UDAF effectue un versement mensuel à WIMOOV sur présentation d'une facture de l'organisme.
Cette facture comprendra les éléments financiers relatifs au paiement des prestations qui auront préalablement été validés en comité de suivi. Elle sera accompagnée du document validé par ledit comité.

Cette validation vaudra contrôle de service fait. L'UDAF sera par conséquent considérée comme « strict payeur ». Il n'est attendu aucun contrôle sur l'opportunité du paiement de sa part.

Les paiements seront effectués dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la facture.

La dotation relative à l'emploi du référent mobilité sera versée en deux fois, 20 000 € au démarrage de l'expérimentation. Un second versement du même montant interviendra 6 mois plus tard.

Article 5 – Communication

WIMOOV s'engage à faire apparaitre sur tous les documents et publications écrites ou en ligne, concernant ou mentionnant le projet, le partenariat avec le Département de la Moselle dans le cadre de la Stratégie de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté, notamment en y apposant le logotype du Département de la Moselle et de la Préfecture.

De même, WIMOOV s'engage à convier Monsieur le Président du Département de la Moselle à toutes les manifestations organisées dans le cadre de ce partenariat.

Article 6 – Durée de la convention

La présente convention porte sur la même période que la convention conclue avec l'UDAF et s'arrêtera au 31 août 2023.

Article 7 – Résiliation

Article 7.1 – Résiliation pour manquement de WIMOOV

En cas de manquement de WIMOOV à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention un mois après mise en demeure adressée à WIMOOV par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés à WIMOOV.

Cette résiliation entrainera le reversement de tout ou partie de la participation financière forfaitaire du Département indûment perçue par WIMOOV. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par le Département.

Article 7.2 – Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention, pour quelque cause que ce soit, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention effectuée conformément à cet article prendra effet au terme d'un délai de trois mois après la réception de la décision de résilier sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'une ou l'autre des parties.

Article 8 – Assurances

Le cocontractant est tenu, pendant toute la durée de la convention, de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance notoirement solvables, les polices d'assurance couvrant l'ensemble de ses responsabilités au titre de la convention et l'ensemble des risques inhérents aux activités qui lui sont confiées au titre de la présente convention

Article 9 – Conciliation – Règlement des litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.
En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et après épuisement de toutes les voies amiables, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation de la juridiction compétente. Le contentieux entre les parties sera présenté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 10 – Protection des données personnelles – Conformité des parties au RGPD

Les parties s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et établissent pour ce faire un acte juridique de sous-traitance conforme à l'article 28 dudit règlement figurant en annexe de la présente convention.

Fait à ……, le ……

En deux exemplaires originaux.

Pour WIMOOV,	**Pour le Département,**
La Directrice Générale	Le Président du Département
Florence GILBERT	**Patrick WEITEN**

ANNEXE A LA CONVENTION

La Protection des Données à Caractère Personnel dans le cadre de la sous-traitance

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services décrits dans la convention de partenariat relative à la mise en place d'une expérimentation de « Mobilités solidaires sur le Territoire de Forbach – Saint-Avold ».
La nature des opérations réalisées sur les données, la ou les finalité(s) du traitement, les catégories de personnes concernées, les catégories de données à caractère personnel et les données à caractère personnel traitées sont renseignées en Annexe I des présentes clauses.

III. Durée du contrat

Cet accord entre en vigueur à compter de sa signature jusqu'au terme de la convention de partenariat précitée.

IV. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement figurant dans la convention de partenariat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention

4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**

Si le sous-traitant veut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener d'autres activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@moselle.fr

8. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie **sans délai** au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dont il a pris connaissance par mail à dpo@moselle.fr et à la Déléguée Territoriale du territoire à christiane.allard@moselle.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le responsable de traitement et le sous-traitant s'organisent pour notifier à la CNIL et aux personnes concernées, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais (72 heures après en avoir pris connaissance).

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

9. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations et documentation**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.
Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

10. **Mesures de sécurité**

Le sous-traitant met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles adaptées pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel).

- Disponibilité, Intégrité, Confidentialité

Dans le cadre de la lutte contre les codes malveillants et les virus informatique, le sous-traitant s'engage à vérifier ses actifs avant de les brancher sur notre système d'information.
Les équipes techniques de la DDSI sont particulièrement vigilantes et participent activement à la lutte contre les codes malveillants et les virus informatiques.
Des contrôles des logiciels et des fichiers de données avant leur mise en exploitation sont notamment réalisés afin d'identifier les éventuelles contaminations.
Tous les supports en provenance de l'extérieur et, tout particulièrement ceux dont l'origine est incertaine (matériels ou logiciels de prestataires, supports amovibles d'origine externe, courrier électronique provenant d'internet …) sont soumis à un contrôle : une vérification du hachage d'un fichier téléchargé sera faite systématiquement avant ouverture de ce fichier.

  - Disponibilité : La donnée numérique doit est accessible en continu dans des conditions de performance et de qualité satisfaisantes, tout système numérique la traitant devant garantir cette disponibilité. Le besoin de disponibilité dépend de la finalité de traitement de la donnée. Il est défini par le responsable de traitement en fonction de risques identifiés et des contraintes métier ;

- Intégrité : La donnée numérique ne peut faire l'objet d'aucune altération non autorisée ; l'exactitude et l'exhaustivité doivent être assurées. Tout système numérique doit garantir l'intégrité des données, à tous les stades de leur cycle de vie. Le responsable de traitement est libre, sur la base d'une analyse de risques complète, d'adopter des niveaux spécifiques d'intégrité correspondant à ses contraintes métier ;
- Confidentialité : La donnée doit être destinée et exploitable aux seules personnes autorisées. Le besoin de confidentialité des données doit être déterminé en cohérence avec leur nature et la nécessité pour un individu d'y accéder. Le responsable de traitement est libre, sur la base d'une analyse de risques complète, d'adopter des niveaux spécifiques d'intégrité correspondant à ses contraintes métier ;

- Incident physique ou technique

En cas d'incident physique ou technique le sous-traitant se devra de restituer les données au Département de la Moselle, afin de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci.
En cas de perte ou de vols des données le sous-traitant s'engage à prévenir au plus vite le RSSI (gaetan.martinat@moselle.fr) et le DPO du Département de la Moselle.

11. **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel qu'il aura traitées dans le cadre de la présente sous-traitance et à notifier au Responsable de Traitement par écrit le respect de cette obligation.

12. **Délégué à la protection des données**

Le DPO du Département de la Moselle est Olivier de BERCEGOL (olivier.debercegol@moselle.fr).
Le sous-traitant précise ci-dessous le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (s'il en a désigné un).
- Nom du DPO : Cécile DUCLAUX-MONTEIL OTT
- Mail : cecile.duclaux@ressourcial.fr

13. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;

- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

V. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

VI. Code de conduite et de certification.

Afin de démontrer l'existence de garanties suffisantes pour respecter certaines exigences du RGPD, le sous-traitant peut préciser ci-dessous les codes de conduite approuvés, les labels ou les certifications dont il dispose :

-
-

VII. Conséquences en cas de manquements.

En cas de non-respect des dispositions précitées, il est précisé que le Département de la Moselle pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du sous-traitant,

ANNEXE

Description du traitement

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :

Publics, dont des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) entravés dans leur démarche par des difficultés de mobilité.

Catégories de données à caractère personnel traitées

☒ État civil, identité, données d'identification, images, adresse électronique , identifiant Pôle emploi et N° allocataire CAF

□ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, etc.)

□ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, etc.)

□ Données de connexion (adresse IP, logs, etc.)

□ Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM, etc.)

□ Numéro de Sécurité Sociale (ou NIR)

□ Autres :

- typologie du public (RSA ou non RSA, Demandeur d'emploi , type de contrat de travail…)
- nature de ou des solutions trouvées (en urgence et sur le long terme)
- coût de chaque prestation mise en œuvre
- type d'insertion et secteur d'activités pour chaque personne
- date de prise en compte de chaque situation et date de fin de parcours
- motifs d'orientation et suites données en **texte libre** très synthétique pour avoir quelques repères.

Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.

Nature du traitement

Renseigner le tableau de suivi des bénéficiaires du dispositif via la plateforme numérique mise en place par le Responsable de Traitement, établir un diagnostic pour les personnes qui le nécessitent et mettre en place des solutions de mobilités.

Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement

Favoriser le retour à l'emploi des personnes engagés dans un projet professionnel en apportant une « réponse mobilité » complète notamment aux Bénéficiaires du RSA et faciliter les démarches du quotidien aux personnes en difficultés sur le plan de la mobilité

Contribuer au développement de réponses adaptées aux personnes concernées

Actionner les solutions de droits communs prioritairement et être réactifs dans les réponses apportées,

Assurer la gestion administrative et financière du dispositif expérimenté

Transmettre un bilan qualitatif et financier au Responsable de Traitement

Durée du traitement

12 mois à compter de la signature de la convention de partenariat

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f1-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET FINANCEMENT DES ACTIONS DU 8EME PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES - FICHE ACTION N°3 : PROMOUVOIR UN ACCOMPAGNEMENT PLURIDISCIPLINAIRE ADAPTE AUX BESOINS DES MENAGES - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT (ASLL)

DOSSIER N° | | 16 | 1096 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le financement des actions du 8ème Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) de la Moselle : Fiche action n°3 Promouvoir un accompagnement pluridisciplinaire adapté aux besoins des ménages - Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL).

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer aux associations figurant en annexe 1 à la présente décision, le nombre de mesures indiquées et d'accorder les montants correspondants,
- d'approuver la convention cadre figurant en annexe 2 à la présente décision et d'autoriser Monsieur le Président à la signer,
- d'autoriser Monsieur le Président à engager les crédits nécessaires.

Mme PASTOR et Mme KLEBER-MASET ne participent ni au débat ni au vote.
Mme KUNTZ absente, ayant donné délégation de vote à Mme MAGRAS,
cette dernière ne participe ni au débat ni au vote pour son mandant

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe 1

FICHE ACTION 8EME PDALHPD	ORGANISMES	NOMBRE DE MESURES	ENGAGEMENTS CONVENTIONNELS 2023
FICHE ACTION N°3 « Promouvoir un accompagnement pluridisciplinaire adapté aux besoins des ménages »	Association d'Information et d'Entraide Mosellane (AIEM)	79 mesures individuelles	109 020 €
	Association pour l'Accompagnement, le Mieux-être et le Logement des Isolés (AMLI)	11 mesures individuelles	15 180 €
	Association Thionvilloise pour l'Essor de Nouveaux Espaces Sociaux (ATHENES)	33 mesures individuelles	45 540 €
	Comité Mosellan de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (CMSEA ESPOIR)	65 mesures individuelles	89 700 €
	Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)	25 mesures individuelles	34 500 €
	TOTAL	**213**	**293 940 €**

Annexe 2

CONVENTION D.I.H N° 2023 - DU

RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE ET AU FINANCEMENT D'ACTIONS POUR L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT DANS LE CADRE DU PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES EN MOSELLE

Entre :

Le Département de la Moselle,
représenté par son Président, Patrick WEITEN dûment habilité par la Commission Permanente du XXXX 2023,
ci-après nommé « le Département »

d'une part,

et

[nom de l'association]
représentée par son Président, X
ci-après nommée « l'association »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

A – Fondements juridiques

La loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, prévoit, dans son article 6, que le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) prend en charge des mesures d'accompagnement social individuelles ou collectives lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement des personnes et des familles bénéficiant du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), qu'elles soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement.

B – Contexte départemental

Le 8ème PDALHPD du Département de la Moselle, applicable de 2019 à 2024, prévoit dans la fiche action n°3 « Promouvoir un accompagnement pluridisciplinaire adapté aux besoins des ménages », une action d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) auprès des ménages.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre et de financement des missions d'Accompagnement Social Lié au Logement, confiées à l'association en application du 8ème PDALHPD de la Moselle. L'ASLL est une mesure éducative visant à accompagner les ménages dans une démarche d'autonomisation tant lors de l'accès dans le logement que dans le maintien dans celui-ci.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période de 12 mois, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACTION

L'action de l'association aura lieu sur une période de 6 mois, du 1er janvier au 30 juin 2023.

ARTICLE 4 : MESURES D'ASLL CONFIEES PAR BASSIN D'HABITAT

Ces missions sont assurées par l'association sur les territoires suivants :

- ✓ Territoire de X : X mesures

ARTICLE 5 : FINANCEMENT ET ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à financer chaque mesure de suivi social lié au logement qu'il confie à l'association à hauteur de 230 € par mois-mesure.

La présente convention entre le Département et le prestataire fixe l'enveloppe financière maximale, calculée sur la base du nombre de mois-mesure attribuée au prestataire.

Concernant l'année 2023, l'enveloppe maximale accordée à l'association est de :

X €

qui correspond au nombre de mesures confiées à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE VERSEMENT

L'enveloppe financière totale sera versée à la date de signature de la convention.

Un bilan financier et un bilan moral seront transmis au Département au plus tard le 31 mars 2024.

Le Département se réserve le droit de procéder à tous les contrôles sur pièces et sur place qu'il jugera utiles pour la vérification du service fait.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à disposer de personnel qualifié (assistant social, conseiller en économie sociale et familiale, éducateur spécialisé) et suffisant ainsi que des moyens matériels nécessaires pour la réalisation des mesures d'accompagnement social lié au logement qui lui seront confiées.

L'association s'engage à fournir :

- à la signature de la convention :
  - le budget global de sa structure et le budget spécifique dédié aux mesures d'accompagnement social lié au logement,
  - la liste des salariés en poste affectés à l'action : nom, prénom, qualification, coordonnées (adresse professionnelle, adresse électronique si elle existe, numéro de téléphone) et l'équivalent temps plein correspondant,
- au cours de l'année :
  - une information est transmise dès modification dans la liste des salariés en poste affectés à l'action,
  - les pièces justificatives prévues dans les modalités de mise en œuvre.
- au terme de chaque mois :
  - un tableau de bord mensuel de suivi des mesures par professionnel.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le Département se réserve le droit de procéder à tous les contrôles qu'il jugera utiles tant sur le nombre de bénéficiaires effectivement suivis que sur la présence et la qualification du personnel chargé de la réalisation des actions financées.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'organisme contractant des engagements prévus par la présente convention, une mise en demeure lui sera adressée par l'autorité départementale par lettre recommandée avec accusé de réception. Si cette mise en demeure reste sans effet pendant 30 jours, l'autorité départementale se réserve le droit de résilier la convention de plein droit.

Pour motif d'intérêt général, le Département se réserve le droit de résilier unilatéralement la convention en l'absence de toute faute de l'organisme contractant après décision de la Commission Permanente. Cette résiliation ouvrira droit à indemnisation.

En cas de changement de statut ou d'objet social de l'organisme contractant, celui-ci doit informer sans délais le Département. La convention pourra dans ce cas être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, en respectant un préavis de deux mois.

ARTICLE 10 : COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer sur toutes les publications inhérentes à la présente opération financée par le Département de la Moselle la mention suivante "avec le soutien financier du Département de la Moselle". Pour toute publicité écrite, le logo départemental de la Moselle doit être utilisé. L'association est tenue de se conformer à la charte d'utilisation du logo départemental.

ARTICLE 11 : SANCTIONS ET LITIGES

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les deux parties signataires s'engagent à rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux. En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Metz,
le

Le Président du Département

Le Président de l'association

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f2-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE AUX JEUNES 2023

DOSSIER N° | | 17 | 1098 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes 2023 (FDAJ),

VU la décision de la Commission Permanente du Conseil Général du 22 décembre 2004 portant sur la gestion du FDAJ,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'autoriser le Président à engager les crédits pour les aides du FDAJ 2023 pour chaque Comité Local d'Attribution (CLA) selon la répartition définie ci-après,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

Comité Local d'Attribution (CLA)	Organisme gestionnaire	Budget 2023
Freyming-Merlebach	Mission Locale du Bassin Houiller	60 000 €
Metz	Mission Locale du Pays Messin	0 €
Saint-Avold	Mission Locale de Moselle Centre	50 000 €
Sarrebourg	Mission Locale du Sud Mosellan	10 000 €
Sarreguemines	Mission Locale de Sarreguemines	20 000 €
Thionville	Mission Locale du Nord Mosellan	50 000 €
Total		**190 000 €**

- d'autoriser le Président à engager les crédits réservés aux frais de gestion des CLA, pour un montant fixe de 9 € par dossier traité,
- d'autoriser le Président à négocier avec les financeurs potentiels, notamment les Communes et les CCAS et à signer la convention relative aux modalités de leur participation au FDAJ,
- d'approuver le modèle de convention correspondant annexé à la présente décision,
- d'autoriser le Président à reverser à chaque CLA les crédits relatifs à la participation au FDAJ des financeurs potentiels.

Annexe

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

DIRECTION DE LA SOLIDARITE/SOUS-DIRECTION DE L'INSERTION ET DE L'HABITAT

CONVENTION DS/SDIH N° 2023 -.....

RELATIVE AU FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE AUX JEUNES EN DIFFICULTE

ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

ET

LA COMMUNE / LE CCAS DE.....

Vu

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Les articles L.263-15 et L.263-16 du Code de l'action sociale et des familles,

La décision de la Commission Permanente du Conseil Général en date du 22 décembre 2004,

La convention D.E.F.I. n° 2005-94 en date du 19 avril 2005 modifiée,

La décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 06 février 2023.

Entre :

Le Département, représenté par M. Patrick WEITEN, son Président, assurant la présidence du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes en difficulté,

d'une part,

et

La Commune / le CCAS de ……..,
Représenté(e) par son Maire / son Président ……,
dûment habilité aux fins des présentes par délibération en date du …….

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Annexe

PREAMBULE :

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes en difficulté de la Moselle créé par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a pour objet d'accorder des aides aux jeunes de 18 à 25 ans, français ou étrangers en situation de séjour régulier en France, qui connaissent des difficultés d'insertion sociale ou professionnelle. Elles sont destinées à favoriser une démarche d'insertion. Aucune durée minimale de résidence dans le département n'est exigée.

Les aides sont attribuées sans qu'il soit tenu compte de la participation pouvant être demandée aux personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard de l'intéressé. Les Communes peuvent contribuer au financement de ce fonds. Leur participation est versée au Département.

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour but de permettre de définir l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la participation allouée par la Commune / le CCAS au Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes de la Moselle, conformément à l'article L.263-3 du Code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 2 : Objectifs

Les aides accordées auront pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté sous la forme :

a. de secours temporaires pour faire face à des besoins urgents,
b. d'une aide financière pour aider à la réalisation du projet d'insertion,
c. d'actions d'accompagnement du jeune dans sa démarche ou son projet d'insertion.

ARTICLE 3 : Montant de la participation de la Commune / du CCAS

La participation financière de la Commune / du CCAS est de ..... € au titre de l'année 2023.

Elle sera affectée au Comité Local d'Attribution de ..... afin d'abonder la dotation de ce comité pour l'attribution des aides prévues à l'article 2.

A réception du titre de recette émis par le Département, la Commune / le CCAS versera sa contribution sur le compte suivant :

Titulaire du compte :	Paierie Départementale de la Moselle 34, avenue André Malraux – B.P. 11024 57036 METZ CEDEX 1
Domiciliation bancaire :	Banque de France
Code de l'établissement :	30001
Code guichet :	00529
Numéro de compte :	C 575 000 0000
Clé RIB :	40
Code IBAN :	FR27 3000 1005 29C5 7500 0000 040
Code BIC :	BDFEFRPPCCT

ARTICLE 4 : Contrôle de l'activité

Le Département transmettra à la Commune / au CCAS, au plus tard dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la participation a été attribuée, des tableaux financiers et un bilan de l'activité.

Si pour une raison quelconque, la participation n'était pas affectée à l'objet pour lequel elle a été octroyée, la Commune / le CCAS se réserve le droit de demander le remboursement en partie ou en totalité de la somme perçue.

Un remboursement total ou partiel de ladite participation pourra également être demandé par la Commune / le CCAS en cas de cessation en cours d'exercice de tout ou partie des actions visées par la présente convention.

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est conclue pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 6 : Résiliation

Si pour une cause quelconque, résultant du fait du Département, la présente convention n'est pas appliquée, la Commune / le CCAS se réserve la possibilité de la dénoncer sans préavis ni indemnité et sans devoir verser les reliquats de la participation qui seraient encore dus.

ARTICLE 7 : Litige

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.

Si dans le délai d'un mois à compter de la réception par l'une des parties des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal Administratif de Strasbourg de l'objet de leur litige.

Fait en deux exemplaires originaux.

METZ, le
(date de signature du représentant du Département)

Le contractant :

Le Maire de la commune de
Le Président du CCAS de

Le Président du Département

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3ef-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE LA SOLIDARITE
Sous-Direction de l'Insertion et de l'Habitat

OBJET REVENU MINIMUM D'INSERTION
REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE
TRAITEMENT DES INDUS

DOSSIER N° | | 18 | 1092 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le rapport du Président, relatif au traitement des indus du Revenu Minimum d'Insertion et du Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'adopter les propositions de maintien ou de remise partielle des créances présentées dans le tableau annexé à la présente décision,

- d'autoriser Monsieur le Président à engager les crédits correspondants.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

SITUATIONS EXAMINEES EN COMMISSION D'APPEL LE 20 SEPTEMBRE 2022

N°créance	motif de l'indu	n° titre de recette	date d'émission du titre de recette	montant du titre de recette	solde restant dû à la Paierie	avis de la commission	montant de la remise proposée
1	Contrôle CAF : au vu des justificatifs transmis par l'allocataire, rectification du montant des ressources trimestrielles ainsi que de la situation professionnelle du conjoint.	1914	27/04/2022	1 417,40 €	1 417,40 €	maintien	0,00 €
2	Suite à un contrôle de gendarmerie, le conjoint exerce une activité de récupérateur de métaux, activité non déclarée. Maintien à la Commission de Remise de Dettes du 06/04/2021.	1878	27/04/2022	23 558,31 €	23 558,31 €	maintien	0,00 €
3	Commission Administrative des Fraudes CAF du 08/08/2019 : lors du contrôle de situation réalisé par un agent assermenté de la CAF, il apparaît que le mariage de l'allocataire s'est poursuivi sans interruption contrairement à la déclaration de séparation effectuée à la CAF par l'allocataire.	6203	19/09/2020	12 842,98 €	12 842,98 €	maintien	0,00 €
4	Régularisation de dossier : prise en compte du départ de l'allocataire avec sa fille pour la Géorgie.	2666	25/05/2022	2 156,08 €	2 156,08 €	remise partielle (50%)	1 078,04 €
5	Régularisation de dossier : prise en compte du départ de l'allocataire pour résider au Portugal.	6223	19/09/2020	780,17 €	780,17 €	remise partielle (50%)	390,09 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e4-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET AVENANT N°1 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR UNE SOLUTION D'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE DE TRAVAIL DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU GRAND EST

DOSSIER N° | | 19 | 1055 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président relatif à l'avenant n°1 au groupement de commandes de l'Espace Numérique de Travail (ENT) "monbureaunumérique" ;

VU la convention constitutive d'un groupement de commandes pour une solution d'environnement numérique de travail dans les établissements scolaires du Grand Est, signée le 19 mars 2018 - délibération du Conseil Départemental lors de la 3ème Réunion Trimestrielle de 2017 (rapport n°VI-1) ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la désignation des délégués du Conseil Départemental au sein des commissions et des organismes extérieurs - délibération E-5 du 16 septembre 2021 :

DECIDE

- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes ENT «monbureaunumerique », qui prendra effet à la date de sa signature après délibérations de toutes les parties, annexé à la présente décision,
- d'autoriser le Président à engager avec le groupement de commandes ENT Grand Est, le lancement d'une procédure d'appel d'offres pour un nouveau marché de fournitures de l'ENT qui prendra effet le 1er juillet 2024,
- d'autoriser le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe

AVENANT N°1
A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR UNE SOLUTION D'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE DE TRAVAIL DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU GRAND EST

ENTRE

- La Région Grand Est, représentée par CIVILITE NOM PRENOM,
  Président du Conseil Régional du Grand Est ;
- Le Département des Ardennes, représenté par Monsieur Noël BOURGEOIS,
  Président du Conseil Départemental des Ardennes ;
- Le Département de l'Aube, représenté par Monsieur Philippe PICHERY,
  Président du Conseil Départemental de l'Aube ;
- Le Département de la Marne, représenté par Monsieur Christian BRUYEN,
  Président du Conseil Départemental de la Marne ;
- Le Département de la Haute Marne, représenté par Monsieur Nicolas LACROIX,
  Président du Conseil Départemental de la Haute-Marne ;
- Le Département de la Meurthe et Moselle, représenté par Madame Chaynesse KHIROUNI,
  Présidente du Conseil Départemental de la Meurthe-et-Moselle ;
- Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT,
  Président du Conseil Départemental de la Meuse ;
- Le Département de la Moselle, représenté par Monsieur Patrick WEITEN,
  Président du Conseil Départemental de la Moselle ;
- La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par Monsieur Frédéric BIERRY,
  Président de la Collectivité européenne d'Alsace ;
- Le Département des Vosges, représenté par Monsieur François VANNSON,
  Président du Conseil Départemental des Vosges.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et en particulier son article 28 relatif aux groupements de commandes ;
Vu la délibération n° 22CP-1995 de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est en date du 18 novembre 2022 ;
Vu la délibération n°…..de la Commission Permanente du Conseil Départemental des Ardennes en date du ….. ;
Vu la délibération n°…. de la Commission Permanente du Conseil Départemental de l'Aube en date du ….. ;
Vu la délibération n° …. de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Marne en date du ….. ;
Vu la délibération n°… de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Haute Marne en date du … ;
Vu la délibération n°… de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Meurthe et Moselle en date du … ;
Vu la délibération n°… de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Meuse en date du … ;
Vu la délibération N° … de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Moselle en date du … ;
Vu la délibération n° … de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Bas-Rhin en date du … ;
Vu la délibération n° … de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Haut-Rhin en date du … ;
Vu la délibération n° … de la Commission Permanente du Conseil Départemental des Vosges en date du ….

Il EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la gouvernance et les instances du groupement de commandes constitué entre la

Région Grand Est, les Départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges et la Collectivité européenne d'Alsace en application de la convention constitutive d'un groupement de commandes pour une solution d'environnement numérique de travail dans les établissements scolaires du Grand Est signée le 19 mars 2018 (délibération 17CP-1911).

Il intègre par ailleurs l'évolution administrative du périmètre du groupement de commandes avec la création de la Collectivité européenne d'Alsace issue de la fusion des départements du Haut Rhin et du Bas Rhin.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 « OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES » DE LA CONVENTION

L'article 2 de la convention de groupement de commandes est ainsi rédigé :

« Le groupement de commandes est constitué par la présente convention dans les conditions visées par l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique en vue de la passation des marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents, relatifs à la mise en œuvre et le déploiement d'un espace numérique de travail unique.

Les contrats pourront comporter deux types de prestations :

- des prestations mutualisées répondant à des besoins partagés par tous les membres du groupement et qui correspondent donc à des dépenses mutualisées ;
- des prestations individualisées qui correspondent à des besoins propres à un ou plusieurs membres du groupement et qui seront donc réglées directement par le ou les membres concernés.

Les attributions et les engagements respectifs des membres du présent groupement, du pilote du groupement ainsi que du coordonnateur du groupement de commandes sont définis par la présente convention.

Le positionnement de la Région Grand Est comme pilote du groupement s'inscrit dans l'objectif de simplification de la gouvernance validé lors de l'AG ENT du 21 juin 2022 en déléguant à la Région le suivi opérationnel du projet dans la relation avec le titulaire du marché. »

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 « COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES » DE LA CONVENTION

L'article 6 de la convention de groupement de commandes est renommé « Coordonnateur et Pilote du groupement de commandes » et complété comme suit :

« **6.3 – Désignation du pilote**

Les membres du groupement délèguent la direction du programme ENT à la Région Grand Est.

6.4 – Missions du pilote

Le pilote devra fournir tout document administratif, financier et technique se rapportant à sa mission, sur simple demande des autres membres du groupement.

Le pilote est chargé de mettre en œuvre l'exécution du marché et les instances de gouvernance lorsque celles-ci ne sont pas déléguées. Pour la bonne exécution du groupement de commandes, le pilote assure notamment les actions suivantes :

- recueille les effectifs des établissements intégrés sur les bons de commande des membres du groupement de commandes ;
- assure le pilotage opérationnel et technique du marché ;
- organise et structure un mode projet avec le titulaire du marché et les autorités académiques ;
- assure la liaison avec le Ministère dans le cadre de sa doctrine technique pour une cohérence globale du projet ; o Prépare les instances de gouvernance et de suivi du marché ;
- informe les autres membres du groupement des évolutions des solutions, des arbitrages à conduire en mettant en lumière les enjeux, des éléments statistiques relatifs aux usages. La mission du pilote ne donne pas lieu à indemnisation. »

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 7.1 « DEFINITIONS DES BESOINS » DE LA CONVENTION

L'article 7.1 de la convention de groupement de commandes est modifié comme suit :

« Chaque membre du groupement s'engage à :

- transmettre au coordonnateur les informations nécessaires à la rédaction des cahiers des charges en fonction des
  modalités et délais fixés par le pilote ;
- transmettre au pilote une copie des bons de commandes avec leurs annexes dédiées aux effectifs ;
- valider les documents de la consultation établis par le coordonnateur dans les délais fixés par le coordonnateur ;
- participer aux comités organisés par le pilote nécessaires au fonctionnement du groupement de commandes ;
- assurer le suivi et l'évaluation des usages au sein de leurs établissements en coordination avec les DANE. »

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 « LA GOUVERNANCE » DE LA CONVENTION

L'article 8 de la convention de groupement de commandes est modifié comme suit :

« Les Autorités Académiques (AA) sont associées à la gouvernance de l'Espace Numérique de Travail au titre d'une convention partenariale unique Grand Est regroupant l'ensemble des membres de la présente convention et les AA. Ladite convention fixe une démarche

partenariale et convergente entre les membres du groupement de commandes et les AA autour d'objectifs pédagogiques et éducatifs communs.

Chaque membre du groupement de commandes, ainsi que les AA, nomme et mandate leur représentant pour permettre une prise de décisions dans les instances de gouvernances décrites infra. Pour chaque représentant titulaire est prévu un suppléant.

Pour des raisons de simplification organisationnelle, le pilote pourra proposer d'associer plusieurs instances à la suite sur un même créneau de temps.

8.1 – Assemblée Générale (AG) annuelle

Le groupement de commandes et les AA organisent une Assemblée Générale annuelle où sont présentés et déterminés les points suivants :

- informations sur l'évaluation du dispositif ENT à partir d'un Observatoire des Usages piloté par les autorités académiques ;
- suivi des indicateurs de performances ;
- suivi des actions prises à l'AG précédente ;
- points décisionnels inscrits à l'ordre du jour ;
- bilan financier annuel, projection budgétaire sur l'année à venir et décision relative à l'imputation des coûts pour les membres sortants et/ou les membres non cotisants sur l'année passée.

L'AG est composée des titulaires votants suivants :

- pour les AA : la/le Recteur du Grand Est, éventuellement suppléé(e) par un des Recteurs des académies du Grand Est, et la/le Directeur Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) du Grand Est, éventuellement suppléé(e) par un représentant mandaté à cet effet ;
- pour les membres du groupement : un représentant Elu parmi l'assemblée délibérante ou l'assemblée plénière, de chacun des membres du groupement, mandaté sur la thématique éducative.

Chaque titulaire votant peut également être assisté par des agents de ses services.

Chaque titulaire votant dispose d'une voix lors des délibérations. Le processus de vote est un scrutin uninominal à deux tours sous réserve de disposer du quorum minimum pour procéder aux votes. Le quorum minimum est atteint si au moins la moitié des membres du groupement sont présents et que ceux-ci représentent plus de la moitié des effectifs d'élèves du Grand Est.

Le partage des coûts entre membres se fait de manière équitable pour les évolutions structurantes de l'ENT : si seuls les membres votant favorablement à l'évolution financent sur l'année en cours, l'AG se prononce sur une potentielle régularisation auprès des membres non favorables.

L'AG est précédée, au minimum 3 semaines avant, d'un COPIL Stratégique afin de préparer les points qui seront abordés et apporter l'expertise technique nécessaire.

8.2 – Comité Stratégique (COSTRAT)

Le Comité Stratégique réunit chaque semestre et a minima annuellement pour préparer l'AG les membres du groupement de commandes et les autorités académiques.

Il est composé de la direction des services concernés par l'ENT.

Il éclaire le groupement des positions potentielles des divers membres sur les décisions à prendre. Celui-ci doit assurer une préparation optimale de l'AG : l'AG ne devant pas analyser en séance mais prendre des décisions sur les dossiers constitués par le COSTRAT et soumis à vote/décision en AG. Les AA participent activement à cette instance, notamment pour éclairer l'analyse des besoins et l'évaluation du dispositif en place.

Le COSTRAT se réunit également pour instruire les répercussions inhérentes à une évolution du cadre juridico-réglementaire impactant le dispositif ENT, ainsi que les évolutions de politiques publiques nationales dans le domaine du Numérique Educatif en lien avec l'ENT.

Le COSTRAT est composé des titulaires votants suivants :

- pour les AA : un représentant pour chacun des membres désignés selon les règles qui leur sont propres ;
- pour les membres du regroupement : un représentant issu de l'équipe de direction concernée pour chacun des membres.

Chaque titulaire votant peut également être assisté d'experts de ses services.

Chaque titulaire votant dispose d'une voix lors des délibérations. Le processus de vote est un scrutin uninominal à deux tours sous réserve de disposer du quorum minimum pour procéder aux votes. Le quorum minimum est atteint si au moins la moitié des membres du groupement sont présents et que ceux-ci représentent plus de la moitié des effectifs d'élèves du Grand Est.

Dans la relation avec le titulaire du marché, les autorités académiques n'ont pas de rôle décisionnel mais prononcent des avis sur les usages et remontent le niveau de satisfaction usager.

Outre les commandes spécifiques effectuées par chaque membre auprès du titulaire du marché, les membres du groupement n'ont pas de pouvoirs d'ingérence entre le pilote et le titulaire du marché.

8.3 – Comité de Gouvernance (COGOUV)

Le Comité de Gouvernance réunit chaque semestre les membres du groupement de commandes.

Il est composé de la direction des services concernés par l'ENT.

Il éclaire le groupement des positions potentielles des divers membres sur les décisions à prendre. Celui-ci doit assurer une préparation optimale du Comité Stratégique.

Il soumet au vote et approuve les évolutions annuelles applicables à la rentrée suivante en s'appuyant sur la concertation ayant eu lieu en CST et notamment sur la priorisation des AA.

Chaque membre votant peut également être assisté d'experts de ses services.

Les évolutions structurantes instruites en CST et bénéficiant d'un avis /ou d'une position des AA doivent être votées à la majorité qualifiée de 80% des voix et financées par l'ensemble des membres.

Le processus de vote est le scrutin uninominal à deux tours avec une attribution des voix selon la volumétrie suivante :

Nom de la collectivité	Nombre de voix
Région Grand Est	4,5
Département des Ardennes	1
Département de l'Aube	1
Département de la Marne	1
Département de la Haute Marne	1
Département de la Meurthe et Moselle	1
Département de la Meuse	1
Département de la Moselle	1,5
Collectivité européenne d'Alsace	2
Département des Vosges	1

En cas de nécessité, le COGOUV peut se réunir pour instruire et décider un dossier urgent dans un contexte particulier en-dehors du cycle semestriel habituel.

Dans le cas où l'évolution est structurante et individualisable financièrement, une formalisation engageante du membre financeur (détaillant les modalités et les montants) sera réalisée et constituera une dérogation à la règle précitée.

Pour décider d'une évolution, le titulaire du marché engage une démarche de gestion de configuration. Ainsi, le titulaire fournit une fiche de configuration de l'évolution où il se prononce et s'engage sur les répercussions de toute nature de l'évolution (documentation, conditions de validation puis qualification, régressions potentielles…) pour permettre une décision des membres du groupement qui soumettront la proposition au vote. Les coûts inscrits dans cette fiche, ainsi que les résultats attendus, sont forfaitaires et définitifs : la non tenue des performances engagées conduit à la réfaction de la commande de l'évolution et un « rolling back » (sans surcoût) si l'évolution est passée en production.

Des services et des singularités territoriales sont possibles sous réserve du respect de l'ENT unique et d'une architecture ENT convergente. Pour ces projets regroupant une ou des collectivités et une AA, des instances spécifiques seront animées en dehors du présent cadre fixé par la convention constitutive.

8.4 – Comités de Suivi Trimestriels (CST)

Des Comités de Suivi Trimestriels réunissent les membres du groupement, les autorités académiques et le titulaire du marché. Ils sont composés des techniciens et chefs de projets intervenant sur le projet ENT.

Ils permettent aux titulaires et au pilote de présenter l'avancement du projet et aux autorités académiques le suivi des usages. Ils assurent un traitement préventif et rapide des aléas et un suivi du traitement des tickets, de l'identification des fonctionnalités problématiques et des difficultés rencontrées par les utilisateurs.

Le pilotage et l'animation des CST peuvent être confiés à un membre du groupement (non-pilote) sous réserve de l'accord de la majorité absolue des membres du groupement.

Seules les évolutions structurantes, se démarquant par leurs répercussions sur l'architecture de l'ENT et ses usages, avec des régressions potentielles, sont débattues lors des CST ; les évolutions mineures étant discutées entre le titulaire du marché et le pilote.

Le pilote qualifie chaque évolution comme structurante ou non seul ou avec les collectivités partenaires volontaires. Ces dernières participeront alors au suivi technique du projet avec le prestataire retenu avec le pilote.

Les évolutions payantes sont systématiquement qualifiées de structurantes. Les évolutions touchant le fonctionnement global de l'établissement seront, elles aussi, qualifiées de structurantes (ex : structure des mots de passe, durée de connexion / déconnexion …) tout comme les évolutions sans impact financier mais qui impliquent une évolution de l'architecture, du cadre technique ou du fonctionnement technique susceptible d'impacter les collectivités ou les autorités académiques disposant d'un niveau d'intégration fort avec l'ENT (fédération d'identité, alimentation d'un annuaire technique…).

L'instruction technico-fonctionnelle de ces évolutions structurantes est réalisée par le CST pour obtenir l'avis ou la position des AA. La préparation de la décision à prendre en AG sera réalisée en COGOUV.

8.5 – Phase de construction

La phase de construction conduit à une comitologie spécifique validée en COGOUV.

Puis, dans une logique de prospective et de consolidation dans la mise en œuvre de la nouvelle solution ENT, des Réunions de Lancement (RL) réuniront l'ensemble des membres du groupement et les AA pour partager les modalités organisationnelles permettant de disposer de la solution ENT à la rentrée scolaire 2024-2025 à l'appui du marché contracté.

Ces RL permettront de déterminer le processus affiné de préparation de la rentrée scolaire 2024-2025 ainsi que l'ensemble des outils d'évaluation. Un planning sera également établi et partagé avec l'ensemble des actions incombant à chacun des acteurs. »

ARTICLE 6 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les clauses et conditions générales de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestations.

Fait en dix exemplaires à Strasbourg, le …. 2022

Pour la Région Grand Est

Président du Conseil Régional du Grand Est

Pour les Ardennes
Monsieur Noël BOURGEOIS
Président du Conseil Départemental des Ardennes

Pour l'Aube
Monsieur Philippe PICHERY
Président du Conseil Départemental de l'Aube

Pour la Collectivité européenne d'Alsace
Monsieur Frédéric BIERRY
Président de la Collectivité européenne d'Alsace

Pour la Marne
Monsieur Christian BRUYEN
Président du Conseil Départemental de la Marne

Pour la Haute-Marne
Monsieur Nicolas LACROIX
Président du Conseil Départemental de la Haute-Marne

Pour la Meurthe et Moselle
Madame Chaynesse KHIROUNI
Présidente du Conseil Départemental de la Meurthe-et-Moselle

Pour la Meuse
Monsieur Jérôme DUMONT
Président du Conseil Départemental de la Meuse

Pour la Moselle
Monsieur Patrick WEITEN
Président du Conseil Départemental de la Moselle

Pour les Vosges
Monsieur François VANNSON
Président du Conseil Départemental des Vosges

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e6-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET Règlement conjoint de budgets primitifs 2023 de collèges publics

DOSSIER N° | | 20 | 1061 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le règlement conjoint du budget primitif 2023 d'un collège public;

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la délibération du Conseil Départemental lors de la 3ème Réunion Trimestrielle 2022 portant sur les charges de fonctionnement des collèges publics;

DECIDE

- de valider le Budget Primitif 2023 du Collège Les Etangs à Moussey selon le règlement conjoint figurant en annexe 1 à la présente décision,
- de valider le Budget Primitif 2023 du Collège l'Arsenal à Metz selon le règlement conjoint figurant en annexe 2 à la présente décision,
- d'autoriser Monsieur le Président à transmettre le Budget Primitif 2023 de ces établissements, réglés conjointement avec le Rectorat, au représentant de l'Etat.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

EXERCICE 2023 – Budget initial

Etablissement : Collège Les Etangs - MOUSSEY

Cadres réservés aux autorités de contrôle (*)

Vu à **NANCY** **le 01/12/2022** L'autorité académique

Vu à **METZ** **le 01/12/2022** La collectivité de rattachement

Réglé conjointement

A , le

L'autorité académique La collectivité de rattachement

Transmis au représentant de l'Etat, pour notification

Notifié à l'établissement
Par le représentant de l' Etat
A le

Le représentant de l'Etat

(*) Un exemplaire du budget est adressé par l'établissement à chaque autorité de contrôle.

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

DEPARTEMENT :
MOSELLE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles

57770 MOUSSEY BATAVILLE
Téléphone : 03 87 50 11 60

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

Présenté par

Mme ANDRE-GURNARI Mirella, chef d'établissement

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B1.1
Pour les A.C.
Page n° 2

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

RESULTAT DETAILLE PAR SERVICE			
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	OUVERTURES DE CREDITS	**PRÉVISIONS DE RECETTES**	**DIFFÉRENCE RECETTES-DÉPENSES**
Activité pédagogique	62 289.39	62 289.39	0.00
Vie de l'élève	200.00	200.00	0.00
Administration et logistique	14 752.94	14 752.94	0.00
Total services généraux (1)	**77 242.33**	**77 242.33**	**0.00**
Restauration et hébergement	80 120.05	80 120.05	0.00
Bourses nationales	12 000.00	12 000.00	0.00
Total services spéciaux (2)	**92 120.05**	**92 120.05**	**0.00**
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT (1) + (2)	**169 362.38**	**169 362.38**	**0.00**

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B1.2
Pour les A.C.
Page n° 3

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

PREVISIONS BUDGETAIRES

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	DEPENSES			RECETTES		
	Proposition du chef d'établissement	Vote du Conseil d'Administration	Cadre réservé aux autorités de contrôle	Proposition du chef d'établissement	Vote du Conseil d'Administration	Cadre réservé aux autorités de contrôle
Activité pédagogique	62 289.39	62 289.39	60 289,32	62 289.39	62 289.39	60 289,32
Vie de l'élève	200.00	200.00	200,00	200.00	200.00	200,00
Administration et logistique	14 752.94	14 752.94	16 753,01	14 752.94	14 752.94	16 753,01
Total services généraux (1)	**77 242.33**	**77 242.33**	77 242,33	**77 242.33**	**77 242.33**	77 242,33
Restauration et hébergement	80 120.05	80 120.05	80 120,05	80 120.05	80 120.05	80 120,05
Bourses nationales	12 000.00	12 000.00	12 000,00	12 000.00	12 000.00	12 000,00
Total services spéciaux (2)	**92 120.05**	**92 120.05**	92 120,05	**92 120.05**	**92 120.05**	92 120,05

Académie :
NANCY-METZ

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Pièce B1.2

Pour les A.C.

Page n° 4

Exercice : 2023

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

PREVISIONS BUDGETAIRES						
SECTION DE FONCTIONNEMENT						
	DEPENSES			**RECETTES**		
	Proposition du chef d'établissement	Vote du Conseil d'Administration	Cadre réservé aux autorités de contrôle	Proposition du chef d'établissement	Vote du Conseil d'Administration	Cadre réservé aux autorités de contrôle
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT (1) + (2)	**169 362.38**	**169 362.38**	169 362,38	**169 362.38**	**169 362.38**	169 362,38
Résultat prévisionnel				**0.00**	**0.00**	
CAF ou IAF				**0.00**	**0.00**	
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL						
Opérations en capital	**0.00**	**0.00**	0,00	**0.00**	**0.00**	0,00
Total dépenses et recettes inscrites au budget	**169 362.38**	**169 362.38**	169 362,38	**169 362.38**	**169 362.38**	169 362,38

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B1.3
Pour les A.C.
Page n° 5

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE

Rappel de la section de fonctionnement		
	Dépenses	**Recettes**
Section de fonctionnement	**169 362.38**	**169 362.38**
	Résultat prévisionnel	**0.00**

Tableau prévisonnel de financement		
	Emplois	**Ressources**
Opérations d'investissement	**0.00**	**0.00**
CAF	**0.00**	**0.00**
Augmentation du fonds de roulement	**0.00**	**0.00**
Total	**0.00**	**0.00**

Montant du fonds de roulement			
Montant au dernier compte financier	**Prélèvements déjà autorisés**	**Prélèvement proposé**	**FDR estimé**
11 902.66	**0.00**	**0.00**	**11 902.66**

RAA N°3-2023
Publié le 17 février 2023

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B2
Pour les A.C.
Page n° 6

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

PREVISIONS BUDGETAIRES								
Etat des origines de financement								
	Ouvertures de crédits		Prévisions de recettes					
	Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'année N-1	Vote du Conseil d'Administration	Rappel des recettes admises au budget initial de l'année N-1	Vote du Conseil d'Administration				
				Total	Etat	Région, Dépt, Grpt communes et Autres Coll	Ressources propres	Autres
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Activité pédagogique	59 564.81	62 289.39	59 564.81	62 289.39	0.00	6 315.07	47 810.00	8 164.32
Vie de l'élève	200.00	200.00	200.00	200.00	0.00	200.00	0.00	0.00
Administration et logistique	20 184.11	14 752.94	20 184.11	14 752.94	0.00	6 240.93	8 512.01	0.00
Total services généraux (1)	**79 948.92**	**77 242.33**	**79 948.92**	**77 242.33**	**0.00**	**12 756.00**	**56 322.01**	**8 164.32**
Restauration et hébergement	95 350.00	80 120.05	95 350.00	80 120.05	0.00	0.00	80 120.05	0.00
Bourses nationales	12 000.00	12 000.00	12 000.00	12 000.00	12 000.00	0.00	0.00	0.00
Total services spéciaux (2)	**107 350.00**	**92 120.05**	**107 350.00**	**92 120.05**	**12 000.00**	**0.00**	**80 120.05**	**0.00**
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT (1) + (2)	**187 298.92**	**169 362.38**	**187 298.92**	**169 362.38**	**12 000.00**	**12 756.00**	**136 442.06**	**8 164.32**
TOTAL GENERAL	**187 298.92**	**169 362.38**	**187 298.92**	**169 362.38**	**12 000.00**	**12 756.00**	**136 442.06**	**8 164.32**

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B3.1
Pour les A.C.
Page n° 7

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE GENERAL - AP : Activité pédagogique

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
ENSGEN		ENSEIGNEMENT GENERAL	1 600.00	1 600.00		2DGFX2022	7443	Subventions Département	3 915.64	2715,00
	2PISC6	piscine 6ème	1 600.00	1 600.00	ENSGEN			ENSEIGNEMENT GENERAL	1 600.00	4315,00 1 600.00
ESV		ECHANGE SORTIE VOYAGE	57 964.81			2PISC6	7443	Subventions Département	1 600.00	1 600.00
	0ACCOMP	ACCOMPAGNATEURS	3 915.64		ESV			ECHANGE SORTIE VOYAGE	54 049.17	
	0ALLEM	ALLEMAGNE	22 657.63			0ALLEM	7067	Contribution participants	20 740.00	
	0SKI2022	ski 2022	31 391.54			0ALLEM	7468	Autres dons et legs	1 917.63	
VOY		VOYAGES	55 974,32	60 689.39		0SKI2022	7067	Contribution participants	28 365.00	
	0IRLANDE	Irlande 2023	31 391,67	34 139.39		0SKI2022	7468	Autres dons et legs	3 026.54	
	0SKI2023	ski 2023	24 382,65	26 550.00	VOY			VOYAGES	55 974,32	60 689.39
		ENSEIGNEMENT GENERAL		4 315,00		0IRLANDE	7067	Contribution participants		26 660.00
		Crédits Pédagogiques		2 000,00		0IRLANDE	7468	Autres dons et legs		4 931.67
		CDI		715,00		0SKI -	7067	Contribution participants		21 150.00
		Piscine 6ème		1 600,00		0SKI2023	7468	Autres dons et legs		3 232.65
						2DGFX2023	7443	Subventions Département		0,00 4 715.07
		Total du service	59 564.81	60 289,32 62 289.39				Total du service	59 564.81	60 289,32 62 289.39
			Crédits votés par le C.A	62 289.39					Recettes votées par le C.A	62 289.39
				60 289,32						60 289,32

Académie :
NANCY-METZ

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Pièce B3.2

Pour les A.C.

Exercice : 2023

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Page n° 8

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE GENERAL - VE : Vie de l'élève

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
SANTCI		**SANTE ET CITOYENNETE**	**200.00**	**200.00**	**SANTCI**			**SANTE ET CITOYENNETE**	**200.00**	**200.00**
	0INF	INFIRMERIE	200.00	200.00		2DGFX2022	*7443*	Subventions Département	200.00	
						2DGFX2023	*7443*	Subventions Département		200.00
Total du service			**200.00**	**200.00**	**Total du service**				**200.00**	**200.00**
Crédits votés par le C.A				**200.00**	**Recettes votées par le C.A**					**200.00**

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B3.3
Pour les A.C.
Page n° 9

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE GENERAL - ALO : Administration et logistique

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
ADM		**ADMINISTRATION**	**4 000.00**	**3 092.94**			*7588*	Contrib. Entre services étab.	11 918.75	
	0ASSUR	ASSURANCE	1 250.00	1 250.00		2DGFX2022	*7443*	Subventions Département	7 765.36	
	0DEPLACEM	DEPLACEMENT	800.00	250.00	**FONCT**			**fonctionnement**		8 241,00 ~~6 240.93~~
	0DIVERS	frais bancaires TIPI		100.00		2DGFX2023	*7443*	Subventions Département		8 241,00 ~~6 240.93~~
	0FOURNITU	FOURNITURES	450.00	300.00	**OP-SPE**			**Opérations spécifiques**	**500.00**	**500.00**
	0POST	AFFRANCHISSEMENT	1 500.00	1 000.00		0NEUT	*776*	Prod.neutralisation amortiss.	500.00	
	0RECEP	RECEPTION		192.94		0NEUT	*777*	Quote.pt.sub.inv.cpte.resultat		500.00
ENERG		**ENERGIE ET FLUIDES**	**3 000.00**	**3 000.00**	**REVER**			**REVERSEMENT**		**8 012.01**
	0EAU	EAU	1 500.00	1 500.00		0CCC	*7588*	Contrib. Entre services étab.		8 012.01
	0FUEL	FUEL	1 500.00	1 500.00						
ENTRET		**ENTRETIEN**	**10 884.11**	7 400,00 ~~4 600.00~~						
	0 ENTRE	contrats d'entretien	3 000.00	4600,00 ~~1 200.00~~						
	0DECH	DECHETS	1 500.00	1 000,00 ~~700.00~~						
	0ENTR	fourniture de petit matériel d'entretien	2 000.00	800,00 ~~1 000.00~~						
	0PRODUITS	PRODUITS ENTRETIEN	4 384.11	1 000,00 ~~1 700.00~~						
OP-SPE		**Opérations spécifiques**	**500.00**	**500.00**						
	0AMOR	Amortissement	500.00	500.00						
REP		**REPROGRAPHIE**	**1 800.00**	2 760,07 ~~3 560.00~~						
	0 ENTRE	contrats d'entretien	900.00	500.00						
	0LOCATION	LOCATION	900.00	1 460,07 ~~2 260.00~~						
	0PAP -	PAPIER		800.00						
		Total du service	**20 184.11**	16753,01 ~~14 752.94~~				**Total du service**	**20 184.11**	16753,01 ~~14 752.94~~
		Crédits votés par le C.A		**14 752.94**				**Recettes votées par le C.A**		**14 752.94**
				16 753,01						16 753,01

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B4.1
Pour les A.C.
Page n° 10

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE SPECIAL - SRH : Restauration et hébergement

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
ALIM		**ALIMENTATION**	**56 494.87**	**49 474.13**	**DEMI P**			**demi pension**	**95 350.00**	**80 120.05**
	0DENR	Achats de denrées	56 494.87	49 474.13		0COMMENS	*7062*	Prod.Restaur.Scol.et hébergt	2 110.00	1 926.55
REVER		**REVERSEMENT**	**38 855.13**	**30 645.92**		0DP	*7062*	Prod.Restaur.Scol.et hébergt	83 160.00	78 120.00
	0CINT	Contribution entre services de l'étab.	11 918.75	8 012.01		0HFORFAIT	*7062*	Prod.Restaur.Scol.et hébergt		73.50
	0FCSH	FONDS COMMUN SERVICES HEBERGEMENT	1 191.88	1 001.50		0PRIMAIRE	*7062*	Prod.Restaur.Scol.et hébergt	10 080.00	
	0FDRP	REVERSEMENT COLLECTIVITE TERRITORIALE	25 744.50	21 632.41						
		Total du service	**95 350.00**	**80 120.05**				**Total du service**	**95 350.00**	**80 120.05**
		Crédits votés par le C.A		**80 120.05**					**Recettes votées par le C.A**	**80 120.05**

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B4.2
Pour les A.C.
Page n° 11

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE SPECIAL - SBN : Bourses nationales

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Vote du Conseil d'Administration
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
AIDES		AIDES SOCIALES	12 000.00	12 000.00	AIDES			AIDES SOCIALES	12 000.00	12 000.00
	0BOURSES	BOURSES ET REMISES DE PRINCIPE	12 000.00	12 000.00		0BOURSES	7411	Subventions minis.éduc.nat.	12 000.00	12 000.00
		Total du service	12 000.00	12 000.00				Total du service	12 000.00	12 000.00
			Crédits votés par le C.A	12 000.00					Recettes votées par le C.A	12 000.00

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce : B4.1.1

Pour les A.C.

Page n° 12

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

CALCUL DETAILLE DU SERVICE RESTAURATION HEBERGEMENT

Tableau 1	Constantes de l'établissement pour le fonctionnement de la restauration et de l'internat										
RECETTES	**Imputation budgétaire**				**Charges de fonctionnement / Reversements - Assiette de calcul**						
Elèves	**Domaine**	**Activité**	**Compte**	**Nb Jo.**	**FCSH**	**CHARG COMMUNES**	**RVT CT**				
DP 6ième/3ième	DEMI P	0DP	7062	0	1.25%	10.00%	27.00%				
repas vendus	DEMI P	0PRIMAIRE	7062	0							
TICKETS ROSES	DEMI P	0HFORFAIT	7062	0	1.25%	10.00%	27.00%				
Convives	**Domaine**	**Activité**	**Compte**	**Nb Jo.**	**FCSH**	**CHARG COMMUNES**	**RVT CT**				
TICKETS BLEUS	DEMI P	0COMMENS	7062	0	1.25%	10.00%	27.00%				
TICKETS JAUNES	DEMI P	0COMMENS	7062	0	1.25%	10.00%	27.00%				
TICKETS MAUVES	DEMI P	0COMMENS	7062	0	1.25%	10.00%	27.00%				
TICKETS VERTS	DEMI P	0COMMENS	7062	0							

DEPENSES	Imputation budgétaire	
	Domaine	Activité
FCSH	REVER	0FCSH
CHARG COMMUNES	REVER	0CINT
RVT CT	REVER	0FDRP

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce : B4.1.1
Pour les A.C.
Page n° 13

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

CALCUL DETAILLE DU SERVICE RESTAURATION HEBERGEMENT

Tableau 2	Calcul détaillé des recettes et des dépenses										
RECETTES					Montant des charges de fonctionnement et des reversements						
Elèves	Nbre	Tarif	Total	Nb rep	FCSH	CHARG COMMUNES	RVT CT				
DP 6ième/3ième	21700	3.60	78 120.00	21700	976.50	7 812.00	21 092.40				
repas vendus	0			0							
TICKETS ROSES	15	4.90	73.50	15	0.92	7.35	19.85				
		Total	78 193.50	21715	977.42	7 819.35	21 112.25				
Convives	Nbre	Tarif	Total	Nb rep	FCSH	CHARG COMMUNES	RVT CT				
TICKETS BLEUS	55	3.60	198.00	55	2.48	19.80	53.46				
TICKETS JAUNES	200	5.45	1 090.00	200	13.63	109.00	294.30				
TICKETS MAUVES	99	6.45	638.55	99	7.98	63.86	172.41				
TICKETS VERTS	0			0							
		Total	1 926.55	354	24.08	192.66	520.17				
		Total général	80 120.05	22069	1 001.50	8 012.01	21 632.41				

DEPENSES	Montant
FCSH	1 001.50
CHARG COMMUNES	8 012.01
RVT CT	21 632.41
Total général	30 645.92

Dépenses hors crédit nourriture	**30 645.92**
Dépenses crédit nourriture	**49 474.13**
Coût unitaire moyen restauration/hébergement	**3.63**

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce : B4.1.1
Pour les A.C.
Page n° 14

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

CALCUL DETAILLE DU SERVICE RESTAURATION HEBERGEMENT

Tableau 3	Budget du Service Restauration Hébergement					
Ouvertures de crédits			Prévisions de recettes			
Domaines	**Activités**	**Montant**	**Domaines**	**Activités**	**Compte**	**Montant**
REVERSEMENT	Contribution entre services de l'étab.	8 012.01	demi pension	COMMENSAUX	7062	1 926.55
REVERSEMENT	FONDS COMMUN SERVICES HEBERGEME	1 001.50	demi pension	DEMI-PENSIONNAIRES	7062	78 120.00
REVERSEMENT	REVERSEMENT COLLECTIVITE TERRITOF	21 632.41	demi pension	ELEVES HORS FORFAIT	7062	73.50
			demi pension	PRIMAIRES ET MATERNELLES	7062	
Crédit nourriture		49 474.13				
	Total général	**80 120.05**		**Total général**		**80 120.05**

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pièce B6
Pour les A.C.
Page n° 15

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : Mr Fabrice DIEDRICH

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

ETAT DES EMPLOIS

Employeur	Fonctions	Catégorie	Effectifs ETP	Masse financière	Observations
EPLE	Fonctions Educatives	surveillants	3.00	0.00	
		Total	3.00	0.00	
ETAT	Fonctions Enseignement / Formations	professeurs	20.00	0.00	
	Fonctions Education, Santé, Social	CPE	1.00	0.00	
		infirmerie	1.00		
	Fonctions Encadrement, Administration et Finances	direction	1.00	0.00	
		gestionnaire	1.00		
		secrétaire	1.00		
		Total	25.00	0.00	
CT-MET-EPCI	Fonctions Entretien & Maintenance	APMB	1.00	0.00	
	Fonctions Restauration & Hébergement	cuisine	6.00	0.00	
		Total	7.00	0.00	
Total			35.00	0.00	

Académie :
NANCY-METZ

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Pour les A.C.

Exercice : 2023

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

DEPARTEMENT :
MOSELLE

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella

Etat annexe au budget : EPA

Etat Prévisionnel des Achats

Catégorie	Code	Libellé	Montant prévisionnel	Procédure
Fournitures	10.07	produits mer et d'eau douce	5 000.00	MAPNF
Fournitures	10.BOISS	BOISSONS	5 000.00	MAPNF
Fournitures	10.EP	EPICERIE	20 000.00	MAPNF
Fournitures	10.FL	FRUITS ET LEGUMES FRAIS	20 000.00	MAPNF
Fournitures	10.FLS	FRUITS ET LEGUMES SURGELES	20 000.00	MAPNF
Fournitures	10.P	PAINS PATISSERIE FRAICHE	10 000.00	MAPNF
Fournitures	10.PF	poisson frais	10 000.00	MAPNF
Fournitures	10.PL	PRODUITS LAITIERS	20 000.00	MAPNF
Fournitures	10.PPMS	PRODUITS MER SURGELES	25 000.00	MAPNF
Fournitures	10.PRES	PREPARATIONS SURGELEES	20 000.00	MAPNF
Fournitures	10.RECEP	FRAIS DE RECEPTION	2 000.00	MAPNF
Fournitures	10.VC	VIANDE ET CHARCUTERIE	20 000.00	MAPNF
Fournitures	10.VS	VIANDE SURGELEE	25 000.00	MAPNF
Fournitures	11.CHVET	CHAUSSURES VETEMENTS TRAVAIL	5 000.00	MAPNF
Fournitures	12.ABONT	ABONNEMENT DOC ADMINSITRATIFS	5 000.00	MAPNF
Fournitures	12.CDC	CARNETS DE CORRESPONDANCE	5 000.00	MAPNF
Fournitures	12.CDI	CENTRE DOC INFO	5 000.00	MAPNF
Fournitures	12.IMPR	IMPRIMES ET CAHIER DE TEXTE	5 000.00	MAPNF
Fournitures	12.MANUE	MANUELS SCOLAIRES	25 000.00	MAPNF
Fournitures	12.OUVEL	OUVR ELECTRON NUM CD DVD	5 000.00	MAPNF
Fournitures	12.PAP	PAPIER ET DIVERS	5 000.00	MAPNF

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pour les A.C.

Page n° 17

DEPARTEMENT :
MOSELLE

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella

Etat annexe au budget : EPA

Etat Prévisionnel des Achats

Catégorie	Code	Libellé	Montant prévisionnel	Procédure
Fournitures	13.02	produits pétroliers raffinés	5 000.00	MAPNF
Fournitures	13.FUEL	FUEL	25 000.00	MAPNF
Fournitures	14.INFIR	INFIRMERIE PRODUITS PHARMA	5 000.00	MAPNF
Fournitures	15.OUTIL	OUTILLAGE PETIT MATERIEL	5 000.00	MAPNF
Fournitures	15.OUTR2	MATERIEL OUTILLAGE R2	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19	autres matériels généraux	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.ALLD	ALLEMAND	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.ANGL	ANGLAIS	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.ARTPL	ARTS PLASTIQUES	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.BIOLO	BIOLOGIE	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.DC	DEPENSES EQUIPEMENT COMMUNS	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.EPS	MATERIEL EPS	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.FOURA	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.FRANC	FRANCAIS	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.HG	HISTOIRE GEOGRAPHIE	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.LOGIC	logiciels	1 000.00	MAPNF
Fournitures	19.MATHS	MATHEMATIQUES	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.MUS	MUSIQUE	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.RELIG	RELIGION	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.SCPHY	SCIENCES PHYSIQUES	5 000.00	MAPNF
Fournitures	19.TECHN	TECHNOLOGIE	5 000.00	MAPNF

Académie :
NANCY-METZ

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Pour les A.C.

Exercice : 2023

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Page n° 18

DEPARTEMENT :
MOSELLE

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella

Etat annexe au budget : EPA

Etat Prévisionnel des Achats

Catégorie	Code	Libellé	Montant prévisionnel	Procédure
Fournitures	20.03	mobilier de bureau	5 000.00	MAPNF
Fournitures	20.04	mobilier de restauration	5 000.00	MAPNF
Fournitures	20.MOB	mobilier	5 000.00	MAPNF
Fournitures	21.01	matériaux de construction	5 000.00	MAPNF
Fournitures	22.EAU	EAU	5 000.00	MAPNF
Fournitures	22.ELEC	ELECTRICITE	20 000.00	MAPNF
Fournitures	23.10	appareils domestiques	2 000.00	MAPNF
Fournitures	24	machines de bureau informatiqu	5 000.00	MAPNF
Fournitures	24.03	micro-ordinateurs	5 000.00	MAPNF
Fournitures	24.06	périphériques	5 000.00	MAPNF
Fournitures	24.07	équipements réseaux informatiq	5 000.00	MAPNF
Fournitures	24.AUDIO	MATERIEL AUDIOVISUEL	5 000.00	MAPNF
Fournitures	24.CONSO	CONSOMMABLES	5 000.00	MAPNF
Fournitures	25.03	fournitures espaces verts	5 000.00	MAPNF
Fournitures	25.06	petits ustensiles cuisine	5 000.00	MAPNF
Fournitures	25.PROD	PRODUITS DE NETTOYAGE	15 000.00	MAPNF
Fournitures	25.PROD2	PRODUITS DE NETTOYAGE R2	20 000.00	MAPNF
Fournitures	26.01	petites fournitures de bureau	5 000.00	MAPNF
Fournitures	26.02	petit équipement bureau	10 000.00	MAPNF
Services	27.DEP.P	DEPLACEMENT PERSONNEL	5 000.00	MAPNF
Services	27.PISC	ENTREES PISCINE	5 000.00	MAPNF

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pour les A.C.

Page n° 19

DEPARTEMENT :
MOSELLE

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella

Etat annexe au budget : EPA

Etat Prévisionnel des Achats

Catégorie	Code	Libellé	Montant prévisionnel	Procédure
Services	27.SOBL	SORTIES OBLIGATOIRES	5 000.00	MAPNF
Services	27.SOFAC	SORTIES FACULTATIVES	5 000.00	MAPNF
Services	27.VOY.E	VOYAGE ELEVES	40 000.00	MAPA+PA
Services	28	services courants	5 000.00	MAPNF
Services	28.05	services hôtellerie restaurat°	5 000.00	MAPNF
Services	28.07	services communication	5 000.00	MAPNF
Services	28.10	services juridiques	5 000.00	MAPNF
Services	28.12	services récréatifs culturels	5 000.00	MAPNF
Services	28.ADOUC	CONTRAT ADOUCISSEUR	5 000.00	MAPNF
Services	28.AFFR	AFFRANCHISSEMENT	5 000.00	MAPNF
Services	28.ASSUR	ASSURANCE	5 000.00	MAPNF
Services	28.C ASC	ENTRETIEN ASCENSEUR	5 000.00	MAPNF
Services	28.C.CUI	INSTALLATION FRIGORIFIQUE	5 000.00	MAPNF
Services	28.CFC	DROITS D'AUTEUR REPROGRAPHIE	5 000.00	MAPNF
Services	28.HONOR	REMUN INTER HONORAIRES	5 000.00	MAPNF
Services	28.LMMF	LOCATION MACHINE A AFFRANCHIR	5 000.00	MAPNF
Services	28.LPHO	MAINTENANCE PHOTOCOPIEUR	5 000.00	MAPNF
Services	28.LPHOA	LOCATION PHOTOCOPIEUR	5 000.00	MAPNF
Services	28.SANT	DERATISATION	5 000.00	MAPNF
Services	28.SSI	ENTRETIEN SYST SECURITE INCEND	5 000.00	MAPNF
Services	28.TEL	TELEPHONE	5 000.00	MAPNF

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0570074W
COLLEGE LES ETANGS
10 rue des écoles
57770 MOUSSEY BATAVILLE

Pour les A.C.

Page n° 20

DEPARTEMENT :
MOSELLE

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023

ORDONNATEUR : Mme ANDRE-GURNARI Mirella

Etat annexe au budget : EPA

Etat Prévisionnel des Achats

Catégorie	Code	Libellé	Montant prévisionnel	Procédure
Services	28.V ASC	VERIFICATION ASCENSEUR	5 000.00	MAPNF
Services	29.01	achat et maintenance de logici	5 000.00	MAPNF
Services	30.ANAL	ANALYSES ALIMENTAIRES	5 000.00	MAPNF
Services	30.BURE	BUREAU CONTROLE SSI	5 000.00	MAPNF
Services	30.C.EL	VERIFICATION ELECTRIQUE	5 000.00	MAPNF
Services	30.CDIV	NETTOYAGE VIDANGE CANALISATION	5 000.00	MAPNF
Services	30.CEXT	VERIFICATION EXTINCTEUR	5 000.00	MAPNF
Services	30.CHAUF	ENTRETIEN CHAUFFERIE	5 000.00	MAPNF
Services	30.HOTTE	NETTOYAGE HOTTES ET FILTRES	5 000.00	MAPNF
Services	30.RAMO	RAMONAGE	5 000.00	MAPNF
Services	30.REPA	ENTRETIEN REPARATION	5 000.00	MAPNF
Services	30.VERIF	VERIFICATION EQUIPEMENTS SPORT	5 000.00	MAPNF
Services	31.REPA	ENTRETIEN REPARATION DIV	5 000.00	MAPNF
Services	31.REPAR	ENTRETIEN REPARATION R2	5 000.00	MAPNF

Annexe 2

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

DEPARTEMENT :
MOSELLE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier

57000 METZ
Téléphone : 03 87 54 37 30

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

Présenté par

M.Jean Jacques HOCQUEL, chef d'établissement

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B1.1
Pour les A.C.
Page n° 2

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

RESULTAT DETAILLE PAR SERVICE			
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	OUVERTURES DE CREDITS	**PRÉVISIONS DE RECETTES**	**DIFFÉRENCE RECETTES-DÉPENSES**
Activité pédagogique	34 277.80	29 451.00	-4 826.80
Vie de l'élève	4 400.00	4 400.00	0.00
Administration et logistique	58 149.51	54 179.09	-3 970.42
Total services généraux (1)	**96 827.31**	**88 030.09**	**-8 797.22**
Restauration et hébergement	433 620.00	433 620.00	0.00
Bourses nationales	62 000.00	62 000.00	0.00
Total services spéciaux (2)	**495 620.00**	**495 620.00**	**0.00**
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT (1) + (2)	**592 447.31**	**583 650.09**	**-8 797.22**

Académie :
NANCY-METZ

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Pièce B1.2
Pour les A.C.
Page n° 3

Exercice : 2023

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

PREVISIONS BUDGETAIRES						
SECTION DE FONCTIONNEMENT						
	DEPENSES			RECETTES		
	Proposition du chef d'établissement	Vote du Conseil d'Administration	Cadre réservé aux autorités de contrôle	Proposition du chef d'établissement	Vote du Conseil d'Administration	Cadre réservé aux autorités de contrôle
Activité pédagogique	34 277.80		34 277,80	29 451.00		29 451,00
Vie de l'élève	4 400.00		4 400,00	4 400.00		4 400,00
Administration et logistique	58 149.51		58 149,51	54 179.09		54 179,09
Total services généraux (1)	**96 827.31**		96 827,31	**88 030.09**		88 030,09
Restauration et hébergement	433 620.00		433 620,00	433 620.00		433 620,00
Bourses nationales	62 000.00		62 000,00	62 000.00		62 000,00
Total services spéciaux (2)	**495 620.00**		495 620,00	**495 620.00**		495 620,00

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B1.2
Pour les A.C.
Page n° 4

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

PREVISIONS BUDGETAIRES

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	DEPENSES			RECETTES		
	Proposition du chef d'établissement	Vote du Conseil d'Administration	Cadre réservé aux autorités de contrôle	Proposition du chef d'établissement	Vote du Conseil d'Administration	Cadre réservé aux autorités de contrôle
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT (1) + (2)	**592 447.31**		592 447,31	**583 650.09**		583 650,09

Résultat prévisionnel	**-8 797.22**	
CAF ou IAF	**-4 826.80**	

SECTION OPERATIONS EN CAPITAL

Opérations en capital	**0.00**		0,00	**0.00**		0,00

Total dépenses et recettes inscrites au budget	**592 447.31**		592 447,31	**583 650.09**		583 650,09

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Foumier
57000 METZ

Pièce B1.3
Pour les A.C.
Page n° 5

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE

Rappel de la section de fonctionnement		
	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**592 447.31**	**583 650.09**
	Résultat prévisionnel	**-8 797.22**

Tableau prévisonnel de financement		
	Emplois	Ressources
Opérations d'investissement	**0.00**	**0.00**
IAF	**4 826.80**	**0.00**
Prélèvements sur fonds de roulement	**0.00**	**4 826.80**
Total	**4 826.80**	**4 826.80**

Montant du fonds de roulement			
Montant au dernier compte financier	Prélèvements déjà autorisés	Prélèvement proposé	FDR estimé
92 302.10	15 266,00 ~~15 226.00~~	**4 826.80**	72 209,30 ~~72 249.30~~

Académie :
NANCY-METZ

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Pièce B2
Pour les A.C.

Exercice : 2023

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Page n° 6

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

PREVISIONS BUDGETAIRES								
Etat des origines de financement								
	Ouvertures de crédits		Prévisions de recettes					
	Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'année N-1	Proposition du chef d'établissement	Rappel des recettes admises au budget initial de l'année N-1	Proposition du chef d'établissement				
				Total	Etat	Région, Dépt, Grpt communes et Autres Coll	Ressources propres	Autres
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Activité pédagogique	48 236.00	34 277.80	42 970.00	29 451.00	2 950.00	7 095.00	18 240.00	1 166.00
Vie de l'élève	8 500.00	4 400.00	8 500.00	4 400.00	4 400.00	0.00	0.00	0.00
Administration et logistique	59 768.54	58 149.51	53 526.46	54 179.09	0.00	0.00	54 179.09	0.00
Total services généraux (1)	**116 504.54**	**96 827.31**	**104 996.46**	**88 030.09**	**7 350.00**	**7 095.00**	**72 419.09**	**1 166.00**
Restauration et hébergement	406 803.40	433 620.00	406 803.40	433 620.00	0.00	0.00	433 620.00	0.00
Bourses nationales	60 000.00	62 000.00	60 000.00	62 000.00	62 000.00	0.00	0.00	0.00
Total services spéciaux (2)	**466 803.40**	**495 620.00**	**466 803.40**	**495 620.00**	**62 000.00**	**0.00**	**433 620.00**	**0.00**
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT (1) + (2)	**583 307.94**	**592 447.31**	**571 799.86**	**583 650.09**	**69 350.00**	**7 095.00**	**506 039.09**	**1 166.00**
TOTAL GENERAL	**583 307.94**	**592 447.31**	**571 799.86**	**583 650.09**	**69 350.00**	**7 095.00**	**506 039.09**	**1 166.00**

Académie :
NANCY-METZ

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Pièce B3.1
Pour les A.C.

Exercice : 2023

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Page n° 7

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE GENERAL - AP : Activité pédagogique

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
PEDAG		**Pedagogie**	**13 170.00**	10 700.00		2DGF	*7443*	Subventions Département	12 420.00	7 095.00
	0ALL	ALLEMAND	140.00	140.00	PEDAG			**Pedagogie**	**3 250.00**	**2 950.00**
	0ALLO	Elèves allophones	120.00			13AI-	*7411*	Subventions minis.éduc.nat.	250.00	250.00
	0ANGL	Voyage Angleterre		260.00		13COR	*7411*	Subventions minis.éduc.nat.	1 200.00	1 200.00
	0ANGLAIS	ANGLAIS	260.00			13EAC	*7411*	Subventions minis.éduc.nat.	1 000.00	700.00
	0ARTS	ARTS PLASTIQUES	260.00	260.00		13REP	*7411*	Subventions minis.éduc.nat.	800.00	800.00
	0CCC	Centre de connaissance et de culture	2 000.00	2 000.00	VOYAG			**Voyage**	**27 300.00**	**19 406.00**
	0COMMUN	DEPENSES PEDAGOGIQUES COMMUNES	300.00			0ITALVERO	*7067*	Contribution participants		18 240.00
	0EPS	Education Physique et Sportive	400.00	400.00		0ITALVERO	*7468*	Autres dons et legs		1 166.00
	0FRAN	FRANCAIS	400.00	400.00		0NORMAN	*7067*	Contribution participants	7 360.00	
	0HG	HISTOIRE GEOGRAPHIE		260.00		0SKI	*7067*	Contribution participants	18 240.00	
	0INFORM	Informatique	350.00			0SKI	*7468*	Autres dons et legs	1 440.00	
	0ITAL	ITALIEN	80.00	80.00		2DGF	*7443*	Subventions Département	260.00	
	0LATIN	LATIN	100.00	100.00						
	0MAT	Matériel	1 380.00							
	0MATHS	MATHS	260.00	260.00						
	0MUS	MUSIQUE	260.00	260.00						
	0PAC	Projet Artistique et Culturel	2 000.00	1 600.00						
	0PHYS	Physique chimie	360.00	360.00						
	0SVT	SCIENCES ET VIE DE LA TERRE	400.00	400.00						
	0TECHNO	Technologie	400.00	400.00						
	0ULIS	Unité Locale Inclusion Scolaire	450.00	570.00						
	13AI-	Actions internationales	250.00	250.00						

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B3.1
Pour les A.C.
Page n° 8

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE GENERAL - AP : Activité pédagogique

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
	13COR	Carnets de correspondance	1 200.00	1 200.00						
	13EAC	Education artistique et culturelle	1 000.00	700.00						
	13REP	Droits de reprographie	800.00	800.00						
REPRO		**REPROGRAPHIE**	**3 200.00**	**1 700.00**						
	0FOURN	FOURNITURE- PAPIER	1 500.00							
	0LOC	LOCATION	1 700.00	1 700.00						
SORTIE		**SORTIES SCOLAIRES**	**1 300.00**	**450.00**						
	0TRANSP	Transports	600.00							
	0VISITE	VISITES PEDAGOGIQUES	700.00	450.00						
VOYAG		**Voyage**	**30 566.00**	**21 427.80**						
	0ITALVERO	ITALIE VERONE		21 427.80						
	0NORMAN	Voyage Normandie	8 836.00							
	0SKI	Voyage ski	21 730.00							
		Total du service	**48 236.00**	**34 277.80**				**Total du service**	**42 970.00**	**29 451.00**
			Crédits votés par le C.A						**Recettes votées par le C.A**	

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B3.2
Pour les A.C
Page n° 9

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE GENERAL - VE : Vie de l'élève

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
PR230		**Programme 230**	**8 500.00**	**4 400.00**	PR230			**Programme 230**	**8 500.00**	**4 400.00**
	16ESC	Education à la santé et à la citoyenneté	900.00	1 000.00		16ESC	7411	Subventions minis.éduc.nat.	900.00	1 000.00
	16FS-	Fonds social lycéen et collégien	5 500.00	1 400.00		16FS-	7411	Subventions minis.éduc.nat.	5 500.00	1 400.00
	16FSC	Fonds social des cantines	2 100.00	2 000.00		16FSC	7411	Subventions minis.éduc.nat.	2 100.00	2 000.00
		Total du service	8 500.00	4 400.00				**Total du service**	**8 500.00**	4 400.00
		Crédits votés par le C.A						**Recettes votées par le C.A**		

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B3.3
Pour les A.C.
Page n° 10

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE GENERAL - ALO : Administration et logistique

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
ADM		**Administration**	19 050.00	21 950.00		00CINT	7588	Contrib. Entre services étab.	47 620.84	43 312.00
	0ABONN	Abonnement et licences	1 700.00	1 700.00		0HEBERGT	7083	Locations diverses		10 000.00
	0AFFRANCH	Affranchissements	6 500.00	6 000.00		2DGF	7443	Subventions Département	3 966.00	
	0ASSUR	Assurances	1 200.00	1 200.00	OP-SPE			**Opérations spécifiques**	1 939.62	867.09
	0CGRPTSER	Contribution groupement de services	1 200.00	1 100.00		0NEUT	777	Quote.pt.sub.inv.cpte.resultat	1 939.62	867.09
	0COM	COMMUNICATION	100.00	100.00						
	0DEPLA	Déplacement Frais	500.00	500.00						
	0DIV	Diverses dépenses	100.00	100.00						
	0FOUR	Fournitures	1 000.00	1 500.00						
	0FOURN	FOURNITURE- PAPIER		2 500.00						
	0INFIRM	Infirmerie	300.00	300.00						
	0MAT	Matériel	1 500.00	2 000.00						
	0RECEP	Réception	450.00	450.00						
	0REPROGRA	Reprographie	1 500.00	1 500.00						
	0TELEPHON	Telephone	3 000.00	3 000.00						
EM		**Entretien et maintenance**	24 386.84	22 662.00						
	0CONTENT	Contrats entretien	17 400.00	13 000.00						
	0FOUR	Fournitures	1 500.00	2 000.00						
	0MAT	Matériel	600.00	2 000.00						
	0NETT	NETTOYAGE PRODUITS	4 386.84	4 500.00						
	0TRVX	TRAVAUX -REPARATIONS	500.00	1 162.00						
OP-SPE		**Opérations spécifiques**	8 181.70	4 837.51						
	0AMOR	Amortissement	8 181.70	4 837.51						

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B3.3
Pour les A.C.
Page n° 11

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE GENERAL - ALO : Administration et logistique

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
VIAB		Viabilisation	8 150.00	8 700.00						
	0CARBLUB	Carburants et lubrifiants	150.00	200.00						
	0EAU	Eau	8 000.00	8 500.00						
Total du service			59 768.54	58 149.51	Total du service				53 526.46	54 179.09
Crédits votés par le C.A					Recettes votées par le C.A					

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B4.1
Pour les A.C.
Page n° 12

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE SPECIAL - SRH : Restauration et hébergement

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
DIVERS		DIVERSES DEPENSES		500.00	DIVREC			DIVERS RECETTES		500.00
	0CARTES	Cartes T.S.		500.00		0CARTES	7088	Autres produits activ.annexes		500.00
EM		Entretien et maintenance	19 450.00	23 000.00	REST			Restauration	406 803.40	433 120.00
	0ANA	ANALYSE BACTERIOLOGIQUE	850.00	900.00		0INTEXT	7062	Prod.Restaur.Scol.et hébergt	1 102.50	
	0CONTENT	Contrats entretien	6 600.00	12 600.00		0RECCOM	7062	Prod.Restaur.Scol.et hébergt	10 858.90	12 952.00
	0MAT	Matériel	1 000.00	1 000.00		0RECFOR	7062	Prod.Restaur.Scol.et hébergt	394 842.00	420 168.00
	0NETT	NETTOYAGE PRODUITS	10 000.00	7 000.00						
	0TRVX	TRAVAUX -REPARATIONS	1 000.00	1 500.00						
REST		Restauration	387 353.40	410 120.00						
	0BIOLAB	DENREES BIO ET LABELLISEES	67 500.00	90 000.00						
	0CINT	Contribution entre services de l'étab.	47 620.84	43 312.00						
	0DENR	Achats de denrées	157 622.06	154 451.60						
	2FCSH	Fonds commun des services d'hébergement	5 071.26	5 414.00						
	2FDRP	Fonds de rémun. des person. d'internat	109 539.24	116 942.40						
Total du service			406 803.40	433 620.00	Total du service				406 803.40	433 620.00
Crédits votés par le C.A					Recettes votées par le C.A					

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B4.2
Pour les A.C.
Page n° 13

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

SERVICE SPECIAL - SBN : Bourses nationales

Ouvertures de crédits					Prévisions de recettes					
Imputation			Rappel des crédits ouverts au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement	Imputation				Rappel des recettes admises au budget initial de l'exercice précédent	Proposition du chef d'établissement
Domaine	Activité	Libellé			Domaine	Activité	Compte	Libellé		
BOURSE		Bourses	60 000.00	62 000.00	BOURSE			Bourses	60 000.00	62 000.00
	0 BOURS	Bourses	60 000.00	62 000.00		0 BOURS	7411	Subventions minis.éduc nat.	60 000.00	62 000.00
Total du service			60 000.00	62 000.00	Total du service				60 000.00	62 000.00
Crédits votés par le C.A					Recettes votées par le C.A					

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce : B4.1.1
Pour les A.C.
Page n° 14

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

CALCUL DETAILLE DU SERVICE RESTAURATION HEBERGEMENT

Tableau 1	Constantes de l'établissement pour le fonctionnement de la restauration et de l'internat										
RECETTES	Imputation budgétaire				Charges de fonctionnement / Reversements - Assiette de calcul						
Elèves	Domaine	Activité	Compte	Nb Jo.	FCSH	REVST CT	CH FONCT INTERN	CH FONCT DP	CH FONCT CONV		
DP 2J ARSENAL	REST	0RECFOR	7062	70	1.25%	27.00%		10.00%			
DP 2J TAISON	REST	0RECFOR	7062	70	1.25%	27.00%		10.00%			
DP 3 J ARSENAL	REST	0RECFOR	7062	105	1.25%	27.00%		10.00%			
DP 3 J TAISON	REST	0RECFOR	7062	105	1.25%	27.00%		10.00%			
DP 4 J ARSENAL	REST	0RECFOR	7062	140	1.25%	27.00%		10.00%			
DP 4 J TAISON	REST	0RECFOR	7062	140	1.25%	27.00%		10.00%			
DP 5 JRS ARSENAL	REST	0RECFOR	7062	175	1.25%	27.00%		10.00%			
DP 5J SPORTIFS ARSENAL	REST	0RECFOR	7062	175	1.25%	27.00%		10.00%			
INTERNES SPORTIFS	REST	0RECFOR	7062	175	1.25%	27.00%	10.00%				
REPAS ELEVES EXCEP	REST	0RECCOM	7062	0	1.25%	27.00%			10.00%		
Convives	Domaine	Activité	Compte	Nb Jo.	FCSH	REVST CT	CH FONCT INTERN	CH FONCT DP	CH FONCT CONV		
HOTE DE PASSAGE	REST	0RECCOM	7062	0							
REPAS TARIF 1	REST	0RECCOM	7062	0	1.25%	27.00%			10.00%		
REPAS TARIF 2 -466	REST	0RECCOM	7062	0	1.25%	27.00%			10.00%		
REPAS TARIF 3 +466	REST	0RECCOM	7062	0	1.25%	27.00%			10.00%		

AUTRES RECETTES	Imputation budgétaire		
Non affectées au CN	Domaine	Activité	Compte
CARTES TS	DIVREC	0CARTES	7088

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce : B4.1.1

Pour les A.C.

Page n° 15

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

CALCUL DETAILLE DU SERVICE RESTAURATION HEBERGEMENT

DEPENSES	Imputation budgétaire	
	Domaine	Activité
FCSH	REST	2FCSH
REVST CT	REST	2FDRP
CH FONCT INTERN	REST	0CINT
CH FONCT DP	REST	0CINT
CH FONCT CONV	REST	0CINT
CARTES TS	DIVERS	0CARTES

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce : B4.1.1
Pour les A.C.
Page n° 16

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

CALCUL DETAILLE DU SERVICE RESTAURATION HEBERGEMENT

Tableau 2	Calcul détaillé des recettes et des dépenses										
RECETTES					Montant des charges de fonctionnement et des reversements						
Elèves	Nbre	Tarif	Total	Nb rep	FCSH	REVST CT	CH FONCT INTERN	CH FONCT DP	CH FONCT CONV		
DP 2J ARSENAL	14	252.00	3 528.00	980	44.10	952.56		352.80			
DP 2J TAISON	56	252.00	14 112.00	3920	176.40	3 810.24		1 411.20			
DP 3 J ARSENAL	28	378.00	10 584.00	2940	132.30	2 857.68		1 058.40			
DP 3 J TAISON	64	378.00	24 192.00	6720	302.40	6 531.84		2 419.20			
DP 4 J ARSENAL	113	504.00	56 952.00	15820	711.90	15 377.04		5 695.20			
DP 4 J TAISON	110	504.00	55 440.00	15400	693.00	14 968.80		5 544.00			
DP 5 JRS ARSENAL	90	630.00	56 700.00	15750	708.75	15 309.00		5 670.00			
DP 5J SPORTIFS ARSENAL	74	682.50	50 505.00	12950	631.31	13 636.35		5 050.50			
INTERNES SPORTIFS	83	1 785.00	148 155.00	29050	1 851.94	40 001.85	14 815.50				
REPAS ELEVES EXCEP	30	4.90	147.00	30	1.84	39.69			14.70		
		Total	420 315.00	103560	5 253.94	113 485.05	14 815.50	27 201.30	14.70		
Convives	Nbre	Tarif	Total	Nb rep	FCSH	REVST CT	CH FONCT INTERN	CH FONCT DP	CH FONCT CONV		
HOTE DE PASSAGE	0			0							
REPAS TARIF 1	2000	3.60	7 200.00	2000	90.00	1 944.00			720.00		
REPAS TARIF 2 -466	200	5.45	1 090.00	200	13.63	294.30			109.00		
REPAS TARIF 3 -466	700	6.45	4 515.00	700	56.44	1 219.05			451.50		
		Total	12 805.00	2900	160.06	3 457.35			1 280.50		
		Total général	433 120.00	106460	5 414.00	116 942.40	14 815.50	27 201.30	1 295.20		

Autres recettes non affectées au CN	Montant
CARTES TS	500.00
Total général	500.00

Total général des prévisions de recettes	433 620.00

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce : B4.1.1
Pour les A.C.
Page n° 17

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

CALCUL DETAILLE DU SERVICE RESTAURATION HEBERGEMENT

DEPENSES	Montant
FCSH	5 414.00
REVST CT	116 942.40
CH FONCT INTERN	14 815.50
CH FONCT DP	27 201.30
CH FONCT CONV	1 295.20
CARTES TS	500.00
Total général	**166 168.40**

Dépenses hors crédit nourriture	**166 168.40**
Dépenses crédit nourriture	**267 451.60**
Coût unitaire moyen restauration/hébergement	**4.07**

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce : B4.1.1
Pour les A.C.
Page n° 18

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M. Olivier GUINET

CALCUL DETAILLE DU SERVICE RESTAURATION HEBERGEMENT

Tableau 3	Budget du Service Restauration Hébergement					
Ouvertures de crédits			Prévisions de recettes			
Domaines	Activités	Montant	Domaines	Activités	Compte	Montant
DIVERSES DEPENSES	Cartes T.S	500.00	DIVERS RECETTES	Cartes T.S	7088	500.00
Restauration	Contribution entre services de l'étab.	43 312.00	Restauration	Recettes commensaux	7062	12 952.00
Restauration	Fonds commun des services d'hébergement	5 414.00	Restauration	Recettes forfait	7062	420 168.00
Restauration	Fonds de rémun. des person. d'internat	116 942.40				
Crédit nourriture		267 451.60				
	Total général	433 620.00		Total général		433 620.00

Académie :
NANCY-METZ

Exercice : 2023

MINISTERE : EDUCATION NATIONALE

Etablissement : 0572640K
CLG METZ-ARSENAL
2, rue du général Fournier
57000 METZ

Pièce B6
Pour les A.C.
Page n° 19

DEPARTEMENT :
MOSELLE

ORDONNATEUR : M.Jean Jacques HOCQUEL
COMPTABLE ASSIGNATAIRE : M Olivier GUINET

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE

ETAT DES EMPLOIS

Employeur	Fonctions	Catégorie	Effectifs ETP	Masse financière	Observations
EPLE	Fonctions Educatives	A.E.D.	12.00	212 347.28	
		Total	12.00	212 347.28	
ETAT	Fonctions Enseignement / Formations	Professeur documentaliste	1.00	2 395 864.46	
		Professeur T.C.	24.00		
		Professeurs contractuels	5.00		
		Professeurs temps partiel	3.00		
		Professeurs TZR	2.00		
	Fonctions Education, Santé, Social	Infirmière	1.00	223 508.19	
	Fonctions Encadrement, Administration et Finances	Adjointes administratives	2.00	393 525.08	
		AESH - AVS	3.00		
		APSH	1.00		
		Conseilleres Principales d'Edu	2.00		
		Gestionnaire	1.00		
		Principal	1.00		
		Principal Adjoint	1.00		
		Total	47.00	3 012 897.73	
CT-MET-EPCI	Fonctions Entretien & Maintenance	ATP 2°classe AMPSC	1.00	32 844.00	
	Fonctions Restauration & Hébergement	ATP 1ere classe Cuisine	4.00	432 312.00	
		ATP 2°classe AER	5.00		
		ATT AER	4.00		
		Total	14.00	465 156.00	
Total			73.00	3 690 401.01	

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3ee-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

OBJET ATTRIBUTION DE LOGEMENTS DANS LES COLLEGES

DOSSIER N° | | 21 | 1089 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'attribution de logements dans les collèges,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E- 5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision de la Commission Permanente du 16 avril 2018 relative à la mise à jour des emplois dont les sujétions justifient l'octroi d'une concession de logement dans les collèges publics,

DECIDE

- d'arrêter les attributions de logements telles que figurant en annexe au rapport du Président,
- d'autoriser le Président à signer les arrêtés et conventions correspondants et à remettre à chaque occupant une copie du règlement intérieur,
- de donner un avis favorable aux propositions d'occupation de logements en Convention d'Occupation Précaire ou bail privé de Moselis figurant sur cette même annexe.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f5-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE
Direction des Archives, Mémoire et Patrimoine

OBJET AIDE A LA RESTAURATION DU PATRIMOINE

DOSSIER N° | | 22 | 1112 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'aide à la restauration du patrimoine,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les subventions suivantes :

  - à l'Association Saint-Antoine de PHALSBOURG pour la restauration de l'orgue du collège Saint-Antoine : 7 570 € ;

  - à l'Association du Château Saint-Sixte de FREISTROFF pour la restauration de la toiture du corps du bâtiment B du château : 20 000 € ;

- d'approuver la convention d'engagements réciproques entre l'Association du Château Saint-Sixte de FREISTROFF et le Département de la Moselle figurant en annexe et d'autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe

CONVENTION

relative aux engagements réciproques entre l'Association du Château Saint-Sixte de Freistroff et le Conseil Départemental de la Moselle

---

Vu les orientations de l'Assemblée Départementale en matière d'aide départementale en faveur du patrimoine avec maîtrise d'ouvrage privée approuvées au Budget primitif 2023 ;

Vu les dispositions du décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatives à la transparence financière des aides octroyées par les collectivités ;

Vu la décision de l'Assemblée Départementale lors de la 1ère R.T. 2017 ;

Vu la décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 février 2023 ;

Entre

Le Département de la Moselle, ci-après dénommé le Département, sis au 1 rue du Pont Moreau, 57036 METZ, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président du Conseil Départemental de la Moselle, d'une part,

Et

L'Association du Château Saint-Sixte, ci-après dénommée l'Association, sise au château Saint-Sixte, 57320 FREISTROFF, représentée par Monsieur André MASSON son Président, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le vote par l'Assemblée Départementale, lors de sa 1ère Réunion Trimestrielle 2017, du nouveau dispositif départemental d'aide en faveur du patrimoine avec maîtrise d'ouvrage privée, conforte le Département dans son rôle de soutien des initiatives privées mettant en valeur le patrimoine architectural, archéologique et artistique de son territoire. Il fournit pour cela une aide à des projets solides tant du point de vue du patrimoine historique que du pilotage budgétaire prévisionnel.

Dans ce cadre, l'Association du Château Saint-Sixte de Freistroff souhaite procéder à la restauration de la toiture du corps du bâtiment B du château Saint-Sixte, bâtiment classé Monument Historique, selon les modalités suivantes.

Article 1 : Objet

L'Association s'engage à la réalisation des travaux de restauration de la toiture de corps de bâtiment B du château Saint-Sixte tels que présentés dans le dossier de demande de subvention de travaux.

Le Département s'engage à soutenir leur réalisation conformément au Règlement d'octroi des subventions en faveur du patrimoine avec maîtrise d'ouvrage privée adopté en 1ère Réunion Trimestrielle 2017 et attribue à cet effet une subvention de 20 000 €.

Article 2 : Durée-validité

La présente convention est conclue pour une durée d'une année à compter de la signature des deux parties sous réserve du respect des obligations visées à l'article 4.

Elle prend effet à la date de notification officielle.

Article 3 : Modalités de versement

Un seul acompte sera versé au prorata des factures acquittées et présentées au Département jusqu'à un maximum de 80 % de la dépense subventionnable.

Le solde sera versé à réception des travaux et de l'ensemble des factures. Si le coût final du projet est inférieur au montant subventionnable, la subvention sera diminuée au prorata de la variation du prix.

Les aides financières du Département attribuées pour la réalisation des travaux cités en objet seront versées au compte n° FR76 1513 5005 0008 7031 2978 452 domicilié à la Caisse d'Epargne de Metz.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

Article 4 : Modalités d'exécution

D'une manière générale, l'Association s'engage à :

- se conformer aux prescriptions règlementaires relatives à l'exercice de son objet ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations ;
- respecter la réglementation et les obligations fiscales et sociales propres à son activité ;
- souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée ou inquiétée.

S'agissant des travaux rattachés à la présente convention, l'association s'engage à :

- mettre tout en œuvre en terme de moyens humains, financiers et matériel pour assurer leur réalisation ;
- informer dans les meilleurs délais, le Département en cas de difficultés dans leur exécution ;
- prendre les dispositions utiles afin d'assurer l'information du public sur l'intervention financière du Département (mention du Conseil Départemental, logo…) ;
- convier le président du Conseil Départemental pour toute manifestation en lien avec l'objet de cette convention.

Article 5 : Contrôles et évaluation par le Département

Contrôle d'activité :

Le Département pourra procéder à tous les contrôles sur pièces et sur place qu'il jugera utiles, soit directement par ses agents, soit par des organismes dûment mandatés par lui, afin de s'assurer du respect des engagements pris par l'Association dans le cadre de la présente convention.

Contrôle financier :

L'Association adressera au Département, dans les trois mois suivant leur approbation par l'assemblée générale de l'association, les rapports moral, d'activité et de bilan financier, le compte de résultat et les annexes dûment certifiés.

Le rapport du commissaire aux comptes sera également transmis si les dispositions législatives et réglementaires en vigueur imposent sa nomination.

Obligations d'information :

L'Association s'engage à informer le Département de tous les évènements susceptibles de modifier sa situation juridique, financière et économique.

D'une manière générale, elle devra, sur simple demande du Département, lui communiquer tout document de nature juridique fiscale, sociale, comptable et de gestion qu'il jugera utile de consulter.

Article 6 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, liquidation judiciaire, insolvabilité notoire ou en cas de cessation d'activité de l'association.

Par ailleurs, le Conseil Départemental se réserve le droit de mettre fin, à la présente convention, unilatéralement et à tout moment, en cas de non-respect de l'une des clauses précitées, dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre avec accusé de réception, l'Association n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans préavis an cas de faute lourde.

La résiliation ne dispense pas l'association de ses obligations de compte-rendu d'emploi des subventions allouées par le Département.

Article 7 : Conciliation-recours

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le — en deux exemplaires originaux

Le Président du Département de la Moselle — Le Président de l'Association du Château Saint-Sixte

Patrick WEITEN — André MASSON

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3fb-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET MOSELLE JEUNESSE

DOSSIER N° | | 23 | 1129 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la politique départementale Moselle Jeunesse,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

Dans le cadre de Moselle Jeunesse :

- d'attribuer les aides de fonctionnement pour un montant global de 361 450 € dont le détail figure en annexe à la présente décision et se répartissant comme suit :

- 67 915 € aux associations pour des projets de territoires ;
- 66 435 € aux associations locales ;
- 225 000 € aux associations départementales ;
- 2 100 € au soutien aux initiatives de jeunes.

- d'autoriser le versement des subventions de fonctionnement, soit sous la forme de versement unique soit sous la forme d'acompte plus solde selon l'état d'avancement des actions.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

COMMISSION PERMANENTE DU 6 FEVRIER 2023
DECISION

Moselle Jeunesse
Projets de territoires
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Judo Club	2 400 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Les Cavaliers d'Ek Compet	1 300 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Basket Club	1 400 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Le Prélude	1 300 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Hombourg Boxing Club	1 300 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Le Pixel Club	800 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Hombourg Handball Club	1 600 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Loisirs Vélo Hombourg	1 900 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Amicale des Vétérans de la SSEP	800 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	SSEP	1 700 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	ACCES	1 700 €
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Tennis Club	500 €
FREYMING-MERLEBACH	FREYMING-MERLEBACH	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Office Municipal des Sports	800 €
FREYMING-MERLEBACH	FREYMING-MERLEBACH	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	FM Judo	1 400 €
FREYMING-MERLEBACH	FREYMING-MERLEBACH	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	FC Hochwald	900 €
FREYMING-MERLEBACH	FREYMING-MERLEBACH	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Boxing Club Academy	800 €
SAINT-AVOLD	FOLSCHVILLER	Moselle Jeunesse Eté 2022	Ma Vision	1 800 €
SAINT-AVOLD	FOLSCHVILLER	Moselle Jeunesse Eté 2022	Hombourg Boxing Club	900 €
SAINT-AVOLD	FOLSCHVILLER	Moselle Jeunesse Eté 2022	Folschviller Tennis Club	500 €
SAINT-AVOLD	FOLSCHVILLER	Moselle Jeunesse Eté 2022	AS Folschviller Handball	800 €
SAINT-AVOLD	FOLSCHVILLER	Moselle Jeunesse Eté 2022	Compagnie de Tir à l'Arc	900 €
			SOUS-TOTAL FORBACH – SAINT-AVOLD	**25 500 €**
LE SILLON MOSELLAN	TALANGE	Talange Hip Hop Contest 2023	CLTEP	4 000 €
METZ 1	METZ	Actions jeunesse 2023	MJC des 4 Bornes	6 000 €
METZ 1	METZ	Nouvelles technologies et transmission des savoir-faire - Actions 2023	Mdesign	5 500 €
METZ 1	METZ	Animations autour de l'image 2022	Les Courtisans	9 000 €
MONTIGNY LES METZ	MONTIGNY LES METZ	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Comité Départemental de Volley-ball	700 €
MONTIGNY LES METZ	MONTIGNY LES METZ	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Muay Thaï Academy 57	600 €
MONTIGNY LES METZ	MONTIGNY LES METZ	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Tennis Club	400 €

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
MONTIGNY LES METZ	MONTIGNY LES METZ	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Loisirs Sport Montigny	600 €
MONTIGNY LES METZ	MONTIGNY LES METZ	Moselle Jeunesse Toussaint et Noël 2022	Arc Club	600 €
			SOUS-TOTAL METZ - ORNE	**27 400 €**
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Volley Club Sarrebourg	300 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Cercle d'Escrime Sarrebourg	400 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	New Basket de Sarrebourg	250 €
SARREBOURG	SARREBOURG	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	CSC de Sarrebourg	400 €
			SOUS-TOTAL SARREBOURG – CHATEAU-SALINS	**1 350 €**
FAMECK	FAMECK	Moselle Jeunesse Eté 2022	UASF	9 000 €
FAMECK	FAMECK	Projet intergénérationnel "Et si on partageait" Octobre-Décembre 2022	Centre Social Jean Morette	1 500 €
YUTZ	YUTZ	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Association Sportive de Boxe de Yutz	650 €
YUTZ	YUTZ	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Yutz Handball Féminin	710 €
YUTZ	YUTZ	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Club Pétanque Yutzois	200 €
YUTZ	YUTZ	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Association Sportive Volley Ball Yutz	135 €
YUTZ	YUTZ	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Tennis Club Yutz Aéroparc	180 €
YUTZ	YUTZ	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Association Union Sportive de Yutz	290 €
YUTZ	YUTZ	Moselle Jeunesse Toussaint 2022	Yutz Passion Cheval	1 000 €
			SOUS-TOTAL THIONVILLE	**13 665 €**
			TOTAL	**67 915 €**

Moselle Jeunesse
Soutien aux initiatives de jeunes
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
FREYMING-MERLEBACH	HOMBOURG-HAUT	#Team Moselle Jeunesse - Soutien à la création musicale	Mattéo LICATA	600 €
METZ 1	PLAPPEVILLE	#Team Moselle Jeunesse - Projet Bragow, le film	Baptiste MILITON	600 €
MONTIGNY-LES-METZ	MONTIGNY-LES-METZ	#Team Moselle Jeunesse - Documentaire "on est des Wavestars" (chapitre 2)	Karim AHAMA TABIBOU	300 €
YUTZ	YUTZ	Atelier impression 3D	Yann FATTORINI	400 €
YUTZ	YUTZ	Atelier programmation logiciels sur téléphone et drones	Emilien ASCHBACHER	200 €
			TOTAL	**2 100 €**

Moselle Jeunesse
Vie associative – Associations locales
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
ALGRANGE	AUDUN-LE-TICHE	Projets jeunes : accueils ados, Bubble radio et chaine YouTube, cinéma Ciné Audun, théâtre, jardin partagé et séjour été 11-20 ans, centres aérés pour les 6-10 ans	M.J.C. M.P.T. D'AUDUN-LE-TICHE	9 000 €
ALGRANGE	FONTOY	Programme jeunesse : chantier jeunes, accueils de loisirs pour les 12-17 ans et centres aérés pour les 6-10 ans	FAMILLES RURALES DE FONTOY	6 500 €
BITCHE	MONTBRONN	DK Danse : ateliers d'expression corporelle et de modern'jazz	FOYER DES JEUNES DE MONTBRONN	1 000 €
BOULAY MOSELLE	BOULAY MOSELLE	Accueils ados après le collège, les mercredis et durant les vacances scolaires en faveur des 11-16 ans	MJC DE BOULAY	3 500 €
BOULAY MOSELLE	CONDE-NORTHEN	Centres aérés et séjour été pour les 6-12 ans	M.J.C. DE CONDE-NORTHEN	1 135 €
FAMECK	RICHEMONT	Accueil ados hebdomadaire et pendant les vacances scolaires en faveur des 11-17 ans et ateliers en faveur des 6-15 ans	M.J.C. DE RICHEMONT	3 000 €
FAULQUEMONT	SILLEGNY-POMMERIEUX	Centres aérés petites et grandes vacances, mercredis loisirs pour les 6-10 ans et accueil été pour les 11-15 ans	FAMILLES RURALES DE SILLEGNY	3 000 €
FAULQUEMONT	VERNY	Accueils de loisirs pour les 6-12 ans, projets pour les 10-15 ans, séjour et accueil pendant les vacances et vendredis ados	FAMILLES RURALES DE VERNY	5 500 €
HAYANGE	HAYANGE	Ateliers freestyle, hip-hop, scratch et DJ platines en faveur des 9-16 ans	MJC - MPT LE COUARAIL DE MARSPICH	2 200 €
METZ 1	METZ	Ateliers de fabrication d'objets en 3D	GRAOULAB	500 €
METZ 3	METZ	Ateliers robots et participation des jeunes de l'ENIM au championnat de France	CRENIM - ENIM de Metz	200 €
METZ 3	METZ	Projets Jeunes 2023 : Etrange RDV, jeux, jardin partagé, théâtre d'improvisation, stages thématiques et espace jeunesse en faveur des 11-17 ans	MJC METZ SUD	5 000 €
METZERVISSE	LUTTANGE	Ateliers artistiques : dessin, poterie et création 3D, espace game au château, vacances artistiques pour les 6 - 25 ans	FAMILLES RURALES CREIGNES ET FASSENOTTES DE LUTTANGE	3 500 €
PAYS MESSIN	CHARLY-ORADOUR	Ateliers danse et parcours en faveur des 6-14 ans	FAMILLES RURALES DE CHARLY ORADOUR	1 200 €
PHALSBOURG	NIDERVILLER	Centres aérés et séjour en faveur des 6-12 ans Séjour pour les 9-17 ans	FOYER DES JEUNES DE NIDERVILLER	3 700 €
ROMBAS	AMANVILLERS	Ateliers d'expression corporelle de danse, arts plastiques et vacances scolaires pour les 6-18 ans	M.J.C. D'AMANVILLERS	4 000 €
SARRALBE	VAHL-EBERSING	Centres aérés pour les 6-17 ans et projets réalisés par les 11-18 ans : ateliers, séjours, et organisation de manifestations	FAMILLES RURALES LES 4A	5 500 €

Canton	Commune ou EPCI	Action soutenue	Bénéficiaire	Montant
SAULNOIS	VERGAVILLE	Centres aérés pour les 6-15 ans	FAMILLES RURALES VERGAVILLE	2 500 €
SAULNOIS	VIC-SUR-SEILLE	Accueils de loisirs (mercredis, vacances de février et juillet) en faveur des 6-12 ans	ASSOCIATION FAMILIALE DU SAULNOIS	2 500 €
YUTZ	CATTENOM	Centres aérés petites et grandes vacances pour les 6-12 ans	ASSOCIATION LES CATT'MOMES	3 000 €
			TOTAL	**66 435 €**

Moselle Jeunesse
Structures à rayonnement départemental
Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 33

Bénéficiaire	Montant
CRI-BIJ (Centre de Renseignement et d'Information – Bureau d'Information Jeunesse)	30 000 €
Fédération Départementale des Centres Sociaux de la Moselle	30 000 €
Fédération Départementale des Foyers Ruraux de la Moselle	60 000 €
Fédération Familles de France	20 000 €
Fédération Familles Rurales de la Moselle	25 000 €
Ligue de l'Enseignement (Fédération des Œuvres Laïques)	30 000 €
Union Départementale des Maisons des Jeunes et de la Culture de la Moselle	30 000 €
TOTAL	**225 000 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3ea-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT DE HAUT NIVEAU

DOSSIER N° | | 24 | 1080 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement au sport de haut-niveau,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer une subvention aux dix-neuf clubs « Moselle Elite » pour un montant de 756 500 € et figurant en annexe 1 à la présente décision ;

- d'attribuer une subvention à l'association Metz Handball, club « Moselle Elite », pour un montant de 30 000 € et figurant en annexe 2 à la présente décision ;

- d'attribuer une subvention aux vingt-trois clubs « Moselle Ambition » pour un montant de 334 500 € et figurant en annexe 3 à la présente décision.

Il est à noter que les subventions mentionnées ci-dessus seront versées en totalité cette année et non en plusieurs fois comme indiqué au Rapport du Président.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

COMMISSION PERMANENTE DU 06 FEVRIER 2023

PROPOSITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

AUX ASSOCIATIONS LABELLISEES CLUB « MOSELLE ELITE »

Dossiers	Clubs	Proposition subvention 2022/2023	Aide au démarrage déjà votée à la Commission Permanente du 14/11/2022	Subvention votée
2023-0000150	ATHLETISME METZ METROPOLE	36 000 €	0 €	36 000 €
2023-0000166	FOOTBALL CLUB DE METZ EQUIPE FEMININE	50 000 €	10 000 €	40 000 €
2023-0000200	ASSOCIATION THIONVILLOISE GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ET SPORTIVE	12 000 €	0 €	12 000 €
2023-0000197	METZ GYM	12 000 €	0 €	12 000 €
2023-0000201	ASSOCIATION GYMNIQUE FAMECKOISE	17 000 €	0 €	17 000 €
2023-0000256	SARREBOURG MOSELLE SUD HANDBALL	180 000 €	20 000 €	160 000 €
2023-0000204	MOULINS-LES-METZ HANDISPORT	12 000 €	0 €	12 000 €
2023-0000239	ASSO LUTTE SARREGUEMINES	35 000 €	4 000 €	31 000 €
2023-0000240	OLYMPIQUE MAIZIERES LUTTE	25 000 €	4 000 €	21 000 €
2023-0000198	CERCLE NAUTIQUE SARREGUEMINES	42 000 €	0 €	42 000 €

Suite ANNEXE 1

Dossiers	Clubs	Proposition subvention 2022/2023	Aide au démarrage déjà votée à la Commission Permanente du 14/11/2022	Subvention votée
2023-0000199	SOCIETE DE NATATION DE METZ	10 000 €	0 €	10 000 €
2023-0000258	ASPTT METZ TENNIS	45 000 €	5 000 €	40 000 €
2023-0000259	TENNIS CLUB DE THIONVILLE	14 000 €	0 €	14 000 €
2023-0000206	TENNIS DE TABLE MAIZIERES LES METZ	10 000 €	0 €	10 000 €
2023-0000203	METZ TENNIS DE TABLE	90 000 €	8 000 €	82 000 €
2023-0000208	SOCIETE DE TIR ET D'ESCRIME DE BITCHE ET ENVIRONS	18 000 €	0 €	18 000 €
2023-0000207	SOCIETE DE TIR DE NITTING	12 000 €	0 €	12 000 €
2023-0000180	METZ TRIATHLON	36 000 €	8 500 €	27 500 €
2023-0000165	TERVILLE FLORANGE OLYMPIQUE CLUB VOLLEY BALL	175 000 €	15 000 €	160 000 €
TOTAUX		**831 000 €**	**74 500 €**	**756 500 €**

ANNEXE 2

COMMISSION PERMANENTE DU 06 FEVRIER 2023

PROPOSITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

A L'ASSOCIATION METZ HANDBALL

LABELLISEE CLUB « MOSELLE ELITE »

Dossiers	Clubs	Proposition subvention 2022/2023	Aide au démarrage déjà votée à la Commission Permanente du 14/11/2022	Subvention votée
2023-0000257	ASSOCIATION METZ HANDBALL	130 000 €	100 000 €	30 000 €
TOTAUX		**130 000 €**	**100 000 €**	**30 000 €**

ANNEXE 3

COMMISSION PERMANENTE DU 6 FEVRIER 2023

PROPOSITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

AUX ASSOCIATIONS LABELLISEES CLUB « MOSELLE AMBITION »

Dossiers	Clubs	Proposition subvention 2022/2023	Aide au démarrage déjà votée à la Commission Permanente du 14/11/2022	Subvention votée
2023-0000156	UNION SPORTIVE FORBACH ATHLETISME	14 000 €	0 €	14 000 €
2023-0000152	ATHLETISME SARREGUEMINES ARRONDISSEMENTS	28 000 €	0 €	28 000 €
2023-0000264	UNION SPORTIVE MITTERSHEIM SECTION AVIRON	5 000 €	0 €	5 000 €
2023-0000164	SARREGUEMINES BADMINTON CLUB	5 000 €	0 €	5 000 €
2023-0000209	BASEBALL SOFTBALL CLUB DE METZ	8 500 €	0 €	8 500 €
2023-0000179	METZ BASKET CLUB	65 000 €	13 500 €	51 500 €
2023-0000241	KAYAK CLUB DE METZ	8 000 €	0 €	8 000 €
2023-0000261	NAUTIC CLUB BOUZONVILLE	5 000 €	0 €	5 000 €
2023-0000181	CANNER 3 FRONTIERES VTT	10 000 €	0 €	10 000 €
2023-0000155	ESCRIME 3 FRONTIERES	10 000 €	0 €	10 000 €
2023-0000248	ASSOCIATION SPORTIVE FOLSCHVILLER HANDBALL	35 000 €	10 000 €	25 000 €
2023-0000249	THIONVILLE MOSELLE HANDBALL	15 000 €	8 000 €	7 000 €

Suite ANNEXE 3

Dossiers	Clubs	Proposition subvention 2022/2023	Aide au démarrage déjà votée à la Commission Permanente du 14/11/2022	Subvention votée
2023-0000250	YUTZ HANDBALL FEMININ	40 000 €	10 000 €	30 000 €
2023-0000251	ENTENTE HANDBALL MONTIGNY LES METZ	12 000 €	8 000 €	4 000 €
2023-0000158	MOSELLE AMNEVILLE HOCKEY CLUB	38 000 €	8 000 €	30 000 €
2023-0000242	ESPERANCE STIRING WENDEL LUTTE	12 500 €	0 €	12 500 €
2023-0000202	CLUB NAUTIQUE VAL DE FENSCH	6 000 €	0 €	6 000 €
2023-0000243	RUGBY CLUB METZ MOSELLE	30 000 €	0 €	30 000 €
2023-0000255	TENNIS CLUB CATTENOM	6 000 €	0 €	6 000 €
2023-0000254	ASSOCIATION SPORTIVE SARREGUEMINES TENNIS	6 000 €	0 €	6 000 €
2023-0000205	JEUNESSE SPORTIVE MANOM TENNIS DE TABLE	4 000 €	0 €	4 000 €
2023-0000163	MAIZIERES ATHLETIC CLUB VOLLEY BALL	27 000 €	4 000 €	23 000 €
2023-0000162	ASSOCIATION SPORTIVE VOLLEY BALL YUTZ THIONVILLE	10 000 €	4 000 €	6 000 €
TOTAUX		**400 000 €**	**65 500 €**	**334 500 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3ec-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AU SPORT POUR TOUS

DOSSIER N° | | 25 | 1084 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement au sport pour tous.

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- d'adopter les propositions de subventions de fonctionnement pour un montant total de 1 160 € au titre de l'opération «Les Belles Rencontres» conformément au tableau en annexe 1 à la présente décision ;

- d'adopter les propositions de subventions de fonctionnement suivantes pour un montant total de 110 000 € au titre des associations départementales :
  - association "Moselle Mouv'" : 30 000 €
  - Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS) : 80 000 €

- d'adopter la proposition de subvention de fonctionnement pour un montant total de 150 000 € au titre des actions mises en place par l'association « Moselle Mouv'» dans le cadre du projet départemental «Santé par le Sport» ;

- de valider la convention de partenariat en annexe 2 à la présente décision et autoriser le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

Commission Permanente du 6 FEVRIER 2023
Décisions d'attribution de subventions
« BELLES RENCONTRES »

ETABLISSEMENT	Initiales PRENOM NOM DU JEUNE	DISCIPLINE	MONTANT PROPOSE
MECS RICHEMONT	O. C.	Gymnastique	100 €
MECS RICHEMONT	T. P.	Danse	100 €
MECS RICHEMONT	T. C.	Gymnastique	100 €
SERAD DADT (Thionville)	J. A.	Football	100 €
SERAD DADT (Thionville)	B. R.	Football	100 €
SERAD DADT (Thionville)	Y. M.	Boxe	60 €
MECS Océanie	E. O .	Gymnastique	100 €
MECS Océanie	K. G.	Football	100 €
MECS Océanie	K. R.	Football	100 €
Fondation Saint-Jean	V. A.	Football	100 €
Fondation Saint-Jean	E. A.	Football	100 €
Fondation Saint-Jean	E. M.	Football	100 €
		Total	**1 160 €**

ANNEXE 2

Convention de mise en œuvre

du projet départemental de « Santé par le Sport »

Préambule 2

Article 1 – Objet 2

Article 2 – Obligations des parties 3
Article 2.1 – Obligations de l'association 3
Article 2.2 – Obligations du Département 3

Article 3 – Participation financière du Département 4
Article 3.1 – Montant de la contribution financière 4
Article 3.2 – Modalités de versement de la contribution financière 4

Article 4 – Durée de la convention 5

Article 5 – Contrôle exercé par le Département 5
Article 5.1 – Production des comptes annuels certifiés 5
Article 5.2 – Les modalités du contrôle opéré par le Département 5

Article 6 – Résiliation 6
Article 6.1 – Résiliation pour faute du cocontractant / bénéficiaire 6
Article 6.2 – Autres cas de résiliation 6

Article 7 – Modifications 6

Article 8 – Assurances 6

Article 9 – Règlement des litiges 7

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par la personne publique,

Vu le décret 2016-1990 du 30 décembre 2016 en application de l'article 144 de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dit « sport sur ordonnance »,

Vu l'instruction interministérielle n° DGS/EA3/DGESIP/DS/SG/2017/81 du 3 mars 2017 relative à la mise en œuvre des articles L. 1172-1 et D. 1172-1 à D. 1172-5 du Code de la santé publique qui définit les conditions de dispensation de l'activité physique adaptée prescrite par le médecin traitant à des patients atteints d'une affection de longue durée,

Vu le rapport de la 1ère RT de 2020 précisant les orientations départementales en matière de sport santé,

Vu la convention de partenariat avec l'association « Moselle Mouv'» « Moselle –Terre de Jeux 2024 » approuvée par la Commission Permanente du Conseil Départemental le 10 février 2020,

Entre

Le Département de la Moselle, sis Hôtel du Département, 1 rue du Pont Moreau, CS 11096 57036 METZ CEDEX 1, représenté par son Président, **Monsieur Patrick WEITEN**, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du **6 février 2023**,

D'une part,

ci-après dénommé **« le Département »**

Et

L'association « Moselle Mouv'», sise 6 quai Paul Wiltzer - 57000 METZ, représentée par son Président, **Monsieur Charles LAMARCHE**, dûment habilité par son conseil d'administration,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique sportive, en particulier en direction des publics les plus fragiles, du label Terre de Jeux 2024 obtenu le 21 novembre 2019 et du label Maison Sport santé décerné conjointement par le Ministère des Sports et le Ministère de la Santé et de la Solidarité le 15 janvier 2020, le Département souhaite mettre en place une politique de « Sport Santé ». Pour ce faire, le Département s'est rapproché des associations également concernées par ce projet.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, suivi, évaluation, des actions sport-santé et de l'activité de la Maison Sport Santé de la Moselle en partenariat avec l'association Moselle Mouv'. Ces interactions se feront par le biais d'une plateforme dédiée acquise par le Département dans le respect de la protection des données personnelles et médicales. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018. Leurs responsabilités et obligations seront précisées par voie d'avenants à la présente convention ainsi qu'au marché d'acquisition de la plateforme.

Article 2 – Obligations des parties

Article 2.1 – Obligations de l'association

L'association s'engage à permettre la mise en œuvre du projet sport santé qu'elle porte en partenariat avec le Département, la bonne administration conjointe de la plateforme de gestion ainsi que sa bonne utilisation, en lien avec le Département. Elle devra notamment, dans le respect de la législation comptable, fiscale et sociale propre à son activité et ses statuts :

- assurer la mise en œuvre de l'instruction du 3/03/2017 relative à l'application des articles L. 1172-1 et D.1172-2 à D.1172-5 du code de la santé publique et portant guide sur les conditions de dispensation de l'activité physique adaptée prescrite par le médecin traitant à des patients atteints d'affection longue durée ;
- dans ce cadre, recenser les personnes habilitées à encadrer l'activité physique adaptée en Moselle ;
- désigner un médecin coordinateur, seul habilité à avoir accès aux données médicales des bénéficiaires ;
- communiquer au Département la liste des administrateurs qui interviennent en son nom sur la plateforme, de leurs droits ainsi que tout changement intervenu dans la composition de celle-ci ;
- s'assurer que les intervenants rétribués sur les cycles d'activités physiques adaptées soient en règle avec leurs obligations fiscales et règlementaires ;
- établir un bilan trimestriel des inclusions réalisées : nombre, lieux de pratiques, coût, activités, intervenant, secteur géographique ;
- présenter chaque année au plus tard 6 mois après la clôture des comptes, de manière séparée : un bilan de fonctionnement, un bilan des inclusions réalisées et un bilan financier global ;
- conseiller et proposer les conditions d'accès aux espaces d'activités de la Maison Sport Santé du site ACADEMOS situé à Verny ;
- faire apparaître le logo du Département et celui de la Maison Sport Santé sur tout support lié au projet ;
- contribuer à développer le sport santé sur l'ensemble de la Moselle en partenariat avec le Département.

Article 2.2 – Obligations du Département

Le Département s'engage à :

- accompagner l'association pour la mise en place et le développement du projet Sport Santé, et promouvoir son activité ;
- permettre l'accès et l'usage de la plateforme Maison sport santé aux administrateurs désignés de l'association Moselle Mouv' en lien avec ses propres administrateurs dont la liste sera précisée à l'association ;
- financer des parcours d'inclusion par l'activité physique adaptée proposés et mis en œuvre par Moselle Mouv' sur toute la Moselle ;
- faciliter la pérennisation de la pratique de l'activité physique adaptée à l'issue du parcours d'inclusion des personnes en situation d'Affection Longue Durée en mobilisant son réseau des associations sportives partenaires ;
- mettre à disposition de l'association un bureau, un espace d'activités et un espace de travail sur le site ACADEMOS situé à Verny à compter de la mise en service du site ;
- sous réserve du vote de son budget à verser une contribution financière comme évoquée ci-après.

Article 3 – Participation du Département

Le Département a acquis une plateforme de gestion qu'il rendra accessible à des administrateurs désignés par « Moselle Mouv'» et en supporte les frais d'hébergement et de maintenance.

Le Département promeut 2 labels « **Moselle Mouv' Sports Santé pros** » correspondant à l'activité physique adaptée pour les personnes en situation d'ALD et encadrée obligatoirement par des professionnels qualifiés au regard de la loi et « **Moselle Mouv'» Sport Santé pour tous** » pour inciter les associations sportives ou les collectivités à proposer des conditions adaptées à la poursuite de l'activité physique à l'issue de la prise en charge par le réseau professionnel.

Le Département organisera avec « Moselle Mouv'» les commissions de labellisation.

Le Département contribuera à la promotion de la prescription de l'activité physique adaptée, à la formation des intervenants, à la coordination de la plateforme.

La mise à disposition de bureaux, mobilier etc. qui sera effective avec l'ouverture du site ACADEMOS de VERNY correspondra à une aide en nature et sera évaluée et valorisée dans le cadre du présent partenariat.

Le Département versera une contribution financière à Moselle Mouv' comme précisé ci-dessous.

Article 3.1 – Montant de la contribution financière

Dans le cadre du BP 2023 (rapport V-6), des crédits de 266 000 € ont été votés pour la mise en œuvre d'activités physiques adaptées.

Par décision de la Commission Permanente du 6 février 2023, le Département attribue une première subvention de 150 000 € à l'association pour la continuité du projet mis en place en 2020.

Un complément de subvention pourra être attribué par décision de la Commission Permanente au vu des bilans versés à l'article 2-1 et donnera lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

Article 3.2 – Modalités de versement de la subvention

Le versement de 150 000 € interviendra à compter de la notification de la présente convention.

Articles 4 – Durée de la convention

La présente convention annuelle est conclue au titre de l'année 2023 et s'achève le 31 décembre de l'année 2023. Elle est reconductible tacitement chaque année jusqu'au **31 décembre 2025**.

Article 5 – Contrôle exercé par le Département

Article 5.1 – Production des comptes annuels certifiés

L'association « Moselle Mouv'» produira un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectives à l'objet de la subvention. Ce compte rendu devra être déposé auprès du Département de la Moselle au plus tard six mois après la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Par ailleurs, l'association devra fournir également une copie certifiée par le Président de l'association des comptes annuels de l'exercice écoulé qui sont composés des documents suivants :

- compte de résultat,
- bilan,
- annexes.

Ces documents seront complétés par le rapport d'activités, ainsi que par le rapport moral approuvé par l'Assemblée Générale qui doit se tenir au plus tard 6 mois après la clôture des comptes.

En cas de versement de subventions publiques supérieures à 153 000 €, l'association devra faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes. L'association transmettra en plus des comptes annuels, une copie des rapports du commissaire aux comptes (rapport général et rapport spécial).

Article 5.2 – Les modalités du contrôle opéré par le Département

Le bénéficiaire s'oblige à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par le Président du Département.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part, à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part, à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 6.1 relatives à la résiliation de la convention, le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle telles que prévues à l'article 5 de la présente convention :

- que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes, et ce pendant la durée de la convention ;
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire (fourniture de pièces justificatives de la dépense, information du Département, obligation de publicité…) n'ont pas été respectées ;

- en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit du Département, ce dernier se réserve le droit de suspendre ou de diminuer le montant des versements, de remettre en cause le versement de la subvention ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 6 – Résiliation

Article 6.1 – Résiliation pour faute du cocontractant / bénéficiaire

En cas de manquement par le cocontractant à l'un de ses engagements contractuels, le Département peut résilier de plein droit la présente convention (2 mois après mise en demeure adressée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse) sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés au cocontractant. Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnisation du cocontractant.

Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie de la participation financière du Département indûment perçue par le cocontractant. Ce reversement sera effectué sur présentation d'un titre de recettes et dans les conditions définies par ce dernier.

Article 6.2 – Autres cas de résiliation

Chacune des parties pourra résilier la présente convention pour quelque cause que ce soit par notification à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation effectuée conformément à cet article prendra effet 1 mois à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Article 7 – Modifications

Les dispositions de la présente convention pourront faire l'objet de modifications, d'un commun accord entre les parties, sans remettre en cause l'équilibre de celle-ci. Ces modifications donneront lieu à la passation d'avenant(s) et les nouvelles dispositions se substitueront en tout ou partie à la présente convention.

Article 8 – Assurances

Le cocontractant est tenu, pendant toute la durée de la convention, de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance notoirement solvables, les polices d'assurance couvrant l'ensemble de ses responsabilités au titre de la convention et l'ensemble des risques inhérents aux activités qui lui sont confiées au titre de la présente convention.

Pour les locaux que le Département met à disposition et qui feront l'objet d'une convention de mise à disposition, « Moselle Mouv'» s'engage à souscrire un contrat d'assurance destiné à la garantir en responsabilité civile ainsi que contre l'incendie, les dégâts des eaux, les explosions, la foudre et en général tous les risques locatifs dont elle doit répondre, et justifier de cette assurance avant la prise de possession des locaux et du paiement des primes chaque année.

Article 9 – Règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.
En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Pour ce faire, la partie la plus diligente proposera une première réunion de conciliation par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue de laquelle un accord sera arrêté, ou une seconde réunion pourra être envisagée, ou la subsistance du différend sera constatée.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le
En deux exemplaires originaux.

Pour l'association « Moselle Mouv'» Son Président,	Pour le Département de la Moselle Son Président,
Charles LAMARCHE	**Patrick WEITEN**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3eb-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX EVENEMENTS SPORTIFS

DOSSIER N° | | 26 | 1083 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu le Rapport du Président portant sur le soutien et l'accompagnement aux évènements sportifs,

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les aides aux clubs de Moselle, organisateurs d'évènements sportifs, telles qu'elles figurent en annexe 1 de la présente décision pour un montant total de 49 400 € ;

- d'approuver les termes de la nouvelle convention de partenariat entre le Département de la Moselle et le club Escrime Trois Frontières pour un montant total de 40 000 € dont 30 000 € de subvention et 10 000 € pour l'achat d'espace de visibilité, de billetterie et d'animation, telle que figurant en annexe 2 au présent rapport ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE 1

COMMISSION PERMANENTE DU 6 février 2023

Evénements sportifs

Décisions d'attribution de subventions

Territoire	Association	Dossier	Manifestation	Type de manifestation	Montants
Territoire de METZ-ORNE	ATHLETISME METZ METROPOLE	2023-0000263	Championnat de France d'athlétisme handisport qui se déroulera le 18 février 2023 à Metz	Manifestation internationale	2 000 €
	ATHLETISME METZ METROPOLE	2023-0000252	Meeting Metz Moselle AthléLor Indoor qui se déroulera le 11 février 2023 à Metz	Manifestation internationale	15 000 €
Territoire de THIONVILLE	TWIRLING CLUB AUMETZ	2023-0000260	Championnat régional FSCF de twirling bâton qui se déroulera les 11 et 12 février 2023 à Uckange	Manifestation régionale	500 €
	SIAM BOXING TERVILLE	2023-0000004	SIAM FIGHT 7 qui s'est déroulé le 14 janvier 2023 à Terville	Manifestation nationale	400 €
	JUDO CLUB THIONVILLE	2023-0000288	Tournoi Label Excellence cadets et minimes qui se déroulera les 25 et 26 février 2023 à Thionville	Manifestation nationale	1 500 €
	ESCRIME TROIS FRONTIERES	2023-0000253	Championnats d'Europe d'escrime Vétérans qui se dérouleront du 17 au 21 mai 2023 à Thionville	Manifestation internationale	30 000 €
				Total	**49 400 €**

ANNEXE 2

CONVENTION DE PARTENARIAT

EVENEMENTS SPORTIFS

Préambule

Le Département de la Moselle conduit une politique sportive ambitieuse « de la 1ère licence jusqu'au plus haut niveau » au plus près des territoires et au service de tous les Mosellans.

Notre collectivité a obtenu le label « Terre de Jeux » dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024. Cette labellisation est le fruit d'une dynamique et d'une collaboration étroite avec l'ensemble des acteurs du monde sportif mosellan. Les clubs organisateurs d'événements sportifs à rayonnement national et international contribuent à l'attractivité de notre Département.

Vu les dispositions du décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatives à la transparence financière des aides octroyées par les collectivités ;

Vu la décision de la Commission Permanente en date du 06/02/2023.

Il est convenu ce qui suit :

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE, représenté par son Président, Monsieur Patrick WEITEN, d'une part,

Et l'ESCRIME TROIS FRONTIERES dénommé l'association, dont le siège social est situé 5 impasse Charles Perrault à Thionville représentée par son Président Monsieur Christophe CONRAD

d'autre part.

Article 1 : Objet

La présente convention définit les engagements réciproques des parties pour l'organisation des Championnats d'Europe Vétérans d'Escrime qui se dérouleront du 17 au 21 mai 2023.

Le Département de la Moselle est partenaire officiel de cet évènement.

Article 2 : Durée et validité

La présente convention court à partir de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 3 : Engagement du Département

- promouvoir, au travers notamment de son réseau de communication (site internet www.moselle.fr, Facebook) l'organisation des Championnats d'Europe Vétérans d'Escrime

- entretenir une relation privilégiée avec l'association dans le cadre de la construction, du déroulement de l'évènement sportif et de toutes les actions périphériques en lien avec cette manifestation ;

- mettre à disposition de l'association des outils de communication (banderole, panneaux…) destinés à assurer la valorisation du partenariat ;

- soutenir financièrement l'organisation de cet événement conformément aux règles d'intervention en vigueur.

Article 4 : Engagement de l'association

- autorise le Département de la Moselle à utiliser les photos des équipes et des sportifs dans le cadre de ses actions de promotion ;

- mettre en œuvre les moyens humains, financiers et matériels pour assurer la réalisation de cet événement sportif ;

- tenir informés les services du Département de toutes modifications survenues concernant l'organisation de cet événement ;

- respecter les obligations sociales et fiscales propres à son activité et souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée ou inquiétée ;

- mettre tout en œuvre pour organiser, dans la mesure du possible, la manifestation conformément à la charte « Développement Durable » du Département de la Moselle ;

- prendre les dispositions utiles afin d'assurer l'information du public sur l'intervention du Département de la Moselle : mise en place d'outils de communication avec le logo transmis par nos services sur le lieu de l'événement sportif conformément au plan établi et validé par les deux parties ;

- inviter le Président du Département de la Moselle lors de toutes les opérations de relations publiques visant à promouvoir la manifestation (conférence de presse, signature de partenariat, accueil de sportifs…) ;

- s'engager à mettre en place une ou plusieurs animations périphériques en lien avec un public choisi par le Département de la Moselle

Article 5 : Participation financière du Département - modalités de versement

La participation financière du Département de la Moselle s'élève à **30 000 € TTC**, à laquelle s'ajoutera un achat d'espace de visibilité, de billetterie et d'animation, à l'initiative de la collectivité à hauteur de **10 000 € TTC.**

Cette subvention sera versée en 2 tranches :

- **80% soit 24 000 € TTC après le vote de la Commission Permanente**
- **Solde des 20 % soit 6 000 € après présentation par l'association d'un bilan d'activités et financier avant le 1er décembre 2023.**

Cette aide peut faire l'objet d'un ordre de reversement partiel ou total en cas de non réalisation ou de modification sans autorisation de l'objet du projet subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental.

Article 6 : Opérations en direction des publics ciblés par le Département

Le Département pourra mobiliser l'association pour la mise en œuvre de projets spécifiques menés par la collectivité (Terre de Jeux, Sport Santé, Moselle Jeunesse, Femmes Moselle Energies, Moselle Sport Senior, Les Belles Rencontres …) et l'accueil de jeunes lors de l'événement sportif organisé.

Article 7 : Contrôles et évaluation par le Département

Le budget du Département est soumis aux règles de gestion des fonds publics. Aussi, toutes les conditions sont mises en place pour accompagner le bénéfice d'argent public, en l'occurrence sous forme de subventions, de procédures de contrôles tant sur l'aspect financier que sur l'activité du bénéficiaire.

Contrôle d'activité – évaluation :

L'association rendra régulièrement compte aux services départementaux des actions ou projets soutenus et lui apportera son concours pour mesurer leurs effets.

L'évaluation des actions soutenues s'intègre dans la démarche partenariale de croisement des objectifs et priorités des deux parties.

Contrôle financier :

L'association produira un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectives à l'objet de la subvention. Ce compte rendu devra être déposé auprès du Département au plus tard 6 mois après la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Par ailleurs, l'association devra fournir une copie (certifiée par son Président) des comptes annuels de l'exercice écoulé certifiés par un commissaire aux comptes : compte de

résultat, bilan, annexes. Une copie des rapports (général et spécial) du commissaire aux comptes devra les accompagner.

Ces documents seront complétés par le rapport d'activités et le rapport moral approuvés par l'Assemblée Générale qui doit se tenir au plus tard 6 mois après la clôture des comptes.

Sur simple demande du Département, l'association devra communiquer tous ses documents comptables et de gestion afférents aux trois années précédant la période considérée par la présente convention.

Article 8 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, liquidation judiciaire, insolvabilité notoire ou en cas de cessation d'activité de l'association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin à la présente convention, unilatéralement et à tout moment, en cas de non-respect de l'une des clauses précitées, dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans préavis en cas de faute lourde.

Article 9 : Conciliation-recours

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le
En trois exemplaires originaux

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	LE PRESIDENT ESCRIME TROIS FRONTIERES
	Christophe CONRAD

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3fc-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DU LIEN SOCIAL

OBJET PERSONNEL DEPARTEMENTAL – REGIME INDEMNITAIRE DES OUVRIERS DES PARCS ET ATELIERS MIS A DISPOSITION

DOSSIER N° | | 27 | 1130 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président relatif au régime indemnitaire des Ouvriers des Parcs et Ateliers (OPA) mis à la disposition du Département de la Moselle dans le cadre du transfert du Parc,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de maintenir, pour 2023, les conditions appliquées depuis 2011 ainsi qu'avant le transfert en matière de prime de rendement, à savoir l'application uniforme d'un taux de 8 % à l'ensemble des OPA pour le calcul de cette prime ;
- d'inviter la Direction Départementale des Territoires (DDT) à reconduire, pour 2023, les majorations de la prime de métier et du complément à la prime de rendement pour les OPA effectuant un horaire décalé durant la période estivale, dans le cadre des rythmes de travail de l'Unité Technique Spécialisée.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e1-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - ACQUISITION-AMELIORATION DE 5 LOGEMENTS A STIRING-WENDEL - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 474 059 €

DOSSIER N° | | 28 | 943 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2305 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. VIVEST puis modifiée par avenant le 4 avril 2022,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. VIVEST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de STIRING-WENDEL pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 474 059 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération d'acquisition-amélioration de 5 logements situés rue Saint-François à STIRING-WENDEL,

Vu le contrat de prêt n°138946 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. VIVEST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 474 059 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. VIVEST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°138946 constitué de 5 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements acquis-améliorés, conjointement avec la commune de STIRING-WENDEL.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Mme HAAG ne participe ni au débat ni au vote.

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Roland MASSUDA
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 23/08/2022 17:11:59

Jean-Pierre RAYNAUD
DIRECTEUR GENERAL
VIVEST
Signé électroniquement le 30/08/2022 08 37 :09

CONTRAT DE PRÊT

N° 138946

Entre

VIVEST - n° 000088514

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquesDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VIVEST, SIREN n°: 362801011, sis(e) 15 RUE SENTE A MY BP 80785 57012 METZ CEDEX 01,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VIVEST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AA-STW17-5, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 5 logements situés rue St François 57350 STIRING-WENDEL.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-soixante-quatorze mille cinquante-neuf euros (474 059,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trente-sept mille deux-cent-trente-trois euros (37 233,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quatre-vingt-six mille huit-cent-quatre-vingt-sept euros (86 887,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-deux mille neuf-cent-vingt-neuf euros (102 929,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-douze mille dix euros (172 010,00 euros) ;
- Prêt Booster BEI Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de soixante-quinze mille euros (75 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Indemnité de Rupture du Taux Fixe** » désigne, en relation avec tout montant devant être remboursé de manière anticipée ou tout montant devant être annulé, la somme correspondant à la valeur actualisée de l'éventuel excédent (à la date de calcul) :

(a) des intérêts calculés que le montant devant être remboursé de manière anticipée (ou le montant annulé) aurait produits pour la période entre la date de remboursement anticipé (ou la date d'annulation) et la date d'échéance finale si ce montant n'avait pas été remboursé de façon anticipée (ou annulé) ; sur

(b) les intérêts qui auraient été produits pour cette période s'ils avaient été calculés au Taux de Remploi diminué de 0,15% (15 points de base).

La valeur actualisée définie ci-dessus sera calculée à un taux d'actualisation égal au Taux de Remploi, appliqué à chaque Date d'Echéance à laquelle les remboursements auraient été effectués s'il n'y avait pas eu un remboursement anticipé (ou annulation).

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Perturbation de Marché** » désigne l'un quelconque des événements suivants :

(a) il existe, de l'opinion raisonnable du Prêteur, des événements ou circonstances affectant défavorablement l'accès du Prêteur à ses sources de financement au vu des conditions actuelles de marché ;

(b) de l'opinion du Prêteur, les fonds ne sont pas disponibles auprès de ses sources habituelles de financement pour lui permettre de financer une Ligne du Prêt de manière suffisante pour la maturité demandée, et/ou pour le profil de remboursement demandé ;

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Booster** » est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Remploi** » désigne le taux d'intérêt annuel applicable le jour du calcul de l'indemnité pour un prêt à taux fixe qui aura les mêmes modalités de paiement des intérêts et le même profil de remboursement du principal que la Ligne du Prêt pour laquelle une indemnité est due. Ce taux correspond au coût d'obtention des fonds par le Prêteur auprès de ses sources de financement dans le cadre d'un prêt à taux fixe. Ce taux ne pourra pas avoir une valeur négative.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/08/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article **"Définitions"** et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article **"Notifications"**.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5492019	5492020	5492017	5492018
Montant de la Ligne du Prêt	37 233 €	86 887 €	102 929 €	172 010 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	- 0,1 %	- 0,1 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	BEI Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5492016			
Montant de la Ligne du Prêt	75 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité de Rupture du Taux Fixe			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,76 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,76 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	2,76 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité de Rupture du Taux Fixe			
Modalité de révision	Sans objet			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0090-PR0068 V3.33 page 12/24
Contrat de prêt n° 138946 Emprunteur n° 0000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr.**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne de Prêt sur ressource BEI, d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition. Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- assurer l'exécution de l'opération en conformité à toutes lois et réglementations, en ce compris celles relatives au droit environnemental, auxquelles l'Emprunteur ou l'opération sont soumis ;

- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :

- d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opérations, que le Prêteur jugerait utiles ;
- de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;

- fournir, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Par ailleurs l'Emprunteur s'engage à ce que le montant cumulé du financement bénéficiant d'un soutien de la BEI n'excède pas 50 % des coûts totaux de l'opération et à ce que le financement obtenu avec le soutien de la BEI et les autres ressources fournies par l'Union européenne n'excède pas 70 % des coûts totaux de l'opération.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE STIRING WENDEL (57)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la phase d'amortissement, pour chaque Ligne du Prêt sur ressource BEI, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception par le Prêteur d'une indemnité actuarielle calculée sur les montants remboursés par anticipation égale à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Quelle que soit la cause de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne de Prêt sur ressource BEI, l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PR0090-PR0068 V3.33 page 24/24
Contrat de prêt n° 138946 Emprunteur n° 000088514

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

afaq ISO 9001

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U111737, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 138946, Ligne du Prêt n° 5492019
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 138946 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

afaq ISO 9001

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U111737, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 138946, Ligne du Prêt n° 5492020
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 138946 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U111737, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 138946, Ligne du Prêt n° 5492017
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 138946 Emprunteur n° 000086514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

afao ISO 9001

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U111737, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 138946, Ligne du Prêt n° 5492018
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 138946 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U111737, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 138946, Ligne du Prêt n° 5492016
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 138946 Emprunteur n° 000088514

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e8-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS A BEHREN-LES-FORBACH - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 1 489 697 €

DOSSIER N° | | 29 | 1076 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2305 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. VIVEST puis modifiée par avenant le 4 avril 2022,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. VIVEST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de BEHREN-LES-FORBACH pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 1 489 697 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de construction de 16 logements situés Ilot des Vergers à BEHREN-LES-FORBACH,

Vu le contrat de prêt n°139698 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. VIVEST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

DECIDE

Adopté, à l'unanimité Le Président

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 489 697 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. VIVEST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°139698 constitué de 4 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements construits, conjointement avec la commune de BEHREN-LES-FORBACH.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Mme HAAG ne participe ni au débat ni au vote.

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 19/09/2022 16:22:53

Jean-Pierre RAYNAUD
DIRECTEUR GENERAL
VIVEST
Signé électroniquement le 22/09/2022 10 35 :38

CONTRAT DE PRÊT

N° 139698

Entre

VIVEST - n° 000088514

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VIVEST, SIREN n°: 362801011, sis(e) 15 RUE SENTE A MY BP 80785 57012 METZ CEDEX 01,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VIVEST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquesDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 5016-Behren, Parc social public, Construction de 16 logements situés Ilot des vergers 57460 BEHREN-LES-FORBACH.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million quatre-cent-quatre-vingt-neuf mille six-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (1 489 697,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de six-cent-quatre-vingt-deux mille deux-cent-quatre-vingt-sept euros (682 287,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-vingt-neuf mille huit-cent-soixante-douze euros (229 872,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-quarante-et-un mille trois-cent-soixante-douze euros (441 372,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-trente-six mille cent-soixante-six euros (136 166,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanquesDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/09/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Autorisation d'urbanisme (PC définitif, DUP, ?)
  - Permis de construire purgé de tout recours ou attestation

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

	Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5506284	5506283	5506282	5506281
Montant de la Ligne du Prêt	682 287 €	229 872 €	441 372 €	136 166 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt du préfinancement	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	- 0,1 %	- 0,1 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE BEHREN LES FORBACH	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U112606, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139698, Ligne du Prêt n° 5506281
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139698 Emprunteur n° 000086514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U112606, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139698, Ligne du Prêt n° 5506282
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139698 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U112606, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139698, Ligne du Prêt n° 5506283
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0050-FR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139698 Emprunteur n° 0000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U112606, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139698, Ligne du Prêt n° 5506284
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139698 Emprunteur n° 000086514

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3e7-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Finances

OBJET GARANTIE D'EMPRUNT - S.A. D'H.L.M. VIVEST - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS A PETITE-ROSSELLE - EMPRUNT D'UN MONTANT GLOBAL DE 456 929 €

DOSSIER N° | | 30 | 1074 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2305 du Code Civil,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 portant approbation du règlement d'octroi des garanties départementales d'emprunt au bénéfice des bailleurs de logements sociaux,

Vu la convention d'objectifs relative à l'octroi des garanties départementales d'emprunt en faveur des logements locatifs sociaux dûment approuvée lors de la 1ère Réunion Trimestrielle de 2021 et signée le 16 mars 2021 entre le Département de la Moselle et la S.A. d'H.L.M. VIVEST puis modifiée par avenant le 4 avril 2022,

Vu la demande présentée par la S.A. d'H.L.M. VIVEST tendant à obtenir la garantie départementale en complément de la garantie accordée par la commune de PETITE-ROSSELLE pour la réalisation d'un prêt d'un montant total de 456 929 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné au financement d'une opération de réhabilitation de 12 logements situés rue de l'Ancien Cimetière à PETITE-ROSSELLE,

Vu le contrat de prêt n°139559 figurant en annexe à la présente décision signé entre la S.A. d'H.L.M. VIVEST et la Caisse des Dépôts et Consignations,

---

Adopté, à l'unanimité Le Président

DECIDE

Article 1er : Le Département de la Moselle accorde sa garantie conjointe à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 456 929 € souscrit par la S.A. d'H.L.M. VIVEST (ci-après l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°139559 constitué de 2 lignes du prêt.

Ledit contrat figurant en annexe fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie conjointe du Département de la Moselle est accordée pour la durée totale du contrat de prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 2 : Le Département de la Moselle est informé de l'impayé au plus tard dans un délai de trente-cinq (35) jours, par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité des sommes dues pour appeler en paiement le Département de la Moselle qui s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : En contrepartie de sa garantie conjointe, le Département bénéficiera d'une réservation de 20 % des logements réhabilités, conjointement avec la commune de PETITE-ROSSELLE.

Cet article n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Mme HAAG ne participe ni au débat ni au vote.

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Cyril MANGIN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 13/09/2022 18:23:32

Jean-Pierre RAYNAUD
DIRECTEUR GENERAL
VIVEST
Signé électroniquement le 19/09/2022 16 57 :30

CONTRAT DE PRÊT

N° 139559

Entre

VIVEST - n° 000088514

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.33 page 1/22
Contrat de prêt n° 139559 Emprunteur n° 000088514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VIVEST, SIREN n°: 362801011, sis(e) 15 RUE SENTE A MY BP 80785 57012 METZ CEDEX 01,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **VIVEST** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 124 Petite-Rosselle, Parc social public, Réhabilitation de 12 logements situés rue de l'ancien cimetière 57540 PETITE-ROSSELLE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-cinquante-six mille neuf-cent-vingt-neuf euros (456 929,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de deux-cent-dix-neuf mille neuf-cent-vingt-neuf euros (219 929,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant de deux-cent-trente-sept mille euros (237 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » **(PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **13/12/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Convention APL datée et signée par le Préfet
  - Permis de construire purgé de tout recours ou attestation

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

	Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	-	Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5503343	5503342		
Montant de la Ligne du Prêt	219 929 €	237 000 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,6 %	1,75 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	1,75 %		
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %		
Taux d'intérêt[2]	2,6 %	1,75 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".
  Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

- rembourser la Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt et/ou la Ligne du Prêt PAM Amiante octroyée(s) par le Prêteur pour le financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PAM finançant la même opération ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA MOSELLE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE PETITE ROSSELLE	50,00

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts Groupe

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
35 avenue du 20ème Corps - CS 15214 - Bâtiment Quai Ouest - 54052 Nancy cedex - Tél : 03 83 39 32 00
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U114035, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139559, Ligne du Prêt n° 5503342
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139559 Emprunteur n° 0000086514

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de NANCY

VIVEST
15 RUE SENTE A MY
BP 80785
57012 METZ CEDEX 01

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
35 avenue du 20ème Corps
CS 15214
Bâtiment Quai Ouest
54052 Nancy cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U114035, VIVEST

Objet : Contrat de Prêt n° 139559, Ligne du Prêt n° 5503343
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR4240031000010000172148S64 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000936 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PR0090-PR0066 V3.0
Contrat de prêt n° 139559 Emprunteur n° 000088514

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3ff-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET POLITIQUE MOSELLANE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE - OCTROI DE SUBVENTIONS NOELS DE MOSELLE

DOSSIER N° | | 31 | 1146 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'octroi de subventions dans le cadre de la politique mosellane de développement touristique - opération "Noëls de Moselle" ;

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

DECIDE

- d'adopter la proposition de subvention suivante au titre de l'opération " Noëls de Moselle 2022 " :

Aide aux personnes de droit public

Bénéficiaire	Montant de la subvention
VILLE DE HOMBOURG-HAUT	1 000 €

Adopté, à l'unanimité Le Président

M. MULLER ne participe ni au débat ni au vote

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e401-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE PRESIDENCE
Cabinet

OBJET SUBVENTIONS D'ORDRE GENERAL

DOSSIER N° | | 32 | 1164 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur les subventions d'ordre général,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'accorder les subventions d'ordre général suivantes :

  - au titre des subventions de fonctionnement

BENEFICIAIRE	ACTION	MONTANT SUBVENTION
Association "Arts et Métiers Promotion Metz 1997" - PELTRE	Organisation d'une visite du fort du Hackenberg de la Ligne Maginot à Veckring, dans le cadre d'un week-end de parrainage de la promotion entrante	1 000 €
TOTAL		**1 000 €**

Adopté, à l'unanimité Le Président

- au titre des subventions d'investissement

BENEFICIAIRE	ACTION	MONTANT SUBVENTION
Association "La Jul...Oise" - MOULINS-LES-METZ	Acquisition d'une tente pliante afin d'organiser différentes manifestations	500 €
TOTAL		**500 €**

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3f6-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Marchés et du Conseil Juridique

OBJET MODALITES D'EXERCICE DE LA DELEGATION ACCORDEE AU PRESIDENT DU DEPARTEMENT EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

DOSSIER N° | | 33 | 1113 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le rapport du Président portant sur les modalités d'exercice de la délégation accordée au Président du Département en matière de marchés publics,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- de donner acte au Président des informations figurant en annexes à la présente décision sur l'exécution de sa délégation relative aux marchés conclus entre le 1er juillet 2022 et le 30 septembre 2022.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Annexe 1

INFORMATION SUR LES MARCHÉS SIGNÉS
AU TITRE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE A L'EXÉCUTIF
Entre le 1er juillet et le 30 septembre 2022

A- MARCHÉS SIGNÉS

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE	2022-FA0064000 - **Réalisation, conditionnement et livraison de T-shirts pour les nouveaux licenciés en Moselle**	Montant minimum : 1 000,00 Montant maximum : 89 000,00	Accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum fournitures	**CEVOFIL** (88000)	01/07/2022
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE	2022-FM0170000 - **Fourniture de courges pour les Jardins Fruitiers de Laquenexy**	8 357,50	Marché ordinaire fournitures	**LE CHAMP DU VER LUISANT** (57400)	01/07/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FS0062001 - **Marché subséquent pour l'acquisition de matériel bureautique dans les collèges et écoles et prestations associées** - Lot n°2 - Acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance et prestations pour les environnements bureautiques	Montant minimum 600 000,00 Montant maximum 2 500 000,00	Marché subséquent à bons de commande avec minimum et maximum fournitures	**JCD COMMUNICATION** (57070)	05/07/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-TM0067000 - **DPI - Rénovation et isolation des toitures du collège Jules Ferry à WOIPPY**	669 499,00	Marché ordinaire travaux	**PRO ETANCHE EST** (57070)	05/07/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-TM0132000 - **Mise aux normes et renforcement de charpente métallique - UTS rue de la Gare à WOIPPY**	95 228,00	Marché ordinaire travaux	**SOMEG** (54640)	05/07/2022

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FS0174003 - **Acquisition MacBookPro, 5 barres Logitech et 2 Speechis ACADEMOS** - Lot n° 3 : Acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les environnements de bureautique	24 566,85	Marché subséquent ordinaire fournitures	**JCD COMMUNICATION** (57070)	06/07/2022
DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE	2022-SM0105000 - **Location, installation, maintenance et animation d'un camion piscine du 5 juillet au 31 octobre 2022**	48 536,00	Marché ordinaire services	**AQWA ITINERIS FRANCE** (27310)	07/07/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FS0181001 - **Acquisition de Roomkit Plus Cisco et de support** - Lot n° 1 : Acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les infrastructures réseaux et téléphoniques	10 753,23	Marché subséquent ordinaire fournitures	**INTERACT SYSTEMES NANCY** (54320)	12/07/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FS0184002 - **ACQUISITION DE LICENCES LOGICIELS** - Lot n° 2 : Acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les infrastructures systèmes	28 904,55	Marché subséquent ordinaire fournitures	**TELMO** (57155)	13/07/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-FS0103001 - **DRM - UTS - Fourniture d'ensembles de viabilité hivernale et équipements associés d'occasion - 1 camion bi-benne de 16 tonnes 4*2 muni d'une saleuse 5m3** - Lot n°1 - Fourniture et livraison d'engins et matériels de service hivernal d'occasion	136 000,00	Marché subséquent ordinaire fournitures	**RECTIF 15000** (15130)	19/07/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-FS0110001 - **DRM - UTS - Fourniture d'ensembles de viabilité hivernale et équipements associés d'occasion - 1 camion de 19 tonnes 4x2 muni d'une saleuse 6 m3 sur châssis fixe** - Lot n°1 - Fourniture et livraison d'engins et matériels de service hivernal d'occasion	107 000,00	Marché subséquent ordinaire fournitures	**RECTIF 15000** (15130)	19/07/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-FS0111001 - **DRM - UTS - Fourniture d'ensembles de viabilité hivernale et équipements associés d'occasion -1 camion 19 tonnes 4x2 bi-benne muni d'une grue auxiliaire et d'une saleuse 5 m3** - Lot n°1 - Fourniture et livraison d'engins et matériels de service hivernal d'occasion	182 000,00	Marché subséquent ordinaire fournitures	**RECTIF 15000** (15130)	19/07/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-FS0113001 - **DRM - UTS - Fourniture d'ensembles de viabilité hivernale et équipements associés d'occasion - 2 lames de déneigement bi-raclage d'environ 3,40m de largeur et de hauteur environ 1,05m** - Lot n°1 - Fourniture et livraison d'engins et matériels de service hivernal d'occasion	18 816,00	Marché subséquent ordinaire fournitures	**EUROPE SERVICE** (15000)	19/07/2022

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FM0185000 - **FOURNITURE DE PAPIER AUTOCOPIANT POUR L'IMPRIMERIE DEPARTEMENTALE**	3 560,00	Marché ordinaire fournitures	**PRIM SERVICE** (57070)	19/07/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0072000 - **DRM - Fourniture de prévisions et d'observations de données météorologiques**	Sans montant minimum Montant maximum : 89 500,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**Météo-France** (67400)	21/07/2022
DIRECTION DE LA CULTURE ET DU TOURISME	2022-FS0083001 - **Marché subséquent portant sur l'acquisition de 18 véhicules neufs 100% électrique (citadines polyvalentes)** - Lot n°1 - Marché subséquent portant sur l'acquisition de 18 véhicules neufs 100% électrique (citadines polyvalentes)	479 520,00	Marché subséquent ordinaire fournitures	**LEASE GREEN** (45140)	21/07/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-FS0112001 - **DRM - UTS - Fourniture d'ensembles de viabilité hivernale et équipements associés d'occasion - 2 camions 26 tonnes 6x4 ampli roll, munis chacun d'une saleuse 8 m3 et d'un caisson sur berce** - Lot n°1 - Fourniture et livraison d'engins et matériels de service hivernal d'occasion	338 400,00	Marché subséquent ordinaire fournitures	**RECTIF 15000** (15130)	21/07/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FM0189000 - **PAPIER BRISTOL ET DOSSIER CANARI**	1 956,01	Marché ordinaire fournitures	**INAPA FRANCE** (91814)	22/07/2022
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE	2022-SM0205000 - **Conception de l'exposition sur l'annexion de la Moselle 1940-1945**	12 500,00	Marché ordinaire services	**VINCENT CONRAD** (57000)	25/07/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-SA0069001 - **Maintenance des équipements des infrastructures réseaux du Département de la Moselle** - Lot n°1 - Maintenance des équipements actifs des salles blanches du Département de la Moselle	Sans montant minimum Montant maximum : 600 000,00	Marché à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**SPIE ICS** (57070)	01/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-SA0069002 - **Maintenance des équipements des infrastructures réseaux du Département de la Moselle** - Lot n°2 - Maintenance des équipements WDM de l'infrastructure du Réseau Très Haut Débit du Département de la Moselle	Sans montant minimum Montant maximum : 660 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**INTERACT SYSTEMES NANCY** (54320)	01/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FS0087003 - **Marché subséquent pour l'acquisition de Matériel Bureautique 2022** – Lot n° 3 : Acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les environnements de bureautique	243 648,00	Marché subséquent ordinaire fournitures	**JCD COMMUNICATION** (57070)	01/08/2022

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0171000 - **MAINTENANCE CORRECTIVE ET EVOLUTIVE DES LOGICIELS GEOMEDIA, PRESTATIONS ET ACQUISITIONS COMPLEMENTAIRES ASSOCIEES**	Montant minimum : 1 200,00 Montant Maximum : 39 000,00	Accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum fournitures	**GEOMEDIA** (29229)	01/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-TA0019001 - **DRM -SDER - Entretien des ouvrages destinés à la transparence hydraulique et à l'assainissement routier des routes départementales - Relance suite à déclaration sans suite** - Lot n°1 : Travaux d'entretien des ouvrages hydrauliques et ouvrages d'assainissement	Sans montant minimum Montant maximum : 2 000 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum travaux	**MALEZIEUX** (57146)	02/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-TA0019002 - **DRM -SDER - Entretien des ouvrages destinés à la transparence hydraulique et à l'assainissement routier des routes départementales - Relance suite à déclaration sans suite** - Lot n°2 : Travaux d' entretien des bassins routiers	Sans montant minimum Montant maximum : 2 000 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum travaux	**LINGENHELD** (57420)	02/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0073000 - **DPI - Curage des canalisations, vidange des fosses, assainissement des réseaux d'eaux usées des bâtiments départementaux et traitement des déchets**	Sans montant minimum Montant maximum : 300 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**Ortec Services Environnement** (57525)	02/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-TM0089001 - **DPI - Création ou extension de préaux pour 2 collèges** - Lot n°1 : Fourniture et pose d'un préau couvert "zone d'ombre" au collège Val de Sarre à GROSBLIEDERSTROFF	60 900,00	Marché ordinaire travaux	**MDS GROUPE** (91380)	19/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-TM0089002 - **DPI - Création ou extension de préaux pour 2 collèges** - Lot n°2 : Fourniture et pose d'un préau couvert "zone d'ombre" au collège Le Castel à LONGEVILLE LES SAINT AVOLD	20 940,00	Marché ordinaire travaux	**MDS GROUPE** (91380)	19/08/2022
DIRECTION DE LA COMMUNICATION	2022-SM0200000 - **CONCEPTION DU MAGAZINE MOSELLE INFOS N°79**	20 079,93	Marché ordinaire services	**SAS TEMA6TM** (57000)	19/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0057001 - **PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIVERS BATIMENTS DEPARTEMENTAUX** - Lot n°1 - Bâtiment du secteur Sud de la Moselle	Sans montant minimum Montant maximum : 1 000 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**ELIOR SERVICES PROPRETE ET SANTE** (92032)	23/08/2022

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0057002 - **PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIVERS BATIMENTS DEPARTEMENTAUX** - Lot n°2 - Bâtiments de la Préfecture de la Moselle, de l'Hôtel du Département et du Service des Ressources Documentaires à METZ	Sans montant minimum Montant maximum : 1 280 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**ARC EN CIEL GRAND EST** (57140)	23/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0057004 - **PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIVERS BATIMENTS DEPARTEMENTAUX** - Lot n°4 - ACADEMOS - Cité des Sports, de la Jeunesse et de la Sécurité Civile à VERNY	Sans montant minimum Montant maximum : 860 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**ELIOR SERVICES PROPRETE ET SANTE** (92032)	23/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0057005 - **PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIVERS BATIMENTS DEPARTEMENTAUX** - Lot n°5 - Bâtiments de la Base Logistique, de la Direction de la Lecture Publique et des Bibliothèques et du Garage Départemental à METZ	Sans montant minimum Montant maximum : 280 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**ALLO NETTOYAGE** (54600)	23/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0057006 - **PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIVERS BATIMENTS DEPARTEMENTAUX** - Lot n°6 - Bâtiment du Parc Archéologique Départemental à BLIESBRUCK	Sans montant minimum Montant maximum : 240 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**ARC EN CIEL GRAND EST** (57140)	23/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0057007 - **PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIVERS BATIMENTS DEPARTEMENTAUX** - Lot n°7 - Château de Malbrouck à MANDEREN RITZING	Sans montant minimum Montant maximum : 280 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**ARC EN CIEL GRAND EST** (57140)	23/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SA0057008 - **PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIVERS BATIMENTS DEPARTEMENTAUX** - Lot n°8 - Divers bâtiments départementaux - Prestations de remise en état suite à des travaux	Sans montant minimum Montant maximum : 280 000,00	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum services	**ELIOR SERVICES PROPRETE ET SANTE** (92032)	23/08/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-FS0123000 - **DRM - UTS - Fourniture d'un chargeur télescopique d'occasion**	47 000,00	Marché subséquent ordinaire fournitures	**TILMAT** (57140)	23/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-SM0215000 - **TRANSPORT D'OEUVRES D'ART**	3 697,40	Marché ordinaire services	**ATELIER POIDS PLUME** (57520)	30/08/2022

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039014 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°1 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures réseaux et téléphoniques	Sans montant minimum Montant maximum : 3 600 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**SCC FRANCE** (92744)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039011 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°1 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures réseaux et téléphoniques	Sans montant minimum Montant maximum : 3 600 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**INTERACT SYSTEMES NANCY** (54320)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039013 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°1 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures réseaux et téléphoniques	Sans montant minimum Montant maximum : 3 600 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**ENTELA** (67960)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039015 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°1 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures réseaux et téléphoniques	Sans montant minimum Montant maximum : 3 600 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**SPIE ICS** (57070)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039012 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°1 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures réseaux et téléphoniques	Sans montant minimum Montant maximum : 3 600 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**TELMO** (57155)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039021 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°2 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures systèmes	Sans montant minimum Montant maximum : 3 200 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**INTERACT SYSTEMES NANCY** (54320)	31/08/2022

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039024 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°2 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures systèmes	Sans montant minimum Montant maximum : 3 200 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**SCC FRANCE** (92744)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039022 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°2 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures systèmes	Sans montant minimum Montant maximum : 3 200 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**OCI** (57140)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039025 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°2 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures systèmes	Sans montant minimum Montant maximum : 3 200 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**JCD COMMUNICATION** (57070)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039023 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°2 - Acquisition de matériels et ou logiciel, études, maintenance, prestations pour les infrastructures systèmes	Sans montant minimum Montant maximum : 3 200 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**CHEOPS TECHNOLOGY FRANCE** (54320)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039032 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°3 - Acquisition de matériels et ou logiciels, études, maintenance, prestations pour les environnements de bureautique	Sans montant minimum Montant maximum : 10 000 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**OCI** (57140)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039035 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°3 - Acquisition de matériels et ou logiciels, études, maintenance, prestations pour les environnements de bureautique	Sans montant minimum Montant maximum : 10 000 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**TELMO** (57155)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039031 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°3 - Acquisition de matériels et ou logiciels, études, maintenance, prestations pour les environnements de bureautique	Sans montant minimum Montant maximum : 10 000 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**JCD COMMUNICATION** (57070)	31/08/2022

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039033 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°3 - Acquisition de matériels et ou logiciels, études, maintenance, prestations pour les environnements de bureautique	Sans montant minimum Montant maximum : 10 000 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**ENTELA** (67960)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-FA0039034 - **Accord-cadre à marchés subséquents pour l'acquisition de matériels et logiciels, études, maintenance, prestations pour les Systèmes d'Information** - Lot n°3 - Acquisition de matériels et ou logiciels, études, maintenance, prestations pour les environnements de bureautique	Sans montant minimum Montant maximum : 10 000 000,00	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum fournitures	**SCC FRANCE** (92744)	31/08/2022
DIRECTION DES MOYENS GENERAUX	2022-SA0142000 - **Maintenance corrective, évolutive et réglementaire d'une solution logicielle pour la gestion du patrimoine ouvrage AREO et prestations complémentaires associées**	Montant minimum : 8 000,00 Montant maximum : 88 000,00	Accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum services	**SARL NETISYS** (06560)	31/08/2022
DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE	2022-SM0203000 - **Location d'espaces et prestations associées pour la phase finale du tournoi de France de Volleyball féminin des 17 et 18 septembre 2022**	208 300,00	Marché ordinaire services	**METZ EXPO** (57072)	07/09/2022
PRESIDENCE	2022-SM0163000 - **ACCOMPAGNEMENT SUR LA CONCEPTION GRAPHIQUE ET EDITORIALE DU MAGAZINE DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE**	9 500,00	Marché ordinaire services	**WOMEN & MEN** (45000)	15/09/2022
DIRECTION DES FINANCES, DES AFF. JUR. ET DU CONT. DE GESTION	2022-SM0125000 - **Mission d'accompagnement dans la professionnalisation des acteurs de l'Achat Public au sein du Département de la Moselle**	34 000,00	Marché ordinaire services	**Cabinet WILLING** (31000)	19/09/2022
DIRECTION DE LA COMMUNICATION	2022-SM0204000 - **IMPRESSION ET LIVRAISON DU MAGAZINE MOSELLE INFOS N°79**	26 678,00	Marché ordinaire services	**BLG TOUL - IMPRIMERIE** (54200)	19/09/2022
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-SM0179000 - **ETUDE D'OPPORTUNITE D'UN TRANSPORT FERROVIAIRE DE VOYAGEURS ENTRE SARREBRUCK - DILLINGEN - BOUZONVILLE - THIONVILLE - LUXEMBOURG**	28 425,00	Marché ordinaire prestations intellectuelles	**ERA Ingénieurs Conseil (57070)**	19/09/2022

Direction	Marché	Montant HT*	Forme	Titulaire	Date de signature
DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2022-FS0169001 - **Marché subséquent pour la fourniture et l'acheminement de gaz et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre d'un groupement de commandes** - Lot n°1: Fourniture, acheminement et services associés pour les points de livraison dont la distribution en gaz est réalisés par GRDF	1 597 336,45	Marché subséquent ordinaire fournitures	**EDF** (54000)	29/09/2022

B- AVENANTS SIGNÉS

Contrat	Date de signature	Détail de l'avenant
2021-000051 **– DRM - Entretien courant des chaussées et opérations ponctuelles –** Lot n° 03 : Unité Technique Territoriale de FORBACH-SAINT-AVOLD (notifié le 18/06/2021, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à COLAS SA, sans montant maximum)	01/07/2022	Avenant n°2 : Adjonction de huit prix supplémentaires au BPU Sans incidence financière
2021-000049 **– DRM - Entretien courant des chaussées et opérations ponctuelles –** Lot n°01 : Unité Technique Territoriale de METZ-ORNE (notifié le 14/06/2021, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à COLAS SA, sans montant maximum)	01/07/2022	Avenant n°5 : Adjonction d'un prix supplémentaire au BPU Sans incidence financière
2021-000052 **– DRM - Entretien courant des chaussées et opérations ponctuelles –** Lot n°04 : Unité Technique Territoriale de SARREGUEMINES-BITCHE (notifié le 18/06/2021, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à COLAS SA, sans montant maximum)	01/07/2022	Avenant n°3 : Adjonction d'un prix supplémentaire au BPU Sans incidence financière
2019-000018 **– DPAT - DRM - Réalisation de prestations de contrôle technique de Poids Lourds et de remorques pour le Département de la Moselle – Lot n° 3 - Secteur de SARREGUEMINES.** (notifié le 18/01/2019, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à DISTRIBUTION AMENAGEMENT ET ISOLATION, Montant annuel sans minimum, 2 500,00 € HT maximum)	01/07/2022	Avenant n°2 : Modification du Titulaire Sans incidence financière
2020-000134 **– Maintenance de l'architecture de sécurité du système d'information** (notifié le 02/08/2020, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DES MOYENS GENERAUX, attribué à SPIE ICS, 1 392 000,00 € TTC)	21/07/2022	Avenant n°1 : Transfert du contrat de la société SPIE ICS à la société SPIE Infoservices Sans incidence financière
2021-000024 **– Acquisition de produits parapharmaceutiques pour la Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile** (notifié le 18/02/2021, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DE LA SOLIDARITE, attribué à TAMO, 48 000,00 € TTC)	27/07/2022	Avenant n°3 : Adjonction d'un prix supplémentaire Sans incidence financière

2021-FA0266003 **– DRM – SDUT : Fourniture de quincaillerie et consommables pour les bâtiments du Département de la Moselle (3 lots) - Lot n°3 – Consommables** (notifié le 21/06/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à DISTRIBUTION AMENAGEMENT ET ISOLATION, Sans montant minimum, ni maximum)	29/07/2022	Avenant n°1 : Modification de l'acte d''engagement Sans incidence financière
2020-000062 **– DRM – Travaux de réparation et d'entretien spécialisé sur Ouvrages d'Art - Lot n° 2 : UTT de SARREGUEMINES-BITCHE et de SARREBOURG-CHATEAU-SALINS** (notifié le 11/03/2020, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à DISTRIBUTION AMENAGEMENT ET ISOLATION, Sans montant minimum, ni maximum)	29/07/2022	Avenant n°9 : Adjonction de 7 prix supplémentaires au BPU Sans incidence financière
2020-000137 **– DRM - Fourniture d'outillages et machines-outils pour les services du Département de la Moselle Lot n°2 : Outillage d'atelier menuiserie.** (notifié le 22/07/2020, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à DISTRIBUTION AMENAGEMENT ET ISOLATION, Sans montant minimum, ni maximum)	02/08/2022	Avenant n°2 ; Modification du BPU Sans incidence financière
2021-TM0216002 **– DPI – Mise en accessibilité du collège la Source à Amnéville** - Lot n° 2 : Gros œuvre (notifié le 21/02/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à OLIVO, 131 776,49 € TTC)	04/08/2022	Avenant n°1 : Ajout de prestations supplémentaires Incidence financière : 3,68 %
2021-TM0216003 **– DPI – Mise en accessibilité du collège la Source à Amnéville** - Lot n° 3 : Charpente métallique – Serrurerie – Menuiserie alu (notifié le 21/02/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à OLIVO, 88 769,40 € TTC)	04/08/2022	Avenant n°1 : Retrait de prestations initialement prévues Incidence financière : -3,41 %
2021-TM0254001**– DPI – Rénovation de la Tour des Dames du Château de MANDEREN –** Lot n° 1 – Installations – Echafaudages – Maçonnerie – Pierre de taille - Etanchéité (notifié le 07/06/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à CHANZY PARDOUX, 164 397,04 € TTC)	04/08/2022	Avenant n°1 : Report du début de la période de préparation d'un mois Sans incidence financière
2021-TM0254002 **– DPI – Rénovation de la Tour des Dames du Château de MANDEREN –** Lot n° 2 : Charpente - Couverture (notifié le 07/06/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à CHANZY PARDOUX, 101 217,06 € TTC)	04/08/2022	Avenant n°1 : Report du début de la période de préparation d'un mois Sans incidence financière
2022-TM0081000 **– DPI – Rénovation de la Tour des Dames du Château de MANDEREN –** Lot n° 3 : Menuiseries bois (notifié le 07/06/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à CHANZY PARDOUX, 68 608,80 € TTC)	04/08/2022	Avenant n°1 : Report du début de la période de préparation d'un mois Sans incidence financière
2021-TM0216007 **– DPI – Mise en accessibilité du collège la Source à Amnéville -** Lot n° 7 : Ascenseur (notifié le 17/02/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à KONE, 27 852,00 € TTC)	10/08/2022	Avenant n°1 : Ajout de prestations supplémentaires Incidence financière : 2,71 %

2019-000375 **– Hébergement, maintenance corrective et évolutive du progiciel ALLIAGE** (notifié le 14/10/2019, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DES MOYENS GENERAUX, attribué à ALLIAGE, 240 000,00 € TTC)	19/08/2022	Avenant n°1 : Transfert ALLIAGE SAS vers PINGAT Sans incidence financière
2019-000326 **– DPI – Prestations de maintenance et réparation des équipements de chauffage, de climatisation, de chauffe-eau, et de VMC des bâtiments départementaux et ramonage des conduits de cheminée -** Lot n° 2 : Prestations de maintenance et dépannage des climatiseurs des bâtiments départementaux (notifié le 26/09/2019, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à IDEX ENERGIE, sans montant maximum)	23/08/2022	Avenant n°2 : Ajout et suppression de prix de prestations de maintenance pour certains sites Sans incidence financière
2020-000199 **– DRM - Fourniture de Blocs Autonomes d'Eclairage et de Sécurité et accessoires pour les collèges et les bâtiments du Département de la Moselle** (notifié le 28/08/2020, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à CGED, sans montant maximum)	24/08/2022	Avenant n°1 : Changement de dénomination sociale Sans incidence financière
2020-000140 **– DRM - Fourniture d'outillages et machines-outils pour les services du Département de la Moselle -** Lot n° 06 : Machines-outils (notifié le 30/07/2020, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à FOUSSIER, sans montant maximum)	24/08/2022	Avenant n°3 : Modification du Bordereau des Prix Unitaires Sans incidence financière
2022-TM0067000 **– DPI – Rénovation et isolation des toitures du collège Jules Ferry à WOIPPY** (notifié le 08/07/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à PRO ETANCHEITE, 803 398,80 € TTC)	24/08/2022	Avenant n°1 : Modification de la formule de révision à l'article 5.1 « Prix du contrat » du C.C.A.P. Sans incidence financière
2020-000391 **– Fourniture de vêtements et d'équipements de protection individuelle** - Lot 1 : Vêtements de protection individuelle classiques et spécifiques pour les Services Centraux (notifié le 09/02/2021, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DES MOYENS GENERAUX, attribué à ALTHUNA, sans montant maximum)	07/09/2022	Avenant n°2 : Substitution de deux références du Bordereau des Prix Unitaires Sans incidence financière
2021-TM0181003 **– DPI – Rénovation des toitures/éclairage UTS WOIPPY** - Lot 3 : Couverture (notifié le 26/01/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à STIRCHLER, 672 000,00 € TTC)	07/09/2022	Avenant n°2 : Ajout de prestations supplémentaires Incidence financière : +1.07%
2022-SM0006000**– Mise en œuvre du vote électronique pour les élections professionnelles du Département de la Moselle** (notifié le 11/05/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DES RESSOURCES HUMAIENS ET DU LIEN SOCIAL, attribué à KERCIA, 24 000,00 € TTC)	07/09/2022	Avenant n°1 : Ajout d'un feuillet supplémentaire (liste UNSA) aux 5 listes prévues Incidence financière : +5%
2022-TA0005004 **– DRM - Entretien courant des chaussées et opérations ponctuelles –** Lot n°4 : UTT de SARREGUEMINES BITCHE (notifié le 28/06/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à COLAS SA, 8 400 000,00 € TTC)	19/09/2022	Avenant n°1 : Adjonction d'un prix supplémentaire au BPU Sans incidence financière

2020-000385**– Fourniture de plants fruitiers – variétés traditionnelles et anciennes – pour les Jardins Fruitiers de Laquenexy – Saisons 2021 à 2024** (notifié le 21/12/2020, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE, attribué à PEPINIERE VEAUVY, 154 000,00 € TTC)	20/09/2022	Avenant n°1 : augmentation le montant maximum du marché initial de 10% Incidence financière : +10%
2021-SM0150000**– DPI – Maîtrise d'œuvre pour la construction de bâtiments neufs dans le cadre du projet ACADEMOS à VERNY** (notifié le 10/11/2021, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à KL ARCHITECTE, 714 858,00 € TTC)	21/09/2022	Avenant n°1 : Ajout de prestations supplémentaires Incidence financière : +8,59%
2021-TA0232001 **– DRM – SDER - Fourniture, pose et réparation de dispositifs de retenue sur les Routes Départementales – relance suite à déclaration sans suite –** Lot n° 1 : Secteur Ouest : Unités Techniques Territoriales de THIONVILLE, de METZ-ORNE et de FORBACH-SAINT-AVOLD (notifié le 22/03/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à MOLARO, 8 400 000,00 TTC)	23/09/2022	Avenant n°1 : Adjonction de 2 prix supplémentaire au BPU Sans incidence financière
2021-TA0232002 **– DRM – SDER - Fourniture, pose et réparation de dispositifs de retenue sur les Routes Départementales – relance suite à déclaration sans suite –** Lot n° 2 : Secteur Est : Unités Techniques Territoriales de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS et de SARREGUEMINES – BITCHE (notifié le 22/03/2022, suivi par DEPARTEMENT DE LA MOSELLE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES, attribué à SIGNATURE, 8 400 000,00 € TTC)	23/09/2022	Avenant n°1 : Adjonction de 2 prix supplémentaire au BPU Sans incidence financière

DEPENSES MANDATEES ENTRE LE 1ER JUILLET 2022 ET LE 30 SEPTEMBRE 2022 SUR LE FONDEMENT DE LA DELEGATION ACCORDEE AU PRESIDENT EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Budget principal Annexe 2

OBJET DE LA DEPENSE	ENTREPRISE	MONTANT MANDATE TTC
HORS NOMENCLATURES	CABINET LAMBERT ET ASSOCIES	1 503,60
	BAILLY	397,76
	TOTAL MARKETING FRANCE	2 362,49
	EBRA MEDIAS LORRAINE FRANCHE COMTE	292,80
	UGAP	1 699,62
HORS NOMENCLATURES		**6 256,27**
CHANGEMENT MOBILIER SALLE A MANGER PRESIDENCE	LORRAINE AMENAGEMENT DE BUREAU	927,16
CHANGEMENT MOBILIER SALLE A MANGER PRESIDENCE		**927,16**
DEMENAGEMENTS ET GARDE-MEUBLES	HEISS CLAUDE DEMENAGEMENTS	3 842,08
DEMENAGEMENTS ET GARDE-MEUBLES		**3 842,08**
EVAL PERSO BESOINS PERS AGEES	ASS FONDATION BOMPARD	15 678,00
EVAL PERSO BESOINS PERS AGEES		**15 678,00**
PRODUITS DU BOIS NON DECORATIF	DMBP	3 857,74
PRODUITS DU BOIS NON DECORATIF		**3 857,74**
VÊTEMENTS DE TRAVAIL	GEDIVEPRO	43 383,60
	RECORD PRO	28 581,64
	ALTHUNA ZAC GRAVIERES	93 566,97
	SAS PROTECTHOMS ZI OUEST BAZOUGES	5 053,68
VÊTEMENTS DE TRAVAIL		**170 585,89**
PAPIERS ET CARTONS EN L'ETAT	PRIM SERVICE	4 272,00
	INAPA FRANCE	5 301,25
	SM BUREAU	10 179,99
PAPIERS ET CARTONS EN L'ETAT		**19 753,24**
LIVRES NON SCOLAIRES ET DOCUMENTS	LIBRAIRIE ECOSPHERE	1 623,34
LIVRES NON SCOLAIRES ET DOCUMENTS		**1 623,34**
JOURNAUX, REVUES ET PERIODIQUES	FRANCE PUBLICATIONS	9,74
JOURNAUX, REVUES ET PERIODIQUES		**9,74**
CARBURANTS	TOTAL MARKETING FRANCE	116 641,45
	UGAP	262 688,13
CARBURANTS		**379 329,58**
PEINTURES, VERNIS, ADJUVANTS	KEOS	740,92
PEINTURES, VERNIS, ADJUVANTS		**740,92**
EQUIPEMENTS MEDICAUX ET TECHNIQUES DIVERS	EBONY SAS	621,00

EQUIPEMENTS MEDICAUX ET TECHNIQUES DIVERS	SIECO ZONE INDUSTRIELLE LES INCAPI	891,07
EQUIPEMENTS MEDICAUX ET TECHNIQUES DIVERS		**1 512,07**
DIVERS CONDITIONNEMENTS POUR SERVICES SOINS	PROSERVE DASRI	200,16
DIVERS CONDITIONNEMENTS POUR SERVICES SOINS		**200,16**
PDTS PHARMACEUTIQUES DIVERS	PFIZER	1 542,13
	MSD FRANCE	829,05
PDTS PHARMACEUTIQUES DIVERS		**2 371,18**
EQUIPEMENTS DE TELEPHONIE	ENTELA	4 539,70
	SEE SYSTEMES RADIO	15 697,85
	ORANGE	39 717,24
EQUIPEMENTS DE TELEPHONIE		**59 954,79**
EQUIPEMENTS DE RESEAUX DE TELEPHONIE	INTERACT SYSTEMES NANCY AXIANS	78 379,08
EQUIPEMENTS DE RESEAUX DE TELEPHONIE		**78 379,08**
ACQUISITION VEHICULES	BAILLY	33 720,00
	DIETRICH VEHICULES PARC ACTIVITE ALSACE BOSSUE	56 918,95
ACQUISITION VEHICULES		**90 638,95**
CAMIONS ET VEHICULES UTILITAIRES	PLUS POIDS LOURD UTILITAIRE	1 666,86
	GARAGE POINSIGNON TACHY EST	4 212,27
	BERNARD TRUCKS LORRAINE	19 403,02
	PAUL KROELY VI 57	2 743,25
	BILLIAR VI SAS	4 109,00
	UGAP	21 144,34
CAMIONS ET VEHICULES UTILITAIRES		**53 278,74**
VEHICULES SPECIAUX (ACCESSOIRES)	SARL VILLETON	160,56
	EUROPE SERVICE	7 210,32
	ACOMETIS PRODUCTION	996,12
VEHICULES SPECIAUX (ACCESSOIRES)		**8 367,00**
LOCATION VEHICULE SANS CHAUFFEUR	PETIT FORESTIER LOCATION	2 434,40
	UGAP	2 006,88
LOCATION VEHICULE SANS CHAUFFEUR		**4 441,28**
ACQUISITION PIECES DETACHEES	ALLIANCE AUTOMOTIVE GRAND EST	9 774,31
	ALLIANCE AUTOMOBILE GRAND EST	923,65
	CAR AVENUE SERVICES	1 523,60
	ALLIANCE AUTOMOTIVE GRAND EST	21,48
	BILLIAR VI SAS	325,13
	KEOS	22 667,85
	KEOS PAYS DE LA SARRE	8 507,02

ACQUISITION PIECES DETACHEES	KEOS PAYS DE LA SARRE	3 124,27
	EUROLINERS ZI DE BOULAY	155,80
ACQUISITION PIECES DETACHEES		**47 023,11**
PNEUMATIQUES TOUS VEHICULES	EUROMASTER FRANCE	34 779,47
PNEUMATIQUES TOUS VEHICULES		**34 779,47**
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	ALLIANCE AUTOMOTIVE GRAND EST	215,95
	ALLIANCE AUTOMOBILE GRAND EST	50,40
	KEOS PAYS DE LA SARRE	183,48
	UGAP	951,92
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES		**1 401,75**
SIEGES	LORRAINE AMENAGEMENT DE BUREAU	15 388,56
SIEGES		**15 388,56**
PLANS ET TABLES	LORRAINE AMENAGEMENT DE BUREAU	33 129,81
PLANS ET TABLES		**33 129,81**
MOBILIER DE RANGEMENT	LORRAINE AMENAGEMENT DE BUREAU	14 518,06
MOBILIER DE RANGEMENT		**14 518,06**
MATERIELS ET EQUIPEMENTS	ALTHUNA ZAC GRAVIERES	1 771,17
MATERIELS ET EQUIPEMENTS		**1 771,17**
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	DISTRIBUTION AMENAGEMT ET ISOLATION	3 086,33
MATERIAUX DE CONSTRUCTION		**3 086,33**
EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE SIGNALISATION ET DE SECURITE POUR LA CIRCULATION	SIGNATURE	121 621,10
EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE SIGNALISATION ET DE SECURITE POUR LA CIRCULATION		**121 621,10**
SIGNALISATION DES BATIMENTS ET SITES	UGAP	2 628,26
SIGNALISATION DES BATIMENTS ET SITES		**2 628,26**
CHAUFFAGE ET CLIMATISATION	UGAP	1 436,16
CHAUFFAGE ET CLIMATISATION		**1 436,16**
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	NVBURO	663,22
	UGAP	1 137,19
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES		**1 800,41**
ELECTRICITE	ENGIE	681,29
	ENERGEM	319 373,72
	ENERGIS SERVICE GAZ	9 979,31
	EDF ELECTRICITE DE FRANCE	471 149,96
	ALTERNA	25 448,60
ELECTRICITE		**826 632,88**
COMBUSTIBLES GAZEUX DISTRIBUES	ENGIE	251 220,07
	REG MUN ENERGIS ST AVOLD	7 779,99
COMBUSTIBLES GAZEUX DISTRIBUES		**259 000,06**

EQUIPEMENTS MECANIQUES	ALLIANCE AUTOMOTIVE GRAND EST	1 660,14
	FLUICONNECTO SAS	7 080,54
EQUIPEMENTS MECANIQUES		**8 740,68**
MACHINES D'USAGE GENERAL	CHUBB SECURITE	673,20
MACHINES D'USAGE GENERAL		**673,20**
MATERIELS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION	TILMAT SA	56 400,00
MATERIELS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION		**56 400,00**
MACHINES AGRICOLES	CLAAS RESEAU AGRICOLE	21 635,93
	BOIS ET JARDINS	20 145,66
	HANTSCH D ZONE INDUSTRIELLE	7 605,61
	NOREMAT DYNAPOLE LUDRES FLEVILLE	40 036,10
	FORGES GORCE	1 680,00
	HORIZON VERT	9 199,93
MACHINES AGRICOLES		**100 303,23**
AUTRES MACHINES D'USAGE SPECIFIQUE	EST MULTICOPIE ZAC SEBASTOPOL	9 310,69
AUTRES MACHINES D'USAGE SPECIFIQUE		**9 310,69**
APPAREILS DOMESTIQUES	UGAP	1 436,16
APPAREILS DOMESTIQUES		**1 436,16**
ENGINS TRAVAUX PUBLICS	EUROLINERS ZI DE BOULAY	173 344,96
ENGINS TRAVAUX PUBLICS		**173 344,96**
MACHINES DE BUREAU	NVBURO	677,89
	LYRECO FRANCE	139,46
MACHINES DE BUREAU		**817,35**
MICRO-ORDINATEURS ET STATIONS	JCD COMMUNICATION	77 917,47
	ECONOCOM PRODUCTS SOLUTIONS	41 499,90
MICRO-ORDINATEURS ET STATIONS		**119 417,37**
GROS ORDINATEURS (MAINFRAME)	TELMO	25 201,07
GROS ORDINATEURS (MAINFRAME)		**25 201,07**
PERIPHERIQUES	TELMO	10 510,44
	JCD COMMUNICATION	3 494,90
	LBI SYSTEMS	5 568,00
PERIPHERIQUES		**19 573,34**
EQUIPEMENTS DE RESEAUX INFORMATIQUES	TELMO	145 167,10
	ORANGE	1 143,96
	JCD COMMUNICATION	948,18
	INTERACT SYSTEMES NANCY AXIANS	58 923,64
EQUIPEMENTS DE RESEAUX INFORMATIQUES		**206 182,88**
CONSOMMABLES ET AUTRES FOURNITURES	CEPAP COMPAGNIE EUROPEENNE	7 299,60
CONSOMMABLES ET AUTRES FOURNITURES	ACIPA ECOBUROTIC	1 008,00

CONSOMMABLES ET AUTRES FOURNITURES		**8 307,60**
PHOTOCOPIEURS	EST MULTICOPIE ZAC SEBASTOPOL	83 008,47
PHOTOCOPIEURS		**83 008,47**
PDTS ENTRETIEN USAGE DOMESTIQUE	PLG	230,10
PDTS ENTRETIEN USAGE DOMESTIQUE		**230,10**
PETITES FOURNITURES DE BUREAU	NVBURO	297,36
	LYRECO FRANCE	32 355,25
	CEPAP COMPAGNIE EUROPEENNE	1 788,60
	UGAP	656,57
PETITES FOURNITURES DE BUREAU		**35 097,78**
ACCESSOIRES DE BUREAU	NVBURO	2 892,90
ACCESSOIRES DE BUREAU		**2 892,90**
TRANSPORTS EN TAXIS D'ENFANTS	GONAVETTE	37 705,74
	AMB TAXIS JACKY ET CIE	3 143,36
	ARTISANS RADIOS TAXIS DE METZ	23 485,19
TRANSPORTS EN TAXIS D'ENFANTS		**64 334,29**
LOCATION DE TOUS VEHICULES AVEC CHAUFFEUR	EICLOR LORRAINE ATELIERS	2 691,10
	TTM ENVIRONNEMENT	1 119,87
	LORRAINE NACELLES LOCATION	8 202,00
	CHIMIREC EST	185,36
	COLAS FRANCE ETABLISSEMENT DE METZ	47 940,70
	ALBERT SARL	2 847,03
LOCATION DE TOUS VEHICULES AVEC CHAUFFEUR		**62 986,06**
DEMENAGEMENTS ET GARDE-MEUBLES	HEISS CLAUDE DEMENAGEMENTS	17 944,66
	EST MULTICOPIE ZAC SEBASTOPOL	1 176,00
DEMENAGEMENTS ET GARDE-MEUBLES		**19 120,66**
SERVICES DE TELEPHONIE FILAIRE	ORANGE	27 368,27
	LINKT	35 363,37
	ORANGE BUSINESS SERVICES LA PLAINE SAINT DENIS	91 768,63
SERVICES DE TELEPHONIE FILAIRE		**154 500,27**
SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE	ORANGE	61 524,62
SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE		**61 524,62**
SERVICES DE RESEAUX DE TRANSMISSION	ORANGE	3 954,81
SERVICES DE RESEAUX DE TRANSMISSION		**3 954,81**
MAINTENANCE DES MATERIELS DE TRANSMISSION	INTERACT SYSTEMES NANCY AXIANS	4 291,72
	SPIE ICS	7 818,00
MAINTENANCE DES MATERIELS DE TRANSMISSION		**12 109,72**
	SEE SYSTEMES RADIO	6 687,41

MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE RESEAUX DE TELECOMMUNICATION	INTERACT SYSTEMES NANCY AXIANS	3 876,92
	SPIE ICS	129 891,67
MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE RESEAUX DE TELECOMMUNICATION		**140 456,00**
ACHEMINEMENT DE LETTRES ET COLIS	TEAM SERVICES	75 811,24
ACHEMINEMENT DE LETTRES ET COLIS		**75 811,24**
ASSURANCES DU PATRIMOINE	PARIS NORD ASSURANCES	112 264,13
ASSURANCES DU PATRIMOINE		**112 264,13**
ASSURANCES AUTOMOBILES	SMACL ASSURANCES SA	100 000,47
ASSURANCES AUTOMOBILES		**100 000,47**
AUTRES ASSURANCES DE RESPONSABILITE CIVILE	PARIS NORD ASSURANCES	60 971,61
AUTRES ASSURANCES DE RESPONSABILITE CIVILE		**60 971,61**
AUTRES ASSURANCES	BIMPLI	142 700,00
AUTRES ASSURANCES		**142 700,00**
ACTIVITE DE CONSEIL EN ASSURANCES	RISK PARTENAIRES	2 328,00
ACTIVITE DE CONSEIL EN ASSURANCES		**2 328,00**
INTERMEDIATION FINANCIERE	ORFEOR	3 700,00
INTERMEDIATION FINANCIERE		**3 700,00**
AUTRES SERVICES D'AUXILIAIRES	EDENRED FRANCE	127 600,00
	UP CADHOC	35 925,00
AUTRES SERVICES D'AUXILIAIRES		**163 525,00**
ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	TELMO	29 145,41
	INETUM SOFTWARE FRANCE SINORG	525,56
	ATOS FRANCE	90 814,61
	KOSMOS	76 773,07
	LBI SYSTEMS	85 501,50
	NFRANCE CONSEIL	23 031,92
	RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES	6 072,23
ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE		**311 864,30**
ASSISTANCE A MAITRISE D'OEUVRE	INETUM SOFTWARE FRANCE SINORG	17 153,00
	EST MULTICOPIE ZAC SEBASTOPOL	2 702,34
	SYSTANCIA	35 491,20
	MAN AND MACHINE	18 013,10
	ATOS FRANCE	627 504,34
	ENTR OUVERT	24 370,92
	ECONOCOM INFOGERANCE SYSTEME	303 380,40
	ACCEDIAN FRANCE	24 336,46
	ISILOG	4 800,00
	INTERACT SYSTEMES NANCY AXIANS	48 263,04

ASSISTANCE A MAITRISE D'OEUVRE	AS TECH SOLUTIONS BOIRARGUES SBCG	4 704,00
	SPIE ICS	21 633,60
	QUALIGRAF	1 260,00
ASSISTANCE A MAITRISE D'OEUVRE		**75 860,64**
ACHAT ET DEVELOPPEMENT DE PROGICIELS	EFALIA	3 600,00
	ARCHE MC2	10 764,00
ACHAT ET DEVELOPPEMENT DE PROGICIELS		**14 364,00**
ACHAT ET DEVELOPPEMENT DE LOGICIEL	TELMO	51 292,02
	EDICAD	51 480,00
	UGAP	339 573,72
ACHAT ET DEVELOPPEMENT DE LOGICIEL		**442 345,74**
MAINTENANCE LOGICIELLE	INFORMAKIT	6 530,04
	PW EST PIWI EST	4 026,96
	ALTEO	1 200,00
	SOGELINK	9 578,09
	LOGOTEK	4 944,96
	INETUM SOFTWARE FRANCE SINORG	56 276,22
	DOCAPOST FAST	13 979,40
	MAN AND MACHINE	67 585,41
	ELISATH	1 764,14
	LBI SYSTEMS	66 106,80
	C3RB INFORMATIQUE	21 752,96
	LACROIX CITY PLOUFRAGAN	5 857,92
	1SPATIAL FRANCE SAS	13 200,00
	DIR'AJ	10 673,28
	ARCHE MC2	146 183,99
	QUALIGRAF	1 200,00
	UGAP	391 446,65
	RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES	13 516,15
MAINTENANCE LOGICIELLE		**835 822,97**
INFOGERANCE D'UN SYSTEME D'INFORMATION	ARCHE MC2	11 712,85
INFOGERANCE D'UN SYSTEME D'INFORMATION		**11 712,85**
MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE RESEAUX INFORMATIQUES	TELMO	76 800,00
MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE RESEAUX INFORMATIQUES		**76 800,00**
HEBERGEMENT EN HÔTEL, PENSIONS	HOTELIERE OBERLIN HOTEL ST PAUL RIVE GAUCHE PARIS	3 168,48
HEBERGEMENT EN HÔTEL, PENSIONS		**3 168,48**
SURVEILLANCE D'IMMEUBLES	SURGARDE	19 486,25
SURVEILLANCE D'IMMEUBLES		**19 486,25**

GESTION DE PERSONNEL RECRUTEMENT	ASCOR CONSULTANTS ASSOCIES	450,00
GESTION DE PERSONNEL RECRUTEMENT		**450,00**
ETUDE ASSIST MATIERE SOCIALE	RUSCONI SERPA SANDRA	3 583,50
ETUDE ASSIST MATIERE SOCIALE		**3 583,50**
MAITRISE D'OEUVRE (hors service)	AEDIFICEM	10 608,00
	ECONOMIE METRES SERVICES	1 440,00
	VENATHEC	7 786,80
MAITRISE D'OEUVRE (hors service)		**19 834,80**
ETUDE DE SOLS	DEKRA INDUSTRIALS	661,96
	APAVE ALSACIENNE SAS	758,88
	HYDRO GEOTECHNIQUE EST	44,93
ETUDE DE SOLS		**1 465,77**
AGENCES ET CONSEIL EN COMMUNICATION	IS WEB DESIGN	900,00
AGENCES ET CONSEIL EN COMMUNICATION		**900,00**
ACHAT ET GESTION D'ESPACES PUB	EBRA MEDIAS LORRAINE FRANCHE COMTE	309,60
ACHAT ET GESTION D'ESPACES PUB		**309,60**
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX	ELIOR SERVICES PROPRETE	184 268,16
	S IMPOTS E METZ	219,84
	ECO SHINE CLEANING	1 099,20
	CARONET	58 022,31
	ARC EN CIEL GRAND EST	15 846,90
	ONET SERVICES	154 614,55
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX		**414 070,96**
NETTOYAGE SPECIFIQUE DES VITRES	ONET SERVICES	2 934,48
NETTOYAGE SPECIFIQUE DES VITRES		**2 934,48**
DESINFECTION, DERATISATION	HYGIENE EST PEST CONTROLE	1 932,72
DESINFECTION, DERATISATION		**1 932,72**
BLANCHISSERIE, TEINTURERIE	LIBERTE	980,00
BLANCHISSERIE, TEINTURERIE		**980,00**
LAVAGE DE VAISSELLE	CARONET	1 544,76
LAVAGE DE VAISSELLE		**1 544,76**
ASSAINISSEMENT DES RESEAUX	ENT. MALEZIEUX	601,56
ASSAINISSEMENT DES RESEAUX		**601,56**
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE	EICLOR LORRAINE ATELIERS	8 713,84
	TTM ENVIRONNEMENT	4 114,93
	CHIMIREC EST	816,90
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE		**13 645,67**
ENTRETIEN PATRIMOINE ARBORE	AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT	37 571,10
ENTRETIEN PATRIMOINE ARBORE		**37 571,10**

SERVICES DE CONSEILS JURIDIQUE	SCP IOCHUM ET GUISO AVOCATS	876,12
	AARPI GARTNER ET ASSOCIES	1 251,60
	RICHER ET ASSOCIES DROIT PUB	4 731,04
SERVICES DE CONSEILS JURIDIQUE		**6 858,76**
PREST. ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	UDAF MOSELLE	461 323,38
	ASS ENTRAIDE EMPLOI	9 568,31
PREST. ACCOMPAGNEMENT SOCIAL		**470 891,69**
PREST. SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE	CRISE UP INSTITUT INTER GESTION	522,00
PREST. SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE		**522,00**
FORMATION INDIVIDUELLE	GIP FORM TOUT AU LONG DE LA VIE	44 160,00
	ANISS ASSOCIATION	9 937,50
	GRIEPS IFA2D GROUPE DE RECHERCHE	2 718,00
FORMATION INDIVIDUELLE		**2 718,00**
FORM BUREAUTIQUE ET INFORMATION	CCI DE LA MOSELLE	2 050,00
FORM BUREAUTIQUE ET INFORMATION		**2 050,00**
FORM HYG&SECURITE ET RESTAURATION	DISTEL	7 488,00
	UNASS MOSELLE ALSACE UNASS FORMATION MOSELLE	2 100,00
FORM HYG&SECURITE ET RESTAURATION		**9 588,00**
FORMATIONS TECHNIQUES	JMG FORMATION	1 248,00
FORMATIONS TECHNIQUES		**1 248,00**
CONTROLE TECHNIQUE AUTOMOBILE	GARAGE POINSIGNON TACHY EST	1 924,80
	VIVAUTO PL	879,16
	CTK AUTOPLUS SUR	850,00
	THOME	1 699,20
	AUTO BILAN FRANCE LA BOURSIDIERE	1 300,98
	BILLIAR VI SAS	2 748,00
	CONTROLE TECHNIQUE AUTO MOTO	731,00
	ABC CONTROLE DEKRA	3 356,00
CONTROLE TECHNIQUE AUTOMOBILE		**13 489,14**
ESSAIS ET ANALYSES	BUREAU VERITAS EXPLOITATION	8 113,20
	SOCOTEC EQUIPEMENTS	552,82
ESSAIS ET ANALYSES		**8 666,02**
INSPECTION OUVRAGES ART ROUTES	CTSM	5 187,36
INSPECTION OUVRAGES ART ROUTES		**5 187,36**
MAINTENANCE DES VEHICULES DE TRANSPORT DE PERSONNES	TOTAL MARKETING FRANCE	912,30
MAINTENANCE DES VEHICULES DE TRANSPORT DE PERSONNES		**912,30**
MAINTENANCE DES CAMIONS	EUROMASTER FRANCE	190,94
MAINTENANCE DES CAMIONS		**190,94**

MAINTENANCE DE MACHINES D'USAGE	HORIS SAS THIRODE	168,78
	TOYOTA MATERIAL HANDLING FRA	1 321,87
MAINTENANCE DE MACHINES D'USAGE		**1 490,65**
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS DE LEVAGE ET DE TRANSPORT ELECTRO MECANIQUE	SCHINDLER	4 635,05
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS DE LEVAGE ET DE TRANSPORT ELECTRO MECANIQUE		**4 635,05**
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS ET D'EQUIPEMENTS CONTRE L'INCENDIE	IDEX ENERGIES	1 309,92
	ENERLOR	2 871,30
	TELEM	3 858,12
	TK ELEVATOR FRANCE	1 986,86
	SCHINDLER	5 450,34
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS ET D'EQUIPEMENTS CONTRE L'INCENDIE		**15 476,54**
MAINTENANCE D'EQUIPEMENTS	SEE SYSTEMES RADIO	2 968,58
MAINTENANCE D'EQUIPEMENTS		**2 968,58**
MAINTENANCE DES MATERIELS AGRICOLES	CLAAS RESEAU AGRICOLE	1 111,20
	EUROMASTER FRANCE	297,61
	CLAAS RESEAU AGRICOLE	1 580,90
MAINTENANCE DES MATERIELS AGRICOLES		**2 989,71**
MAINTENANCE INST TECH DES BATIMENTS	ENGIE ENERGIE SERVICES AGENCE LORRAINE	38 563,06
	ENERLOR	1 253,24
	AXIMA CONCEPT	31 873,83
	DALKIA	97 929,54
	VEOLIA ENERGIE FRANCE	38 254,74
	IDEX ENERGIES	4 153,95
	GCL ENERGIE	4 181,35
	IDEX ENERGIE	30 653,87
MAINTENANCE INST TECH DES BATIMENTS		**246 863,58**
MAINTENANCE MAC MAT D'IMPRIMER	CARATTERI	20 497,89
MAINTENANCE MAC MAT D'IMPRIMER		**20 497,89**
SERVICES METEOROLOGIQUES	METEO OMNIUM	5 124,78
SERVICES METEOROLOGIQUES		**5 124,78**
Opérations de travaux	PASQUEREAU	16 435,55
	EUROVIA ALSACE LORRAINE	131 904,43
	SAVO CARRELAGE	134 304,05
	TELMO	11 263,07
	PRIVA STORES	48 579,10
	MENUISERIE DE L EST	275 054,70

Opérations de travaux	JEAN LEFEBVRE LORRAINE	475 202,66
	WIG FRANCE	72 922,00
	SEE SYSTEMES RADIO	26 564,77
	ROBERT CHARTIER APPLICATION	72 703,13
	EBI	595 062,87
	SARL TRITZ FRANCOIS	100 395,81
	SOPREMA ENTREPRISES	19 191,02
	GENERALE CHAUFFAGE MICHEL WE	505 365,44
	STE EXPLOITATION ETS LAUER	396 791,12
	AXIMUM NANCY	2 462,00
	SOMEG CCS	57 149,93
	FORTUNE	228 957,70
	ATELIERS BOIS ET CIE	47 423,52
	PRO FACADE	249,50
	ADDIXI	1 348,70
	BERTHOLD	555 991,31
	PTF SARL POSE DE TOUTES FERMETURES	680 298,67
	SMAC	9 088,20
	CODEPA	140 106,21
	INEO ITE	64 696,16
	EIFFAGE ROUTE NORD EST ALSACE LORRAINE MAXEVILLE	1 294 338,32
	SAS OLIVO	228 174,15
	DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION	1 580 087,55
	CHANZY PARDOUX	33 422,29
	LBI SYSTEMS	3 180,00
	TP GEO	123 867,69
	SODILOR PARC INDUSTRIEL SUD	74 372,95
	BUREAU ALPES CONTROLES	2 076,60
	LORRAINE AMENAGEMENT DE BUREAU	32 438,42
	ID VERDE SAS	76 168,03
	SIGNATURE	254 142,97
	HUSSOR ERECTA	77 070,00
	AEVIA PARC D ACTIVITE COMMUNAUTAIRE	86 967,07
	ETTEC	11 653,62
	COLAS FRANCE ETABLISSEMENT DE METZ	5 510 921,68
	COLAS FRANCE ETBLT MOSELLE EST	382 428,20
	JLB MENUISERIE	15 943,08
	COLAS FRANCE ETABLISSEMENT DE SARREGUEMINES	981 901,91

Opérations de travaux	DESSA PLATRERIE	2 986,40
	GODARD ANDRE CETOBA	1 200,00
	CARL EST	2 449,10
	ENTREPRISE STIRCHLER	233 747,00
	BL INCENDIE	80 250,00
	SUNVIE	89 666,39
	T2E TOITURE TERRASSE ETANCHE	2 700,00
	FERMETURES DU GRAND EST	12 784,00
	VDN MENUISERIE ET AGENCEMENT	423,69
	THILL ESPACES VERTS	10 752,44
	PRO ETANCHE EST	298 891,20
	MDS GROUPE	7 308,00
	TRAVODIAM FRANCE	39 552,00
	HYDRO GEOTECHNIQUE EST	2 808,00
	LINGENHELD SA	1 381 162,56
	LAGARDE ET MEREGNANI SAS	713 546,96
	EUROVIA ALSACE LORRAINE	373 264,91
	ETA SOC ELECTRICITE TELEPHONE AL	312 488,43
	ETS EDOUARD BOFFO	7 415,24
	ENT. MALEZIEUX	267,36
	MOLARO	210 673,89
Opérations de travaux		**19 223 003,72**
CONTRÔLE TECHNIQUE POUR OPERATIONS DE TRAVAUX SUR BATIMENTS DEPARTEMENTAUX	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	25,18
CONTRÔLE TECHNIQUE POUR OPERATIONS DE TRAVAUX SUR BATIMENTS DEPARTEMENTAUX		**25,18**
ETUDES AMENAGEMENT FONCIER	ESTAME	3 429,96
ETUDES AMENAGEMENT FONCIER		**3 429,96**
PRESTATIONS DE GEOMETRES	CABINET LAMBERT ET ASSOCIES	10 324,59
PRESTATIONS DE GEOMETRES		**10 324,59**
PRESTATIONS CONT EXT TRAVX ROUTIERS	CEREMA DIRECTION TERRITORIALE EST CTRE ETUDES EXPERTISE	74 666,67
PRESTATIONS CONT EXT TRAVX ROUTIERS		**74 666,67**
MO AMENAGEMENT LOCAUX WILZER / MOZART	CARRE D ARCHITECTES	9 339,98
MO AMENAGEMENT LOCAUX WILZER / MOZART		**9 339,98**
REAL ETUDES AMENAGEMENT FONCIER	ESTAME	4 337,04
REAL ETUDES AMENAGEMENT FONCIER		**4 337,04**
PRESTATION INTELLECT PR BATIMENT	BUREAU PREVENSSION	1 200,00
	BET 2C	13 638,29
	SATH DEVELOPPEMENT	1 788,00
	DSP INGENIERIE	5 439,99

PRESTATION INTELLECT PR BATIMENT		**22 066,28**
ABATTAGE MANUEL PATRIMOINE ARBORE	HOLTZINGER	9 324,98
ABATTAGE MANUEL PATRIMOINE ARBORE		**9 324,98**
STAT COMPTAGE SIREDO	STERELA	392,45
STAT COMPTAGE SIREDO		**392,45**
MISSION COORDIN SPS	DEKRA INDUSTRIALS	3 662,20
MISSION COORDIN SPS		**3 662,20**
ETUDES GENERALES	SGE GINGEMBRE ET ASSOCIES	7 293,86
	ERA	6 961,93
	SOC D ETUDES COREDIA	170 202,46
	ARTELIA SOGREAH	22 352,81
	DECLOUX JEAN PIERRE	213,36
	L ATELIER DES TERRITOIRES	20 877,02
ETUDES GENERALES		**227 901,44**
FOURNITURE SERRURES PR EQUIPES	WURTH FRANCE	214,81
FOURNITURE SERRURES PR EQUIPES		**214,81**
FOURN MAT CONST PR EQUIPES	DISTRIBUTION AMENAGEMENT ET ISOLATION	2 595,05
FOURN MAT CONSTRUCTION PR EQUIPES		**2 595,05**
FOURNITURE PROD ROUTIERS	HAUTE PERFORMANCE CHIMIE	11 100,45
FOURNITURE PROD ROUTIERS		**11 100,45**
FOURNITURE LUBRIFIANT VEHICULES	SAFETY KLEEN FRANCE	2 360,90
	YORK SAS ZI TOULON EST	9 534,22
FOURNITURE LUBRIFIANT VEHICULES		**11 895,12**
FOURNITURE OUTILLAGE UTT	TRENOIS DECAMPS	4 353,27
	FOUSSIER	8 909,62
	GUERMONT WEBER	51 326,67
FOURNITURE OUTILLAGE UTT		**64 589,56**
MAITRISE D'OEUVRE TRAVAUX MECANIQUES INSTALL INCENDIES COLLEGES	BUREAU PREVENSSION	6 072,00
MAITRISE D'OEUVRE TRAVAUX MECANIQUES INSTALL INCENDIES COLLEGES		**6 072,00**
DIAGNOSTIC BAT DEPARTEMENTAUX ET COLLEGES	ADX GROUPE	48 603,70
DIAGNOSTIC BAT DEPARTEMENTAUX ET COLLEGES		**48 603,70**
MISSION CONTROLE TECH PR OPERATIONS DE TRAVAUX	DEKRA INDUSTRIALS	3 898,49
	BUREAU ALPES CONTROLES	9 343,17
	ETA SOC ELECTRICITE TELEPHONE AL	9 799,79
MISSION CONTROLE TECH PR OPERATION DE TRAVAUX		**23 041,45**
MISSION SEC ET PROT SANTE BAT	APAVE ALSACIENNE SAS	6 760,86
MISSION SEC ET PROT SANTE BAT		**6 760,86**
OBJETS PROMOTIONNELS	VISIONS R	8 151,60

OBJETS PROMOTIONNELS		**8 151,60**
ACHAT ESPACES PUBLICITAIRES	EBRA MEDIAS LORRAINE FRANCHE COMTE	28 456,32
ACHAT ESPACES PUBLICITAIRES		**28 456,32**
MOSELLE TERRES DES JEUX	ACTA	1 200,00
MOSELLE TERRES DES JEUX		**1 200,00**
ACHATS DOCUMENTS PR DLPB	HISLER BD	8 981,63
	BOOK IN DIFFUSION	956,70
	LIBRAIRIE PENSEE SAUVAGE	14 731,98
	LE PREAU	21 731,86
	ESPACE HISLER EVEN	23 316,58
ACHATS DOCUMENTS PR DLPB		**69 718,75**
FOURN PIECES TP RABAUD	RABAUD SA	4 801,62
FOURN PIECES TP RABAUD		**4 801,62**
MOSELLE OPEN	OPEN DE MOSELLE	366 000,00
MOSELLE OPEN		**366 000,00**
FOURNITURE MATERIEL ELECTRIQUE	WILLY LEISSNER	118 065,21
FOURNITURE MATERIEL ELECTRIQUE		**118 065,21**
FOURNTURES SANITAIRES	SAS MEQUISA	27 092,79
FOURNTURES SANITAIRES		**27 092,79**
FOURNITURE QUINCAILLERIE	TRENOIS DECAMPS	4 223,34
	FOUSSIER	2 232,54
FOURNITURE QUINCAILLERIE		**4 223,34**
TEE SHIRTS 1E LICENCE	CEVOFIL	5 125,20
TEE SHIRTS 1E LICENCE		**5 125,20**
FRAIS TRADUCTION	S IMPOTS E METZ	1 693,75
	BENDER ET PARTNER	8 747,85
FRAIS TRADUCTION		**10 441,60**
DEVT JEU SERIOUS GAME SPM	INCONITO	60 700,50
DEVT JEU SERIOUS GAME SPM		**60 700,50**
MOSEL LIRE	LE PREAU	1 500,00
MOSEL LIRE		**1 500,00**
DESINFECTION ET RESTAURATION ARCHIVES	BRETAGNE DEMENAGEMENTS ENTREPRISES	76 249,20
DESINFECTION ET RESTAURATION ARCHIVES		**76 249,20**
MOSELLE TV	MOSELLE TV	144 400,00
MOSELLE TV		**144 400,00**
CONSEIL MEDIA	AD RING AD RING	12 506,60
CONSEIL MEDIA		**12 506,60**
COMM INSTITUTIONNELLE	EBRA MEDIAS LORRAINE FRANCHE COMTE	47 562,40
COMM INSTITUTIONNELLE		**47 562,40**

MOSELLE INFOS	BLG TOUL POLE INDUS TOUL EUROPE	27 280,11
	TEMA6TM	47 358,74
MOSELLE INFOS		**74 638,85**
ACHATS ESPACES PUBLICITAIRES	EBRA MEDIAS LORRAINE FRANCHE COMTE	1 984,92
ACHATS ESPACES PUBLICITAIRES		**1 984,92**
EQUIPTS COLLEGES 2022-UGAP	UGAP	98 724,47
EQUIPTS COLLEGES 2022-UGAP		**98 724,47**
ORGANISATION ELECTIONS PROF	KERCIA SOLUTIONS	9 600,00
ORGANISATION ELECTIONS PROF		**9 600,00**
DLPB EQUIPT DES DOCUMENTS	EURE FILMS ADHESIFS	10 515,70
DLPB EQUIPT DES DOCUMENTS		**10 515,70**
EVENEMENTS SPORTIFS	EBRA MEDIAS LORRAINE FRANCHE COMTE	894,72
EVENEMENTS SPORTIFS		**894,72**
PRESTATIONS EXPERTISE PR SPL	CIFRALEX COMPAGNIE FRANCAISE D AUDIT	7 200,00
PRESTATIONS EXPERTISE PR SPL		**7 200,00**
JOURNEE MEMOIRE MOSELLANE	MOSELLE TV	5 400,00
JOURNEE MEMOIRE MOSELLANE		**5 400,00**
ANIMATION CAMION PISCINE	AQWA ITINERIS FRANCE	24 268,00
ANIMATION CAMION PISCINE		**24 268,00**
		29 507 659,22

Jardins Fruitiers de Laquenexy

OBJET DE LA DEPENSE	ENTREPRISE	MONTANT MANDATE TTC
CARBURANTS	TOTAL MARKETING FRANCE	396,58
CARBURANTS		**396,58**
ELECTRICITE	ENERGEM	3 033,71
ELECTRICITE		**3 033,71**
COMBUSTIBLES GAZEUX DISTRIBUES	ENGIE	2 800,48
COMBUSTIBLES GAZEUX DISTRIBUES		**2 800,48**
PHOTOCOPIEURS	EST MULTICOPIE ZAC SEBASTOPOL	778,60
PHOTOCOPIEURS		778,60
TRANSPORTS ROUTIERS ET URBAINS	TTM ENVIRONNEMENT	347,55
TRANSPORTS ROUTIERS ET URBAINS		**347,55**
LOCATION DE TOUS VEHICULES	TTM ENVIRONNEMENT	347,55
LOCATION DE TOUS VEHICULES		**347,55**
SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE	ORANGE	46,80
SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE		**46,80**

ASSURANCES DU PATRIMOINE	PARIS NORD ASSURANCES	976,55
ASSURANCES DU PATRIMOINE		**976,55**
ASSURANCES AUTOMOBILES	SMACL ASSURANCES SA	3 249,94
ASSURANCES AUTOMOBILES		**3 249,94**
MAINTENANCE LOGICIELLE	ELISATH	1 335,60
MAINTENANCE LOGICIELLE		**1 335,60**
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX	ARC EN CIEL GRAND EST	7 366,97
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX		**7 366,97**
DESINFECTION, DERATISATION	HYGIENE EST PEST CONTROLE	137,88
DESINFECTION, DERATISATION		**137,88**
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE	TTM ENVIRONNEMENT	452,95
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE		**452,95**
MAINTENANCE DE MACHINES D'USAGE	HORIS SAS THIRODE	314,12
	TOYOTA MATERIAL HANDLING FRANCE	394,58
MAINTENANCE DE MACHINES D'USAGE		**708,70**
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS	TELEM	183,55
	TK ELEVATOR FRANCE	96,30
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS		**279,85**
MAINTENANCE INSTALLATIONS TECH DES BATIMENTS	GCL ENERGIE	6 959,23
MAINTENANCE INSTALLATIONS TECH DES BATIMENTS		**6 959,23**
DEVT JEU SERIOUS GAME SPM	INCONITO	10 116,76
DEVT JEU SERIOUS GAME SPM		**10 116,76**
JFL SALON DE THE	MARCOTULLIO RECEPTIONS	7 424,15
JFL SALON DE THE		**7 424,15**
		46 759,85

Domaine de Lindre

OBJET DE LA DEPENSE	ENTREPRISE	MONTANT MANDATE TTC
OUTILLAGE	HORIZON VERT	570,05
OUTILLAGE		**570,05**
ELECTRICITE	EDF ELECTRICITE DE FRANCE	2 291,98
ELECTRICITE		**2 291,98**
PHOTOCOPIEURS	EST MULTICOPIE ZAC SEBASTOPOL	512,28
PHOTOCOPIEURS		**512,28**
SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE	ORANGE	154,80
SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE		**154,80**
ASSURANCES DU PATRIMOINE	PARIS NORD ASSURANCES	899,10
ASSURANCES DU PATRIMOINE		**899,10**
ASSURANCES AUTOMOBILES	SMACL ASSURANCES SA	3 566,67
ASSURANCES AUTOMOBILES		**3 566,67**
MAINTENANCE LOGICIELLE	ELISATH	432,00
MAINTENANCE LOGICIELLE		**432,00**
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX	ONET SERVICES	5 277,37
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX		**5 277,37**
ESSAIS ET ANALYSES	BUREAU VERITAS EXPLOITATION	228,00
ESSAIS ET ANALYSES		**228,00**
MAINTENANCE INST TECH DES BATIMENTS	ENERLOR	2 423,40
MAINTENANCE INST TECH DES BATIMENTS		**2 423,40**
Opérations de travaux	ETR BLAISIN	12 584,88
Opérations de travaux		**12 584,88**
DEVT JEU SERIOUS GAME SPM	INCONITO	10 116,76
DEVT JEU SERIOUS GAME SPM		**10 116,76**
		39 057,29

Sites culturels Passionnement Moselle

OBJET DE LA DEPENSE	ENTREPRISE	MONTANT MANDATE TTC
PHOTOCOPIEURS	EST MULTICOPIE ZAC SEBASTOPOL	193,07
PHOTOCOPIEURS		**193,07**
PRODUITS DU BOIS NON DECORATIF	DMBP	2 689,19
PRODUITS DU BOIS NON DECORATIF		**2 689,19**
LOCATION VEHICULE SS CHAUFFEUR	TTM ENVIRONNEMENT	54,06

LOCATION VEHICULE SS CHAUFFEUR		**54,06**
ELECTRICITE	ENERGEM	3 023,94
	EDF ELECTRICITE DE FRANCE	39 172,69
ELECTRICITE		**42 196,63**
COMBUSTIBLES GAZEUX DISTRIBUES	ENGIE	4 975,05
COMBUSTIBLES GAZEUX DISTRIBUES		**4 975,05**
CONSOMMABLES ET AUTRES FOURNITURES	SM BUREAU	192,60
CONSOMMABLES ET AUTRES FOURNITURES		**192,60**
PHOTOCOPIEURS	EST MULTICOPIE ZAC SEBASTOPOL	2 923,02
PHOTOCOPIEURS		**2 923,02**
PETITES FOURNITURES DE BUREAU	LYRECO FRANCE	294,68
PETITES FOURNITURES DE BUREAU		**294,68**
TRANSPORTS ROUTIERS ET URBAINS	TTM ENVIRONNEMENT	193,08
TRANSPORTS ROUTIERS ET URBAINS		**193,08**
SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE	ORANGE	107,59
SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE		**107,59**
SERVICES DE RESEAUX DE TRANSMISSION	ORANGE	376,56
	ORANGE BUSINESS SERVICES	2 558,40
SERVICES DE RESEAUX DE TRANSMISSION		**2 934,96**
ASSURANCES DU PATRIMOINE	PARIS NORD ASSURANCES	6 041,89
ASSURANCES DU PATRIMOINE		**6 041,89**
ASSURANCES AUTOMOBILES	SMACL ASSURANCES SA	3 271,51
ASSURANCES AUTOMOBILES		**3 271,51**
MAINTENANCE LOGICIELLE	ELISATH	5 156,54
MAINTENANCE LOGICIELLE		**5 156,54**
SURVEILLANCE D'IMMEUBLES	SURGARDE	747,60
SURVEILLANCE D'IMMEUBLES		**747,60**
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX	ELIOR SERVICES PROPRETE	40 001,03
	CARONET	10 346,62
	ARC EN CIEL GRAND EST	19 372,40
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX		**69 720,05**
DESINFECTION, DERATISATION	HYGIENE EST PEST CONTROLE	944,64
DESINFECTION, DERATISATION		**944,64**
ASSAINISSEMENT DES RESEAUX	ENT. MALEZIEUX	2 919,52
ASSAINISSEMENT DES RESEAUX		**2 919,52**
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE	TTM ENVIRONNEMENT	366,62
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE		**366,62**
ESSAIS ET ANALYSES	BUREAU VERITAS EXPLOITATION	1 230,00
ESSAIS ET ANALYSES		**1 230,00**

MAINTENANCE DE MACHINES D'USAGE	HORIS SAS THIRODE THIRODE	4 921,31
	DALKIA	2 085,99
MAINTENANCE DE MACHINES D'USAGE		**7 007,30**
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS DE LEVAGE ET DE TRANSPORT ELECTRO-MECANIQUE	SCHINDLER	75,02
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS DE LEVAGE ET DE TRANSPORT ELECTRO-MECANIQUE		**75,02**
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS ET D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	IDEX ENERGIES	1 318,18
	TELEM	2 035,34
	TK ELEVATOR FRANCE	800,08
MAINTENANCE D'INSTALLATIONS ET D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE		**3 353,52**
MAINTENANCE INST TECH DES BATIMENTS	AXIMA CONCEPT	5 717,61
	DALKIA	7 945,11
	ETA SOC ELECTRICITE TELEPHONE AL	23 012,44
MAINTENANCE INST TECH DES BATIMENTS		**36 675,16**
Opérations de travaux	SARL TRITZ FRANCOIS	714,00
	LAGARDE ET MEREGNANI SAS	3 158,02
Opérations de travaux		**3 872,02**
FRAIS TRADUCTION	S IMPOTS E METZ	173,71
	BENDER ET PARTNER	868,53
FRAIS TRADUCTION		**1 042,24**
MALBROUCK BOUTIQUE	PLASTOY	10 273,26
	HACHETTE LIVRE	10 842,88
MALBROUCK BOUTIQUE		**21 116,14**
		221 093,78

Cuisine départementale de Vitry sur Orne

OBJET DE LA DEPENSE	ENTREPRISE	MONTANT MANDATE TTC
CARBURANTS	TOTAL MARKETING FRANCE	3 993,41
CARBURANTS		**3 993,41**
LOCATION VEHICULE SS CHAUFFEUR	PETIT FORESTIER LOCATION	5 196,62
LOCATION VEHICULE SS CHAUFFEUR		**5 196,62**
ELECTRICITE	EDF ELECTRICITE DE FRANCE	745,69
ELECTRICITE		**745,69**
COMBUSTIBLES GAZEUX DISTRIBUES	ENGIE	225,69
COMBUSTIBLES GAZEUX DISTRIBUES		**225,69**
SERVICES DE TELEPHONIE FILAIRE	ORANGE	30,72
SERVICES DE TELEPHONIE FILAIRE		**30,72**
ASSURANCES DU PATRIMOINE	PARIS NORD ASSURANCES	425,68
ASSURANCES DU PATRIMOINE		**425,68**
DESINFECTION, DERATISATION	HYGIENE EST PEST CONTROLE	261,00
DESINFECTION, DERATISATION		**261,00**
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE	EICLOR LORRAINE ATELIERS	502,12
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE	TTM ENVIRONNEMENT	347,55
ENLEVEMENT, TRI, STOCKAGE		**849,67**
MAINTENANCE DE MACHINES D'USAGE	HORIS SAS THIRODE THIRODE	6 443,50
MAINTENANCE DE MACHINES D'USAGE		**6 443,50**
MAINTENANCE INST TECH DES BATIMENTS	AXIMA CONCEPT	7 335,32
MAINTENANCE INST TECH DES BATIMENTS		**7 335,32**
LIVRAISON PAIN CANTINES	BP EXPERTS	5 964,20
LIVRAISON PAIN CANTINES		**5 964,20**
		31 471,50

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e3fa-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES FINANCES DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTROLE DE GESTION
Direction des Marchés et du Conseil Juridique

OBJET RECENSEMENT DES BESOINS ET DÉTERMINATION DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS 2023

DOSSIER N° | | 34 | 1127 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le recensement des besoins et la détermination des procédures de marchés publics :

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021, (rapport E-5) portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver le recensement annuel des besoins 2023 pour la Collectivité en annexes à la présente décision,
- d'autoriser le lancement des procédures de passation des marchés publics correspondantes.

Adopté, à l'unanimité Le Président

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
10.00	*Denrées alimentaires*				
10.06	Pains, pâtisseries, viennoiseries et ovoproduits surgelés	150,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	150,00	MAPA< 40 000
10.07	Viandes et charcuteries (autres que surgelés ou en conserve appertisée)	20 000,00	Présidence	20 000,00	MAPA< 40 000
10.08	Produits de la mer ou d'eau douce (autres que surgelés ou en conserve appertisée)	4 000,00	Présidence	4 000,00	MAPA< 40 000
10.10	Fruits, légumes et pommes de terre (autres que surgelés ou en conserve appertisée, élaborés en sacs)	150,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	12 150,00	MAPA< 40 000
10.10	Fruits, légumes et pommes de terre (autres que surgelés ou en conserve appertisée, élaborés en sacs)	12 000,00	Présidence		
10.11	Boissons non alcoolisées	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	20 500,00	MAPA< 40 000
10.11	Boissons non alcoolisées	20 000,00	Présidence		
10.12	Produits laitiers et avicoles (autres que surgelés)	18 000,00	Présidence	18 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
10.13	Pains et pâtisseries (autres que surgelés)	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	8 500,00	MAPA< 40 000
10.13	Pains et pâtisseries (autres que surgelés)	8 000,00	Présidence		
10.14	Epicerie	1 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	51 000,00	MAPA< 90 000
10.14	Epicerie	50 000,00	Présidence		
10.16	Denrées alimentaires et autres fournitures acquises dans le cadre des frais de réception	1 000,00	Présidence	4 300,00	MAPA< 40 000
10.16	Denrées alimentaires et autres fournitures acquises dans le cadre des frais de réception	3 300,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
10.17	Boissons alcoolisées	17 000,00	Présidence	17 000,00	MAPA< 40 000
11.00	*Produits de l'agriculture, de la pêche et des industries agricoles (autres qu'à l'état de denrées alimentaires)*				
11.05	Produits de l'horticulture	8 100,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	23 100,00	MAPA< 40 000
11.05	Produits de l'horticulture	15 000,00	Présidence		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
11.06	Produits de l'horticulture travaillés pour les besoins protocolaires ou à des fins décoratives	2 000,00	Présidence	2 000,00	MAPA< 40 000
11.07	Plans fruitiers	4 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	4 500,00	MAPA< 40 000
12.00	*Produits du bois*				
12.02	Produits du travail du bois	2 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	2 000,00	MAPA< 40 000
12.03	Bâtiments préfabriqués en bois	5 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	5 500,00	MAPA< 40 000
12.05	Produits du bois non décoratifs	2 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	2 500,00	MAPA< 40 000
13.00	*Produits d'extraction*				
13.02	Produits d'extraction non énergétiques	800,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	800,00	MAPA< 40 000
14.00	*Produits textiles, cuirs, habillement*				
14.03	Vêtements de dessus	38 000,00	Direction des Moyens Généraux	38 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
14.04	Vêtement du travail	4 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	4 000,00	MAPA< 40 000
14.06	Vêtements spéciaux	2 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	7 500,00	MAPA< 40 000
14.06	Vêtements spéciaux	5 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur		
14.08	Articles textiles divers (sauf à usage unique)	800,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	25 800,00	MAPA< 40 000
14.08	Articles textiles divers (sauf à usage unique)	5 000,00	Présidence		
14.08	Articles textiles divers (sauf à usage unique)	20 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
14.09	Articles textiles divers à usage unique (sauf fournitures hôtelières pour la petite enfance)	1 000,00	Présidence	2 500,00	MAPA< 40 000
14.09	Articles textiles divers à usage unique (sauf fournitures hôtelières pour la petite enfance)	1 500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
15.00	*Papier et produits de l'édition*				
15.02	Papiers et cartons en l'état	200,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	460 200,00	Appel d'offres
15.02	Papiers et cartons en l'état	10 000,00	Présidence		
15.02	Papiers et cartons en l'état	450 000,00	Direction des Moyens Généraux		
15.03	Emballages en papier ou carton	500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	6 000,00	MAPA< 40 000
15.03	Emballages en papier ou carton	2 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
15.03	Emballages en papier ou carton	3 000,00	Présidence		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
15.05	Livres non scolaires et documents imprimés	2 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	38 100,00	MAPA< 40 000
15.05	Livres non scolaires et documents imprimés	12 100,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
15.05	Livres non scolaires et documents imprimés	24 000,00	Direction des Finances, des Affaires Juridiques et du Contrôle de Gestion		
15.07	Journaux , revues et périodiques spécialisés	600,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	1 600,00	MAPA< 40 000
15.07	Journaux , revues et périodiques spécialisés	1 000,00	Présidence		
15.10	Autres imprimés	1 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	4 000,00	MAPA< 90 000
15.10	Autres imprimés	3 000,00	Présidence		
16.00	*Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires*				

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
16.04	Produits pétroliers raffinés solides ou pâteux	5 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	5 000,00	MAPA< 40 000
16.06	Carburants	2 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	4 502 500,00	Appel d'offres
16.06	Carburants	4 500 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
16.06	Carburants	1 100 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	1 100 000,00	UGAP
16.07	Huiles	150,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	150,00	MAPA< 40 000
17.00	*Produits chimiques*				
17.01	Gaz industriels	*3 850,00*	Direction du Développement Culturel et Artistique	18 850,00	MAPA< 40 000
17.01	Gaz industriels	15 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
17.04	Produits chimiques organiques de base	4 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	4 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
17.05	Produits azotés et engrais	15 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	15 000,00	MAPA< 40 000
17.06	Matières plastiques de base, caoutchouc synthétique	3 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	3 000,00	MAPA< 40 000
17.07	Produits agrochimiques	6 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	6 500,00	MAPA< 40 000
17.08	Peintures et vernis en phase aqueuse	2 300,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	17 300,00	MAPA< 40 000
17.08	Peintures et vernis en phase aqueuse	15 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
17.10	Produits chimiques à usage industriel	3 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	18 000,00	MAPA< 40 000
17.10	Produits chimiques à usage industriel	15 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
18.00	*Produits de santé (les codes ATC correspondent à la classification Anatomical Thérapeutic Chemical Classification)*				

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Annexe 1

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
18.31	Objets de pansements et de soins	300,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	300,00	MAPA< 40 000
18.34	Dispositifs médicaux consommables non stériles	5 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	5 000,00	MAPA< 40 000
18.43	Dispositifs médicaux d'équipements d'assistance fonctionnelle cardiaque	12 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	12 000,00	MAPA< 40 000
18.64	Equipements généraux de laboratoire	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	500,00	MAPA< 40 000
18.72	Désinfectants	900,00	Direction de la Solidarité	900,00	MAPA< 40 000
18.77	Produits pharmaceutiques divers	800,00	Direction de la Solidarité	800,00	MAPA< 40 000
19.00	*Produits en caoutchouc*				
19.01	Produits en caoutchouc autres que pneumatiques tous véhicules	1 500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	1 500,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
20.00	*Quincaillerie, outillage, emballage, produits en plastique, métal ou verre (hors construction)*				
20.01	Produits en plastique ou en verre	3 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	13 000,00	MAPA< 40 000
20.01	Produits en plastique ou en verre	10 000,00	Présidence		
20.02	Outillage	26 300,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	26 300,00	MAPA< 40 000
20.03	Produits en métal et quincaillerie	4 150,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	4 150,00	MAPA< 40 000
20.04	Articles de serrurerie	1 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	1 500,00	MAPA< 40 000
20.05	Articles de visserie - boulonnerie	2 150,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	2 150,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Annexe 1

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
21.00	*Produits de la métallurgie et métaux non ferreux*				
21.01	Produits de la métallurgie	2 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	10 500,00	MAPA< 40 000
21.01	Produits de la métallurgie	8 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
21.02	Métaux non ferreux	2 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	7 500,00	MAPA< 40 000
21.02	Métaux non ferreux	5 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
22.00	*Equipements de radio, télévision et communication* (y compris à usage militaire)				
22.04	Appareils de transmission audiovisuelle hors téléphonie	3 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	3 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
23.00	*Instruments de précision, d'optique et d'horlogerie*				
23.05	Instruments de mesure des grandeurs physiques ou chimiques	14 300,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	14 300,00	MAPA< 40 000
23.07	Compteurs	6 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	6 000,00	MAPA< 40 000
23.09	Matériels d'optique (y compris à usage utilitaire)	300,00	Direction de la Solidarité	300,00	MAPA< 40 000
23.10	Matériels photographiques (y compris à usage militaire)	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	500,00	MAPA< 40 000
24.00	*Matériels de transport*				

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
24.02	Camions et véhicules utilitaires (accessoires et pièces détachées compris)	29 000,00	Direction des Moyens Généraux	33 500,00	MAPA< 40 000
24.02	Camions et véhicules utilitaires (accessoires et pièces détachées compris)	4 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
24.02	Camions et véhicules utilitaires (accessoires et pièces détachées compris)	412 500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	412 500,00	UGAP
24.05	Conteneurs, caravanes, remorques (accessoires et pièces détachées compris)	10 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	10 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Annexe 1

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
24.10	Location de véhicules sans chauffeur	15 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	17 000,00	MAPA< 40 000
24.10	Location de véhicules sans chauffeur	2 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
24.11	Acquisition de pièces détachées	800 000,00	Direction des Moyens Généraux	800 000,00	Appel d'offres
24.12	Pneumatiques tous véhicules	1 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	1 000,00	MAPA< 40 000
24.13	Accessoires et équipements tous véhicules	1 500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	1 500,00	MAPA< 40 000
24.14	Equipements électriques pour les véhicules	5 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	5 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
25.00	*Mobilier*				
25.05	Mobilier de rangement	10 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	10 000,00	MAPA< 40 000
25.07	Mobilier intérieur d'exposition, de spectacle et d'animation	10 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	10 000,00	MAPA< 40 000
25.08	Mobilier extérieur d'exposition, de spectacle et d'animation	6 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	6 000,00	MAPA< 40 000
26.00	*Monnaies, bijoux, cristallerie, poterie*				
26.01	Monnaies et bijoux	5 000,00	Présidence	5 000,00	MAPA< 40 000
26.02	Cristallerie	12 000,00	Présidence	12 000,00	MAPA< 40 000
26.03	Poterie	4 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	4 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Annexe 1

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
28.00	*Instruments de musique, jeux et jouets*				
28.02	Jeux et jouets (hors matériels de jeux extérieurs)	90 000,00	Direction de la Solidarité	96 000,00	MAPA> 90 000
28.02	Jeux et jouets (hors matériels de jeux extérieurs)	6 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
30.00	*Armes, munitions, explosifs, matériels et équipements de guerre, de maintien de l'ordre, de protection ou de sécurité.*				
30.05	Munitions	2 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	2 000,00	MAPA< 40 000
30.15	Matériels et équipements de protection ou de sécurité	3 500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	103 500,00	MAPA> 90 000
30.15	Matériels et équipements de protection ou de sécurité	100 000,00	Direction des Moyens Généraux		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
31.00	*Produits pour la construction, le revêtement routier et la signalisation*				
31.01	Matériaux de construction	3 300,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	3 300,00	MAPA< 40 000
31.02	Equipements pour la construction	700,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	700,00	MAPA< 40 000
31.04	Equipements et dispositifs de signalisations et de sécurité pour la circulation	5 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	5 000,00	MAPA< 40 000
31.04	Equipements et dispositifs de signalisations et de sécurité pour la circulation	47 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	47 000,00	UGAP
31.06	Signalisation et signalétiques des bâtiments et des sites	13 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	13 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
33.00	*Matériels et équipements électriques et d'éclairage (hors quincaillerie)*				
33.01	Matériel électrique	2 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	2 500,00	MAPA< 40 000
33.02	Equipements électriques	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	500,00	MAPA< 40 000
33.03	Equipements d'éclairage, lampes et luminaires	38 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	38 000,00	MAPA< 40 000
35.00	*Machines et équipements*				
35.01	Equipements mécaniques	1 800,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	1 800,00	MAPA< 40 000
35.03	Matériel de levage et de manutention	17 500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	42 000,00	MAPA< 90 000
35.03	Matériel de levage et de manutention	24 500,00	Direction des Moyens Généraux		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
35.05	Machines agricoles	6 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	6 000,00	MAPA< 40 000
35.05	Machines agricoles	260 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	260 000,00	UGAP
35.07	Machines pour imprimerie	120 000,00	Direction des Moyens Généraux	120 000,00	MAPA> 90 000
35.08	Autres machines d'usage spécifique	10 400,00	Direction des Moyens Généraux	18 400,00	MAPA< 40 000
35.08	Autres machines d'usage spécifique	8 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
35.09	Appareils domestiques	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	20 500,00	MAPA< 40 000
35.09	Appareils domestiques	20 000,00	Direction des Moyens Généraux		
35.11	Engins de travaux publics	78 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	78 000,00	MAPA< 90 000
37.00	*Produits d'entretien à usage domestique, articles de droguerie, articles de table*				
37.01	Produits d'entretien à usage domestique	350,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	350,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Annexe 1

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
37.03	Articles de droguerie	7 500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	7 500,00	MAPA< 40 000
38.00	*Petites fournitures de bureau*				
38.01	Petites fournitures de bureau	2 500,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	52 500,00	MAPA< 90 000
38.01	Petites fournitures de bureau	50 000,00	Direction des Moyens Généraux		
60.00	*Transport de personnes*				
60.01	Transports ferroviaires des personnes (y compris bagages, animaux et véhicules accompagnés)	330,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	3 330,00	MAPA< 40 000
60.01	Transports ferroviaires des personnes (y compris bagages, animaux et véhicules accompagnés)	3 000,00	Présidence		
60.02	Transports aérien des personnes (y compris bagages, animaux et véhicules accompagnés)	5 000,00	Présidence	5 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Annexe 1

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
60.04	Transports routiers et urbains des personnes non handicapées (y compris bagages, animaux et véhicules accompagnés)	4 500,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	9 500,00	MAPA< 40 000
60.04	Transports routiers et urbains des personnes non handicapées (y compris bagages, animaux et véhicules accompagnés)	5 000,00	Présidence		
60.07	Agence de voyage et autres services touristiques	15 000,00	Présidence	15 000,00	MAPA< 40 000
60.08	Location de tous véhicules avec chauffeurs, pilote ou équipage, pour transport de personnes	5 000,00	Présidence	5 000,00	MAPA< 40 000
60.13	Transports en taxis d'enfants pris en charge par les services de l'enfance du Département	36 000,00	Direction de la Solidarité	36 000,00	MAPA< 40 000
61.00	*Transport de marchandises*				
61.05	Transports routiers et urbains de marchandises	5 000,00	Présidence	30 000,00	MAPA< 40 000
61.05	Transports routiers et urbains de marchandises	10 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur		
61.05	Transports routiers et urbains de marchandises	15 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
61.08	Location de tous véhicules avec chauffeur, pilote ou équipage, pour transport de marchandises, location de machines ou d'outillage avec opérateur	300 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	300 000,00	Appel d'offres

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
61.13	Location de tous véhicules sans chauffeur pour transport de marchandises, location de machaines ou d'outillage sans opérateur	5 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	5 000,00	MAPA< 40 000
62.00	*Services auxiliaires des transports*				
62.04	Péages et droits de stationnement	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	1 500,00	MAPA< 40 000
62.04	Péages et droits de stationnement	1 000,00	Présidence		
63.00	*Services de télécommunication*				
63.03	Services de réseaux de transmission de données (abonnements et communications)	700 000,00	Direction des Moyens Généraux	700 000,00	Appel d'offres
63.04	Maintenance des matériels de téléphonie et des équipements de télécommunication	1 000 000,00	Direction des Moyens Généraux	1 000 000,00	Appel d'offres
63.05	Maintenance des équipements des réseaux de télécommunication	1 800,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	1 800,00	MAPA< 40 000
64.00	*Services des postes (hors monopole postal)*				

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
64.01	Acheminement de lettres et colis à vitesse normale	1 000,00	Direction de la Solidarité	2 300,00	MAPA< 40 000
64.01	Acheminement de lettres et colis à vitesse normale	1 300,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
64.02	Courriers express, activités de coursiers, courriers recommandés, services de boite postale, de poste restante ou de réexpédition	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	500,00	MAPA< 40 000
64.05	Services de courrier	1 900 000,00	Direction des Moyens Généraux	1 900 000,00	Appel d'offres
67.00	*Services informatiques*				
67.03	Assistance à maîtrise d'œuvre	3 800 000,00	Direction des Moyens Généraux	3 800 000,00	Appel d'offres
67.04	Achat et développement de progiciels	840 000,00	Direction des Moyens Généraux	840 000,00	Appel d'offres

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
67.06	Maintenance logicielle	9 060 000,00	Direction des Moyens Généraux	9 060 000,00	Appel d'offres
67.09	Services de banques de données	5 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	5 000,00	MAPA< 40 000
68.00	*Services d'hôtellerie et de restauration*				
68.01	Hébergement en hôtel, pensions, demi-pension, auberges de jeunesse, refuges, campings ou autres	5 000,00	Présidence	94 000,00	MAPA> 90 000
68.01	Hébergement en hôtel, pensions, demi-pension, auberges de jeunesse, refuges, campings ou autres	89 000,00	Direction des Ressources Humaines et du Lien Social		
68.02	Services de restauration	1 200,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	52 500,00	MAPA< 90 000
68.02	Services de restauration	3 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
68.02	Services de restauration	3 300,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
68.02	Services de restauration	45 000,00	Présidence		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
68.03	Services de traiteurs (hors restauration collective)	1 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	58 500,00	MAPA< 90 000
68.03	Services de traiteurs (hors restauration collective)	2 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur		
68.03	Services de traiteurs (hors restauration collective)	55 000,00	Présidence		
69.00	*Services de sécurité*				
69.01	Surveillance d'immeubles, gardes, protection par vigiles ou télésurveillance	200,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	5 200,00	MAPA< 40 000
69.01	Surveillance d'immeubles, gardes, protection par vigiles ou télésurveillance	5 000,00	Présidence		
70.00	*Services d'études, de conseil et d'assistance*				
70.02	Organisation des services: démarche qualité, audit, conseil, contrôle de gestion	50 000,00	Direction de la Solidarité	50 000,00	MAPA< 90 000
70.10	Etude, conseil et assistance en matière sociale	90 500,00	Direction de la Solidarité	90 500,00	MAPA> 90 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Annexe 1

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
70.13	Prestations de traduction	5 000,00	Présidence	109 000,00	MAPA> 90 000
70.13	Prestations de traduction	15 000,00	Direction de la Solidarité		
70.13	Prestations de traduction	89 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur		
70.15	Prestation d'inventaire et de contrôle	1 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	1 000,00	MAPA< 40 000
71.06	Etude de sols	700 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	700 000,00	Appel d'offres
71.08	Mission SPS	200 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	200 000,00	MAPA> 90 000
72.00	*Services de communication*				
72.01	Agences et conseils en communication et publicité	35 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	45 000,00	MAPA< 90 000
72.01	Agences et conseils en communication et publicité	10 000,00	Présidence		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
72.02	Campagne de communication	80 000,00	Présidence	80 000,00	MAPA< 90 000
72.03	Achat et gestion d'espaces publicitaires	1 000,00	Présidence	6 000,00	MAPA< 40 000
72.03	Achat et gestion d'espaces publicitaires	5 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
72.05	Réalisation de stands (salons, foires)	50 000,00	Présidence	50 000,00	MAPA< 90 000
72.09	Travaux graphiques de communication	1 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	8 500,00	MAPA< 40 000
72.09	Travaux graphiques de communication	2 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur		
72.09	Travaux graphiques de communication	5 000,00	Présidence		
72.11	Traitement de l'information	30 000,00	Présidence	30 000,00	MAPA< 40 000
72.12	Mise en place de plates-formes téléphoniques	60 000,00	Direction de la Solidarité	60 000,00	MAPA< 90 000
72.13	Insertion d'annonces pour le recrutement	2 500,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	2 500,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
73.00	*Services de nettoyage*				
73.01	Nettoyage courant des locaux	1 920 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	1 920 000,00	Appel d'offres
73.09	Blanchisserie, teinturerie	3 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	15 500,00	MAPA< 40 000
73.09	Blanchisserie, teinturerie	12 000,00	Présidence		
74.00	*Services d'assainissement, de voirie et de traitement des déchets*				
74.06	Nettoyage des voies et lieux publics (hors bâtiment): voirie, plages, aires de stationnement	3 000 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	3 000 000,00	Appel d'offres
74.11	Entretien du patrimoine arboré	8 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	8 000,00	MAPA< 40 000
75.00	*Services juridiques*				
75.04	Insertion d'annonces légales	15 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	15 000,00	MAPA< 40 000
76.00	*Services sanitaires et sociaux*				

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
76.04	Prestations de services de soins médicaux effectués par des praticiens généralistes et spécialistes (1) : y compris les actes d'anatomocyto-pathologie, les analyses d'imagerie et les services de prévention médicale	45 500,00	Direction de la Solidarité	45 500,00	MAPA< 90 000
76.10	Services de protection maternelle et infantile (1)	14 000,00	Direction de la Solidarité	14 000,00	MAPA< 40 000
76.12	Services d'aide sociale à l'enfance : actions sociales et de soins (Thérapies familiale…)	138 000,00	Direction de la Solidarité	138 000,00	MAPA> 90 000
76.17	Prestation d'accompagnemant social	3 480 000,00	Direction de la Solidarité	3 480 000,00	Appel d'offres
77.00	*Services récréatifs, culturels et sportifs*				
77.01	Services de conception, de production, de distribution, de projection, de traduction et de promotion ou de publicité de films ou d'œuvres audiovisuelles et multimédias (comprend notamment des activités cinématographiques et de vidéo)	50 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	50 000,00	MAPA< 90 000
77.10	Services de gestion, de conservation et de restauration des collections des musées	35 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	35 000,00	MAPA< 40 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
77.19	Services d'animation culturelle, socioculturelle et de loisirs, y compris organisation de loteries	10 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	10 000,00	MAPA< 40 000
77.21	Services concernant les actions éducatives péri- et postscolaires	15 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	15 000,00	MAPA< 40 000
77.23	Services de gestion, de conservation et de restauration des collections des musées - Peintures	40 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	40 000,00	MAPA< 90 000
78.00	*Services d'éducation, services de qualification et d'insertion professionnelles, services de formation professionnelle.*				
78.03	Formation individuelle (professionnelle et initiale)	89 640,00	Direction de la Solidarité	89 640,00	MAPA< 90 000
78.08	Formation professionnelle continue organisée par la collectivité	40 000,00	Direction de la Solidarité	40 000,00	MAPA< 90 000
78.09	Formation professionnelle destinée au personnel collaborant aux missions de la collectivité	1 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	1 000,00	MAPA< 40 000
78.14	Formations hygiène et sécurité et restauration collective	163 000,00	Direction des Ressources Humaines et du Lien Social	163 000,00	MAPA> 90 000

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Annexe 1

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
79.00	*Services immobiliers*				
79.05	Location de salles	40 000,00	Présidence	40 000,00	MAPA< 90 000
80.00	*Services de contrôle, d'analyses et d'essais de produits, matériaux, fluides équipements ou prestations (hors construction)*				
80.02	Contrôles et analyses de l'environnement	2 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	2 500,00	MAPA< 40 000
80.03	Essais et analyses en vue de la délivrance d'une attestation de conformité (certification, normes, contrôles réglementaires périodiques de conformité et de sécurité)	80 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	80 000,00	MAPA< 90 000
81.00	*Services de maintenance (non prévus ailleurs)*				
81.02	Maintenance des camions et des véhicules utilitaires	8 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	18 000,00	MAPA< 40 000
81.02	Maintenance des camions et des véhicules utilitaires	10 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
81.11	Maintenance de machines d'usage général	480 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	480 000,00	Appel d'offres

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
81.12	Maintenance de machines-outils	7 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	7 000,00	MAPA< 40 000
81.13	Maintenance de machines d'usage spécifique	165 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	165 000,00	MAPA> 90 000
81.16	Maintenance des machines de bureau (hors informatique)	44 000,00	Direction des Moyens Généraux	44 000,00	MAPA< 90 000
81.23	Maintenance des équipements médicaux et techniques divers	4 000,00	Direction de la Solidarité	4 000,00	MAPA< 40 000
81.29	Maintenance d'installations et d'équipements de protection contre l'incendie	190 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	190 000,00	MAPA> 90 000
81.30	Maintenance d'installations et d'équipements de contrôle des accès, de portes automatiques	249 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	249 000,00	Appel d'offres
81.34	Maintenance des instruments de mesures et de contrôle	500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	8 000,00	MAPA< 40 000
81.34	Maintenance des instruments de mesures et de contrôle	7 500,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
81.36	Maintenance des matériels agricoles	7 500,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	19 500,00	MAPA< 40 000
81.36	Maintenance des matériels agricoles	12 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires		
81.46	Maintenance des installations techniques des bâtiments	3 620 000,00	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	3 620 000,00	Appel d'offres
81.47	Maintenance des machines et matériels d'imprimerie	72 000,00	Direction des Moyens Généraux	72 000,00	MAPA< 90 000
82.00	*Travaux de la chaîne graphique, d'impression et de reprographie .*				
82.01	Conception graphique, maquette	3 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	3 000,00	MAPA< 40 000
82.04	Autres travaux d'impression et de reprographie	5 000,00	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	30 000,00	MAPA< 40 000
82.04	Autres travaux d'impression et de reprographie	5 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique		
82.04	Autres travaux d'impression et de reprographie	20 000,00	Direction des Moyens Généraux		

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Fournitures et prestations de services : Recensement des besoins homogènes en raison de leurs caractéristiques propres

Année 2023

Code	INTITULE DE LA CATEGORIE HOMOGENE	**Montant prévisionnel HT 2023:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Direction	Total	Procédure
84.00	*Services annexes à l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'horticulture, la chasse et l'industrie agroalimentaire*				
84.02	Maintenance des espaces verts, parcs, jardins, plantations ornementales: y compris maintenance des jeux d'enfants installés dans les parcs et jardins	15 000,00	Direction du Développement Culturel et Artistique	15 000,00	MAPA< 40 000
84.05	Services annexes à la sylviculture et au travail du bois	2 200,00	Direction des Moyens Généraux	2 200,00	MAPA< 40 000

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF001	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	25.04	Acquisition de matériel de restauration destiné à la mise en œuvre du gaspillage alimentaire	Bars à salades	39 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF002	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	10.07	Achat de viande (hors groupement)	Achat de viande pour les services de restauration scolaires et la Cuisine Centrale	4 000 000 €	appel d'offres	01/23	12/26
23UF003	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	10.12	Produits laitiers Cuisine Centrale (hors groupement)	Achats de produits laitiers pour la cuisine centrale hors groupement de commande	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF004	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	10.14	Denrées alimentaires hors viandes et produits laitiers Cuisine Centrale (hors groupement)	Denrées alimentaires hors viandes et produits laitiers Cuisine Centrale (hors groupement)	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF005	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	10.00	Denrées alimentaires cuisine centrale départementale- groupement de commandes	Denrées alimentaires cuisine centrale départementale- groupement de commandes	600 000 €	Groupement de commandes	01/23	12/23
23UF006	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	76.16	Analyses bactériologiques cuisine centrale-groupement de commandes	Analyses bactériologiques des repas préparés par la CCVSO	1 000 €	Groupement de commandes	01/23	12/23
23UF007	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	25.02	Equipements dans les collèges 2022/UGAP	Equipements dans les collèges 2022/UGAP	400 000 €	UGAP	01/23	12/23
23UF008	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	25.02/35.00	Equipements dans les collèges 2022/ hors UGAP	Equipements dans les collèges 2022/ hors UGAP	39 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF009	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	68.02	Frais de traiteurs restauration scolaire	Recours à des traiteurs en cas d'incapacité de fournir les prestations par le service de restauration d'un collège	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF010	CP 02/2023	Direction de l'Education et de l'Enseignement Supérieur	15.05	Achat de livres citoyen à destination des collégiens de 6ème	Achat de livres citoyen à destination des collégiens de 6ème	155 000 €	MAPA> 90 000	01/23	12/24
23UF011	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	70.09	Etudes et Plan de Gestion étangs de la Rose	AVP restauration des étangs, DCE, Plan de gestion simplifié, réunions	35 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF012	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	68.03 / 72.04 / 73.01 / 79.05	Concours Moselle Durable à l'Ecole	Mise en oeuvre du concours comprenant la logistique allant de la sélection des projets des écoles à l'organisation de la cérémonie de remise de prix aux lauréats (location de salle, traiteur, nettoyage, animation…), achat des récompenses…	10 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF013	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	60.04 / 68.03 / 72.04 / 72.06	Amélioration du cadre de vie - Accompagnement des communes	Prise en charge de la logistique lors de la mission d'accompagnement des communes (transports, traiteurs…), tenue de journées d'animations et/ou de formations, réalisation de documents, etc.	15 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF014	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	77.13 / 77.19	Animations relatives à la protection de l'environnement sur les collèges	Mise en œuvre d'animations environnementales dans les collèges (animations, organisation, logistique, frais de déplacement, …)	39 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF015	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	77.13 / 77.19	Animations relatives à la protection de l'environnement sur les sites départementaux et les Espaces Naturels Sensibles	Mise en œuvre d'animations environnementales sur les sites départementaux et les Espaces Naturels Sensibles (animations, organisation, logistique, frais de déplacement, …)	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF016	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	68.02	Prestations de chefs mosellans dans le cadre du concours de cantines de collèges	Prestations de chefs mosellans labellisés Qualité MOSL pour les 3 collèges lauréats du concours « ma cantine sans gaspi » (préparation repas pour les demi-pensionnaires, intervention, déplacement, service)	8 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/24
23UF017	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	25.04 / 25.05	Equipement tri sites départementaux	Bacs bornes tri	6 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/24
23UF018	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	25.04 / 25.05	Equipement tri collèges	Bacs bornes tri	14 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/24
23UF019	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	25.08 / 25.09	Mobilier cours collèges	Mobilier cours bien-être des collèges (mobilier urbain, tables, bancs)	30 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF020	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	70.09	Atlas des friches	Mise à jour de l'Atlas des friches de Moselle	39 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/24
23UF021	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	70.09	Valorisation des eaux d'exhaures	Etude de faisabilité de la valorisation des eaux d'exhaures au bénéfice des agriculteurs, de la distribution d'eau potable ou des industries	80 000 €	MAPA <90 000	01/23	12/24
23UF022	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	31.06 / 84.02	MOSLPARCS - Prestations de services et entretien	Prestations de services et entretien des terrains MOSLPARCS Nord et Est	39 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF023	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	70.06	Mobilité des usagers	Etudes multimodales des dessertes en transport en commun en Moselle	80 000 €	MAPA <90 000	01/23	12/23
23UF024	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	86.04	MOSLPARCS - Prestations de service de géomètres	Intervention de géomètres dans le cadre de la mise en vente des terrains sur les MOSLPARCS Nord et Est	39 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF025	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	70.09	Réalisation d'études d'aménagement foncier de la commune de BOUSBACH	Réalisation d'études d'aménagement foncier dans le cadre des procédures décrites au titre II du livre 1er du CRPM (Code Rural et de la Pêche Maritime)	89 000 €	MAPA <90 000	09/23	12/28
23UF026	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	80.02	Abattage manuel du patrimoine arboré départemental	Abattage manuel du patrimoine arboré départemental	Mini : sans Maxi : 1 600 000 € (400 000 € par an)	appel d'offres	01/23	12/27
23UF027	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	31.03	Mise en œuvre d'enrobés liquides sur les Routes Départementales	Mise en œuvre d'enrobés liquides sur les Routes Départementales	Mini : sans Maxi : 2 400 000 € (600 000 M€ par an)	appel d'offres	01/23	12/27

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF028	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	16.07	Fourniture d'huiles, lubrifiants, graisses, fluides, liquides divers et produits en aérosol pour l'entretien des véhicules et engins des services départementaux	Lot n°1 - Huiles pour véhicules légers et véhicules légers utilitaires Lot n°2 - Huiles pour Poids Lourds, engins et tracteurs Lot n°3 - Graisses multifonction en fûts ou en cartouches, graisses pour graissage centralisé ainsi que graisses pour sellettes Lot n°4 - Produits divers, AD Blue, liquides lave-glace et refroidissement, huiles de frein et d'embrayage, dégrippant, nettoyant frein, aérosols divers Lot n°5 - Location et maintenance de fontaines de nettoyage	mini : sans maxi : 400 000 €	appel d'offres	02/23	12/28
23UF029	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	24.02	Système d'acquisition dynamique pour l'achat de véhicules légers utilitaires	VLU neufs et VLU d'occasion	mini : sans maxi : 1 000 000 €	appel d'offres	09/23	06/29
23UF030	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	23.07	Acquisition de compteurs permanents et pièces de maintenance	Acquisition de compteurs permanents et pièces de maintenance	mini : sans maxi : 60 000 €	MAPA <90 000	03/23	01/28
23UF031	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	70.06	Etudes générales	Etudes générales (3 lots) Lot 1 Etudes hydrauliques et loi sur l'eau Lot 2 Etudes ouvrages d'art Lot 3 Etudes environnement, impact, acoustiques et DUP	mini : sans maxi : 6 000 000 €	appel d'offres	11/23	11/28
23UF032	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	71.05	Prestations de géomètre à exécuter pour l'étude d'opérations intéressant la voirie et le patrimoine départemental	Prestations de géomètre à exécuter pour l'étude d'opérations intéressant la voirie et le patrimoine départemental (3 lots géographiques)	mini : sans maxi : 1 200 000 €	appel d'offres	02/23	01/28
23UF033	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	71.06	Prestations de contrôle extérieur de travaux routiers sur routes départementales	Prestations de contrôle extérieur de travaux routiers sur routes départementales	mini : sans maxi : 2 500 000 €	appel d'offres	01/23	02/27
23UF034	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	71.03	Etudes dans les collèges et les bâtiments départementaux	Etudes dans les collèges et les bâtiments départementaux	85 000 €	MAPA <90 000	01/23	01/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF035	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	25.02 / 25.04 25.05 / 31.02 35.02 / 62.01	Equipements dans les collèges publics et batiments départementaux 2023 / UGAP Matériel demi-pension et mobilier	Equipements dans les collèges publics et batiments départementaux 2023 / UGAP Matériel demi-pension et mobilier	500 000 €	UGAP	01/23	01/24
23UF036	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	25.02 / 25.04 25.05 / 31.02 35.02 / 62.01	Equipements dans les collèges publics et batiments départementaux 2022 / hors UGAP Matériel demi-pension et mobilier	Equipements dans les collèges publics et bâtiments départementaux 2022 / hors UGAP Matériel demi-pension et mobilier	100 000 €	MAPA> 90 000	01/23	01/24
23UF037	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	35.02 / 35.09	Fourniture et pose d'équipements de cuisine	1 accord cadre à marchés subséquents Lot n° 1 : Fourniture et pose de machines à laver la vaisselle Lot n° 2 : Fourniture et pose de gros équipements de cuisine fixes par destination	sans mini avec maxi pour les 4 ans pour chaque lot soit lot 1 : 425 000 € HT/an 1 700 000 € HT pour les 4 ans soit lot 2 : 750 000€ HT/an 3 000 000 € HT pour les 4 ans	appel d'offres	06/23	06/27
23UF038	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	71.01	Prestations intellectuelles pour le bâtiiment	1 accord cadre à marchés subséquents Lot n° 1 : Maîtrise d'œuvre avec Bureau d'Etudes Technique pluridisciplinaire Lot n° 2 : Maîtrise d'œuvre avec compétence architecturale	soit lot 1 : 420 000 € HT/an 1 680 000 € HT pour les 4 ans soit lot 2 : 835 000€ HT/an 3 340 000 € HTpour les 4 ans	appel d'offres	01/23	01/28
23UF039	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.11	MALBROUCK - Exposition 2024	Fournitures et prestations liées à l'organisation de l'exposition 2024	300 000 €	appel d'offres	01/23	03/25
23UF040	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.14	MALBROUCK - Boutique	Achats de produits pour la boutique du château	122 000 €	MAPA >90 000	01/23	03/24
23UF041	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02	MALBROUCK - Programmation artistique	Diverses animations et évènements sur le site	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF042	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.14	Maison Robert Schuman (MRS) - boutique	Achat de produits pour la boutique du musée	22 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF043	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02	MRS - Semaine de l'Europe	Différentes prestations liées à l'organisation de la semaine de l'Europe	16 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF044	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.11	MRS -Exposition temporaire "le soleil levant"	Fournitures et prestations liées à l'organisation de l'exposition	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF045	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.11	MRS -"Les jardins d'Europe"	Fournitures et prestations liées à l'organisation de l'exposition	10 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF046	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02	MRS - Animations et évènements sur le site	Programmation sur le site : conférences, ateliers, contes, colloques et accueil des intervenants, etc	7 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF047	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	82.01/82.04	MRS - Impression d'un fascicule de visite	Création et impression d'un fascicule pour les visites du site	5 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF048	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	84.02	MRS - Aménagement des jardins	Développement et mise en valeur des jardins (plantations, aménagements électriques…)	25 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF049	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique		MRS - Création et aménagement d'une salle pédagogique	Création et aménagement d'une salle pédagogique (activités pour des enfants…)	15 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF050	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.14	GRAVELOTTE - Boutique	Achat de produits pour la boutique du musée	26 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF051	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.11	GRAVELOTTE - Exposition "l'aventure ferroviaire"	Fournitures et prestations liées à l'organisation de l'exposition	45 000 €	MAPA <90 000	01/23	03/24
23UF052	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02	GRAVELOTTE - Festival	Diverses prestations liées à l'organisation d'un festival sur le site	21 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF053	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02	GRAVELOTTE - Animations et évènements sur le site	Programmation sur le site : conférences, ateliers, contes, colloques et accueil des intervenants, etc	4 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF054	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02	Jardins Fruitiers de Laquenexy - Programmation culturelle	Programmation de spectacles, notamment en fin de saison, hors fête des jardins	10 000 €	MAPA <40 000	03/23	12/23
23UF055	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.07 / 10.10 / 10.11 / 37.01 / 37.03 / 73.09	Jardins Fruitiers de Laquenexy - Salon de thé	Fournitures diverses pour le salon de thé (boissons, denrées alimentaires pour la revente, produits d'entretien…)	48 000 €	MAPA <90 000	01/23	03/24
23UF056	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.14 / 15.05 / 28.02	Jardins Fruitiers de Laquenexy - Boutique	Fournitures diverses pour la boutique (carterie, livres, jeux et jouets, épicerie, petit matériel divers ILV (info sur le lieu de vente) /PLV (publicité sur le lieu de vente)…)	50 000 €	MAPA <90 000	01/23	03/23
23UF057	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	11.05 / 11.07	Jardins Fruitiers de Laquenexy - Jardinerie	Fournitures diverses pour la jardinerie (plantes et arbres fruitiers, matériel divers ILV (info sur le lieu de vente) /PLV (publicité sur le lieu de vente)…)	35 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF058	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	69.01 / 69.07 / 72.04 / 73 15 / 77 02 / 82.04	Jardins Fruitiers de Laquenexy - Fête des Jardins et des Saveurs	Fournitures et services divers pour organisation Fête des Jardins	40 000 €	MAPA <90 000	03/23	12/23
23UF059	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	20.01 / 20.02 / 23.07	Jardins Fruitiers de Laquenexy - Irrigation	Système d'irrigation goutte-à-goutte ou microporeux… pour jardins et vergers + matériel de contrôle de l'arrosage	90 000 €	MAPA > 90 000	01/23	03/25
23UF060	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02	Jardins Fruitiers de Laquenexy - Programmation culturelle	Programmation de spectacles, notamment en fin de saison, hors fête des jardins	10 000 €	MAPA <40 000	03/23	12/23
23UF061	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.04/10.11/10.14/15.03/15.05/26.01/28.02	Parc de Bliesbruck - Boutique	Achats de produits et publications destinés à la revente pour la boutique du parc ainsi que les emballages nécessaires	21 500 €	MAPA <40 000	01/23	04/24
23UF062	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.11/10.13/10.14/12.01/13.14/10/13.02/15.02/28.02/68.02/68.03/77.02	Parc de Bliesbruck - Animations et médiation	Achats de produits alimentaires, fournitures destinés aux ateliers pédagogiques et "dégustation" ; Fournitures et prestations pour l'organisation des animations culturelles et accueil des troupes, compagnies et animateurs	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	04/24
23UF063	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.11/10.14/60.01/60.05/68.02/68.03/61.13	Parc de Bliesbruck - Programme transfrontalier de recherches autour de Bliesbruck-Reinheim	Programme de recherches - location de matériels - achat de fournitures - hébergement et restauration des bénévoles - frais de déplacement - prospections géo-physiques - analyses	17 000 €	MAPA <40 000	01/23	04/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF064	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	17.08 / 25.07 / 61.11 / 68.03 / 70.13 / 77.03 / 77.11 / 82.01 / 82.04	Parc de Bliesbruck - Exposition temporaire	Exposition temporaire sur la cuisine romaine	30 000 €	MAPA <40 000	01/23	04/24
23UF065	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.16	DLPB -Congrès des bibliothécaires	Fournitures et prestations de service pour l'organisation de la manifestation à destination de l'ensemble des équipes des bibliothèques du réseau de lecture publique (traiteur, acquisition de lots et prix, intervenants).	12 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF066	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	78.09	DLPB - Formation du réseau des bibliothèques	Formation des équipes bénévoles et salariés du réseau départemental de lecture publique.	12 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF067	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	15.10	DLPB - MoseL'lire	Organisation du concours des jeunes lecteurs mosellans à destination des écoles, des collèges, des établissements spécialisés et des bibliothèques du réseau départemental (achat de documents, prestations annexes diverses, rencontre d'auteurs, aquisitions de lots et prix).	60 000 €	MAPA <90 000	01/23	12/23
23UF068	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02	DLPB - Manifestation Noëls de Moselle	Organisation de la manifestation (achat de spectacles)	29 000 €	MAPA <40 000	02/23	02/24
23UF069	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique		DLPB - Journée professionnelle	Prestations de service dans le cadre de l'organisation de journées professionnelles à destination de publics prioritaires.	2 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF070	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.19	DLPB - Action culturelle	Fournitures et prestations de service dédiées à l'action culturelle du réseau dans le cadre d'une programmation transversale (frais de communication, maitrise d'ouvrages).	70 000 €	MAPA <90 000	01/23	12/23
23UF071	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	76.17	Projet SENIORS	Projets en faveur des personnes âgées à domicile Dans ce cadre, la DLPB : - assure un soutien financier aux bibliothèques du réseau engagées dans cette démarche ; - organise des événements dans les pôles départementaux et les bibliothèques du réseau.	25 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF072	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	20.01	Protection et valorisation des documents de la DLPB	Achat des fournitures nécessaires à l'équipement et la mise en valeur des documents de la DLPB;	36 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/25

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF073	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	36.05	Matériel d'animation et de fabrication numérique	Acquisition de dispositifs d'animation autour de la culture numérique ou de la fabrication numérique (imprimante 3D, traceur de découpe, robots programmables, consoles de jeux vidéo, brodeuse numérique, casques de réalité virtuelle…)	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF074	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.14	MUSSE DE VIC - Boutique	Achat de différents produits, notamment dérivés, pour la boutique du musée	11 500 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF075	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique		MUSEE DE VIC - Fournitures pour travaux divers	Fournitures de petit équipement pour le fonctionnement du site et ses aménagements intérieurs (réserves…)	7 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF076	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02/77.04	MUSEE DE VIC - Programmation annuelle	Prestations pour contes, conférences, animations diverses (catering) dans le cadre du fonctionnement du site et de l'anniversaire du musée	24 900 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF077	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.11	MUSEE DE VIC - Exposition "les Mangeurs de pois"	Fournitures et prestations liées à l'organisation de l'exposition temporaire	60 000 €	MAPA <90 000	01/23	03/24
23UF078	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.01	MUSEE DE VIC - Réalisation d'un film	Réalisation d'un film autour de la restauration du tableau les Mangeurs de Pois	15 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF079	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	25.05	MUSEE DE VIC- Divers aménagements intérieurs	Prestations diverses liées aux aménagements intérieurs du musée	20 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF080	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	25.05	MUSEE DE VIC - Mobilier	Mobilier dans le cadre de la Muséographie	10 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF081	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	23.09 / 18.70	MUSEE DE VIC - Achat de matériel pour déficients visuels	Acquisition de matériels spécifiques pour déficients visuels (crayons optiques, flaneuses..)	19 500 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF082	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	10.14		achat de différents produits pour la boutique du musée (produits dérivés en lien avec lsel et les 50 ans du musée)	15 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF083	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.02/77.04	MUSEE DE MARSAL - Programmation annuelle	Prestations et animations diverses dans le cadre de la programmation annuelle du musée	32 300 €	MAPA <40 000	01/23	03/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF084	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	15.05 / 70.07	MUSEE DE MARSAL - Centre de documentation	Ouvrage en lien avec le sel Documentation scientifique pour la préfiguration du projet archéologique et la création d'un laboratoire du petit scientifique	1 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF085	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.01	MUSEE DE MARSAL - Réalisation d'un film sur le briquetage	Prestations diverses liées à la réalisation d'un film sur le briquetage (réalisation d'une étude scientifique, réalisation d'un film et aménagement dans le parc liés au briquetage)	80 000 €	MAPA <90 000	01/23	03/24
23UF086	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	25.05	MUSEE DE MARSAL - Mobilier	Mobilier dans le cadre de la Muséographie	3 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF087	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	70.07	MUSEE DE MARSAL - Réalisation d'une étude scientifique	Réalisation d'une étude scientifique dans le cadre du projet muséographique en extérieur	5 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF088	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	18.64 / 23.12	MUSEE DE MARSAL - Laboratoire du petit scientifique	Réalisation d'un laboratoire portant sur les traitements chimiques du sel	6 000 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF089	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	23.09	MUSEE DE MARSAL - Achat de matériel pour déficients visuels	Acquisition de matériels spécifiques pour déficients visuels (crayons optiques, création d'objets 3D et de malettes pédagogiques…)	9 500 €	MAPA <40 000	01/23	03/24
23UF090	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	15.12	ARCHIVES- Conditionnement d'archives	Achat de boîtes et de conditionnements spécifiques répondant aux normes édictées par les Archives de France nécessaires à la conservation des archives publiques.	120 000 €	MAPA >90 000	01/23	12/23
23UF091	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	14.01-15.01-15.02-17.08-20.02	ARCHIVES - Restauration des plans et liasses d'archives.	Achat d'outils et matériaux spécifiques à la restauration des plans et liasses d'archives effectuée par l'atelier de restauration du SDAM.	35 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF092	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	74.05	ARCHIVES - Destruction légale d'archives	Destruction d'archives arrivées au terme de leur durée d'utilité administrative.	3 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF093	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.09	ARCHIVES - Désinfection et restauration d'archives.	Restauration, reliure et désinfection d'ouvrages et d'archives publiques par des prestataires extérieurs.	30 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF094	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.09	ARCHIVES - Numérisation des collections d'archives.	Dématérialisation par numérisation des collections départementales pour préservation et diffusion sur internet des originaux.	6 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF095	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	15.11-23.10-23.12-23.13-81.32	ARCHIVES- Conservation des moyens matériels du laboratoire photographique.	Achat de matériels de prises de vue photographique et numériques de stokage et de leurs accessoires pour la réalisation de facs-similés d'archives. L'unité comprend éagalement la maintenance de l'existant.	3 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF096	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	17.08-20.01-72.09-77.11-82.04	ARCHIVES - Expositions temporaires	Dépenses relatives à l'élaboration et à la mise en place des expositions temporaires.	4 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF097	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	77.09	ARCHIVES - Dépoussiérage d'archives et de magasins.	Dépoussiérage des documents d'archives et des dépôts (magasins) qui les conservent.	200 000 €	MAPA >90 000	01/23	03/24
23UF098	CP 02/2023	Direction du Développement Culturel et Artistique	17.08-20.01-70.07-72.04-77.01-77.11-77-21-82.04	MÉMOIRE PATRIOTIQUE - Journée de la mémoire mosellane 2023 et exposition temporaire	Fournitures et prestations liées à l'organisation de la journée de la mémoire + dépenses relatives à l'élaboration et à la mise en place de l'exposition temporaire	125 000 €	MAPA >90 000	01/23	03/24
23UF099	CP 02/2023	Présidence	72.02	ANIMATIONS JEUNESSE	Promotion d'animations autour de la jeunesse	15 000 €	MAPA <40 000	01/23	02/24
23UF100	CP 02/2023	Présidence	72.02/72.03	EVENEMENTIELS MOSELLE PASSION	Promotion évènementiels autour des sites Moselle Passion	150 000 €	MAPA >90 000	01/23	02/24
23UF101	CP 02/2023	Présidence	72.02	PROMOTION MOSELLE PASSION	Actions de promotion autour des sites Moselle Passion	100 000 €	MAPA >90 000	01/23	02/24
23UF102	CP 02/2023	Présidence	72.08	PRESTATIONS PROTOGRAPHIQUES	Reportages photos autour des différentes actions et manifestations du Conseil Départemental 57	50 000 €	MAPA <90 000	01/23	02/24
23UF103	CP 02/2023	Présidence	72.08	VIDEO CONSEIL DEPARTEMENTAL 57	Réalisation de films de promotion des actions du Conseil Départemental 57	30 000 €	MAPA <40 000	01/23	02/24
23UF104	CP 02/2023	Présidence	72.02/72.09	NOELS DE MOSELLE	Actions de promotion autour des Noëls de Moselle	65 000 €	MAPA <90 000	01/23	12/24
23UF105	CP 02/2023	Présidence	72.02/82.01	COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE	Campagne de communication institutionnelle	400 000 €	appel d'offres	01/23	02/24
23UF106	CP 02/2023	Présidence	72.02/72.03	EVENEMENTIEL SPORTS	Promotion d'évènementiels autour de manifestations sportives	50 000 €	MAPA <90 000	01/23	02/24
23UF107	CP 02/2023	Présidence	72.02/10.11	VOEUX AUX CORPS CONSTITUES	Vœux aux corps constitués et aux maires	60 000 €	MAPA <90 000	03/23	03/24
23UF108	CP 02/2023	Présidence	72.02/10.11	VŒUX DES AGENTS	Vœux des agents du Conseil Départemental 57	140 000 €	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	11/23	03/24
23UF109	CP 02/2023	Présidence	68.02/79.05	FORUM DES MAIRES	Réalisation de plusieurs forum des maires sur le département	40 000 €	MAPA <90 000	01/23	02/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF110	CP 02/2023	Présidence	72.05	SALONS GRANDS PUBLICS	Réalisation de stands Conseil Départemental 57 dans les salons grand public	80 000 €	MAPA <90 000	02/23	02/24
23UF111	CP 02/2023	Présidence	68.02/72.05	FIM	Prestation de restauration-technique-hotesse-location d'espace	75 000 €	MAPA <90 000	07/23	12/23
23UF112	CP 02/2023	Présidence	68.02	MOSELLE OPEN	Prestation de restauration dans le cadre de Moselle Open	35 000 €	MAPA <40 000	07/23	12/23
23UF113	CP 02/2023	Présidence	10.11/10.07	MANGEONS MOSELLAN ET AOC MOSELLE	Achat de produits mosellans pour les besoins de la cuisine	50 000 €	MAPA <90 000	02/23	02/24
23UF114	CP 02/2023	Présidence	72.02	OBJETS PROMOTIONNELS	Fournitures objets couleurs département de la moselle	270 000 €	appel d'offres	05/23	12/27
23UF115	CP 02/2023	Présidence	72.08	MOSELLE TV	Conception coproduction et diffusion de programmes TV	470 000 €	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	01/23	12/23
23UF116	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	14.03	T-SHIRTS 1ERE LICENCE	Achats de prestations de communications dans le cadre de l'organisation de plusieurs journées destinées à la distribution des tee shirts "1ère licence" dans les Territoires de Moselle	70 000 €	MAPA <90 000	11/23	12/24
23UF117	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	BELLES RENCONTRES	Frais d'organisations, de suivi et de communication de l'opération "Les Belles Rencontres"	15 000 €	MAPA <40 000	04/23	03/24
23UF118	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	CLUBS MOSELLE	Achat de prestations de communication relatives à la promotion des clubs et athlètes labellisés Moselle	100 000 €	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	04/23	03/24
23UF119	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.04	PRESTATIONS D'ORGANISATION DES EVENEMENTS SPORTIFS	Frais d'organisations, de suivi des évènements	89 000 €	MAPA <90 000	03/23	02/24
23UF120	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	MOSELLE SPORT SENIOR	Frais d'organisations, de suivi et de communication de l'opération "Moselle Sport Senior"	15 000 €	MAPA <40 000	04/23	03/24
23UF121	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	27.01	MOSELLE TERRE DE JEUX	Achat de matériel spécifique au projet Terre de Jeux	70 000 €	MAPA <90 000	04/23	03/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF122	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	OPERATIONS JEUNES	Achats de prestations de communications dans le cadre de l'organisation de diverses opérations sportives en direction des jeunes mosellans	30 000 €	MAPA <40 000	04/23	03/24
23UF123	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	OPERATIONS JEUNES MOMES	Opérations en direction des jeunes écoliers afin de les convier lors d'évènements sportifs se déroulant en Moselle, dans le cadre de partenariat USEP et organisateur de manifestations	15 000 €	MAPA <40 000	04/23	03/24
23UF124	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	RELATIONS PUBLIQUES MOSELLE OPEN	Achat de prestations de communication relatives à l'organisation de colloques, de rencontres, de soirées thèmatiques lors de la semaine du Moselle Open	80 000 €	MAPA <90 000	04/23	03/24
23UF125	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	FC METZ	Achats de prestations de communication et de billeterie dans le cadre des différentes rencontres de la saison sportive du club	2 400 000 €	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	01/23	05/26
23UF126	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	MOSELLE OPEN	Achats de prestations de communication et de billeterie	2 600 000 €	Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables	09/23	12/26
23UF127	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.04	MAISON SPORT SANTE EVENEMENTS	Rencontres annuelles entre professionnels et associations sur le théme sport santé dans le cadre du label . Evenement d'envergure nationale sport santé	320 000 €	appel d'offres	01/23	12/23
23UF128	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	77.14	MOSELLE TERRE DE JEUX AMBASSADEURS	Constitution d'un pool d'ambassadeurs (sportifs - organisateurs) avec prestation d'image pour promouvoir les sites mosellans labellisés	400 000 €	appel d'offres	01/23	12/23
23UF129	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	77.14	MOSELLE TERRE DE JEUX ANIMATIONS	Animations itinérantes caravanes du sport	200 000 €	MAPA >90 000	01/23	12/23
23UF130	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	77.14	MOSELLE TERRE DE JEUX EVENEMENTS	Organisations de grands évènements promotionnels dont valorisation du handisport - Achat d'espace et de support de communication - Achat de prestation	700 000 €	appel d'offres	01/23	12/23
23UF131	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	77.14	MOSELLE TERRE DE JEUX PROMOTION	Achat et conception de divers supports pour la promotion des Centres de Préparation des jeux Mosellans	600 000 €	appel d'offres	01/23	12/23
23UF132	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	ANIMATION JEUNESSE	Frais d'organisation, de fonctionnement et de communication des animations jeunesse.	15 000 €	MAPA <40 000	03/23	02/24

Liste des unités fonctionnelles de fournitures et de services (au sens du code de la commande publique)
Année 2023

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Code nomenclature dominant (à titre indicatif)	Libellé de l'unité fonctionnelle	Description de l'unité fonctionnelle	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'unité fonctionnelle
23UF133	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	CONSEIL DEPARTEMENTAL DES JEUNES	Frais d'organisations de fonctionnement, de suivi et de communication du conseil départemental des jeunes en 2023	40 000 €	MAPA <90 000	01/23	12/23
23UF134	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	MOSELLE GAMING	Frais d'organisation et de communication d'une manifestation départementale dédiée aux jeux vidéos	60 000 €	MAPA <90 000	01/23	12/23
23UF135	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	MANIFESTATION DEPARTEMENTALE MOSELLE JEUNESSE	Frais d'organisation et de communication d'une manifestation dédiée aux initiatives des jeunes mosellans	130 000 €	MAPA >90 000	01/23	12/23
23UF136	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	RENCONTRES JEUNESSE	Frais d'organisation et de communication des rencontres dédiées aux initiatives des jeunes mosellans	89 000 €	MAPA <90 000	01/23	12/23
23UF137	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	VALORISATION ET ANIMATION DE MOSELLE JEUNESSE	Frais d'organisation, de fonctionnement et de communication du Projet Moselle Jeunesse sur les territoires mosellans.	24 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF138	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	VALORISATION DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES MOSELLANS	Frais d'organisation, de fonctionnement et de communication des initiatives et engagement des jeunes sur les territoires.	30 000 €	MAPA <40 000	01/23	12/23
23UF139	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	ACADEMOS CENTRE DE PREPARATION DES JEUX	Valorisation de ACADEMOS en tant que site labelisé centre de Préparation aux jeux : supports de communication	160 000 €	MAPA >90 000	01/23	12/23
23UF140	CP 02/2023	Direction des Sports et de la Jeunesse	72.02	ACADEMOS EVENEMENT	Evenements inauguraux- Promotion du site par divers visuels et outils de communication	250 000 €	appel d'offres	01/23	12/23

Liste des opérations de travaux (au sens du code de la commande publique)

Annexe 3

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Libellé de l'opération de travaux	Descriptif de l'opération de travaux	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'opération
23OT001	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux de renaturation de l'Altwiesgraben	Traitement de la végétation et plantations, aménagement de passerelles et de passages à gué, pompage de l'eau et pêche de sauvetage, mouvements de terre, implantation topographique	120 000 €	MAPA >90 000	01/23	12/24
23OT002	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	MOSLPARC Nord - Aménagement voiries	Travaux d'aménagement des voiries avant cession des terrains	2 500 000 €	MAPA >90 000	01/23	12/24
23OT003	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Réparations et entretien spécialisé d'Ouvrages d'Art	Lot n°1 : UTT de Thionville, Metz-Orne et Forbach-Saint-Avold Lot n°2 : UTT de Sarreguemines-Bitche et Sarrebourg-Château-Salins	Mini : 800 000 € (200 000 € par an) Maxi : 48 000 000 € (12 000 000 € par an)	appel d'offres	09/23	01/29
23OT004	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Réalisation d'enrobés bitumineux sur Routes Départementales	Lot n°1 : UTT de Metz-Orne et Thionville	Mini : 400 000 € (100 000 € par an) Maxi : 16 000 000 € (4 000 000 € par an)	appel d'offres	10/23	01/29
23OT005	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Traitement de fissures sur Routes Départementales	Traitement de fissures sur Routes Départementales	Mini : sans Maxi : 2 800 000 € (700 000 € par an)	MAPA> 90 000	12/23	01/29
23OT006	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux de signalisation horizontale sur les routes et sites départementaux	Travaux de signalisation horizontale sur les routes et sites départementaux	Mini : sans Maxi : 2 800 000 € (700 000 € par an)	MAPA> 90 000	10/23	01/29

Liste des opérations de travaux (au sens du code de la commande publique)

Annexe 3

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Libellé de l'opération de travaux	Descriptif de l'opération de travaux	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'opération
23OT007	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Déconstruction et reconstruction de l'ouvrage MA27 à SILLEGNY	Déconstruction et reconstruction de l'ouvrage MA27 à SILLEGNY	2 300 000 €	MAPA> 90 000	04/23	05/25
23OT008	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Réparation de l'ouvrage SB19 sur la RD27 à SARREBOURG	Réparation de l'ouvrage SB19 sur la RD27 à SARREBOURG	2 300 000 €	MAPA> 90 000	04/23	05/25
23OT009	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Création d'un giratoire sur la RD112F	Création d'un giratoire sur la RD112F	2 300 000 €	MAPA> 90 000	02/23	05/25
23OT010	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Déconstruction et reconstruction de l'ouvrage BB12 à EBLANGE	Déconstruction et reconstruction de l'ouvrage BB12 à EBLANGE	900 000 €	MAPA> 90 000	02/23	05/25
23OT011	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux d'entretien, de mise en conformité et travaux urgents dans les bâtiments départementaux	Travaux d'entretien, de mise en conformité et travaux urgents dans les bâtiments départementaux	85 000 €	MAPA <90 000	01/23	01/24
23OT012	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux annuels d'amélioration dans les bâtiments départementaux	Travaux annuels d'amélioration dans les bâtiments départementaux	85 000 €	MAPA <90 000	01/23	01/24
23OT013	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux d'entretien, de mise en conformité et travaux urgents dans les collèges	Travaux d'entretien, de mise en conformité et travaux urgents dans les collèges	85 000 €	MAPA <90 000	01/23	01/24
23OT014	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux annuels d'amélioration dans les collèges	Travaux annuels d'amélioration dans les collèges	85 000 €	MAPA <90 000	01/23	01/24
23OT015	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Rénovation d'un bâtiment pour la réalisation d'une antenne du Centre Départemental de l'Enfance à THIONVILLE	Rénovation d'un bâtiment pour la réalisation d'une antenne du Centre Départemental de l'Enfance à THIONVILLE	1 600 000 €	MAPA >90 000	01/23	12/24

Liste des opérations de travaux (au sens du code de la commande publique)

Annexe 3

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Libellé de l'opération de travaux	Descriptif de l'opération de travaux	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'opération
23OT016	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Rénovation et isolation des toitures du collège Charles de Gaulle à FAMECK	Rénovation et isolation des toitures du collège Charles de Gaulle à FAMECK	583 340 €	MAPA >90 000	01/23	01/25
23OT017	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Rénovation et isolation des toitures du collège Lous Pasteur à FLORANGE	Rénovation et isolation des toitures du collège Louis Pasteur à FLORANGE	583 340 €	MAPA >90 000	01/23	01/25
23OT018	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Rénovation et isolation des toitures du collège Jules Lagneau de METZ	Rénovation et isolation des toitures du collège Jules Lagneau de METZ	630 000 €	MAPA >90 000	01/23	01/25
23OT019	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Rénovation et isolation de la toiture de la demi-pension du collège de LEMBERG	Rénovation et isolation de la toiture de la demi-pension du collège de LEMBERG	250 000 €	MAPA >90 000	03/23	03/25
23OT020	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Rénovation de la Salle des Délibérations et des locaux attenants	Rénovation de la Salle des Délibérations et des locaux attenants	2 080 000 €	MAPA >90 000	06/23	06/25
23OT021	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux dans divers collèges, bâtiments départementaux et Centres Moselle Solidarités du Département de la Moselle - Courants forts-faibles - Désamiantage - Menuiseries bois - Stores et occultations - VRD	Travaux dans divers collèges, bâtiments départementaux et Centres Moselle Solidarités du Département de la Moselle - Courants forts-faibles - Désamiantage - Menuiseries bois - Stores et occultations - VRD	sans mini avec maxi pour 4 ans pour chaque lot 1 670 000 € HT/an soit 6 680 000 € HT/pour 4 ans 420 000 € HT/an soit 1 680 000 € HT/pour 4 ans 420 000 € HT/an soit 1 680 000 € HT/pour 4 ans 170 000 € HT/an soit 680 000 € HT/pour 4 ans 835 000 € HT/an soit 3 340 000 € HT/pour 4 ans	appel d'offres	04/23	12/27

Liste des opérations de travaux (au sens du code de la commande publique)

Annexe 3

N° (à attribuer par la DMCJ)	Date d'adoption par le CD ou la CP	Direction	Libellé de l'opération de travaux	Descriptif de l'opération de travaux	**Montant prévisionnel HT:** ->pour les accords-cadres indiquer le montant maximum HT tous lots et toutes périodes confondus -> pour les marchés ordinaires indiquer le montant estimatif pour la durée totale du marché	Mode de passation du marché public	Date de lancement de la procédure	Date prévisionnelle de solde de l'opération
23OT022	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux de reconstruction de la demi-pension du collège d'ALBESTROFF	Travaux de reconstruction de la demi-pension du collège d'ALBESTROFF	1 940 000 €	MAPA >90 000	09/23	09/25
23OT023	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Travaux de reconstruction de la demi-pension du collège de LORQUIN	Travaux de reconstruction de la demi-pension du collège de LORQUIN	2 100 000 €	MAPA >90 000	09/23	09/25
23OT024	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	UTS Woippy - Rénovation du chauffage	UTS Woippy - Rénovation du chauffage	100 000 €	MAPA >90 000	01/23	01/24
23OT025	CP 02/2023	Direction du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires	Remplacement de la toiture de l'externat et pose de panneaux photovoltaïques au collège de BOULAY	Remplacement de la toiture de l'externat et pose de panneaux photovoltaïques au collège de BOULAY	1 417 000 €	MAPA >90 000	01/23	01/24

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e403-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET MANDAT SPECIAL - FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA BANDE DESSINEE D'ANGOULEME

DOSSIER N° | | 35 | 1208 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un mandat spécial à ANGOULEME,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- de confier un mandat spécial à M. Rémy DICK, Vice-Président délégué à la Politique de la Culture, pour sa participation les 27 et 28 janvier 2023, à la 50ème édition du Festival International de la Bande Dessinée d'Angoulême et ce dans le cadre de la convention de partenariat qui lie le Département de la Moselle et le Festival.
- d'autoriser la prise en charge des frais réels engagés sur le budget départemental (transport, hébergement, restauration) par le représentant du Département et les fonctionnaires qui l'accompagnaient.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e402-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Direction des Assemblées

OBJET MANDAT SPECIAL - SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE A PARIS

DOSSIER N° | | 36 | 1189 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur un mandat spécial pour le Salon International de l'Agriculture à PARIS,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- de confier un mandat spécial :

- à M. Julien FREYBURGER, 1er Vice-Président, M. Bernard SIMON, Vice-Président délégué au Tourisme et aux Sites Passionnément Moselle, M. Emmanuel LEBEAU, Président de la 1ère Commission,
- ainsi qu'aux membres de la 4ème Commission, à savoir : Mme Magaly TONIN, M. David SUCK, Mme Sylvie BOUSCHBACHER, M. Jean FRANÇOIS, Mme Marie-Elisabeth BECKER, M. Patrick REICHHELD, Mme Mélanie THIEL-MIESZKALSKI, M. Luc CORRADI et M. Pierre-Jean DIDIOT,

dans le cadre de leur déplacement au Salon International de l'Agriculture à PARIS, le lundi 27 février 2023 ;

- d'autoriser la prise en charge, sur le budget départemental, des frais réels (transports, restauration) engagés par la délégation du Département composée des élus ci-dessus mentionnés, ainsi que de fonctionnaires départementaux, de personnes extérieures et de représentants de la presse.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e566-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET AMBITION MOSELLE 2020-2025

DOSSIER N° | | 37 | 1197 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur le dispositif AMBITION MOSELLE,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'attribuer les subventions, au titre du dispositif AMBITION MOSELLE conformément aux tableaux et au bénéfice des collectivités figurant en annexes 1 et 2,
- d'autoriser Monsieur le Président à engager les crédits correspondants soit 4 737 300 €,
- de l'autoriser à signer les contrats individuels en annexes 3, 4 et 5 à la présente décision et les conventions AMBITION MOSELLE des collectivités bénéficiaires,
- d'approuver la mesure de bienveillance à l'égard des collectivités dont la programmation de versement ou l'échéance de démarrage de travaux prévues en 2022 n'ont pu être respectées en raison du contexte actuel.

M. CHABANE et Mme HAAG ne participent ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

Projets contractualisés

ANNEXE 1

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
FORBACH - SAINT-AVOLD	ALSTING	URBE00926	REHABILITATION DE LA COUR DE L'ECOLE	270 160 €	50 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD	URBE00924	REHABILITATION THERMIQUE DE L'ECOLE PRIMAIRE ET DESIMPERMEABILISATION DE LA COUR	2 033 800 €	300 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	STIRING-WENDEL	URBE01036	AMENAGEMENT DE LA COULEE VERTE	2 922 950 €	750 000 €
METZ-ORNE	MONTOIS-LA-MONTAGNE	URBE00829	REQUALIFICATION DU PARC DU CHÂTEAU	530 592 €	100 000 €
THIONVILLE	BOUZONVILLE	URBD06283	AMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE FOOTBALL SYNTHETIQUE	826 662 €	165 000 €
THIONVILLE	KNUTANGE	URBE01049	CREATION D'UN BATIMENT MULTI-EQUIPEMENTS	4 261 829 €	850 000 €
			TOTAL	**10 845 993 €**	**2 215 000 €**

Projets conventionnés

ANNEXE 2

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
FORBACH - SAINT-AVOLD	BAMBIDERSTROFF	RURE00945	AMENAGEMENT DU PARKING PLACE DE LA MAIRIE	134 866 €	30 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	BIDING	RURD06969	RENOVATION DU BÂTIMENT COMMUNAL, ANCIENNE MAISON DES JEUNES	66 938 €	8 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	BISTEN-EN-LORRAINE	RURE00852	AMENAGEMENT DES CHEMINS DE L'EGLISE ET DU CIMETIERE	27 655 €	5 500 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	BOUSTROFF	RURE00851	RENOVATION DE LA FACADE DE LA MAIRIE	30 100 €	7 500 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	COUME	RURE01025	CHANGEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES DE L'ECOLE PRIMAIRE	50 407 €	10 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	DALEM	RURE01027	REHABILITATION ET SECURISATION DES ABORDS DU CIMETIERE COMMUNAL	49 542 €	10 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	DALEM	RURE01028	CREATION D'UN CAFE MULTI-SERVICES	84 524 €	25 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	EBLANGE	RURE00949	CREATION D'UN PARKING AUX ABORDS DU COMPLEXE SPORTIF	63 391 €	13 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	ETZLING	RURE01085	RENOVATION DU PONT ROUTE DE KERBACH	223 345 €	60 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	HERNY	RURE00925	SECURISATION DES ACCES AU PASSAGE A NIVEAU N°5 RUE DE SEUTRY	57 354 €	11 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	HOLACOURT	RURE01043	SECURISATION DE LA RD 70 RUE MAISON ROUGE	23 400 €	9 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	LACHAMBRE	RURE00843	REFECTION PARTIELLE DE VOIRIES RUE DE LA FRESNE ET ROUTE DE HOLBACH	47 885 €	10 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	LANING	RURE00846	MISE EN PLACE DE MONUMENTS CINERAIRES CAVEAUX URNES	22 060 €	4 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	LEYVILLER	RURE00847	REHABILITATION D'UN HANGAR EN ATELIER MUNICIPAL	92 265 €	25 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	LEYVILLER	RURE00878	REHABILITATION D'ATELIERS MUNICIPAUX EN PERISCOLAIRE ET INSTALLATION D'UNE POMPE A CHALEUR POUR L'ECOLE ELEMENTAIRE	366 906 €	55 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	NOUSSEVILLER-SAINT-NABOR	RURE01038	TRANSFORMATION DU TERRAIN DE FOOTBALL EN SCHISTE EN TERRAIN SYNTHETIQUE	755 994 €	163 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	PETIT-TENQUIN	RURE00908	RENOVATION BASSE CONSOMMATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	26 178 €	6 000 €

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
FORBACH - SAINT-AVOLD	TENTELING	RURE01072	REFECTION RUE DE LA LIBERATION A EBRING	225 677 €	45 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	VARSBERG	RURE00853	REMPLACEMENT DE LA TOITURE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE	70 240 €	12 000 €
FORBACH - SAINT-AVOLD	VELVING	RURE00869	AMENAGEMENT RUE DES FONTAINES ET PARKING	99 781 €	19 000 €
METZ-ORNE	ARS-LAQUENEXY	RURE00894	REHABILITATION COMPLETE DU BATIMENT DE L'ECOLE ELEMENTAIRE	1 251 379 €	200 000 €
METZ-ORNE	LORRY-LES-METZ	RURE00911	RENOVATION DE LA TOITURE DE L'EGLISE	49 793 €	7 000 €
METZ-ORNE	MALROY	RURE00910	TRAVAUX ENTREE NORD	1 170 272 €	300 000 €
METZ-ORNE	MEY	RURD07373	INSTALLATION DE DEUX COLUMBARIUMS ET D'UN JARDIN DU SOUVENIR	13 000 €	2 400 €
METZ-ORNE	POURNOY-LA-GRASSE	RURE00856	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	137 953 €	20 000 €
METZ-ORNE	RONCOURT	RURE00903	REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES DE LA MAIRIE	94 776 €	20 000 €
METZ-ORNE	SECOURT	RURE00855	AMENAGEMENT D'UNE MAISON D'ASSISTANTES MATERNELLES	288 254 €	54 000 €
METZ-ORNE	VIGNY	RURE00858	REQUALIFICATION DE L'ESPACE PLACE DE L'EGLISE	19 129 €	5 700 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	AZOUDANGE	RURE01117	RENOVATION DE L'EGLISE	67 765 €	18 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	BOURDONNAY	RURE00891	REFECTION DE VOIRIE	39 842 €	6 500 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	BURLIONCOURT	RURE00986	AMENAGEMENT DU CIMETIERE	49 346 €	13 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	DOLVING	RURE01091	CONSTRUCTION D'UN ATELIER MUNICIPAL	208 420 €	45 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	GUEBLANGE-LES-DIEUZE	RURD07374	ENFOUISSEMENT DES RESEAUX AERIENS ET EMBELLISSEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE	256 007 €	50 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	GUNTZVILLER	RURE01054	CREATION D'UN CHEMIN PIETONNIER	408 857 €	85 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	HAMPONT	RURE01591	REMPLACEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC EN LED	24 988 €	5 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	LIXHEIM	RURE01105	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	25 985 €	6 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	VIC-SUR-SEILLE	RURE00880	RESTAURATION DU MUR DU CIMETIERE	113 388 €	22 000 €
SARREBOURG - CHATEAU-SALINS	VIC-SUR-SEILLE	RURE00902	AMENAGEMENT DE LA RUE DES ALLOVINS	252 269 €	45 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	ERNESTVILLER	RURE00870	RENOVATION DE LA RUE DU VIEUX CHÂTEAU	51 737 €	10 000 €

TERRITOIRE	BENEFICIAIRE	N° DOSSIER	PROJET	MONTANT TRAVAUX	MONTANT AIDE
SARREGUEMINES - BITCHE	LOUTZVILLER	RURD07379	ACQUISITION D'UN PARAFOUDRE ET REFECTION DU PARATONNERRE	5 247 €	1 700 €
SARREGUEMINES - BITCHE	S I E DE VOLMUNSTER	ENVE00857	RENFORCEMENT DU RESEAU INCENDIE	588 150 €	200 000 €
SARREGUEMINES - BITCHE	WALDHOUSE	RURE00873	CREATION D'UN FORAGE ET INSTALLATION D'UN SYSTEME D'ARROSAGE AUTOMATIQUE DU TERRAIN DE SPORT	38 959 €	7 000 €
THIONVILLE	FILSTROFF	RURE00841	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	52 666 €	8 000 €
THIONVILLE	FILSTROFF	RURE00842	TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX RUE DE LA MAIRIE	124 686 €	25 000 €
THIONVILLE	FIXEM	RURE01032	REQUALIFICATION D'UNE VIEILLE FERME EN LOGEMENTS COMMUNAUX	1 653 636 €	400 000 €
THIONVILLE	HEINING-LES-BOUZONVILLE	RURE00828	IMPLANTATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS	86 495 €	17 000 €
THIONVILLE	KERLING-LES-SIERCK	RURE00830	AMENAGEMENT DES VOIRIES ET TROTTOIRS GRAND RUE ET RUE DE LA SAPINIERE A FRECHING	174 400 €	35 000 €
THIONVILLE	KLANG	RURE00844	REFECTION TOTALE DE LA TOITURE DE LA MAIRIE	44 357 €	9 000 €
THIONVILLE	MONNEREN	RURE00867	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	14 240 €	4 000 €
THIONVILLE	RODEMACK	RURE00937	CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE	1 675 297 €	293 000 €
THIONVILLE	ROUSSY-LE-VILLAGE	RURE01040	REHABILITATION DU FOYER ROBERT SCHUMAN	170 165 €	30 000 €
THIONVILLE	ZOUFFTGEN	RURE01030	AMENAGEMENT DE VOIRIE LOTISSEMENT DES FLEURS	224 640 €	50 000 €
			TOTAL	**11 894 606 €**	**2 522 300 €**

Commune

CONTRAT AMBITION MOSELLE

TERRITOIRE : FORBACH SAINT-AVOLD

COLLECTIVITE : COMMUNE DE STIRING-WENDEL

Entre

Le Département de la Moselle représenté par son Président Patrick WEITEN, agissant en vertu des délibérations adoptées par l'Assemblée Départementale en date du 5 décembre 2019 et par la Commission Permanente en date du 5 octobre 2020.

Et

La Commune de STIRING-WENDEL représentée par son Maire par Yves LUDWIG autorisé à signer un contrat pluriannuel en vertu de la délibération du …….. .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu la Loi NOTRe

Il est convenu ce qui suit….

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Moselle a toujours eu à cœur d'être un partenaire privilégié, pour ne pas dire le partenaire premier, des territoires et des collectivités territoriales qui en constituent le tissu.

Cela s'est traduit et incarné dans des dispositifs de soutien financier à l'investissement des communes et intercommunalités très différents selon les époques :

- jusqu'en 2008, avec la Politique Départementale d'Aménagement Urbain (PDAU) pour les villes de plus de 4500 habitants, le Soutien à l'Aménagement des Communes Rurales (SACR) proposé aux communes de moins de 4 500 habitants et la Politique d'Aménagement et de Développement des Territoires Mosellans (PADTM) pour les EPCI à Fiscalité propre,

- puis à partir de 2009, le Programme d'Aide aux Communes et aux TErritoires (PACTE) et ses 3 volets (Aménagement, Environnement, Patrimoine),
- enfin, depuis 2015 le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires (AMITER).

Ces mécanismes de soutiens financiers, tous différents, étaient chacun pour ce qui les concernait, adaptés aux réalités financières et aux possibilités budgétaires de leur époque ainsi qu'aux attentes formulées empiriquement ou dûment constatées, des besoins de développement des collectivités territoriales.

C'est pourquoi, face :

- à un monde en constante et rapide mutation,
- à la confrontation à une réelle concurrence territoriale,
- à l'expression des besoins nouveaux formulés par la population et notamment à l'attente de proximité et d'écoute,

il fut nécessaire de définir une nouvelle ambition pour la Moselle.

C'est fort de ce constat et de cette conviction qu'au moment où de nombreux Départements français ont mis un terme aux politiques de soutien aux Communes et intercommunalités, que la Moselle entend, elle au contraire, poursuivre son effort à travers une nouvelle forme d'aides et ce, quels que soient les contextes financiers contraints dans lequel l'Etat place volontairement et formellement les Départements. Cet effort se doit d'être en phase avec une nouvelle ambition collective partagée, fruit des dialogues engagés, depuis plus d'un an avec les élus des collectivités infra départementales.

Des rencontres nombreuses ont eu lieu dans le cadre des « rendez-vous de territoires » qui ont été conduits sous la présidence actuelle avec tous les Conseillères et Conseillers Départementaux. Elles ont mis en exergue, avec force, le besoin d'accompagnement dans un cadre clair, formulé par les édiles locaux et les populations dont ils ont la responsabilité.

C'est l'état d'esprit qui a conduit l'Assemblée Départementale à adopter un nouveau dispositif intitulé « AMBITION MOSELLE ».

Ce dispositif s'appuie sur une connaissance fine des diversités territoriales clairement mises en évidence :

- d'une part, par les rencontres sur le terrain, au plus près des réalités ;
- d'autre part, des analyses croisées menées à l'interne dans les services départementaux par l'Observatoire du Territoire de la Moselle.

Disposant ainsi d'une véritable cartographie statistique des 5 territoires d'actions des politiques publiques départementales, (METZ-ORNE, THIONVILLE, FORBACH-SAINT-AVOLD, SARREGUEMINES-BITCHE et SARREBOURG-CHATEAU-SALINS) il est désormais possible de projeter le Département dans les années à venir, à travers un mécanisme d'aides s'appuyant sur le bilan du passé, les réalités du présent et les nécessités prospectives.

Le dispositif AMBITION MOSELLE pourra dès lors être un moteur d'attractivité mis au service de tous.

Diagnostic synthétique du territoire de Forbach Saint-Avold

Présentation générale du territoire

Le territoire de Forbach Saint-Avold compte **229 594 habitants** (soit 22 % de la population mosellane). C'est le troisième territoire le plus peuplé des 5 grands territoires des politiques départementales après Metz-Orne et Thionville. Il regroupe **148 communes** et **6 EPCI** : CA Forbach Porte de France (78 290 habitants), CA Saint-Avold Synergie (53 807 habitants), CC de Freyming-Merlebach (32 520 habitants), CC du District Urbain de Faulquemont (24 831 habitants) , CC Houve Pays Boulageois (23 237 habitants) et CC du Warndt (18 102 habitants).

Démographie / Population

Une population en forte baisse. Le territoire de Forbach Saint-Avold **a perdu 4 698 habitants** entre 2011 et 2016, soit un taux d'évolution de **- 2 %** (contre + 0,01 % en Moselle, + 0.29 % à l'échelle du Grand Est et + 2,2 % au niveau national). C'est le territoire de Moselle qui a connu la plus forte perte de population (en valeur). A l'échelle des EPCI, seul la CC Houve Pays-Boulageois a vu sa population augmenter entre 2011 et 2016 (+ 1,4 %). La perte de population du territoire est principalement liée à un solde migratoire négatif (- 6 022 entre 2011 et 2016), légèrement compensé par un solde naturel encore positif (+ 1 324).

Un vieillissement assez prononcé de la population, en particulier à l'est du territoire. L'indice de vieillissement du territoire de Forbach Saint-Avold est plus élevé qu'au niveau mosellan (**84** contre 79 en moyenne en Moselle). La pyramide des âges du territoire tend à s'inverser avec une base (naissances) qui se rétrécit, quand la part des personnes âgées augmente. Avec la baisse de la population jeune à l'est, le territoire pourrait devenir l'un des territoires les plus âgés de Moselle.

Un taux de pauvreté très important, principalement à l'est du territoire. Le taux de pauvreté du département de la Moselle s'établit à **14,7 %** en 2018, soit 1 ménage sur 7 en dessous du seuil de pauvreté. **Le territoire le plus touché est celui de Forbach Saint-Avold, avec un taux de 17,6 %.** A l'échelle des EPCI, le territoire le plus touché est la **CC de Freyming-Merlebach (22,4 %).** Certaines communes affichent des taux de pauvreté records, notamment : **Behren-lès-Forbach (35,5 %), Farébersviller (35,4 %),** ou Forbach (29,5 %).

Formation / emploi

Un niveau de formation en hausse (surtout à l'ouest du territoire) mais qui reste inférieur à la moyenne départementale. Quand en Moselle, en moyenne, 35 % des actifs occupés de 15 ans et plus sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, **ce taux est de 27 % sur le territoire de Forbach Saint-Avold**. Le niveau de formation augmente sur tous les territoires depuis 2010, **mais moins fortement** sur le territoire de Forbach Saint-Avold. **Le territoire compte 1 158 étudiants, soit 5 % des étudiants mosellans** (27 065).

L'apprentissage de l'allemand : un bon niveau de formation. A l'échelle du territoire, **52 %** des élèves apprennent l'allemand contre **37 %** en moyenne à l'échelle mosellane et plus de **13 %** apprennent l'allemand de manière renforcée contre **7,2 %** en Moselle. C'est le **deuxième territoire de Moselle**, après Sarreguemines-Bitche, en termes d'apprentissage de l'allemand. En misant sur le bilinguisme et la formation, les territoires anticipent les besoins transfrontaliers de demain.

Un emploi en baisse mais une sphère productive encore bien représentée. Le nombre d'emploi total du territoire a connu une baisse continue entre 1982 et 2000, une stagnation entre 2000 et 2010 et un nouveau fléchissement entre 2010 et 2015, avec **une perte de plus de 3 500 emplois** sur cette période, majoritairement dans la sphère productive, ce qui représente une baisse de **– 5,1 %** du nombre d'emplois au total (contre – 4,9 % en moyenne en Moselle sur la période). On observe par ailleurs une **décroissance de l'emploi de la sphère productive** depuis 1982. Néanmoins, la part des emplois de la sphère productive **reste relativement élevée** (**35 %** contre 32 % en moyenne en Moselle), notamment à l'échelle de la CC du District Urbain de Faulquemont (48 %) ou encore de la CC du Warndt (44 %).

Un taux de chômage nettement supérieur à la moyenne mosellane mais en nette diminution. Si le nombre d'emplois n'évolue pas positivement, les chiffres du chômage sont plutôt favorables. Ainsi le taux de chômage en Moselle est passé de 8,9 % fin 2017 à 8,6 % fin 2018. Cette baisse est plus significative que celle observée à l'échelle métropolitaine ou de la Région Grand Est. **La zone d'emploi de Forbach Saint-Avold affiche toujours le taux de chômage le plus élevé (11,1 %).** Néanmoins, **le nombre de demandeurs d'emploi recule**. Le territoire de Forbach Saint-Avold est celui qui affiche **la plus forte baisse** (**- 4,6 %** entre fin 2017 et fin 2018 contre – 3,3 % en Moselle), soit **1 009 demandeurs d'emploi de moins** en un an (sur un total de – 2 900 en Moselle).

Mobilité professionnelle : fléchissement du travail frontalier. Le territoire offre **77 emplois pour 100 résidents actifs occupés**, contre 84 en moyenne en Moselle et 92,8 à l'échelle de la région Grand Est. 66 % des résidents du territoire travaillent sur le territoire et 34 % en sortent pour travailler, dont 36 % à destination de l'Allemagne (10 414). Quand 39 % des actifs occupés du territoire de Thionville travaillent au Luxembourg, le territoire de Forbach Saint-Avold, malgré sa proximité avec l'Allemagne, est moins concerné par le travail frontalier avec seulement 14 % des actifs qui travaillent à l'étranger. A noter que le **nombre de travailleurs frontaliers du territoire est en diminution** depuis 2008. Entre 2010 et 2015, alors que le nombre de mosellans travaillant au Luxembourg a bondi de près de 6 500 personnes (+ 14 %), celui des travailleurs frontaliers vers l'Allemagne a baissé de 1 474 (- 7,6 %) dont **- 439** pour le territoire de Forbach Saint-Avold.

Attractivité économique

Les zones d'activités économiques et les friches : des potentiels à optimiser. Le territoire compte **48** zones d'activités économiques pour une superficie de **1 700 ha**. Le taux d'occupation de ces zones avoisine les 80 %, **345 ha** étant encore disponibles. Le foncier disponible présentant un potentiel d'accueil de nouvelles activités est un réel élément compétitif au regard de la saturation du foncier d'entreprise en Allemagne. A noter par ailleurs, la présence de friches susceptibles de constituer des espaces de développement intéressants pour les aménagements futurs. En 2014, **31 friches** ont été recensées à l'échelle du territoire de Forbach Saint-Avold pour une superficie totale de **916 ha**. Cinq années plus tard, 7 friches soient 179 ha sont d'ores et déjà concernées par un projet de **requalification**.

Une légère reprise de la création d'entreprises et des investissements importants. Le nombre de créations d'entreprises repart à la hausse depuis 2016. Sur le territoire de Forbach Saint-Avold, **465 entreprises** ont été créées en 2017, dont 64 % en entreprises individuelles, et la plupart concernent les services aux entreprises. Néanmoins, le taux de création d'entreprises en 2017 du territoire de Forbach Saint-Avold est inférieur au taux mosellan (10,0 % contre 11,5). Sur le territoire de Forbach Saint-Avold, **d'importants investissements** sont prévus ou engagés : MERCEDES à Hambach pour la construction du nouveau SUV électrique (500 M€ en 3 ans) et CONTINENTAL à Sarreguemines pour le développement de nouveaux pneus PL (30 M€ en 3 ans).

Le tourisme et l'agriculture, des potentiels à valoriser. L'offre touristique du territoire repose principalement sur une offre patrimoniale et culturelle (musée mine, cimetière Saint-Avold). De nombreux acteurs disposent de l'agrément « MOSL Qualité Moselle » : 4 restaurants dont 1 étoilé « TOYA » à Faulquemont, 25 producteurs (17 agriculteurs + 8 artisans), 1 site touristique (Le Musée Les Mineurs – Wendel), 2 sites de pleine nature (Golf de Faulquemont, Vélo Loc Saar Moselle de Petite-Rosselle). A noter la présence également d'un CAFÉ TERROIR et de 32 communes labellisées « Villes et Villages Fleuris » dont 7 à un niveau 3 fleurs. Avec **38 producteurs BIO** recensés en 2017 et plus de **4 700 ha en culture ou en conversion BIO** (sur 22 354 en Moselle), le territoire s'est engagé dans la voie de la diversification de son agriculture. A noter que le territoire de Forbach Saint-Avold compte 578 agriculteurs exploitants, c'est de ce point de vue le deuxième territoire le mieux pourvu après Sarrebourg Château-Salins (952).

Attractivité résidentielle

Logement, un secteur peu dynamique et une vacance en hausse. Le nombre de logement du territoire a augmenté sur un **rythme inférieur** au niveau mosellan avec **3 163 logements supplémentaires sur la période 2010-2015**, soit une **progression de 3 %** du nombre des logements par rapport à 2010 (Moselle : + 4,8 %). **8,9 % des logements sont vacants** à l'échelle du territoire (soit 9 693 logements), ce taux étant identique au taux mosellan, mais la **vacance augmente** plus fortement, + 1,6 point en moyenne entre 2013 et 2015 contre 1,4 en Moselle, en particulier sur la **CC de Freyming-Merlebach** (+ 2 points), la CA Saint-Avold Synergie (+ 1,9) et la CA Forbach Porte de France (+ 1,9). Ce phénomène d'accroissement de la vacance est à considérer au regard de l'essor des constructions neuves et de la consommation de foncier agricole et naturel qui en découle, appelant à intensifier les efforts en matière de requalification du bâti et de lutte contre la vacance.

L'accès aux soins : un sujet prégnant dans certains secteurs. Le territoire de Forbach Saint-Avold se situe dans la moyenne mosellane en termes d'accès aux services, il apparait même mieux pourvu en matière de services de proximité. Néanmoins, **la question de l'accès aux soins se pose avec acuité** dans certains secteurs du territoire. En effet, 8 % de la population du territoire est située en zone d'intervention prioritaires dans le Projet Régional de Santé soit **18 communes** (sur 110 en Moselle) et **76 %** des habitants sont situés en **zone d'action complémentaire** soit **114 communes.**

Accueil du jeune enfant : une offre à développer. Le territoire compte **17 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant** (EAJE) pour **499 places** soit **12,6 %** des places de Moselle (4 041 places pour 153 EAJE). **Le nombre d'enfants de moins de 3 ans par place d'EAJE en 2017** est de **14** à l'échelle du territoire contre 9 en moyenne en Moselle. Le territoire apparait donc comme **sous-doté**, en particulier sur la CC de Freyming-Merlebach (45). En matière d'accueil individuel, le **nombre d'enfants** < 3 ans **par assistant maternel** à l'échelle du territoire est de **5**, au même niveau que la moyenne départementale. Le territoire compte et **18 Maisons d'Assistants Maternels** (MAM) et **3 Relais Assistants Maternels** (RAM).

Etablissements pour personnes âgées : une offre à développer. Le territoire compte **23 établissements pour personnes âgées** pour un total de **1 710 places** autorisées hors accueil de jour (Maisons de Retraite + Unité de Soins Longue Durée). **Le taux d'équipement** du territoire en structures d'hébergement pour personnes âgées (EHPAD + USLD) calculé sur la base des populations de + 75 ans projetées en 2021 est de **79,9** contre 95,2 en Moselle. De ce point de vue, le territoire de Forbach Saint-Avold apparait également sous doté**.** Le territoire compte également **9 résidences autonomie** pour **614 places** autorisées.

Un fort potentiel nature à valoriser. Le territoire de Forbach Saint-Avold compte **46 sites classés Espaces Naturels Sensibles** (sur 248 sites en Moselle) pour une superficie totale de **1 045 km²** (sur 3 563 km² en Moselle). C'est le premier territoire de Moselle en termes de superficie classée en ENS.

Enjeux prioritaires du territoire de Forbach Saint-Avold

- ➔ Réussir le passage vers une économie nouvelle, créatrice d'activités, de valeur ajoutée et d'emploi, notamment dans les filières de la **chimie verte, des matériaux et de l'énergie.**
- ➔ Contenir le déclin démographique et retrouver une **attractivité résidentielle sur l'ensemble du territoire**, en modernisant son image et en valorisant / améliorant le cadre de vie.
- ➔ Valoriser le **positionnement géographique transfrontalier stratégique** du territoire, pivot d'échanges avec la Sarre (accompagnement des travailleurs, bilinguisme…).
- ➔ Assurer la **mobilité durable** de tous les habitants et des travailleurs, notamment frontaliers.
- ➔ Encourager les initiatives en faveur de la **jeunesse** et de la famille pour les retenir sur le territoire (éducation, insertion, emploi).
- ➔ Anticiper **l'accélération du vieillissement** de la population (services / adaptation habitat).
- ➔ Développer les services et les usages **numériques.**
- ➔ Valoriser les potentialités économiques du **tourisme**, notamment de proximité et de **l'agriculture.**

Article 1 : Objet du contrat et signataires

Ce contrat définit les modalités de mise en œuvre de l'appui apporté par le Département sur le territoire de FORBACH SAINT-AVOLD et plus particulièrement la Commune de STIRING-WENDEL appartenant à Communauté d'Agglomération de Forbach Porte de France.

Ce contrat précise les engagements des différents partenaires sur cet espace.

Il est passé entre

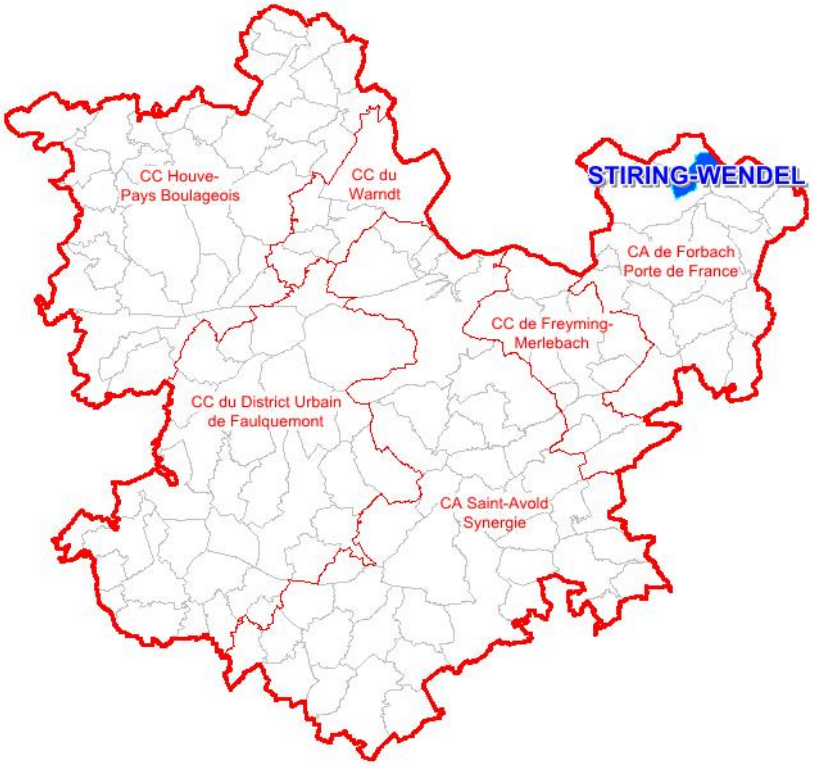
- Le Département,
- La Commune de STIRING-WENDEL.

Article 2 : durée du contrat

Le Département propose d'inscrire son soutien dans une **contractualisation pluriannuelle** sur la durée du mandat communal à savoir **2020-2025** sachant que les objectifs ou projets arrêtés pourront faire l'objet d'une **revoyure** à l'initiative du Département à mi-mandat. Ce contrat entre en vigueur dès sa signature.

Article 3 : Périmètre du contrat et du projet de territoire

Le Territoire de proximité concerné repose sur l'espace formé par la Commune de STIRING-WENDEL appartenant à Communauté d'Agglomération de Forbach Porte de France au sein du territoire départemental de FORBACH SAINT-AVOLD.



Dans une volonté de transparence d'information, le Département a mobilisé sur le territoire 1 135 354 € (référence année 2019) répartis en 1 012 934 € en matière de culture, 23 420 € en faveur du sport et de la jeunesse et 99 000 € pour le tourisme.

Article 4 : Modalités de financement des projets du contrat

Les bénéficiaires des actions d'investissement font l'objet d'une décision trimestrielle de la Commission Permanente du Conseil Départemental. Une convention opérationnelle sera établie pour chaque projet.

Article 5 : Solidarité humaine et territoriale

Le contrat s'appuie sur la définition d'enjeux prioritaires co-construits entre le Département et la Commune dont découle un plan d'actions relevant de 10 volets.

- **Volet 1** : Jeunesse, éducation.
- **Volet 2** : Qualité de vie.
- **Volet 3** : Logement-habitat.
- **Volet 4** : Mobilités.
- **Volet 5** : Transition écologique et énergétique.
- **Volet 6** : Economie de proximité.
- **Volet 7** : Transition numérique.
- **Volet 8** : Foncier et friches.
- **Volet 9** : Solidarité.
- **Volet 10** : Transfrontalier.

En outre, l'intervention départementale s'articule autour de **3 types de soutien** :

- **Soutien aux projets d'équipements et de services communaux** relevant des 10 volets d'intervention du Département et dans une volonté de solidarité envers les **communes de moins de 2 000 habitants ouvert à des travaux de voirie et de vie quotidienne**.
- Soutien aux **projets d'équipements et de services intercommunaux.**
- Soutien aux **projets intercommunautaires**.

Article 6 : Concertation

La mise en œuvre de ce contrat s'appuie sur la conviction que ces projets doivent être concertés avec les acteurs territoriaux et s'inscrire dans un dialogue permanent.

Ce dialogue repose en premier lieu sur les **Rendez-Vous de Territoire, lors des réunions dédiées aux exécutifs des intercommunalités et celles élargies aux Maires.**

Il se prolongera avec :

- **des rendez-vous semestriels au Département du G 24 (Présidents du Département et des EPCI) ;**

- **la création d'un comité de concertation et de suivi à l'échelle de chaque territoire** qui se réunirait à l'issue des 3 premières années afin de préparer la revoyure.

Article 7 : Engagement réciproque d'échanges de données d'observations territoriales

Depuis juillet 2016, le Département a mis en ligne **un observatoire territorial** de la Moselle dont les travaux ont notamment permis l'élaboration des diagnostics présentés lors des rendez-vous territoriaux. Cet observatoire est ouvert à l'ensemble des partenaires publics. Il conviendra que les **données puissent être consolidées sur des thématiques identifiées en commun avec les EPCI et les Communes**.

Article 8 : Accompagnement territorial par les structures départementales.

Au regard des besoins départementaux et territoriaux, le Département a créé avec les EPCI en particulier des structures départementales au service des territoires afin de renforcer l'offre d'ingénierie publique, à savoir : MATEC, CAUE, SODEVAM, MOSELIS, SDIS, ADIL, MOSELLE FIBRE, MOSELLE ARTS VIVANTS, MDPH, MOSELLE ATTRACTIVITE, MOSELLE SPORT ACADÉMIE, VIA MOSELLE.

Il appartiendra à la Commune de les mobiliser si elle le souhaite.

Article 9 : Règlement

Les dossiers seront instruits en application du règlement en annexe.

Dans ce cadre, **17 critères de développement ont été identifiés répartis dans 4 rubriques** (insertion, économie foncière, énergie et environnement, inclusion).

Il s'agit de s'inscrire dans une démarche progressive de prise en compte des préoccupations de développement solidaire, durable et de transition écologique.

L'application de 3 critères choisis parmi les 17 options conditionne l'aide départementale.
Le critère social d'insertion est obligatoire pour toute opération supérieure ou égale à 100 000 € HT.

La liste des projets que la commune inscrit au contrat est engageante (seuls ces dossiers pourront ensuite être instruits en vue d'un financement).

Par ailleurs, en termes de délais :

- les dossiers complets devront être déposés au plus tard **le 1er septembre de l'année N** pour une instruction en continu jusqu'au 1er septembre de l'année N et une décision trimestrielle au plus tard le 31 décembre de l'année N ;
- le délai de validité des aides est de 3 ans au maximum ;
- **engagement du projet** dans les 12 mois de l'attribution. La planification des demandes de versement devra être respectée. En cas de non-respect, la subvention sera perdue.

Article 10 : Communication

Nos concitoyens demandent une plus grande lisibilité de l'utilisation par les collectivités locales des crédits publics, fruit de leurs contributions.

Afin d'améliorer cette lisibilité, les bénéficiaires du soutien du Département doivent faire systématiquement mention de la participation départementale dans les supports de communication (Cf. règlement).

Article 11 : Suivi, évaluation périodique

Il sera mis en place un **suivi annuel** des contrats à l'occasion des Rendez-Vous de Territoire visant :

- l'**état d'avancement des projets conventionnés,**
- **les évolutions des indicateurs du Territoire**, via une actualisation du diagnostic territorial,
- une consolidation de **l'ensemble des financements apportés par le Département sur le territoire,**

Une revoyure à mi-parcours est envisagée avec une possible **révision ou réorientation** sur initiative du Département.

Une évaluation finale, à l'issue des 6 ans, sera réalisée.

Article 12 : Résiliation

Les parties prenantes peuvent mettre un terme au contrat sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

Article 13 : Identification des projets

Pour les Communes de moins de 2 000 habitants, 3 projets au maximum devront être identifiés et 2 pour les autres bénéficiaires (hormis syndicats scolaires et syndicats mixtes 1 projet).

Lors du dépôt de dossier, ce dernier devra être complet. La planification des demandes de versement est un élément obligatoire et engageant.

Projet 1 : AMENAGEMENT DE LA COULEE VERTE.

Projet 2 : CREATION D'UN BOULODROME COUVERT.

Projet 3 : FUS@E.

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

LE MAIRE DE STIRING-WENDEL

Patrick WEITEN

Yves LUDWIG

A METZ, le

A , le

Commune

CONTRAT AMBITION MOSELLE

TERRITOIRE : THIONVILLE

COLLECTIVITE : COMMUNE DE BOUZONVILLE

Entre

Le Département de la Moselle représenté par son Président Patrick WEITEN, agissant en vertu des délibérations adoptées par l'Assemblée Départementale en date du 5 décembre 2019 et par la Commission Permanente en date du 5 octobre 2020.

Et

La Commune de BOUZONVILLE représentée par…….. autorisé à signer un contrat pluriannuel en vertu de la délibération du …….. .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu la Loi NOTRe

Il est convenu ce qui suit….

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Moselle a toujours eu à cœur d'être un partenaire privilégié, pour ne pas dire le partenaire premier, des territoires et des collectivités territoriales qui en constituent le tissu.

Cela s'est traduit et incarné dans des dispositifs de soutien financier à l'investissement des communes et intercommunalités très différents selon les époques :

- jusqu'en 2008, avec la Politique Départementale d'Aménagement Urbain (PDAU) pour les villes de plus de 4 500 habitants, le Soutien à l'Aménagement des Communes Rurales (SACR) proposé aux communes de moins de 4 500 habitants et la Politique d'Aménagement et de Développement des Territoires Mosellans (PADTM) pour les EPCI à Fiscalité propre,
- puis à partir de 2009, le Programme d'Aide aux Communes et aux TErritoires (PACTE) et ses 3 volets (Aménagement, Environnement, Patrimoine),

- enfin, depuis 2015 le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires (AMITER).

Ces mécanismes de soutiens financiers, tous différents, étaient chacun pour ce qui les concernait, adaptés aux réalités financières et aux possibilités budgétaires de leur époque ainsi qu'aux attentes formulées empiriquement ou dûment constatées, des besoins de développement des collectivités territoriales.

C'est pourquoi, face :

- à un monde en constante et rapide mutation,
- à la confrontation à une réelle concurrence territoriale,
- à l'expression des besoins nouveaux formulés par la population et notamment à l'attente de proximité et d'écoute,

il fut nécessaire de définir une nouvelle ambition pour la Moselle.

C'est fort de ce constat et de cette conviction qu'au moment où de nombreux Départements français ont mis un terme aux politiques de soutien aux Communes et intercommunalités, que la Moselle entend, elle au contraire, poursuivre son effort à travers une nouvelle forme d'aides et ce, quels que soient les contextes financiers contraints dans lequel l'Etat place volontairement et formellement les Départements. Cet effort se doit d'être en phase avec une nouvelle ambition collective partagée, fruit des dialogues engagés, depuis plus d'un an avec les élus des collectivités infra départementales.

Des rencontres nombreuses ont eu lieu dans le cadre des « rendez-vous de territoires » qui ont été conduits sous la présidence actuelle avec tous les Conseillères et Conseillers Départementaux. Elles ont mis en exergue, avec force, le besoin d'accompagnement dans un cadre clair, formulé par les édiles locaux et les populations dont ils ont la responsabilité.

C'est l'état d'esprit qui a conduit l'Assemblée Départementale à adopter un nouveau dispositif intitulé « AMBITION MOSELLE ».

Ce dispositif s'appuie sur une connaissance fine des diversités territoriales clairement mises en évidence :

- d'une part, par les rencontres sur le terrain, au plus près des réalités ;
- d'autre part, des analyses croisées menées à l'interne dans les services départementaux par l'Observatoire du Territoire de la Moselle.

Disposant ainsi d'une véritable cartographie statistique des 5 territoires d'actions des politiques publiques départementales, (METZ-ORNE, THIONVILLE, FORBACH-SAINT-AVOLD, SARREGUEMINES-BITCHE et SARREBOURG-CHATEAU-SALINS) il est désormais possible de projeter le Département dans les années à venir, à travers un mécanisme d'aides s'appuyant sur le bilan du passé, les réalités du présent et les nécessités prospectives.

Le dispositif AMBITION MOSELLE pourra dès lors être un moteur d'attractivité mis au service de tous.

Diagnostic synthétique du territoire de Thionville

Présentation générale du territoire

Le territoire de Thionville compte **251 781 habitants** (soit 24 % de la population mosellane). C'est le deuxième territoire le plus peuplé des 5 grands territoires des politiques départementales après Metz-Orne. Il regroupe **117 communes et 6 EPCI** : CA Portes de France-Thionville (79 372 habitants), CA du Val de Fensch (70 307 habitants), CC de l'Arc Mosellan (34 422 habitants), CC de Cattenom et Environs (25 693 habitants), CC Bouzonvillois -Trois Frontières (25 131 habitants) et CC du Pays Haut Val d'Alzette (16 856 hab. en Moselle).

Démographie / Population

Une population en forte augmentation. Le territoire de Thionville **a gagné 6 394 habitants** entre 2011 et 2016, soit un taux d'évolution de **+ 2,61 %** (contre + 0,01 % en Moselle, + 0.29 % à l'échelle du Grand Est et + 2,2 % au niveau national). C'est le seul territoire, avec celui de Metz-Orne (dans une moindre mesure) qui voit sa population augmenter. La progression de la population du territoire de Thionville est autant liée à un solde naturel franchement positif (2 873 naissances excédant les décès) qu'au solde des migrations apparentes qui présente un excédent de 3 521 personnes.

Un vieillissement assez prononcé de la population à l'ouest du territoire, en fort contraste avec le reste du territoire. Si l'indice de vieillissement du territoire de Thionville est globalement inférieur au niveau mosellan (**75** contre 79), les territoires situés à l'ouest, en particulier la CC du Pays Haut Val d'Alzette, la CA du Val de Fensch et la CA Portes de France-Thionville sont plus vieillissants, en **fort contraste** avec l'est du territoire.

Un taux de pauvreté globalement moindre qu'à l'échelle mosellane mais de forts contrastes au sein du territoire. Le taux de pauvreté est de **13,8 %** en 2015 contre 14,7 % en Moselle. Néanmoins, certaines communes affichent des taux de pauvreté très élevés, en particulier à l'ouest du territoire : Uckange (26,3 %), Bouzonville (23,4 %) ou encore Fameck (21 %). **Le territoire de Thionville apparait ainsi très contrasté**, entre sa partie ouest, ancien bassin sidérurgique, marquée par de réels problèmes de pauvreté, et le reste du territoire, où le niveau de vie est globalement bien supérieur. Il existe sur ce territoire un véritable enjeu de lutte contre la **fracture sociale**, en accordant une attention particulière aux populations en rupture.

Formation / emploi

Un niveau de formation supérieur à la moyenne mosellane. Le niveau de formation de la population est supérieur à la moyenne départementale avec une plus forte représentation des personnes titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Quand en Moselle, en moyenne, 35 % des actifs occupés de 15 ans et plus sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, **ce taux est de 37 %** sur le territoire de Thionville. **Le territoire compte 1 424 étudiants, soit 5 % des étudiants mosellans** (27 065). Ce chiffre est quasi stable depuis 5 ans alors qu'il a progressé à l'échelle mosellane (+ 3 000).

L'apprentissage de la langue des voisins à renforcer. Sur les 24 028 élèves de maternelle et d'école élémentaire (école publique) que compte le territoire, 7 056 apprennent l'allemand dans un cursus standard et 650 dans un cursus approfondi. Au total, ce sont **32 %** des élèves qui apprennent l'allemand contre **37 %** en moyenne à l'échelle mosellane et seulement **2,7 %** qui apprennent l'allemand de manière approfondie contre 7,2 % en Moselle. A noter que **391** enfants en classes élémentaires dont 71 en maternelles Grande Section apprennent le luxembourgeois.

Un taux de chômage inférieur à la moyenne mosellane et en diminution. Le taux de chômage au 1er trimestre 2019 à l'échelle de la zone d'emploi s'établit à **8,0 %** alors qu'il est de 8,3 % en Moselle. Il était de 8,7 % un an plus tôt, contre 8,9 en Moselle. Le nombre de demandeurs d'emploi au 4ème trimestre 2018 est de **19 466**. Les territoires qui ont vu le nombre de chômeurs baisser le plus significativement entre 2017 et 2018 sont les CC Bouzonvillois Trois-Frontières (-8,3 %) et Cattenom et environs (- 5,4 %).

Un emploi en baisse depuis 2010. Entre 2010 et 2015, **le territoire a perdu 4 196 emplois** (2 283 dans la sphère productive soit - 10 % et 1 912 dans la sphère présentielle soit - 4,1 %), ce qui représente une baisse de **– 6 %** du nombre d'emplois au total (contre – 5,2 % en Moselle sur la période). On peut noter que le déclin de l'emploi de la sphère productive est continu depuis 1975. En 2015, la sphère productive représente encore 31,3 % des emplois, comparable au niveau mosellan (31,8 %) soit 20 556 emplois. Les filières en tension sur ce territoire sont le BTP, la maintenance / industrie, l'aide à la personne et l'informatique. Le déclin de l'emploi de la sphère présentielle quant à lui constitue un paradoxe sur ce territoire accueillant une population aisée.

Mobilité professionnelle : un territoire fortement impacté par le Luxembourg voisin. Le territoire offre **63 emplois pour 100 résidents actifs occupés**, contre 84 en moyenne en Moselle et 92,8 à l'échelle de la région Grand Est. 46 % des résidents du territoire (soit 48 150 personnes) travaillent sur le territoire et 54 % (soit 57 038 personnes) en sortent pour travailler, dont 69 % à destination du Luxembourg (39 345). **L'attractivité du Luxembourg est appelée à se renforcer** de manière notable puisque le nombre de frontaliers pourrait augmenter de 80 000 frontaliers d'ici 2035 selon les agences d'urbanisme pour atteindre 175 000 frontaliers et jusqu'à 288 000 frontaliers selon les prévisions de l'Union des entreprises luxembourgeoises. La concurrence que constitue le Luxembourg sur le marché du travail et la fuite de main d'œuvre qui en découle a des conséquences notables sur ce territoire.

Attractivité économique

Les zones d'activités économiques et les friches : des potentiels à optimiser. Le territoire compte **34** zones d'activités économiques pour une superficie totale de **936 ha**. Le taux d'occupation de ces zones avoisine les **70 %**, **280 ha** étant encore disponibles. A noter par ailleurs, la présence de friches susceptibles de constituer des espaces de développement intéressants pour les aménagements futurs. En 2014, **28 friches** ont été recensées à l'échelle du territoire de Thionville pour une superficie totale de **854 ha**. Cinq années plus tard, on peut constater que des efforts importants ont déjà été réalisés puisque 42 % des sites du territoire et 80 % de leur superficie sont d'ores et déjà concernés par un projet de requalification (activité, logement, etc.), contre 39 % des sites et 59 % de la superficie à l'échelle mosellane.

Une légère reprise de la création d'entreprises et des investissements importants engagés sur le territoire. Le territoire de Thionville compte **9 453 entreprises** (sur 49 108 en Moselle). Le nombre de créations d'entreprises, en baisse depuis 2012, repart légèrement à la hausse depuis 2015. Le taux de création d'entreprises en 2017 du territoire de Thionville est légèrement inférieur au taux mosellan (11,2 % contre 11,5). Sur le territoire de Thionville, **1 055 entreprises** ont été créées en 2017, dont plus de 70 % en entreprises individuelles, et la plupart concernant les services aux particuliers. D'importants investissements ont été engagés sur le territoire : KNAUF INSULATION à Illange (110 M€), ARCELORMITTAL à Florange (67 M€), MANOIR INDUSTRIES à Bouzonville (20 M€), CNPE EDF Cattenom - Grand Carénage (400 M€).

L'agriculture, une filière en cours de diversification. L'activité agricole demeure assez résistante, notamment parce qu'elle se diversifie vers les circuits-courts et de proximité et s'engage de plus en plus vers des modes de production raisonnés, en culture biologique. L'ouverture du **magasin de producteurs** Komm à la ferme à Basse-Ham, rassemblant une vingtaine de producteurs lorrains, témoigne de cette évolution. En outre, en plus des différents signes de qualité **AOC** et IGP présents sur le territoire, les labellisations **« Qualité MOSL »** marquent la montée en valeur de certaines productions, de la gastronomie locale et du terroir. A noter **l'extension du périmètre des AOC des Vins de Moselle**, en octobre 2019, sur le secteur de Sierck et Contz-les-Bains. La **surface en culture BIO ou en conversion** du territoire représente **2 313 ha** soit **10 % de la surface** BIO ou en conversion **de Moselle** (22 354 ha). Au total, le territoire de Thionville accueille **32 producteurs bio** sur 232 en Moselle.

Le tourisme, un secteur à conforter, au travers la mise en réseau de l'offre touristique et le développement de l'hébergement. Le territoire compte **4 offices de tourisme communautaires :** Bouzonvillois – Pays de Sierck, Pays Thionvillois, Rodemack-Cattenom et Val de Fensch et **33 sites touristiques** qui accueillent **266 500 visiteurs** par an (soit moins de 5 % du total Moselle qui s'élève à 5,4 M). **7 sites** de visite accueillent **plus de 10 000 visiteurs annuels**. **L'offre touristique continue de s'étoffer**, avec notamment l'inauguration, en 2018, de la zone de loisirs Nautic'Ham de Basse-Ham ou encore l'obtention, par le Domaine de la Klauss, du label « Relais et Château » en 2019. Néanmoins, le territoire de Thionville dispose globalement d'une **faible capacité d'hébergement touristique**.

La mobilité transfrontalière : une problématique prégnante. Le territoire de Thionville doit faire face à des difficultés importantes en matière de mobilité, principalement du fait de **l'engorgement des voies d'accès au Luxembourg**. En zones périurbaines, qui ont vu leur population augmenter fortement ces dernières années, se pose également la problématique d'accès aux zones urbaines, où se situent les emplois et les services. En zone rurale, se pose enfin la problématique d'accès aux services, notamment pour des populations en situation de précarité ou d'isolement. Divers projets visant à **améliorer la mobilité transfrontalière** sont à mettre en œuvre.

Attractivité résidentielle

Logement, un secteur dynamique. Le nombre de logement du territoire a augmenté sur un **rythme supérieur** au niveau mosellan avec **7 413 logements supplémentaires sur la période 2010-2015**, soit une **progression de 6,7 %** du nombre des logements par rapport à 2010 (Moselle : + 4,9 %). **8,1 % des logements sont vacants** à l'échelle du territoire (soit 9 521 logements) contre 8,9 % en Moselle, mais la **vacance augmente** - sur le même rythme qu'au niveau mosellan (+ 1,4 point entre 2013 et 2015) - en particulier sur la **CA Portes de France-Thionville** (+2,1 point) et la CC Bouzonvillois Trois-Frontières (+ 1,8). Ce phénomène d'accroissement de la vacance est à considérer au regard de l'essor des constructions neuves et de la consommation de foncier agricole et naturel qui en découle, appelant à intensifier les efforts en matière de requalification du bâti et de lutte contre la vacance.

L'accès aux services : un sujet prégnant dans certains secteurs, en particulier pour l'accès aux soins. Le territoire de Thionville est bien pourvu en services de la gamme intermédiaire et relativement bien doté en services de proximité. Néanmoins, il est le **deuxième territoire le moins bien doté** après Sarrebourg Château-Salins **en termes de services supérieurs**, rapporté à sa population. On constate plus globalement un **faible taux d'implantation de services** et une **faible évolution du niveau de services** (à part pour la CC Pays Haut Val d'Alzette) **dans les EPCI frontaliers du Luxembourg. La question de l'accès aux soins** notamment **se pose avec acuité** dans certains secteurs du territoire. En effet, **54 communes** (sur 110 en Moselle), principalement situées dans la partie Est du territoire, représentant **16 % des habitants** du territoire de Thionville soit plus de 40 000 personnes, sont situées en **zone d'intervention prioritaire** dans le Projet Régional de Santé et une trentaine de commune est en **zone d'action complémentaire** (37 % de la population).

Accueil du jeune enfant : un territoire globalement bien doté mais d'importantes disparités à constater. Le territoire compte **54 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant** (EAJE) pour **1 262 places** soit 31,2 % des places de Moselle. **Le nombre d'enfants de moins de 3 ans par place d'EAJE en 2017** est de **7** à l'échelle du territoire de Thionville contre **8** en Moselle. Néanmoins, de fortes disparités existent entre les EPCI (exemple : le ratio est de **3** sur la CC de Cattenom et environs contre **13** sur la CC de l'Arc Mosellan). A noter que les acteurs privés sont très actifs sur ce territoire et portent divers projets de structures d'accueil. En matière d'accueil individuel, le **nombre d'enfants < 3 ans par assistant maternel** est de **5,1** (contre 4,6 en Moselle). Au-delà de l'offre quantitative, une réflexion plus approfondie doit être menée concernant l'implantation (domicile/travail), les besoins (crèches publiques/privées), les horaires (horaires atypiques) et services complémentaires, en lien avec le fait transfrontalier notamment.

Etablissements pour personnes âgées : une offre à étoffer. Le territoire compte **27 établissements pour personnes âgées** pour un total de **1 949 places** autorisées hors accueil de jour (Maisons de Retraite + Unité de Soins Longue Durée). **Le taux d'équipement** du territoire en structures d'hébergement pour personnes âgées calculé sur la base des populations de + 75 ans projetées en 2021 est de **88,1** contre 95,2 en Moselle. De ce point de vue, le territoire de Thionville apparait relativement **sous doté.** Le territoire compte également **10 résidences autonomie** pour **521 places** autorisées.

Patrimoine naturel : un potentiel intéressant, en particulier à l'Est du territoire. Le territoire de Thionville compte **80 sites classés Espaces Naturels Sensibles** (sur 248 sites en Moselle) pour une superficie totale de 823 km² (sur 3 563 km² en Moselle), principalement composée de forêts. Parmi les ENS, 1 site est une propriété départementale : la friche de Micheville (en copropriété avec le Département de Meurthe-et-Moselle), et 14 sites sont préservés et valorisés via le soutien du Département.

<u>Enjeux prioritaires du territoire de Thionville</u>

- ➔ Lutter contre la **fracture sociale et territoriale.**
- ➔ Favoriser le développement de **synergies économiques nord-lorrain / Luxembourg / Allemagne.**
- ➔ Développer **l'offre tertiaire** (pépinières…) : énergie, numérique et PME/PMI de pointe.
- ➔ Faire émerger une filière transversale **maitrise énergétique** (maintenance nucléaire, écotechnologies et maîtrise énergétique des productions).
- ➔ Mettre en réseau **l'offre touristique** et professionnaliser sa promotion.
- ➔ Développer les **nouvelles mobilités** et les usages numériques.
- ➔ Promouvoir **l'habitat et l'urbanisme durable** et de qualité pour maintenir l'attractivité résidentielle.
- ➔ Viser **l'équité territoriale** en termes de services et d'équipements à la population en accordant une attention particulière à l'Est du territoire.

- ➔ Maintenir et valoriser les **atouts paysagers et naturels** du territoire comme espace de découverte et de loisirs.
- ➔ Développer les **équipements culturels et sportifs structurants** et la pratique de haut niveau.

Article 1 : Objet du contrat et signataires

Ce contrat définit les modalités de mise en œuvre de l'appui apporté par le Département sur le territoire de THIONVILLE et plus particulièrement la Commune de BOUZONVILLE appartenant à Communauté de Communes Bouzonvillois-Trois Frontières.

Ce contrat précise les engagements des différents partenaires sur cet espace.

Il est passé entre

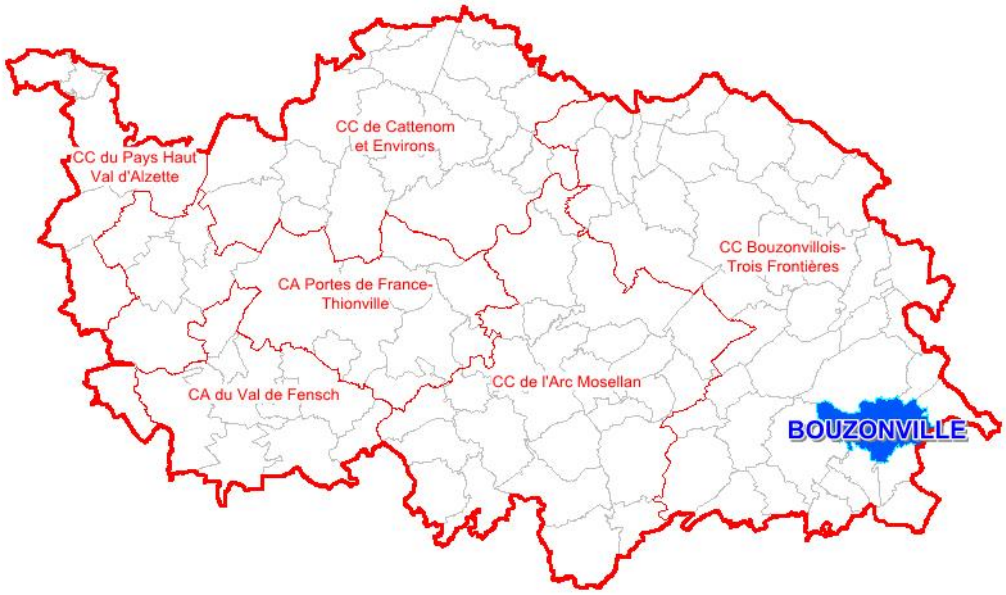
- Le Département,
- La Commune de BOUZONVILLE.

Article 2 : durée du contrat

Le Département propose d'inscrire son soutien dans une **contractualisation pluriannuelle** sur la durée du mandat communal à savoir **2020-2025** sachant que les objectifs ou projets arrêtés pourront faire l'objet d'une **revoyure** à l'initiative du Département à mi-mandat. Ce contrat entre en vigueur dès sa signature.

Article 3 : Périmètre du contrat et du projet de territoire

Le Territoire de proximité concerné repose sur l'espace formé par la Commune de BOUZONVILLE appartenant à Communauté de Communes Bouzonvillois-Trois Frontières au sein du territoire départemental de THIONVILLE.



Dans une volonté de transparence d'information, le Département a mobilisé sur le territoire 1 335 506 € (référence année 2019) répartis en 1 188 206 € en matière de culture, 20 800 € en faveur du sport et de la jeunesse et 126 500 € pour le tourisme.

Article 4 : Modalités de financement des projets du contrat

Les bénéficiaires des actions d'investissement font l'objet d'une décision trimestrielle de la Commission Permanente du Conseil Départemental. Une convention opérationnelle sera établie pour chaque projet.

Article 5 : Solidarité humaine et territoriale

Le contrat s'appuie sur la définition d'enjeux prioritaires co-construits entre le Département et la Commune dont découle un plan d'actions relevant de 10 volets.

- **Volet 1** : Jeunesse, éducation.
- **Volet 2** : Qualité de vie.
- **Volet 3** : Logement-habitat.
- **Volet 4** : Mobilités.
- **Volet 5** : Transition écologique et énergétique.
- **Volet 6** : Economie de proximité.
- **Volet 7** : Transition numérique.
- **Volet 8** : Foncier et friches.
- **Volet 9** : Solidarité.
- **Volet 10** : Transfrontalier.

En outre, l'intervention départementale s'articule autour de **3 types de soutien** :

- **Soutien aux projets d'équipements et de services communaux** relevant des 10 volets d'intervention du Département et dans une volonté de solidarité envers les **communes de moins de 2 000 habitants ouvert à des travaux de voirie et de vie quotidienne**.
- Soutien aux **projets d'équipements et de services intercommunaux.**
- Soutien aux **projets intercommunautaires**.

Article 6 : Concertation

La mise en œuvre de ce contrat s'appuie sur la conviction que ces projets doivent être concertés avec les acteurs territoriaux et s'inscrire dans un dialogue permanent.

Ce dialogue repose en premier lieu sur les **Rendez-Vous de Territoire, lors des réunions dédiées aux exécutifs des intercommunalités et celles élargies aux Maires.**

Il se prolongera avec :

- **des rendez-vous semestriels au Département du G 24 (Présidents du Département et des EPCI).**

- **La création d'un comité de concertation et de suivi à l'échelle de chaque territoire** qui se réunirait à l'issue des 3 premières années afin de préparer la revoyure.

Article 7 : Engagement réciproque d'échanges de données d'observations territoriales

Depuis juillet 2016, le Département a mis en ligne **un observatoire territorial** de la Moselle dont les travaux ont notamment permis l'élaboration des diagnostics présentés lors des rendez-vous territoriaux. Cet observatoire est ouvert à l'ensemble des partenaires publics. Il conviendra que les **données puissent être consolidées sur des thématiques identifiées en commun avec les EPCI et les Communes**.

Article 8 : Accompagnement territorial par les structures départementales.

Au regard des besoins départementaux et territoriaux, le Département a créé avec les EPCI en particulier des structures départementales au service des territoires afin de renforcer l'offre d'ingénierie publique, à savoir : MATEC, CAUE, SODEVAM, MOSELIS, SDIS, ADIL, MOSELLE FIBRE, MOSELLE ARTS VIVANTS, MDPH, MOSELLE ATTRACTIVITE, MOSELLE SPORT ACADÉMIE, VIA MOSELLE.

Il appartiendra à la Commune de les mobiliser si elle le souhaite.

Article 9 : Règlement

Les dossiers seront instruits en application du règlement en annexe.

Dans ce cadre, **17 critères de développement ont été identifiés répartis dans 4 rubriques** (insertion, économie foncière, énergie et environnement, inclusion).

Il s'agit de s'inscrire dans une démarche progressive de prise en compte des préoccupations de développement solidaire, durable et de transition écologique.

L'application de 3 critères choisis parmi les 17 options conditionne l'aide départementale.
Le critère social d'insertion est obligatoire pour toute opération supérieure ou égale à 100 000 € HT.

La liste des projets que la commune ou l'EPCI inscrit au contrat est engageante (seuls ces dossiers pourront ensuite être instruits en vue d'un financement).

Par ailleurs, en termes de délais :

- les dossiers complets devront être déposés au plus tard **le 1er septembre de l'année N** pour une instruction en continu jusqu'au 1er septembre de l'année N et une décision trimestrielle au plus tard le 31 décembre de l'année N ;
- le délai de validité des aides est de 3 ans au maximum. ;
- **engagement du projet** dans les 12 mois de l'attribution. La planification des demandes de versement devra être respectée. En cas de non-respect, la subvention sera perdue.

Article 10 : Communication

Nos concitoyens demandent une plus grande lisibilité de l'utilisation par les collectivités locales des crédits publics, fruit de leurs contributions.

Afin d'améliorer cette lisibilité, les bénéficiaires du soutien du Département doivent faire systématiquement mention de la participation départementale dans les supports de communication (Cf. règlement).

Article 11 : Suivi, évaluation périodique

Il sera mis en place un **suivi annuel** des contrats à l'occasion des Rendez-Vous de Territoire visant :

- l'**état d'avancement des projets conventionnés,**
- **les évolutions des indicateurs du Territoire**, via une actualisation du diagnostic territorial,
- une consolidation de **l'ensemble des financements apportés par le Département sur le territoire,**

Une revoyure à mi-parcours est envisagée avec une possible **révision ou réorientation** sur initiative du Département.

Une évaluation finale, à l'issue des 6 ans, sera réalisée.

Article 12 : Résiliation

Les parties prenantes peuvent mettre un terme au contrat sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

Article 13 : Identification des projets

Pour les Communes de moins de 2 000 habitants, 3 projets au maximum devront être identifiés et 2 pour les autres bénéficiaires (hormis syndicats scolaires et syndicats mixtes 1 projet).

Lors du dépôt de dossier, ce dernier devra être complet. La planification des demandes de versement est un élément obligatoire et engageant.

Projet 1 : AMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE FOOTBALL SYNTHETIQUE.

Projet 2 : REHABILITATION DE L'ANCIEN LYCEE EN MAISON DE SERVICES.

Projet 3 : FUS@E.

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
DE LA MOSELLE

LA COMMUNE DE BOUZONVILLE
Représentée par

Patrick WEITEN

A METZ, le

A , le

Commune

CONTRAT AMBITION MOSELLE

TERRITOIRE : THIONVILLE

COLLECTIVITE : COMMUNE DE KNUTANGE

Entre

Le Département de la Moselle représenté par son Président Patrick WEITEN, agissant en vertu des délibérations adoptées par l'Assemblée Départementale en date du 5 décembre 2019 et par la Commission Permanente en date du 5 octobre 2020.

Et

La Commune de KNUTANGE représentée par son Maire Fabrice CERBAI autorisé à signer un contrat pluriannuel en vertu de la délibération du …….. .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu la Loi NOTRe

Il est convenu ce qui suit….

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Moselle a toujours eu à cœur d'être un partenaire privilégié, pour ne pas dire le partenaire premier, des territoires et des collectivités territoriales qui en constituent le tissu.

Cela s'est traduit et incarné dans des dispositifs de soutien financier à l'investissement des communes et intercommunalités très différents selon les époques :

- jusqu'en 2008, avec la Politique Départementale d'Aménagement Urbain (PDAU) pour les villes de plus de 4500 habitants, le Soutien à l'Aménagement des Communes Rurales (SACR) proposé aux communes de moins de 4 500 habitants et la Politique d'Aménagement et de Développement des Territoires Mosellans (PADTM) pour les EPCI à Fiscalité propre,
- puis à partir de 2009, le Programme d'Aide aux Communes et aux TErritoires (PACTE) et ses 3 volets (Aménagement, Environnement, Patrimoine),

- enfin, depuis 2015 le dispositif d'Aide Mosellane à l'Investissement des TERritoires (AMITER).

Ces mécanismes de soutiens financiers, tous différents, étaient chacun pour ce qui les concernait, adaptés aux réalités financières et aux possibilités budgétaires de leur époque ainsi qu'aux attentes formulées empiriquement ou dûment constatées, des besoins de développement des collectivités territoriales.

C'est pourquoi, face :

- à un monde en constante et rapide mutation,
- à la confrontation à une réelle concurrence territoriale,
- à l'expression des besoins nouveaux formulés par la population et notamment à l'attente de proximité et d'écoute,

il fut nécessaire de définir une nouvelle ambition pour la Moselle.

C'est fort de ce constat et de cette conviction qu'au moment où de nombreux Départements français ont mis un terme aux politiques de soutien aux Communes et intercommunalités, que la Moselle entend, elle au contraire, poursuivre son effort à travers une nouvelle forme d'aides et ce, quels que soient les contextes financiers contraints dans lequel l'Etat place volontairement et formellement les Départements. Cet effort se doit d'être en phase avec une nouvelle ambition collective partagée, fruit des dialogues engagés, depuis plus d'un an avec les élus des collectivités infra départementales.

Des rencontres nombreuses ont eu lieu dans le cadre des « rendez-vous de territoires » qui ont été conduits sous la présidence actuelle avec tous les Conseillères et Conseillers Départementaux. Elles ont mis en exergue, avec force, le besoin d'accompagnement dans un cadre clair, formulé par les édiles locaux et les populations dont ils ont la responsabilité.

C'est l'état d'esprit qui a conduit l'Assemblée Départementale à adopter un nouveau dispositif intitulé « AMBITION MOSELLE ».

Ce dispositif s'appuie sur une connaissance fine des diversités territoriales clairement mises en évidence :

- d'une part, par les rencontres sur le terrain, au plus près des réalités ;
- d'autre part, des analyses croisées menées à l'interne dans les services départementaux par l'Observatoire du Territoire de la Moselle.

Disposant ainsi d'une véritable cartographie statistique des 5 territoires d'actions des politiques publiques départementales, (METZ-ORNE, THIONVILLE, FORBACH-SAINT-AVOLD, SARREGUEMINES-BITCHE et SARREBOURG-CHATEAU-SALINS) il est désormais possible de projeter le Département dans les années à venir, à travers un mécanisme d'aides s'appuyant sur le bilan du passé, les réalités du présent et les nécessités prospectives.

Le dispositif AMBITION MOSELLE pourra dès lors être un moteur d'attractivité mis au service de tous.

Diagnostic synthétique du territoire de Thionville

Présentation générale du territoire

Le territoire de Thionville compte **251 781 habitants** (soit 24 % de la population mosellane). C'est le deuxième territoire le plus peuplé des 5 grands territoires des politiques départementales après Metz-Orne. Il regroupe **117 communes et 6 EPCI** : CA Portes de France-Thionville (79 372 habitants), CA du Val de Fensch (70 307 habitants), CC de l'Arc Mosellan (34 422 habitants), CC de Cattenom et Environs (25 693 habitants), CC Bouzonvillois -Trois Frontières (25 131 habitants) et CC du Pays Haut Val d'Alzette (16 856 hab. en Moselle).

Démographie / Population

Une population en forte augmentation. Le territoire de Thionville **a gagné 6 394 habitants** entre 2011 et 2016, soit un taux d'évolution de **+ 2,61 %** (contre + 0,01 % en Moselle, + 0.29 % à l'échelle du Grand Est et + 2,2 % au niveau national). C'est le seul territoire, avec celui de Metz-Orne (dans une moindre mesure) qui voit sa population augmenter. La progression de la population du territoire de Thionville est autant liée à un solde naturel franchement positif (2 873 naissances excédant les décès) qu'au solde des migrations apparentes qui présente un excédent de 3 521 personnes.

Un vieillissement assez prononcé de la population à l'ouest du territoire, en fort contraste avec le reste du territoire. Si l'indice de vieillissement du territoire de Thionville est globalement inférieur au niveau mosellan (**75** contre 79), les territoires situés à l'ouest, en particulier la CC du Pays Haut Val d'Alzette, la CA du Val de Fensch et la CA Portes de France-Thionville sont plus vieillissants, en **fort contraste** avec l'est du territoire.

Un taux de pauvreté globalement moindre qu'à l'échelle mosellane mais de forts contrastes au sein du territoire. Le taux de pauvreté est de **13,8 %** en 2015 contre 14,7 % en Moselle. Néanmoins, certaines communes affichent des taux de pauvreté très élevés, en particulier à l'ouest du territoire : Uckange (26,3 %), Bouzonville (23,4 %) ou encore Fameck (21 %). **Le territoire de Thionville apparait ainsi très contrasté**, entre sa partie ouest, ancien bassin sidérurgique, marquée par de réels problèmes de pauvreté, et le reste du territoire, où le niveau de vie est globalement bien supérieur. Il existe sur ce territoire un véritable enjeu de lutte contre la **fracture sociale**, en accordant une attention particulière aux populations en rupture.

Formation / emploi

Un niveau de formation supérieur à la moyenne mosellane. Le niveau de formation de la population est supérieur à la moyenne départementale avec une plus forte représentation des personnes titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Quand en Moselle, en moyenne, 35 % des actifs occupés de 15 ans et plus sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, **ce taux est de 37 %** sur le territoire de Thionville. **Le territoire compte 1 424 étudiants, soit 5 % des étudiants mosellans** (27 065). Ce chiffre est quasi stable depuis 5 ans alors qu'il a progressé à l'échelle mosellane (+ 3 000).

L'apprentissage de la langue des voisins à renforcer. Sur les 24 028 élèves de maternelle et d'école élémentaire (école publique) que compte le territoire, 7 056 apprennent l'allemand dans un cursus standard et 650 dans un cursus approfondi. Au total, ce sont **32 %** des élèves qui apprennent l'allemand contre **37 %** en moyenne à l'échelle mosellane et seulement **2,7 %** qui apprennent l'allemand de manière approfondie contre 7,2 % en Moselle. A noter que **391** enfants en classes élémentaires dont 71 en maternelles Grande Section apprennent le luxembourgeois.

Un taux de chômage inférieur à la moyenne mosellane et en diminution. Le taux de chômage au 1er trimestre 2019 à l'échelle de la zone d'emploi s'établit à **8,0 %** alors qu'il est de 8,3 % en Moselle. Il était de 8,7 % un an plus tôt, contre 8,9 en Moselle. Le nombre de demandeurs d'emploi au 4ème trimestre 2018 est de **19 466**. Les territoires qui ont vu le nombre de chômeurs baisser le plus significativement entre 2017 et 2018 sont les CC Bouzonvillois Trois-Frontières (-8,3 %) et Cattenom et environs (- 5,4 %).

Un emploi en baisse depuis 2010. Entre 2010 et 2015, **le territoire a perdu 4 196 emplois** (2 283 dans la sphère productive soit - 10 % et 1 912 dans la sphère présentielle soit - 4,1 %), ce qui représente une baisse de **– 6 %** du nombre d'emplois au total (contre – 5,2 % en Moselle sur la période). On peut noter que le déclin de l'emploi de la sphère productive est continu depuis 1975. En 2015, la sphère productive représente encore 31,3 % des emplois, comparable au niveau mosellan (31,8 %) soit 20 556 emplois. Les filières en tension sur ce territoire sont le BTP, la maintenance / industrie, l'aide à la personne et l'informatique. Le déclin de l'emploi de la sphère présentielle quant à lui constitue un paradoxe sur ce territoire accueillant une population aisée.

Mobilité professionnelle : un territoire fortement impacté par le Luxembourg voisin. Le territoire offre **63 emplois pour 100 résidents actifs occupés**, contre 84 en moyenne en Moselle et 92,8 à l'échelle de la région Grand Est. 46 % des résidents du territoire (soit 48 150 personnes) travaillent sur le territoire et 54 % (soit 57 038 personnes) en sortent pour travailler, dont 69 % à destination du Luxembourg (39 345). **L'attractivité du Luxembourg est appelée à se renforcer** de manière notable puisque le nombre de frontaliers pourrait augmenter de 80 000 frontaliers d'ici 2035 selon les agences d'urbanisme pour atteindre 175 000 frontaliers et jusqu'à 288 000 frontaliers selon les prévisions de l'Union des entreprises luxembourgeoises. La concurrence que constitue le Luxembourg sur le marché du travail et la fuite de main d'œuvre qui en découle a des conséquences notables sur ce territoire.

Attractivité économique

Les zones d'activités économiques et les friches : des potentiels à optimiser. Le territoire compte **34** zones d'activités économiques pour une superficie totale de **936 ha**. Le taux d'occupation de ces zones avoisine les **70 %**, **280 ha** étant encore disponibles. A noter par ailleurs, la présence de friches susceptibles de constituer des espaces de développement intéressants pour les aménagements futurs. En 2014, **28 friches** ont été recensées à l'échelle du territoire de Thionville pour une superficie totale de **854 ha**. Cinq années plus tard, on peut constater que des efforts importants ont déjà été réalisés puisque 42 % des sites du territoire et 80 % de leur superficie sont d'ores et déjà concernés par un projet de requalification (activité, logement, etc.), contre 39 % des sites et 59 % de la superficie à l'échelle mosellane.

Une légère reprise de la création d'entreprises et des investissements importants engagés sur le territoire. Le territoire de Thionville compte **9 453 entreprises** (sur 49 108 en Moselle). Le nombre de créations d'entreprises, en baisse depuis 2012, repart légèrement à la hausse depuis 2015. Le taux de création d'entreprises en 2017 du territoire de Thionville est légèrement inférieur au taux mosellan (11,2 % contre 11,5). Sur le territoire de Thionville, **1 055 entreprises** ont été créées en 2017, dont plus de 70 % en entreprises individuelles, et la plupart concernant les services aux particuliers. D'importants investissements ont été engagés sur le territoire : KNAUF INSULATION à Illange (110 M€), ARCELORMITTAL à Florange (67 M€), MANOIR INDUSTRIES à Bouzonville (20 M€), CNPE EDF Cattenom - Grand Carénage (400 M€).

L'agriculture, une filière en cours de diversification. L'activité agricole demeure assez résistante, notamment parce qu'elle se diversifie vers les circuits-courts et de proximité et s'engage de plus en plus vers des modes de production raisonnés, en culture biologique. L'ouverture du **magasin de producteurs** Komm à la ferme à Basse-Ham, rassemblant une vingtaine de producteurs lorrains, témoigne de cette évolution. En outre, en plus des différents signes de qualité **AOC** et IGP présents sur le territoire, les labellisations **« Qualité MOSL »** marquent la montée en valeur de certaines productions, de la gastronomie locale et du terroir. A noter **l'extension du périmètre des AOC des Vins de Moselle**, en octobre 2019, sur le secteur de Sierck et Contz-les-Bains. La **surface en culture BIO ou en conversion** du territoire représente **2 313 ha** soit **10 % de la surface** BIO ou en conversion **de Moselle** (22 354 ha). Au total, le territoire de Thionville accueille **32 producteurs bio** sur 232 en Moselle.

Le tourisme, un secteur à conforter, au travers la mise en réseau de l'offre touristique et le développement de l'hébergement. Le territoire compte **4 offices de tourisme communautaires :** Bouzonvillois – Pays de Sierck, Pays Thionvillois, Rodemack-Cattenom et Val de Fensch et **33 sites touristiques** qui accueillent **266 500 visiteurs** par an (soit moins de 5 % du total Moselle qui s'élève à 5,4 M). **7 sites** de visite accueillent **plus de 10 000 visiteurs annuels**. **L'offre touristique continue de s'étoffer**, avec notamment l'inauguration, en 2018, de la zone de loisirs Nautic'Ham de Basse-Ham ou encore l'obtention, par le Domaine de la Klauss, du label « Relais et Château » en 2019. Néanmoins, le territoire de Thionville dispose globalement d'une **faible capacité d'hébergement touristique**.

La mobilité transfrontalière : une problématique prégnante. Le territoire de Thionville doit faire face à des difficultés importantes en matière de mobilité, principalement du fait de **l'engorgement des voies d'accès au Luxembourg**. En zones périurbaines, qui ont vu leur population augmenter fortement ces dernières années, se pose également la problématique d'accès aux zones urbaines, où se situent les emplois et les services. En zone rurale, se pose enfin la problématique d'accès aux services, notamment pour des populations en situation de précarité ou d'isolement. Divers projets visant à **améliorer la mobilité transfrontalière** sont à mettre en œuvre.

Attractivité résidentielle

Logement, un secteur dynamique. Le nombre de logement du territoire a augmenté sur un **rythme supérieur** au niveau mosellan avec **7 413 logements supplémentaires sur la période 2010-2015**, soit une **progression de 6,7 %** du nombre des logements par rapport à 2010 (Moselle : + 4,9 %). **8,1 % des logements sont vacants** à l'échelle du territoire (soit 9 521 logements) contre 8,9 % en Moselle, mais la **vacance augmente** - sur le même rythme qu'au niveau mosellan (+ 1,4 point entre 2013 et 2015) - en particulier sur la **CA Portes de France-Thionville** (+2,1 point) et la CC Bouzonvillois Trois-Frontières (+ 1,8). Ce phénomène d'accroissement de la vacance est à considérer au regard de l'essor des constructions neuves et de la consommation de foncier agricole et naturel qui en découle, appelant à intensifier les efforts en matière de requalification du bâti et de lutte contre la vacance.

L'accès aux services : un sujet prégnant dans certains secteurs, en particulier pour l'accès aux soins. Le territoire de Thionville est bien pourvu en services de la gamme intermédiaire et relativement bien doté en services de proximité. Néanmoins, il est le **deuxième territoire le moins bien doté** après Sarrebourg Château-Salins **en termes de services supérieurs**, rapporté à sa population. On constate plus globalement un **faible taux d'implantation de services** et une **faible évolution du niveau de services** (à part pour la CC Pays Haut Val d'Alzette) **dans les EPCI frontaliers du Luxembourg. La question de l'accès aux soins** notamment **se pose avec acuité** dans certains secteurs du territoire. En effet, **54 communes** (sur 110 en Moselle), principalement situées dans la partie Est du territoire, représentant **16 % des habitants** du territoire de Thionville soit plus de 40 000 personnes, sont situées en **zone d'intervention prioritaire** dans le Projet Régional de Santé et une trentaine de commune est en **zone d'action complémentaire** (37 % de la population).

Accueil du jeune enfant : un territoire globalement bien doté mais d'importantes disparités à constater. Le territoire compte **54 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant** (EAJE) pour **1 262 places** soit 31,2 % des places de Moselle. **Le nombre d'enfants de moins de 3 ans par place d'EAJE en 2017** est de **7** à l'échelle du territoire de Thionville contre **8** en Moselle. Néanmoins, de fortes disparités existent entre les EPCI (exemple : le ratio est de **3** sur la CC de Cattenom et environs contre **13** sur la CC de l'Arc Mosellan). A noter que les acteurs privés sont très actifs sur ce territoire et portent divers projets de structures d'accueil. En matière d'accueil individuel, le **nombre d'enfants < 3 ans par assistant maternel** est de **5,1** (contre 4,6 en Moselle). Au-delà de l'offre quantitative, une réflexion plus approfondie doit être menée concernant l'implantation (domicile/travail), les besoins (crèches publiques/privées), les horaires (horaires atypiques) et services complémentaires, en lien avec le fait transfrontalier notamment.

Etablissements pour personnes âgées : une offre à étoffer. Le territoire compte **27 établissements pour personnes âgées** pour un total de **1 949 places** autorisées hors accueil de jour (Maisons de Retraite + Unité de Soins Longue Durée). **Le taux d'équipement** du territoire en structures d'hébergement pour personnes âgées calculé sur la base des populations de + 75 ans projetées en 2021 est de **88,1** contre 95,2 en Moselle. De ce point de vue, le territoire de Thionville apparait relativement **sous doté.** Le territoire compte également **10 résidences autonomie** pour **521 places** autorisées.

Patrimoine naturel : un potentiel intéressant, en particulier à l'Est du territoire. Le territoire de Thionville compte **80 sites classés Espaces Naturels Sensibles** (sur 248 sites en Moselle) pour une superficie totale de 823 km² (sur 3 563 km² en Moselle), principalement composée de forêts. Parmi les ENS, 1 site est une propriété départementale : la friche de Micheville (en copropriété avec le Département de Meurthe-et-Moselle), et 14 sites sont préservés et valorisés via le soutien du Département.

Enjeux prioritaires du territoire de Thionville

- ➔ Lutter contre la **fracture sociale et territoriale.**
- ➔ Favoriser le développement de **synergies économiques nord-lorrain / Luxembourg / Allemagne.**
- ➔ Développer **l'offre tertiaire** (pépinières…) : énergie, numérique et PME/PMI de pointe.
- ➔ Faire émerger une filière transversale **maitrise énergétique** (maintenance nucléaire, écotechnologies et maîtrise énergétique des productions).
- ➔ Mettre en réseau **l'offre touristique** et professionnaliser sa promotion.
- ➔ Développer les **nouvelles mobilités** et les usages numériques.
- ➔ Promouvoir **l'habitat et l'urbanisme durable** et de qualité pour maintenir l'attractivité résidentielle.
- ➔ Viser **l'équité territoriale** en termes de services et d'équipements à la population en accordant une attention particulière à l'Est du territoire.

- ➔ Maintenir et valoriser les **atouts paysagers et naturels** du territoire comme espace de découverte et de loisirs.
- ➔ Développer les **équipements culturels et sportifs structurants** et la pratique de haut niveau.

Article 1 : Objet du contrat et signataires

Ce contrat définit les modalités de mise en œuvre de l'appui apporté par le Département sur le territoire de THIONVILLE et plus particulièrement la Commune de KNUTANGE appartenant à Communauté d'Agglomération du Val de Fensch.

Ce contrat précise les engagements des différents partenaires sur cet espace.

Il est passé entre

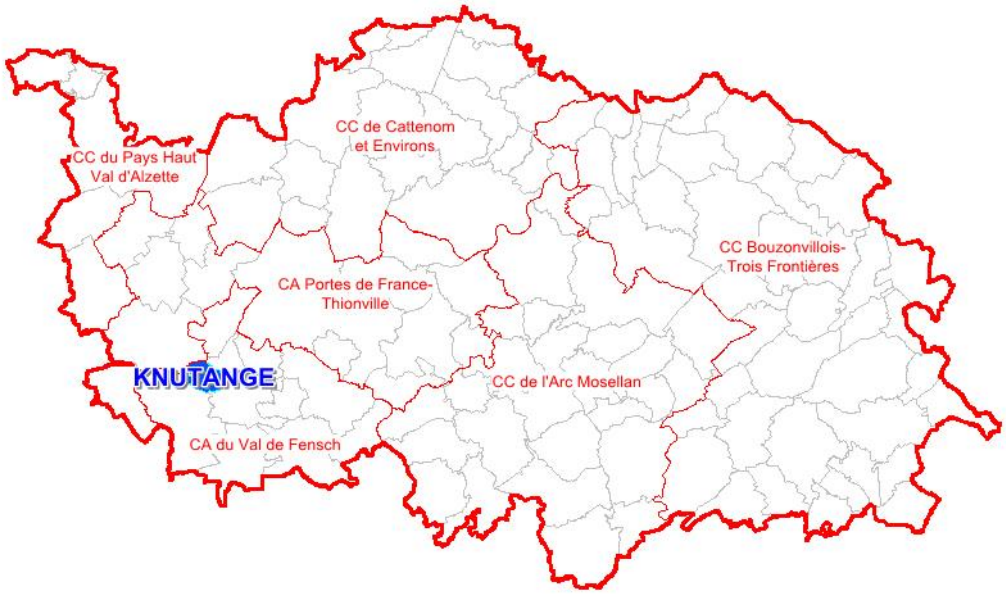
- Le Département.
- La Commune de KNUTANGE.

Article 2 : durée du contrat

Le Département propose d'inscrire son soutien dans une **contractualisation pluriannuelle** sur la durée du mandat communal à savoir **2020-2025** sachant que les objectifs ou projets arrêtés pourront faire l'objet d'une **revoyure** à l'initiative du Département à mi-mandat. Ce contrat entre en vigueur dès sa signature.

Article 3 : Périmètre du contrat et du projet de territoire

Le Territoire de proximité concerné repose sur l'espace formé par la Commune de KNUTANGE appartenant à Communauté d'Agglomération du Val de Fensch au sein du territoire départemental de THIONVILLE.



Dans une volonté de transparence d'information, le Département a mobilisé sur le territoire 1 335 506 € (référence année 2019) répartis en 1 188 206 € en matière de culture, 20 800 € en faveur du sport et de la jeunesse et 126 500 € pour le tourisme.

Article 4 : Modalités de financement des projets du contrat

Les bénéficiaires des actions d'investissement font l'objet d'une décision trimestrielle de la Commission Permanente du Conseil Départemental. Une convention opérationnelle sera établie pour chaque projet.

Article 5 : Solidarité humaine et territoriale

Le contrat s'appuie sur la définition d'enjeux prioritaires co-construits entre le Département et la Commune dont découle un plan d'actions relevant de 10 volets.

- **Volet 1** : Jeunesse, éducation.
- **Volet 2** : Qualité de vie.
- **Volet 3** : Logement-habitat.
- **Volet 4** : Mobilités.
- **Volet 5** : Transition écologique et énergétique.
- **Volet 6** : Economie de proximité.
- **Volet 7** : Transition numérique.
- **Volet 8** : Foncier et friches.
- **Volet 9** : Solidarité.
- **Volet 10** : Transfrontalier.

En outre, l'intervention départementale s'articule autour de **3 types de soutien** :

- **Soutien aux projets d'équipements et de services communaux** relevant des 10 volets d'intervention du Département et dans une volonté de solidarité envers les **communes de moins de 2 000 habitants ouvert à des travaux de voirie et de vie quotidienne**.
- Soutien aux **projets d'équipements et de services intercommunaux.**
- Soutien aux **projets intercommunautaires**.

Article 6 : Concertation

La mise en œuvre de ce contrat s'appuie sur la conviction que ces projets doivent être concertés avec les acteurs territoriaux et s'inscrire dans un dialogue permanent.

Ce dialogue repose en premier lieu sur les **Rendez-Vous de Territoire, lors des réunions dédiées aux exécutifs des intercommunalités et celles élargies aux Maires.**

Il se prolongera avec :

- **des rendez-vous semestriels au Département du G 24 (Présidents du Département et des EPCI) ;**

- **la création d'un comité de concertation et de suivi à l'échelle de chaque territoire** qui se réunirait à l'issue des 3 premières années afin de préparer la revoyure.

Article 7 : Engagement réciproque d'échanges de données d'observations territoriales

Depuis juillet 2016, le Département a mis en ligne **un observatoire territorial** de la Moselle dont les travaux ont notamment permis l'élaboration des diagnostics présentés lors des rendez-vous territoriaux. Cet observatoire est ouvert à l'ensemble des partenaires publics. Il conviendra que les **données puissent être consolidées sur des thématiques identifiées en commun avec les EPCI et les Communes**.

Article 8 : Accompagnement territorial par les structures départementales.

Au regard des besoins départementaux et territoriaux, le Département a créé avec les EPCI en particulier des structures départementales au service des territoires afin de renforcer l'offre d'ingénierie publique, à savoir : MATEC, CAUE, SODEVAM, MOSELIS, SDIS, ADIL, MOSELLE FIBRE, MOSELLE ARTS VIVANTS, MDPH, MOSELLE ATTRACTIVITE, MOSELLE SPORT ACADÉMIE, VIA MOSELLE.

Il appartiendra à la Commune de les mobiliser si elle le souhaite.

Article 9 : Règlement

Les dossiers seront instruits en application du règlement en annexe.

Dans ce cadre, **17 critères de développement ont été identifiés répartis dans 4 rubriques** (insertion, économie foncière, énergie et environnement, inclusion).

Il s'agit de s'inscrire dans une démarche progressive de prise en compte des préoccupations de développement solidaire, durable et de transition écologique.

L'application de 3 critères choisis parmi les 17 options conditionne l'aide départementale.
Le critère social d'insertion est obligatoire pour toute opération supérieure ou égale à 100 000 € HT.

La liste des projets que la commune ou l'EPCI inscrit au contrat est engageante (seuls ces dossiers pourront ensuite être instruits en vue d'un financement).

Par ailleurs, en termes de délais :

- les dossiers complets devront être déposés au plus tard **le 1er septembre de l'année N** pour une instruction en continu jusqu'au 1er septembre de l'année N et une décision trimestrielle au plus tard le 31 décembre de l'année N,
- le délai de validité des aides est de 3 ans au maximum,
- **engagement du projet** dans les 12 mois de l'attribution. La planification des demandes de versement devra être respectée. En cas de non-respect, la subvention sera perdue.

Article 10 : Communication

Nos concitoyens demandent une plus grande lisibilité de l'utilisation par les collectivités locales des crédits publics, fruit de leurs contributions.

Afin d'améliorer cette lisibilité, les bénéficiaires du soutien du Département doivent faire systématiquement mention de la participation départementale dans les supports de communication (Cf. règlement).

Article 11 : Suivi, évaluation périodique

Il sera mis en place un **suivi annuel** des contrats à l'occasion des Rendez-Vous de Territoire visant :

- l'**état d'avancement des projets conventionnés,**
- **les évolutions des indicateurs du Territoire**, via une actualisation du diagnostic territorial,
- une consolidation de **l'ensemble des financements apportés par le Département sur le territoire,**

Une revoyure à mi-parcours est envisagée avec une possible **révision ou réorientation** sur initiative du Département.

Une évaluation finale, à l'issue des 6 ans, sera réalisée.

Article 12 : Résiliation

Les parties prenantes peuvent mettre un terme au contrat sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

Article 13 : Identification des projets

Pour les Communes de moins de 2 000 habitants, 3 projets au maximum devront être identifiés et 2 pour les autres bénéficiaires (hormis syndicats scolaires et syndicats mixtes 1 projet).

Lors du dépôt de dossier, ce dernier devra être complet. La planification des demandes de versement est un élément obligatoire et engageant.

Projet 1 : CREATION D'UN BATIMENT MULTI-EQUIPEMENTS.

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

LE MAIRE DE KNUTANGE

Patrick WEITEN

Fabrice CERBAI

A METZ, le

A , le

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e565-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET PROGRAMME D'AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE AMISSUR

DOSSIER N° | | 38 | 1170 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur l'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route - AMISSUR,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- d'approuver les nouvelles dates de validité des dossiers d'Aide Mosellane aux Investissements Spécifiques à la Sécurité des Usagers de la Route - AMISSUR telles qu'elles figurent en annexe à la présente décision.

M. CORRADI, M. SUCK et M. WEIS ne participent ni au débat ni au vote.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

COMMISSION PERMANENTE DU 06 FEVRIER 2023

AIDE MOSELLANE AUX INVESTISSEMENTS SPECIFIQUES A LA SECURITE DES USAGERS DE LA ROUTE - AMISSUR

DEMANDES DE PROLONGATION

Territoire	Canton	Bénéficiaire	N° dossier	Objet du dossier	Date d'attribution	Coût projet en € HT	Montant subventionnable en € HT	Subvention accordée en €	Date de caducité initiale	Nouvelle date de caducité
FORBACH -SAINT-AVOLD	BOUZONVILLE	HARGARTEN-AUX-MINES	DRUC03651	SECURISATION DU CARREFOUR RUES DES CHAMPS ET DES CEDRES	07/06/2021	49 875 €	49 875 €	14 960 €	15/10/2022	15/04/2023
FORBACH -SAINT-AVOLD	SARRALBE	MORHANGE	DRUC03501	CREATION D'UN PLATEAU SURELEVE ROUTE DE RODE	07/06/2021	23 296 €	23 296 €	6 980 €	15/10/2022	01/03/2023
METZ-ORNE	FAULQUEMONT	AUBE	DRUC03478	CREATION D'ECLUSES AUX ENTREES DU VILLAGE	07/06/2021	9 681 €	9 681 €	2 900 €	15/10/2022	01/04/2023
METZ-ORNE	HAYANGE	VITRY-SUR-ORNE	DRUC03298	AMENAGEMENT DE 2 PLATEAUX SURELEVES RUE JEAN BURGER	07/06/2021	8 043 €	8 043 €	2 410 €	15/10/2022	01/07/2023
METZ-ORNE	HAYANGE	VITRY-SUR-ORNE	DRUC03299	AMENAGEMENT D'UN PLATEAU SURELEVE RUE MAURIN	07/06/2021	20 517 €	20 517 €	6 150 €	15/10/2022	01/07/2023
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	LE SAULNOIS	LOUDREFING	DRUC03684	INSTALLATION DE BALISES EVOFLASH ET COUSSINS BERLINOIS	07/06/2021	10 908 €	10 908 €	3 270 €	15/10/2022	15/10/2023
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	SARREBOURG	RECHICOURT-LE-CHATEAU	DRUC03517	CREATION D'UNE VOIRIE PARTAGEE A LA CITE BATAVILLE	07/06/2021	24 392 €	21 922 €	6 570 €	15/10/2022	15/10/2023
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	PHALSBOURG	VOYER	DRUC05671	SECURISATION DU CARREFOUR RUE DE LA LIBERATION VERS LE VAL	18/10/2021	14 146 €	12 633 €	3 780 €	15/10/2022	30/06/2023
SARREBOURG-CHÂTEAU-SALINS	PHALSBOURG	VOYER	DRUC05672	SECURISATION DE LA RUE DES CERISIERS	18/10/2021	8 589 €	7 078 €	2 120 €	15/10/2022	30/06/2023
SARREGUEMINES-BITCHE	BITCHE	PHILIPPSBOURG	DRUB07283	CREATION D'UN CHEMIN PIETONNIER RELIANT LA ZONE DE LOISIRS WEIHERMATTEN AU CENTRE DU VILLAGE	09/11/2020	27 000 €	27 000 €	8 100 €	15/10/20222	15/10/2023
SARREGUEMINES-BITCHE	BITCHE	SIERSTHAL	DRUC05753	CREATION D'ECLUSES DE RALENTISSEMENT	08/11/2021	15 000 €	15 000 €	4 500 €	15/10/2022	31/07/2023
SARREGUEMINES-BITCHE	BITCHE	VOLMUNSTER	DRUC03533	SECURISATION DU CROISEMENT DES RUES DU LANGSTEIN, LAMARTINE, MALRAUX ET PREVERT	07/06/2021	82 508 €	50 000 €	15 000 €	15/10/2022	01/03/2023
SARREGUEMINES-BITCHE	SARREGUEMINES	ZETTING	DRUC03535	CREATION D'UNE ZONE 30 RUES DE LA FORET ET DES PRES	07/06/2021	11 749 €	11 581 €	3 470 €	15/10/2022	01/03/2023
THIONVILLE	ALGRANGE	FONTOY	DRUC03581	SECURISATION DES PASSAGES PIETONS	07/06/2021	63 392 €	50 000 €	15 000 €	15/10/2022	15/10/2023
THIONVILLE	ALGRANGE	NEUFCHEF	DRUC03628	INSTALLATION D'UN PLATEAU SURELEVE SUR LA RD17	07/06/2021	44 420 €	44 420 €	13 320 €	15/10/2022	15/10/2023
THIONVILLE	ALGRANGE	NEUFCHEF	DRUC03627	SECURISATION DE LA RUE NOTRE DAME DES NEIGES	07/06/2021	137 010 €	50 000 €	15 000 €	15/10/2022	15/10/2023
THIONVILLE	ALGRANGE	NEUFCHEF	DRUC03629	INSTALLATION D'UNE CHICANE RUE DES CARRIERES	07/06/2021	12 600 €	12 600 €	3 780 €	15/10/2022	15/10/2023
				TOTAL		**563 126 €**	**424 554 €**	**127 310 €**		

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e560-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

OBJET POLITIQUE DE VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL MOSELLAN – PROJETS ENVIRONNEMENTAUX

DOSSIER N° | | 39 | 1185 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la politique de valorisation du patrimoine naturel mosellan - projets environnementaux,

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- D'attribuer cinq subventions d'un montant total de 13 089 € au titre du dispositif sur les projets environnementaux dont le détail figure en annexe à la présente décision.

Adopté, à l'unanimité Le Président

ANNEXE

N° Dossier	Bénéficiaire	Canton	Objet de la subvention	Montant Travaux	Montant Subvention-nable	Base	Taux	Montant Aide
TERRITOIRE DE METZ - ORNE								
CDVE00892	JURY	LE PAYS MESSIN	PLANTATIONS D'ARBRES ET DE HAIES POUR LUTTER CONTRE LES ILOTS DE CHALEUR	7 060 €	7 060 €	HT	50 %	3 530 €
CDVE00889	VANY	LE PAYS MESSIN	REALISATION D'UN DIAGNOSTIC SANITAIRE ET SECURITAIRE DE DEUX MARRONNIERS CENTENAIRES	997 €	997 €	HT	50 %	498 €
TERRITOIRE DE SARREBOURG - CHATEAU-SALINS								
CDVD07123	FLEISHEIM	SARREBOURG	PLANTATION D'UNE HAIE ET CREATION D'UN VERGER COMMUNAL	5 868 €	5 868 €	HT	50 %	2 934 €
TERRITOIRE DE THIONVILLE								
CDVE00893	ANGEVILLERS	ALGRANGE	REVEGETALISATION DU SENTIER PEDESTRE DU HOLWEG	10 398 €	10 000 €	HT	50 %	5 000 €
CDVE00929	BERG-SUR-MOSELLE	YUTZ	ACHAT DE NICHOIRS A MESANGES POUR LUTTER CONTRE LES CHENILLES PROCESSIONNAIRES DU CHENE	2 255 €	2 255 €	HT	50 %	1 127 €

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e561-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
Direction de l'Agriculture et de l'Aménagement des Territoires

OBJET CHARTE POUR UNE ALIMENTATION DURABLE ET AUTONOME EN GRAND EST (ADAGE)

DOSSIER N° | | 40 | 1207 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président portant sur la charte pour une Alimentation Durable et Autonome en Grand Est (ADAGE),

VU la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

DECIDE

- De valider le contenu de la charte ADAGE figurant en annexe à la présente décision,
- D'autoriser Monsieur le Président à la signer.

Adopté, à l'unanimité Le Président

CHARTE POUR UNE ALIMENTATION DURABLE ET AUTONOME EN GRAND EST

La loi EGAlim promulguée en 2018, complétée en 2021 par la Loi Climat et Résilience, prévoit plusieurs mesures très ambitieuses pour améliorer la qualité des repas servis par la restauration collective, avec notamment l'objectif d'un taux d'approvisionnement de 50% de produits durables et de qualité, dont 20% de produits issus de l'agriculture biologique.

Sur le terrain, les acteurs publics et établissements de la restauration collective ont mis en œuvre des actions et modalités pour répondre aux obligations légales et pour favoriser les circuits courts et l'achat de produits de proximité issus de producteurs et transformateurs locaux.

La présente Charte s'inscrit dans cette volonté partagée de construire ensemble et de créer les conditions nécessaires à un nouveau modèle au service des filières agricoles du Grand Est et des consommateurs/convives de la restauration collective, de l'amont à l'aval.



BANDEAU LOGOS SIGNATAIRES

La Région Grand Est



Les signataires de la Charte s'engagent à œuvrer de concert :

- ✓ Par la mobilisation de leurs dispositifs et outils d'accompagnement afin d'en assurer la réussite ;

- ✓ Par la mise à disposition, de manière élargie, des diagnostics et outils produits territorialement permettant ainsi à d'autres acteurs de bénéficier d'une expertise dans les domaines concernés par l'alimentation durable et autonome en Grand Est (ADAGE) ;

- ✓ En partageant les projets potentiellement transposables et à ce titre d'associer aux étapes qu'ils jugeront pertinentes d'autres acteurs, notamment à travers des groupes de travail ou comités de pilotage ou toute instance participative jugée favorable.

BANDEAU LOGOS SIGNATAIRES

Les signataires de la Charte s'engagent à partager des ambitions communes :

1. Soutenir les filières de proximité

Il s'agit notamment de renforcer et d'améliorer la compétitivité des filières en proximité pour développer une agriculture durable et de qualité en créant de la valeur ajoutée dans les exploitations agricoles (projets d'installation, de production, de transformation, de commercialisation ancrés sur les territoires).

2. Faciliter les initiatives et dynamiques territoriales

Il convient de permettre l'approvisionnement en produits locaux de qualité pour la restauration collective dans une démarche mutualisée et territorialisée (soutien aux projets de production et de transformation sur les territoires, accompagnement à l'installation et à la diversification des producteurs, déploiement d'outils mutualisés...).

Il s'agit de favoriser le regroupement des acteurs dans une démarche de projet à long terme.

3. Identifier l'offre et organiser les filières pour répondre aux demandes de la restauration collective



Ce domaine d'action stratégique vise le développement de l'approvisionnement en produits locaux de qualité répondant aux attentes et besoins des acteurs de la restauration collective publique comme privée. Il s'agit de construire de concert les outils jugés pertinents tels que cartographie des acteurs, stratégie logistique, développement de maillons intermédiaires utiles...

4. Eveiller, informer et former les acteurs et les consommateurs

Il convient d'améliorer les connaissances sur les filières alimentaires locales afin notamment de développer ces dernières et de renforcer la confiance entre consommateurs, citoyens et producteurs/transformateurs/distributeurs.

Il s'agit aussi d'accompagner les changements de pratiques dans les cuisines par la formation, par des soutiens techniques et logistiques ou encore par des actions de mise en relation.

5. Favoriser la solidarité et la citoyenneté alimentaire

Il s'agit d'accompagner la structuration des pratiques à forte utilité sociale et environnementale en faveur d'un mode d'alimentation plus sain, solidaire et accessible à tous. Cela passe par le soutien aux initiatives citoyennes et entrepreneuriales en faveur d'une alimentation durable de qualité, le développement de la coopération au travers de projets portés par les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) pour re-territorialiser le système alimentaire et favoriser la création d'emplois.

BANDEAU LOGOS SIGNATAIRES

La Région Grand Est

LES SIGNATAIRES

- La Région Grand Est
- Le Département de xxxx
- Le Département de xxxx
- Le Département de xxx
- Le Département de xxx
- Le Département de xxx
- Le Département de xxx
- Le Département de xxx
- Le Département de xxx
- Le Département de xxx

BANDEAU LOGOS SIGNATAIRES

Contrôle de Légalité :
AR n° : 057-225700012-20230206-lmc1X010000e676-DE
Date décision : 6/2/2023
Envoyé le : 07-02-2023
Date de l'AR : 07-02-2023

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
SEANCE DU 6 FÉVRIER 2023

ORIGINE DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

OBJET DESIGNATION A LA CONFERENCE REGIONALE DES FINANCEURS DU SPORT POUR LA REGION GRAND EST

DOSSIER N° | | 41 | 1221 |

Décision

Après en avoir délibéré, la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU le Rapport du Président sur l'installation de la Conférence Régionale des Financeurs du Sport en 2023 et conformément au décret N° 2020-1280 du 20 octobre 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Départemental, lors de la Réunion de Droit du 1er juillet 2021 (rapport E-5), portant délégation de l'ensemble de ses attributions à la Commission Permanente dans les limites indiquées à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DECIDE

- de désigner les représentant et suppléant suivants du Département de la Moselle à la Conférence Régionale des Financeurs pour la Région Grand Est :

  - M. WEITEN Patrick, membre titulaire
  - M. CHABANE Armel, membre suppléant

Adopté, à l'unanimité Le Président

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

ARRÊTÉS

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI
Affaire suivie par : Cathy MEYER
Tél. / 03 87 56 32 03
N/Réf : [SILLY SUR NIED]

AR Préfecture : 057-225700012-20230215-lmc1X010000367c-AR
Date AR Préfecture : 15-02-2023

A R R E T E

N° 2022-DS-SDSPPMI-001750

en date du 15 février 2023

autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'une micro-crèche dénommée « Nos Petits Pas » sis 1A rue Principale à SILLY SUR NIED

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 et suivants ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L.2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

Vu la demande présentée par ZIMMER INVEST représenté(e) par Madame Aminata ZIMMER, Gérante, dont le siège social est situé 7 RUE DE LA FONTAINE à MARSILLY en date du 25 juillet 2022 ;

Vu l'arrêté municipal 2022-41 du 25 juillet 2022 du Maire de la commune de SILLY-SUR-NIED autorisant l'ouverture d'un établissement recevant du public, au regard de l'avis favorable de la sous-commission départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique du 12 mai 2021 et de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité du 21 mai 2021 ;

Vu le rapport de visite de Monsieur le Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile, en date du 4 octobre 2022 ;

Vu le dossier reconnu complet le 4 septembre 2015;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

ARRETE

ARTICLE 1 :
La société ZIMMER INVEST représentée par Madame Aminata ZIMMER, Gérante, est autorisée, à compter du 10 octobre 2022, à créer, ouvrir et faire fonctionner un établissement assurant un accueil collectif non permanent d'enfants de moins de six ans de type Micro-crèche dénommé "NOS PETITS PAS" sis, 1 A rue Principale à SILLY-SUR-NIED, du lundi au vendredi de 7 heures à 18 heures 30.

ARTICLE 2 :
L'effectif maximum des enfants de moins de six ans accueillis simultanément ne doit pas dépasser **douze (12).**
Le gestionnaire a la possibilité d'ajuster cette capacité en fonction des demandes des familles et des possibilités en termes de personnel d'encadrement. Conformément à l'article R 2324-30 du Code de la Santé Publique (CSP), ces modifications doivent figurer dans le règlement de fonctionnement de l'établissement après adoption par le conseil d'administration dont un exemplaire devra être transmis au Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile.

ARTICLE 3 :
Madame Vanessa RAGAZZOLI, référent technique titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants, répond aux conditions de l'article R 2324-34 du CSP. Elle exerce ses fonctions à hauteur de 0.5 ETP dont 0,2 ETP en décharge de direction.
Elle assure également la fonction de référent technique au sein de la micro-crèche de RAVILLE à hauteur de 0,5 ETP dont 0,2 ETP en décharge de direction.

ARTICLE 4 :
Le personnel participant à l'encadrement des enfants conformément à l'article R 2324-42 du CSP se compose de :

- 1 personne titulaire d'un diplôme d'éducatrice de jeunes enfants représentant 0,3 ETP,
- 2 personnes titulaires d'un diplôme d'auxiliaire de puériculture représentant 1,8 ETP,
- 2 personnes disposant au minimum d'une qualification de niveau 3 représentant 1,6-ETP.

Soit un total de 3,7 ETP

Les tâches liées à l'entretien des locaux sont assurées par l'ensemble du personnel, après le départ des enfants.

Madame Anne-Aymone ROSSIN, infirmière puéricultrice DE, interviendra en qualité de référent santé & accueil inclusif au sein de l'établissement à raison de deux heures tous les deux mois soit douze heures annuelles.

Le personnel devra être reconnu exempt de toute maladie transmissible, avoir satisfait aux obligations vaccinales prévues par la réglementation applicable au personnel des établissements de prévention et de soins.

Tout changement de personnel devra être signalé à la Direction de la Solidarité - Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile – Hôtel du Département – CS 11096 - 57036 METZ CEDEX 1.

ARTICLE 5 :
L'établissement dénommé "NOS PETITS PAS" est tenu de posséder et tenir à jour les divers registres et documents administratifs et médicaux.

Chaque année, la responsable est tenue d'envoyer à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion un compte rendu d'activité.

ARTICLE 6 :
Tout accident doit être signalé à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion (article R 2324-44-1 du CSP).

ARTICLE 7 :
Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Solidarité
SDSPPMI
Affaire suivie par : MEYER Catherine
Tél. / 03 87 56 32 03
N/Réf : [YUTZ YOUPLA BOUM]

AR Préfecture : 057-225700012-20230215-lmc1X010000385f-AR
Date AR Préfecture : 15-02-2023

A R R E T E

N°2022 – DS – SDSPPMI – 001841

en date du 15 février 2023

autorisant la création, l'ouverture et le fonctionnement d'une micro-crèche dénommée « Micro-crèche YOUPLA BOUM Yutz » 133 Avenue des Nations à YUTZ

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le titre II du Livre III du Code de la Santé Publique et notamment les articles L.2324-1 et suivants ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment son article 37-3 ;

VU le décret n° 2000-762 du 1er août 2000 portant règlementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, l'article L.2324-1 et suivants du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

VU la demande présentée par la SAS YOUPLA BOUM représenté(e) par Madame Fanny SANCHEZ, Gérante, dont le siège social est situé 29 rue Elsa Triolet à HUSSIGNY en date du 28 juin 2022 ;

VU l'avis du Maire de YUTZ en date du 21 décembre 2021 ;

VU l'autorisation de construction, d'aménager, de modifier un ERP délivrée par la commune de YUTZ au nom de l'Etat au regard de l'avis favorable de la sous-commission départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique du 29 septembre 2022 et de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité du 23 septembre 2022 ;

VU le rapport de visite de Monsieur le Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile, en date du 31 août 2022 ;

VU le dossier reconnu complet le 24 octobre 2022 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité,

A R R E T E

ARTICLE 1 :
La SAS YOUPLA BOUM représentée par Madame Fanny SANCHEZ, Gérante, est autorisée, à compter du 1er novembre 2022, à créer, ouvrir et faire fonctionner un établissement assurant un accueil collectif non permanent d'enfants de moins de six ans de type Micro-crèche dénommé "Micro-crèche YOUPLA BOUM Yutz" sis, 133 Avenue des Nations à YUTZ, du lundi au vendredi de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 2 :
L'effectif maximum des enfants de moins de six ans accueillis simultanément ne doit pas dépasser **douze (12).**
Le gestionnaire a la possibilité d'ajuster cette capacité en fonction des demandes des familles et des possibilités en termes de personnel d'encadrement. Conformément à l'article R 2324-30 du Code de la Santé Publique (CSP), ces modifications doivent figurer dans le règlement de fonctionnement de l'établissement après adoption par le conseil d'administration dont un exemplaire devra être transmis au Médecin Départemental de la Protection Maternelle et Infantile.

ARTICLE 3 :
Madame Fanny SANCHEZ, référent technique et pédagogique, titulaire du diplôme d'Etat d'Educatrice Spécialisée, répond aux conditions de l'article R 2324-34 et R 2324-35 du CSP. Elle exerce ses fonctions à hauteur de 0,28 ETP en décharge de direction.
Elle assure également les fonctions de référent technique et pédagogique, au sein de l'établissement "Micro-crèche Youpla Boum 2" à NILVANGE.

ARTICLE 4 :
Le personnel participant à l'encadrement des enfants conformément à l'article R 2324-42 du CSP se compose de :

- 1 personne titulaire d'un diplôme d'auxiliaire de puériculture représentant 1 ETP,
- 2 personnes justifiant d'une qualification de niveau 3 représentant 2 ETP,

Soit un total de 3 ETP

Il conviendra de compléter l'équipe par le recrutement d'un agent représentant 0.5-ETP minimum dès lors que la capacité maximale d'enfants accueillis sera effective.

Les tâches liées à l'entretien des locaux sont assurées par l'ensemble du personnel, après le départ des enfants.

Madame Nadine ABELLAN, infirmière DE, interviendra en qualité de référent santé & accueil inclusif au sein de l'établissement à raison de dix heures annuelles dont deux par trimestre.

Le personnel devra être reconnu exempt de toute maladie transmissible, avoir satisfait aux obligations vaccinales prévues par la réglementation applicable au personnel des établissements de prévention et de soins.

Tout changement de personnel devra être signalé à la Direction de la Solidarité - Sous-Direction de la Santé Publique et de la Protection Maternelle et Infantile – Hôtel du Département – CS 11096 - 57036 METZ CEDEX 1.

ARTICLE 5 :
L'établissement dénommé "Micro-crèche YOUPLA BOUM Yutz" est tenu de posséder et tenir à jour les divers registres et documents administratifs et médicaux.

Chaque année, la responsable est tenue d'envoyer à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion un compte rendu d'activité.

ARTICLE 6 :
Tout accident doit être signalé à la Direction de la Solidarité - Enfance, Famille et Insertion (article R 2324-44-1 du CSP).

ARTICLE 7 :
Monsieur le Directeur Général des services Départementaux et Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 002051
en date du 16/02/2023

relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2023
de l'EHPAD Atre du Val de Fensch à FONTOY
participant au CPOM de l'Association Atre du Val de Fensch

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'organisme gestionnaire, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de la Moselle ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section hébergement sont autorisées comme suit :

	Montants TTC
Montant global des charges brutes	1 426 124,19 €
Déficit	0,00 €
TOTAL	**1 426 124,19 €**
Montant global des produits bruts	1 426 124,19 €
dont montant produits de tarification	1 322 992,49 €
Excédent	0,00 €
Dépenses refusées	0,00 €
TOTAL	**1 426 124,19 €**

Article 2
Les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Atre du Val de Fensch sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	58,73 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,25 €
- GIR 3 et 4	13,49 €
- GIR 5 et 6	5,72 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	75,82 €
dont participation à la dépendance	17,09 €

Article 3
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs applicables sont fixés comme suit :

Plus de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	**Tarifs TTC**
- Chambre à 1 lit	57,80 €
Dépendance	
- GIR 1 et 2	21,17 €
- GIR 3 et 4	13,44 €
- GIR 5 et 6	5,70 €
Moins de 60 ans Hébergement permanent et temporaire (Si habilité à l'aide sociale)	74,83 €
dont participation à la dépendance	17,03 €

Article 4
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 375 224,00 €.

Article 5
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 237 318,94 € :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 19 853,56 €,

– à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 19 776,58 €.

Article 6
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 7
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 8
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Atre du Val de Fensch sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

ARRETE

N°2023 – DS – 002052
en date du 16/02/2023

relatif aux tarifs dépendance 2023
de l'EHPAD Les Faubourgs de l'Orne à GANDRANGE

Le Président du Département,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) – partie législative – notamment les articles L.232-8 à L.232-11 (Allocation Personnalisée d'Autonomie [APA] en établissement), L.313-11, L.313-12, L.313-12-2 (conventions ou contrats pluriannuels), L.313-13 à L.313-22-1 (contrôle et dispositions pénales) et L.314-1 à L.351-8 (dispositions financières et contentieux) ;

- VU le CASF – partie réglementaire – notamment les articles R.314-1 à R.314-244 (dispositions financières) et R.351-1 à R.351-41 (contentieux de la tarification) ;

- VU le Code de la santé publique ;

- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU la délibération de l'Assemblée Départementale de la Moselle en date du 1er décembre 2022 (Rapport III-1) ;

- VU l'arrêté N°2022-DS-1947 portant fixation pour 2023 de la valeur du point GIR départemental et du niveau de dépendance moyen des EHPAD en Moselle ;

- VU la convention d'habilitation à l'aide sociale et ses avenants ;

- SUR proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

ARRETE :

Article 1
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance est fixé à 531 668,20 € TTC.

Article 2
Pour l'exercice budgétaire 2023 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, le forfait global dépendance à la charge du Département est fixé à 311 375,40 € TTC :

- pour la période du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023, déduction faite des sommes déjà perçues, le versement mensuel est calculé à 25 638,57 € TTC.
- à compter du 1er janvier 2024, le versement mensuel est de 25 947,95 € TTC.

Article 3
Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD Les Faubourgs de l'Orne sont fixés ainsi qu'il suit du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 **:**

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- GIR 1 et 2	22,68 €
- GIR 3 et 4	14,39 €
- GIR 5 et 6	6,11 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	18,03 €

Article 4
A compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté portant fixation des tarifs journaliers, les tarifs dépendance sont fixés comme suit :

DEPENDANCE	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
GIR 1 et 2	22,61 €
GIR 3 et 4	14,35 €
GIR 5 et 6	6,09 €
Moins de 60 ans	
Participation dépendance	17,98 €

Article 5
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale du 1er avril 2023 au 31 décembre 2023 sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	67,10 €
Moins de 60 ans	
Tarif global	85,13 €
Dont participation à la dépendance	18,03 €

Article 6
Dans le cadre de l'habilitation partielle à l'aide sociale, les tarifs pris en charge par l'aide sociale à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté sont fixés comme suit :

HEBERGEMENT PERMANENT	Tarifs TTC
Plus de 60 ans	
- Chambre à 1 lit	66,04 €
Moins de 60 ans	
Tarif global	84,02 €
Dont participation à la dépendance	17,98 €

Article 7
Les prix de journée réservation sont égaux aux prix de journée hébergement minorés du montant du forfait hospitalier en vigueur.

Article 8
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : **http://www.telerecours.fr/**

Article 9
Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Directrice de l'EHPAD Les Faubourgs de l'Orne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le Président du Département

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Marchés et du Conseil Juridique
Affaire suivie par : NICOLAS Pascale
Tél. 03 87 21 98 02
N/Réf : 2095-VP-ROMILLY

AR Préfecture : 057-225700012-20230213-lmc1X0100003f11-AR
Date AR Préfecture : 14-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002095

en date du 13 février 2023

portant délégation de signature en faveur de Madame Valérie ROMILLY,
Vice-Présidente du Conseil Départemental de la Moselle,
Déléguée à l'Autonomie et au Handicap

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3221-3,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021, portant élection de Monsieur Patrick WEITEN à la présidence du Conseil Départemental de la Moselle,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 30 janvier 2023, portant élection de Madame Valérie ROMILLY au poste de Vice-Présidente du Conseil Départemental de la Moselle,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Valérie ROMILLY, Vice-Présidente du Conseil Départemental, dans le domaine de l'Autonomie et du Handicap, à l'exception des actes dont la nature et l'importance appellent qu'ils soient signés par le Président du Conseil Départemental.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle et disponible dans le hall d'accueil de l'Hôtel du Département, situé 1, rue du Pont Moreau à METZ.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Marchés et du Conseil Juridique
Affaire suivie par : Stéphanie LAURANT
Tél. 03 87 21 98 05
N/Réf : LORQUIN_2129

AR Préfecture : 057-225700012-20230207-lmc1X050000401b-AR
Date AR Préfecture : 09-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002129

en date du 7 février 2023

Relatif à la Maitrise d'Œuvre pour la construction d'une demi- pension au collège des Deux-Sarre à LORQUIN
Concours restreint en application des articles L.2172-1, L.2125-1 2° et R.2162-15 à R.2162-26 du Code la Commande Publique

_____

COMPOSITION DU JURY

Décision du représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur Constant KIEFFER, Conseiller Départemental et Président de la Commission d'Appel d'Offres,

VU l'arrêté de délégation n° 2021-000326 en date du 20 septembre 2021 portant délégation en sa faveur pour présider les jurys et commissions prévus par le Code de la Commande Publique et désigner les personnalités compétentes y siégeant,

VU les articles R.2162-22 et R.2162-24 du Code de la commande publique relatifs à la composition du jury,

ARRETE

La liste des membres à voix délibérative, désignés ci-après :

- Madame Magaly TONIN, Conseillère départementale, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Jean-Luc SACCANI, Conseiller départemental, Vice-Président, délégué aux Mobilités, aux Infrastructures et aux Constructions, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,

- Monsieur Khalifé KHALIFE, Conseiller départemental, Vice-Président, délégué à l'Enseignement Supérieur, à la Recherche, à l'Innovation et à la Santé, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Madame Ginette MAGRAS, Conseillère départementale, Vice-Présidente, déléguée à la Mémoire Patriotique, à la Relation Citoyenne, à la Sécurité et aux Relations avec les Instances Militaires, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Luc CORRADI, Conseiller départemental, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Madame Salomé GEORGEON, architecte, MATEC, en sa qualité de personne qualifiée,
- Madame Florence AMIAUX-LALLEMENT, architecte-conseiller, Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de Moselle, en sa qualité de personne qualifiée,
- Monsieur Dimitri GRZANKA, architecte DPLG, GREMILLET Architecture, en sa qualité de personne qualifiée.

La liste des membres à voix consultative, en tant que personnes présentant un intérêt particulier pour le projet, désignés ci-après :

- Monsieur Jean-Pierre JULLY – Maire de LORQUIN, ou son représentant,
- Madame Christine JABOIN, Principale du collège des Deux Sarres à LORQUIN,
- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services Départementaux, ou son représentant,
- Madame Anne-Marie HERBOURG, Directeur du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations, ou son représentant,
- Monsieur le Payeur Départemental, ou son représentant.

A METZ, le

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation,
Le Président de la Commission d'Appel d'Offres

Constant KIEFFER

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction des Marchés et du Conseil Juridique
Affaire suivie par : Stéphanie LAURANT
Tél. 03 87 21 98 05
N/Réf : ALBESTROFF_2130

AR Préfecture : 057-225700012-20230207-lmc1X050000401c-AR
Date AR Préfecture : 09-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002130

en date du 7 février 2023

Relatif à la Maitrise d'Œuvre pour la construction d'une demi- pension au collège de l'Albe à ALBERSTROFF
Concours restreint en application des articles L.2172-1, L.2125-1 2° et R.2162-15 à R.2162-26 du Code la Commande Publique

_____

COMPOSITION DU JURY

Décision du représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur Constant KIEFFER, Conseiller Départemental et Président de la Commission d'Appel d'Offres,

VU l'arrêté de délégation n° 2021-000326 en date du 20 septembre 2021 portant délégation en sa faveur pour présider les jurys et commissions prévus par le Code de la Commande Publique et désigner les personnalités compétentes y siégeant,

VU les articles R.2162-22 et R.2162-24 du Code de la commande publique relatifs à la composition du jury,

ARRETE

La liste des membres à voix délibérative, désignés ci-après :

- Madame Magaly TONIN, Conseillère départementale, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Jean-Luc SACCANI, Conseiller départemental, **Vice-Président, délégué aux Mobilités, aux Infrastructures et aux Constructions,** membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,

- Monsieur Khalifé KHALIFE, Conseiller départemental, **Vice-Président, délégué à l'Enseignement Supérieur, à la Recherche, à l'Innovation et à la Santé**, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Madame Ginette MAGRAS, Conseillère départementale, **Vice-Présidente, déléguée à la Mémoire Patriotique, à la Relation Citoyenne, à la Sécurité et aux Relations avec les Instances Militaires**, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Monsieur Luc CORRADI, Conseiller départemental, membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres,
- Madame Salomé GEORGEON, architecte, MATEC, en sa qualité de personne qualifiée,
- Madame Florence AMIAUX-LALLEMENT, architecte-conseiller, Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de Moselle, en sa qualité de personne qualifiée,
- Monsieur Dimitri GRZANKA, architecte DPLG, GREMILLET Architecture, en sa qualité de personne qualifiée.

La liste des membres à voix consultative, en tant que personnes présentant un intérêt particulier pour le projet, désignés ci-après :

- Monsieur Germain MUSSOT – Maire d'ALBESTROFF, ou son représentant,
- Monsieur Christophe KLEIN, Principal du collège de l'Albe à ALBESTROFF
- Monsieur Marc HOUVER, Directeur Général des Services Départementaux, ou son représentant,
- Madame Anne-Marie HERBOURG, Directeur du Patrimoine et de l'Aménagement des Territoires, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations, ou son représentant,
- Monsieur le Payeur Départemental, ou son représentant.

A METZ, le

Le Président du Département
Pour le Président et par délégation,
Le Président de la Commission d'Appel d'Offres

Constant KIEFFER

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

Direction de la Politique de l'Autonomie
Affaire suivie par : Jean-Claude BICEGO
Tél. : 03 87 56 87 29
N/Réf : DPA - CDCA

AR Préfecture : 057-225700012-20230216-lmc1X010000409d-AR
Date AR Préfecture : 16-02-2023

A R R E T E

N° 2023-002153

en date du 16 février 2023

portant désignation de Madame Valérie ROMILLY pour représenter le Président du Département de la Moselle à la présidence du Conseil Départemental de la Citoyenneté de l'Autonomie ainsi que les formations ou commissions s'y rattachant

_____

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 2015-1776 relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015

VU le décret 2016-1203 du 7 septembre 2016 relatif au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie

VU l'article du Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.149-1 et suivants

VU l'article L.3221-7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021, portant élection de Monsieur Patrick WEITEN à la présidence du Conseil Départemental de la Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Madame Valérie ROMILLY, Vice-Présidente du Département, déléguée à l'Autonomie et au Handicap est désignée pour représenter le Président du Département de la Moselle à la Présidence du Conseil départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie et au bureau plénier de cette instance ainsi que dans les deux formations spécialisées et dans les commissions s'y rattachant.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Moselle.

Le Président du Département,

Patrick WEITEN